



## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Appel à propositions de programmes à destination des organismes nationaux  
à vocation agricole et rurale (AAP ONVAR 2022-2027)

# DOSSIER DE CANDIDATURE

## Document définitif – Mars 2022

<b>Nom de la structure candidate : La Coopération Agricole (LCA)</b>	
Numéro SIREN de la structure candidate : 374 179 665	
Budget total (€) : 2 370 238 € Subvention CASDAR annuelle sollicitée : 1 896 000 €	Nbre d'ETP mobilisés : 23,5 ETP Nombre d'actions élémentaires programmées : 7
<i>Désignation de la personne qui engage la structure</i>  Fonction : président Nom et prénom : Dominique Chargé Tél : 01 44 17 57 67 Adresse courriel : <a href="mailto:dcharge@lacoopagri.coop">dcharge@lacoopagri.coop</a> <a href="mailto:mnbruchet@lacoopagri.coop">mnbruchet@lacoopagri.coop</a> Adresse postale : 43 Rue Sedaine, 75011 PARIS	<i>Responsable du suivi du projet</i>  Fonction : Responsable développement Nom et prénom : Françoise Ledos Tél : 06 14 80 47 99 Adresse courriel : <a href="mailto:fledos@lacoopagri.coop">fledos@lacoopagri.coop</a> Adresse postale : 43 Rue Sedaine, 75011 PARIS

Dossier à déposer en un exemplaire papier et une version informatique au format PDF

Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation

MAA/DGPE

Bureau développement agricole et chambres d'agriculture - appel à propositions ONVAR,

3 rue Barbet de Jouy

75349 PARIS 07 SP

[dar.dgpe@agriculture.gouv.fr](mailto:dar.dgpe@agriculture.gouv.fr)

## SOMMAIRE

<b>1. DESCRIPTION DE L'ORGANISME CANDIDAT ET DE SON RÉSEAU</b>	<b>4</b>
<b>11 – Statut</b>	<b>4</b>
<b>12 – Le réseau et ses membres</b>	<b>4</b>
<b>13 – Activités de la tête de réseau</b>	<b>7</b>
131 modalités d'organisation et d'animation	7
132 domaines d'activité	9
133 relations partenariales	10
134 Budget de fonctionnement de la structure et sources de financement	11
<b>2. COMPÉTENCES ET SPECIFICITES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL</b>	<b>12</b>
<b>21 – Description du positionnement de l'organisme dans le dispositif du développement agricole</b>	<b>12</b>
<b>22 – Description des thématiques ou actions innovantes portées par l'organisme</b>	<b>12</b>
<b>23 – Modalités de recueil des attentes des publics cibles</b>	<b>14</b>
<b>24 – Illustrations d'expériences passées en matière de conduite de projet, d'évaluation de programmes et de mesure des impacts des actions menées</b>	<b>14</b>
<b>25 – Organisation de la capitalisation</b>	<b>17</b>
<b>3. PROGRAMME D'ACTIONS PLURIANNUEL 2022-2027</b>	<b>19</b>
<b>31 – Enjeux et priorités</b>	<b>19</b>
311 – Eléments de contexte	19
312 - Enjeux et priorités pour la période 2022-2027	22
<b>32 – Présentation du programme d'actions</b>	<b>23</b>
321 – Synthèse du programme	23
322 – Eléments spécifiques à chaque action	26
<b>33 – Positionnement du programme par rapport à d'autres modes de financement et par rapport à l'ensemble des actions menées par l'organisme</b>	<b>41</b>
<b>34 – Gouvernance du programme pluriannuel</b>	<b>41</b>
341 – Modalités d'élaboration et de gestion du programme	41
342 – Partenariats	44
343 – Modalités de gestion du programme : pilotage des actions, de suivi et d'élaboration des comptes-rendus	47
344 - Modalités d'évaluations du programme sur la période 2022-2027.	48
<b>35 – Fiches actions</b>	<b>48</b>
AE 1 - Atténuer le changement climatique (CLIMAT)	49
AE 2 - Promouvoir, Accompagner et Réussir la Transition AGro-Ecologique dans les coopératives agricoles (PARTAGE)	64
AE 3 - La coopérative, acteur du renouvellement des populations agricoles sur le territoire (CARPAT)	79
AE 4 - Structurer nos actions dans une logique One Health – One Welfare, pour la santé et le bien-être des hommes, des animaux et de l'environnement. Opération 1 (OH) : Maintenir un haut niveau de sécurité sanitaire dans les exploitations,	

les outils industriels et sur les aliments	87
AE4 - Structurer nos actions dans une logique One Health – One Welfare, pour la santé et le bien-être des hommes, des animaux et de l’environnement (OHOW). Opération 2 (OW) : « Contribuer au bien-être des animaux en veillant au bien-être des personnes à leur contact (One Welfare) »	94
AE 5 - Répondre aux attentes des parties prenantes, dont les consommateurs, par les démarches RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) des coopératives agricoles et agroalimentaires (RSE)	101
AE 6 - Contribuer aux objectifs de développement de l’Agriculture Biologique pour des filières durables (BIO)	111
AE 7 - Gouvernance du programme	119
<b>36 – Récapitulatif des moyens humains et financiers du programme</b>	<b>126</b>
<b>4. FICHE DE PRESENTATION DU PROGRAMME PREVISIONNEL PLURIANNUEL 2022-2027</b>	<b>127</b>

# 1. DESCRIPTION DE L'ORGANISME CANDIDAT ET DE SON RÉSEAU

## 11 – Statut

**La Coopération Agricole (LCA) est une association loi 1901.** Elle succède à Coop de France à compter du 01/01/2021 et a repris à l'identique l'ensemble des activités de cette dernière. Représentation unifiée des coopératives agricoles, agroalimentaires, agro-industrielles et forestières françaises, elle est structurée autour d'un Pôle animal (filiales bovine, ovine, porcine, avicole et nutrition animale), d'un Pôle végétal (Métiers du grain et Déshydratation de la luzerne), ainsi que La Coopération Agricole Laitière, et les Vignerons coopérateurs. Ces directions métiers sont appuyées par une direction « Compétitivité et Transition écologique », en charge des sujets transversaux et agroalimentaires ainsi que de directions et services fonctionnels (affaires juridiques et fiscales, affaires sociales, influence et communication...). La Coopération Agricole rassemble également des fédérations nationales métiers et des fédérations régionales.

## 12 – Le réseau et ses membres

Les adhérents de La Coopération Agricole sont des coopératives agricoles et leurs unions, ainsi que des confédérations ou fédérations de coopératives.

Les coopératives sont des entreprises *sui generis* dont le capital social est constitué par les parts sociales détenues par les agriculteurs en activité, qui ont la double qualité d'apporteurs de parts et de clients/fournisseurs de la coopérative. Ils la gouvernent selon le principe démocratique « 1 homme = 1 voix ». Elles ont pour finalité le développement économique de leurs membres, en collectant et transformant les productions ou encore en leur apportant des services nécessaires aux exploitations agricoles. Les résultats de ses activités peuvent faire l'objet, sur décision de l'assemblée générale, d'un intérêt aux parts dont le taux est limité par la loi. Les réserves constituées au sein des coopératives sont impartageables et se transmettent de générations en générations d'agriculteurs. En cas de dissolution, le principe de dévolution à une autre coopérative s'applique. Le Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA) veille à la bonne exécution de l'ensemble des règles qui s'imposent aux coopératives.

Partout en France, les coopératives font vivre les territoires en y créant activités économiques et emplois grâce à un ancrage territorial durable (territoire d'activité inscrit au statut, en dehors duquel un agriculteur ne peut être considéré comme associé coopérateur sauf dérogation limitée par la loi).

Les coopératives ont une capacité de mobilisation très importante : le pourcentage de coopérateurs dans la population actuelle d'agriculteurs est très important (88 % des agriculteurs ou viticulteurs sont membres d'une coopérative d'approvisionnement ou de collecte (+ 4 pts vs 2019) et 54 % d'une CUMA (+ 2 pts vs 2019) selon l'étude menée par le Groupe BPCE auprès de 1379 agriculteurs et viticulteurs en février-mars 2021. <https://newsroom.groupebpce.fr/actualites/bpce-lobservatoire-sur-lagriculture-resultats-de-la-2e-enquete-exclusive-7b9b-7b707.html>. Par ailleurs l'étude menée par le cabinet ADQuation commanditée par LCA, en lien notamment avec la mission d'information parlementaire sur les coopératives, montre que 80% des associés-coopérateurs déclarent avoir confiance dans leur coopérative (étude réalisée auprès d'un panel représentatif de 1152 agriculteurs adhérents de coopératives entre le 7 septembre et le 30 décembre 2021 au sein des filières suivantes : grandes cultures, productions laitières (bovins, ovins, caprins), productions animales (bovins, porcins, volailles, ovins), viticulture et luzerne). Pour en savoir plus : [ici](#)

L'article L 521-1 qui définit l'objet des sociétés coopératives agricoles indique dans son point c que les coopératives ont pour mission de « fournir à leurs seuls associés coopérateurs et pour l'usage exclusif de leurs exploitations agricoles et forestières tous services nécessaires à ces exploitations, notamment en mettant à leur disposition du matériel, des machines agricoles, des moyens d'entretien et de

réparation, des animaux, des moyens de perfectionnement technique et de formation professionnelle, des organismes d'études, d'expérimentation et d'analyse, ainsi que le personnel spécialisé correspondant », éléments correspondant à la définition du développement agricole du même article du code rural : « Relèvent du développement agricole : la mise en œuvre d'actions de recherche finalisée et appliquée ; la conduite d'études, d'expérimentations et d'expertises ; la diffusion des connaissances par l'information, la démonstration, la formation et le conseil ; l'appui aux initiatives locales entrant dans le cadre de sa mission ».

Pour ce qui nous intéresse en matière de développement agricole, les coopératives sont présentes à différents niveaux :

- Nombre d'entre elles disposent de services techniques qui fournissent des conseils à leurs adhérents et accompagnent les évolutions sur les exploitations. On estime à 7500 le nombre de conseillers de coopératives, dont les profils sont variés. Une étude que nous avons réalisée en 2018 auprès de coopératives de Métiers du Grain, nous a permis d'identifier 6 catégories :
  - Responsable technique : encadre l'équipe terrain (technique et/ou commerciale) et coordonne l'activité.
  - Conseiller technique spécialisé : apporte aux adhérents un conseil spécialisé dans un domaine spécifique (fertilisation, irrigation, énergie, environnement...).
  - Conseiller technique généraliste : apporte un appui généraliste de conseil technique, suivi des démarches qualité, appui au montage de dossiers, appui à la commercialisation des productions de l'agriculteur. N'a pas de fonction commerciale vis-à-vis des intrants.
  - Conseiller technique et commercial généraliste : apporte un appui généraliste de conseil technique, suivi des démarches qualité, appui au montage de dossiers, appui à la commercialisation des productions de l'agriculteur, distribution des intrants.
  - Conseiller système : réalise un conseil systémique à l'échelle de l'exploitation.
  - Conseiller expérimentation/innovation : réalise les expérimentations et la R&D.

Cette étude consultable [ici](#) (site LCA) ou [sur rd-agri](#) date d'une période antérieure à l'application de la loi sur la séparation de la vente et du conseil de produits phytopharmaceutiques qui a bien sûr interrogé les entreprises. Mais rappelons que celle-ci ne porte que sur le conseil aux produits phytopharmaceutiques et que, en outre, tous les conseillers de coopératives ne sont pas engagés dans des actes de commercialisation (cf. les catégories ci-dessus).

Ces conseillers constituent le principal relais entre les coopérateurs et les dirigeants des coopératives, tant par la remontée d'information sur les besoins des coopérateurs que pour relayer les décisions prises par les administrateurs des coopératives auprès des associés coopérateurs. Leur présence sur le terrain leur permet d'identifier des bonnes pratiques et de les essayer. Ils ont ainsi un rôle essentiel à jouer dans l'innovation (repérage, diffusion, validation...). Ils constituent pour nous un public cible essentiel de nos actions, directement ou par l'intermédiaire des équipes qui les encadrent (équipes salariées ou membres des conseils d'administration).

Concernant LCA, parmi ses missions, sont identifiées (cf. Statut) :

- *Mettre en œuvre le conseil et le développement agricole par l'appui apporté aux agriculteurs coopérateurs*
- *Mettre en œuvre, directement ou indirectement, la formation par tous moyens des sociétaires, des responsables élus et salariés de coopératives agricoles et plus généralement de toutes personnes appelées à connaître des questions relatives à La coopération agricole*
- *Mettre en œuvre des actions de conseil et de développement au bénéfice des agriculteurs coopérateurs*

Elle joue ce rôle essentiellement par l'intermédiaire de la mobilisation des dirigeants de coopératives, des conseillers et plus rarement, en direct auprès des coopérateurs. C'est à ce titre qu'elle relève des Organismes nationaux à Vocation Agricole et Rural, tels que définies dans le Code Rural (cf. article L820-2).

## La Coopération Agricole et son réseau

Les agriculteurs sont associés-coopérateurs au sein des coopératives. Ces dernières ont créé des instances de concertation collectives selon des logiques métiers ou territoriales. LCA est la tête de réseau de cet ensemble et ses actions de développement s'inscrivent dans ce cadre.

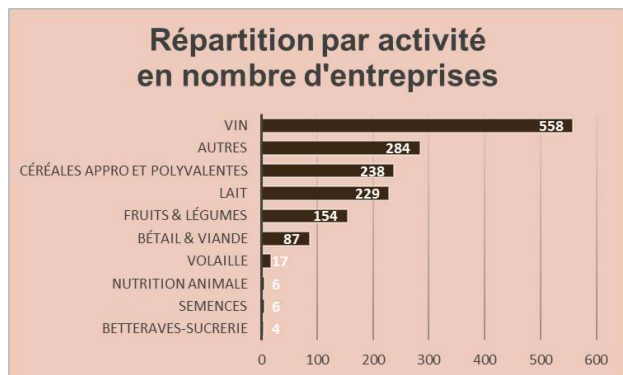
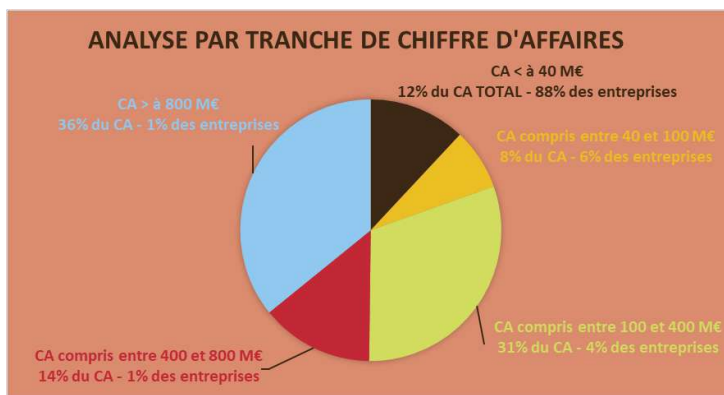
### Les coopératives

L'observatoire économique du HCCA nous permet de disposer d'informations statistiques mises à jour régulièrement et faisant l'objet d'une publication annuelle téléchargeable [Ici](#). Cet observatoire porte sur 1583 coopératives et couvre 99% du chiffre d'affaires de la coopération agricole du périmètre couvert par le HCCA (2023 coopératives), légèrement différent de celui de LCA qui dénombre 2200 coopératives, certaines formes coopératives, SICA notamment, ne faisant pas partie du champ du HCCA. Cela représente un chiffre d'affaires de 85,4 milliards d'euros et plus de 180 000 salariés. Les graphiques ci-dessous illustrent les principaux enseignements que l'on peut tirer des chiffres et qui permettent de se faire une idée du paysage coopératif en France :



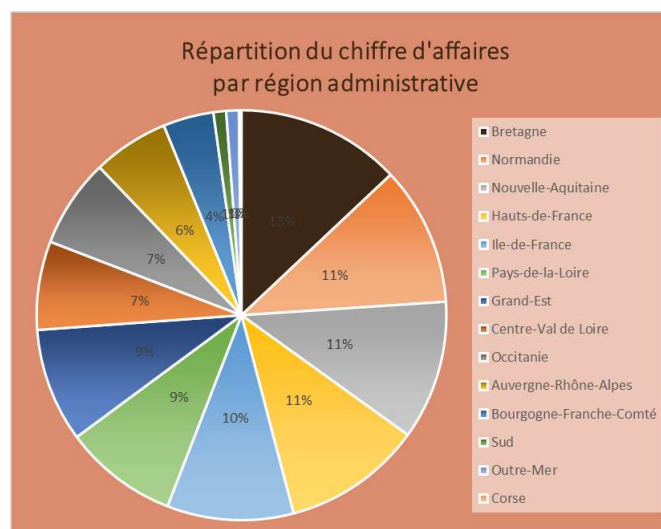
90% de TPE – PME. Les 100 premières coopératives en termes de chiffre d'affaires représentent 85% de l'activité économique des coopératives (73,2 milliards d'€ de CA sur un total de 85,4 pour les 1583 coopératives).

Les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 800 millions d'euros ne représentent que 1 % des entreprises mais représentent 36% du chiffre d'affaires.



Le secteur viticole dénombre à lui seule près d'un tiers des coopératives, généralement de petites tailles. Ce sont les coopératives du groupe « céréales-appro et polyvalentes » qui comptent parmi les plus grandes entreprises, avec quelques coopératives laitières (au sein de l'observatoire, l'activité dominante est définie à partir du ratio chiffre d'affaires de l'activité/chiffre d'affaires total).

Les différences régionales sont également assez importantes, en lien avec la nature des activités agricoles et agro-alimentaires de la région, mais également du fait de la taille des entreprises. A titre d'illustration le chiffre d'affaires total de la région Sud est inférieur au chiffre d'affaires de la coopérative Agrial. Pour autant les coopératives y couvrent une part importante du territoire et y jouent un rôle socio-économique très important.



## 13 – Activités de la tête de réseau

Selon ses statuts, LCA a pour objet et pour mission de :

- *Promouvoir et valoriser les spécificités des coopératives et des groupes coopératifs au sein du monde agricole, agro-alimentaire, agroindustriel et forestier, dans leur contexte économie aux niveaux régional, national, européen et mondial ;*
- *Défendre les intérêts de ses adhérents, notamment en termes de compétitivité ;*
- *Accompagner ses adhérents dans leurs démarches de création de valeurs ;*
- *Promouvoir et défendre les métiers définis à l'article 1 ;*
- *Promouvoir le rôle des coopératives dans l'alimentation ;*
- *Accroître la force d'expression et d'influence de la coopération agricole française*
- *Mettre en œuvre le conseil et le développement agricole par l'appui apporté aux agriculteurs coopérateurs*

Ses missions sont donc très larges et LCA s'apparente à une organisation patronale qui, par exemple, négocie et signe des conventions collectives conformément au Code du travail. Pour ce qui nous intéresse ici, tant les statuts de LCA que ceux des coopératives qu'elle fédère, lui confèrent un rôle dans le développement agricole sachant que les coopératives ont par ailleurs pour finalité le développement économique de leurs membres, sans lequel aucun développement ne serait possible : « Les sociétés coopératives agricoles ont pour objet l'utilisation en commun par des agriculteurs de tous moyens propres à faciliter ou à développer leur activité économique, à améliorer ou accroître les résultats de cette activité » (Art L 521-1 du Code Rural).

En tant que tête de réseau, LCA s'appuie sur l'ensemble de ses organisations adhérentes pour assurer la diffusion aux agriculteurs, qui se fait par l'intermédiaire des entreprises coopératives. De même la définition des orientations sur la base des besoins des agriculteurs se fait grâce à un processus d'échanges entre les différents niveaux.

### 131 modalités d'organisation et d'animation

- *modalités d'organisation et d'animation (avec illustration sous forme d'organigrammes et de cartes), description des moyens et des compétences au service du fonctionnement en réseau ;*
- *existence et structuration (actuelles et à venir) du réseau au niveau régional ;*

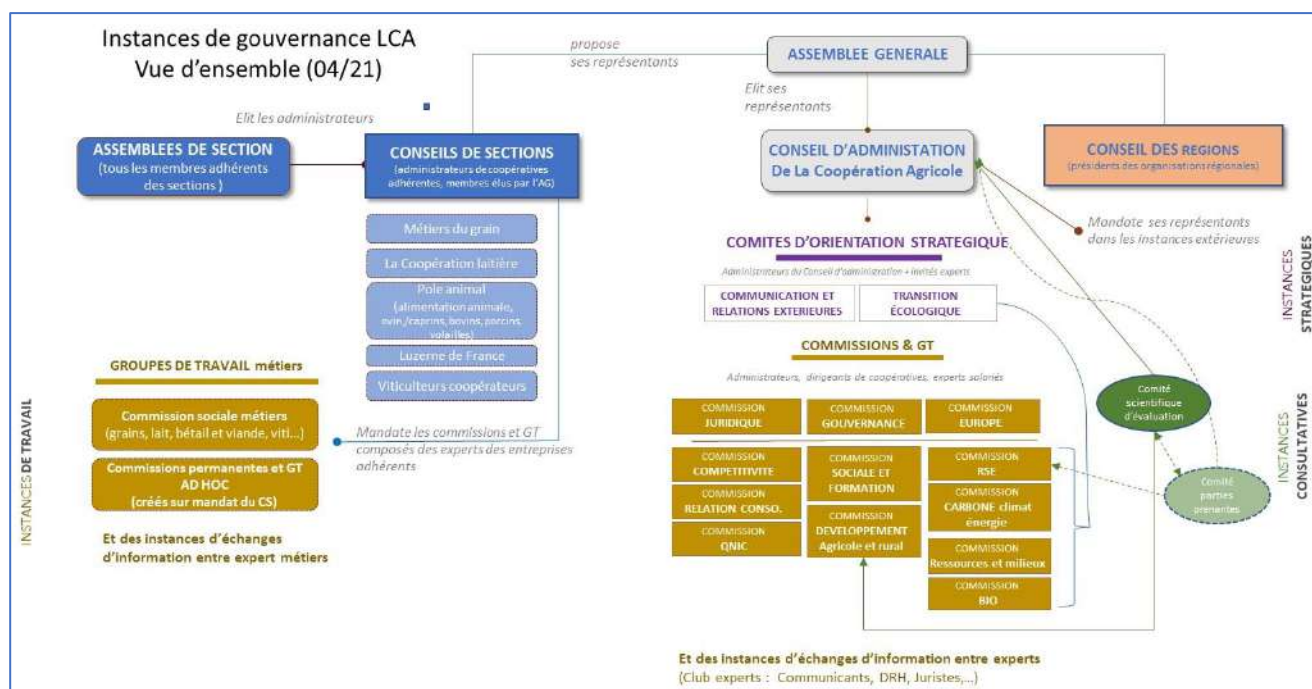
Le réseau de La Coopération Agricole repose sur la base des 2200 coopératives agricoles présentes sur le territoire national. Ces coopératives cotisent au niveau territorial et/ou selon leur(s) métier(s). A ce jour sont mobilisés autour des questions de développement agricole (cf. programme 2015 – 2021) :



- Les fédérations régionales indiquées sur la carte jointe ainsi que la fédération régionale des coopératives agricoles de la Réunion. Concernant la Normandie, la fédération existe mais n'a pas de salariés, des échanges sont en cours pour que LCA Ouest fasse le lien et mobilise ainsi les coopératives de Normandie. En Bourgogne-Franche-Comté, la fédération existe également mais elle mobilise 0,5 ETP et il n'y a pas de souhait exprimé de s'inscrire dans le programme de développement.
- Les métiers intégrés au sein de LCA : l'ensemble du pôle animal et des métiers du grain, les coopératives de déshydratation, la filière viticole, le lait, par l'intermédiaire du BTPL.
- Les métiers non fusionnés : fruits et légumes et plantes à parfum aromatiques et médicinales.

Les agents inscrits au programme de développement sont essentiellement des ingénieurs agri/agro. On dénombre également la mobilisation de 3 juristes et de 2 vétérinaires. Récemment, on assiste à une certaine diversification des profils avec l'arrivée de quelques personnes issues de grandes écoles de commerce ou de profils universitaires. L'ensemble des moyens mobilisés correspond ainsi à des profils Bac+5 minimum.

Nos instances de gouvernance sont schématisées ci-dessous :



La comitologie en place est intéressante pour notre programme. Si nous avons conforté la place de la commission développement et du comité d'orientation du développement présentés dans la partie gouvernance, nous nous sommes enrichis, par rapport à la programmation précédente, d'instances permettant d'assurer le reporting et l'orientation des travaux en fonction des besoins attendus par les experts de coopératives, élus et salariés, qu'elles mobilisent (commissions et comités chapeautés par le comité d'orientation stratégique des transitions écologiques notamment). Classiquement, les

orientations sont décidées par le Conseil d'administration de LCA, avec délégation de travail à des commissions qui rendent compte au conseil. La présidence de la commission est assurée par un responsable professionnel élu, agriculteur administrateur de sa coopérative et membre du conseil d'administration de LCA, désigné par ce conseil, et entouré d'au moins 2 à 3 autres responsables professionnels qui le soutiennent dans la réflexion. Pour illustrer ce point, prenons pour exemple l'animation mise en place pour le développement de l'agriculture biologique : nous estimons, en croisant différentes sources (HCCA, Agence Bio notamment) à 750 le nombre de coopératives engagées dans l'agriculture biologique. 105 sont membres de la commission ad hoc au sein de la fédération, mais elles représentent à elles seules une part très importante de l'activité bio des coopératives. Une vingtaine d'entre elles constituent un « noyau dur » pour travailler sur les orientations, dont 14 portent des mandats extérieurs pour le compte de LCA.

L'organisation régionale des coopératives au travers de fédérations régionales est historique, elles apparaissent au milieu du XXème siècle au moment de l'essor du mouvement coopératif, initié en particulier par une impulsion volontaire et conjointe des professionnels et des pouvoirs publics. Leur périmètre d'actions est aujourd'hui calé sur les régions administratives, à l'exception de LCA Ouest qui couvrent les deux régions Bretagne et Pays-de-la-Loire.

Les fédérations régionales réunissent les entreprises sur des sujets spécifiques au territoire et transversaux à l'ensemble des métiers. Elles ont une vocation générale de représentation de la coopération agricole auprès des institutions professionnelles, administratives et politiques régionales ; elles servent de support aux actions de développement et de formation au bénéfice des entreprises coopératives. Elles sont parfois amenées à développer des sections par filière, pour les grandes filières régionales : cas du vin dans les régions viticoles par exemple... Les sujets traités et les services apportés varient en fonction des enjeux territoriaux et du tissu coopératif régional. De ce fait, les régions disposent de compétences spécifiques en lien avec leurs particularités régionales qui sont indispensables pour l'échelon national dans la compréhension des situations économiques, la construction des orientations politiques... ce qui se décline bien évidemment pour le développement agricole coopératif. Par ailleurs aucune action de développement initiée par la tête de réseau ne trouverait de sens si elle n'était pas relayée sur le terrain, ce que permet la présence en région des ingénieurs impliqués dans le programme de développement.

La création d'un comité des régions (cf. diagramme des instances en p. 5), présidé par Jean-Pierre Arcoutel, vice-président de LCA et également président de la commission développement, est un marqueur du souhait de LCA d'articuler sa politique en tenant compte de toutes les sensibilités territoriales. On retrouve également cette préoccupation dans notre raison d'être : « Bâtisseurs solidaires d'une alimentation durable et de territoires vivants ».

Le réseau régional comptait 90 ETP en 2019. Dans le cadre de cette nouvelle proposition, le temps mobilisé par les régions pour contribuer au programme est de 12,5 ETP, variant de 0,2 à 2,5 par région selon la taille du territoire et la volonté des coopératives de se mobiliser dans le développement agricole voire dans le tissu fédératif régional.

### **132 domaines d'activité**

LCA représente les intérêts des coopératives et fédérations grâce à différentes actions auprès des pouvoirs publics et des organisations professionnelles ou interprofessionnelles, aux niveaux national, européen et international. Elle s'inscrit dans l'ensemble des politiques publiques qui concerne le secteur agricole et joue son rôle de corps intermédiaire entre les coopératives qu'elle représente et les pouvoirs publics. La liste est longue, citons parmi celles qui vont impacter notre programme : la Politique Agricole Commune bien sûr, le projet agro-écologique, la loi Egalim, la stratégie nationale bas carbone ou encore les politiques d'installation en agriculture.

LCA a 4 grands domaines d'activité :

- Promouvoir et valoriser les spécificités des coopératives
- Promouvoir et défendre les métiers de ses adhérents
- Accroître la force d'expression et d'influence de la coopération agricole française
- Contribuer au développement agricole par l'appui apporté aux agriculteurs coopérateurs.

Elle négocie par ailleurs toute convention collective et accord collectif conformément au code du travail au bénéfice des salariés de ses structures adhérentes.

Elle participe, directement ou indirectement, à la formation des sociétaires, des responsables élus et salariés de coopératives agricoles et plus généralement de toutes personnes appelées à connaître des questions relatives à la coopération agricole. Elle met aussi en œuvre des actions de développement au bénéfice des agriculteurs des coopératives, par l'intermédiaire des coopératives.

### **133 relations partenariales**

La Coopération Agricole est représentée et active au sein de nombreux organismes professionnels :

- Elle adhère au titre de la coopération à la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles (CNMCCA), aux côtés de la Fédération nationale du crédit agricole (FNCA) et de la Fédération nationale de la mutualité agricole (FNMA qui regroupe la MSA et Groupama). C'est à ce titre qu'elle siège dans certaines organisations comme le Conseil supérieur d'orientation de l'agriculture française et de ce fait à la CT DAR du CSO.
- Elle est membre du Conseil de l'Agriculture française (CAF), aux côtés de la FNSEA, des JA, de la CNMCCA, de la FNCA, de la FNMA et de l'APCA.
- Au niveau européen, elle est membre du Comité Général de la Coopération Agricole de l'Union Européenne (COGECA).
- Elle détient des mandats au Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE).

La Coopération Agricole est également partenaire des organisations suivantes :

- l'Association Nationale de Révision (ANR)
- le Haut conseil de la coopération agricole (HCCA)
- OCAPIAT, opérateur de compétences de la coopération agricole, de l'agriculture, de la production maritime, de la transformation alimentaire et des territoires.
- CoopFr (organisation représentative du mouvement coopératif français)

En tant qu'organisme national à vocation agricole et rurale (ONVAR), elle participe aux instances de concertation entre ces organisations.

Concernant les relations partenariales en lien avec la R&D :

Nous avons un nombre important de relations avec la recherche en matière de développement agricole, même si cela paraît peu dans les statistiques du Casdar ou dans ceux d'autres sources de financement, ainsi que dans notre budget. Cela vient du fait que nous sommes fréquemment associés à des projets sans en percevoir de financement, ou pour des montants très faibles par rapport aux projets. Nous avons réalisé une enquête à ce sujet sur 2020/2021 auprès de notre réseau de fédérations et identifiés dans l'ensemble du périmètre LCA pas moins de 60 engagements dans des projets de R&D. Nous distinguons 3 situations :

1. Associé au suivi de projet, consulté sur les orientations par rapport aux besoins des entreprises. Nous contribuons à la diffusion des résultats sans bénéficier de financements : pôles de compétitivité, RMT, PSDR... cela représente près de la moitié des cas.
2. Sollicité pour être partenaire d'un projet : participation à la définition et au suivi du projet, diffusion des résultats. Nous sommes partenaires de projet. Nous mobilisons parfois des enveloppes

conséquentes pour financer essentiellement les actions réalisées par les coopératives et pouvons valoriser un peu de temps d'animation et pour la capitalisation et l'essaimage ultérieur des informations. Cela représente environ 35% des cas.

3. Les 15% restant nous identifient comme des partenaires à part entière : impliqué dans l'ingénierie de projets pour être partenaires financés : définition et pilotage ; mobilisation de coopératives (tests) ; diffusion des résultats à tous. Peut aller jusqu'à être chef de projet : deux cas.

De ce fait notre engagement dans la R&D est peu visible mais loin d'être inexistant. Par ailleurs, notons qu'une partie échappe en grande partie au réseau fédératif, étant conduite par les entreprises elles-mêmes, les plus importantes déployant leurs propres réseaux de R&D. Pour ces entreprises, ce n'est pas notre engagement direct dans les projets qui est le plus attendu, mais plutôt le lieu d'échanges que nous constituons, permettant d'enrichir leur propre réseau de partenaires, ce qui est très difficile à mesurer.

### **134 Budget de fonctionnement de la structure et sources de financement**

Les ressources des fédérations de coopératives, dont La Coopération Agricole à l'échelon national, sont constituées de :

- Cotisations des membres
- Subventions
- Facturations de services aux coopératives
- Produits divers

Sur ces trois dernières années, le budget moyen de LCA est de l'ordre de 17 millions d'euros et les sources de financement sont les suivantes : cotisations = 75% ; subventions = 15 % ; autres produits = 10%. Les 15% de subventions sont couverts à près de 90% par le programme de développement pluriannuel financé par le Casdar. Les autres sources de subvention correspondent à des conventions avec différents partenaires : DGAL, ADEME, FranceAgriMer... Nous sommes partenaires de plusieurs projets européens Life, mais pour les raisons évoquées ci-dessous, pour des montants ne dépassant pas quelques milliers d'euros annuels.

A l'échelle globale du réseau (donc LCA national + les fédérations évoquées précédemment), nous sommes sur un budget global annuel de 30 millions d'euros dont 61% de cotisations et 15% de subventions, dont la moitié de Casdar, certaines régions ayant plus diversifié leurs sources de financement que d'autres. Au global, on a également une part plus importante de prestations de services. C'est le cas notamment en Occitanie où le grand nombre d'ETP s'explique pour partie par des prestations de service aux caves coopératives (comptabilité, paie...).

La réflexion en cours sur le financement de l'accompagnement des transitions nous amène à amplifier nos actions pour favoriser l'accès de fonds, mais dans un premier temps au moins, plus au profit des coopératives que pour lever des fonds pour notre propre structure.

## **2. COMPÉTENCES ET SPECIFICITES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL**

### **21 – Description du positionnement de l'organisme dans le dispositif du développement agricole**

Nos apports spécifiques en matière de développement agricole, se résument de la manière suivante :

- Nous avons une grande capacité de diffusion via les coopératives qui touchent 3 agriculteurs sur 4. Il faut, pour mieux activer ce potentiel, que nous mettions à disposition des coopératives des outils le facilitant : c'est pourquoi la mobilisation du numérique est un point important dans notre futur programme, même s'il n'est pas identifié comme une action en tant que telle mais plutôt comme un support à plusieurs actions.
- Nous sommes la seule organisation à aller jusqu'à la mise en marché des produits, à quelques rares exceptions près (circuits courts). Nous assurons ainsi le lien amont-aval, visons la création de valeur en ayant des éléments en main pour l'assurer.
- Notre lien au marché, nous confère une capacité à capter des signaux faibles, relayés par les coopératives dans nos groupes de travail, concernant les attentes des consommateurs et des citoyens, notamment par le biais des exigences des distributeurs dans les cahiers des charges. C'est un point qui explique par exemple une montée en puissance de la question du bien-être animal apparue dans notre programme 2015-2021 et qui progresse encore sur les années à venir (devient une opération du programme).
- Liens avec l'ensemble des autres organisations de la RDI (Chambres, ITA, ONVAR, INRAE, enseignement supérieur...) : en tant qu'organisme économique, nous travaillons avec de nombreuses organisations de diverses natures (cf. rubrique partenariat à partir de la page 43).

### **22 – Description des thématiques ou actions innovantes portées par l'organisme**

*– description des thématiques ou actions innovantes portées par l'organisme ;*

Un processus est en cours pour innover dans les dispositifs de diffusion des informations avec les bénéficiaires. L'usage du numérique et des réseaux sociaux nous permet d'envisager un certain nombre d'avancées et de réalisations qui n'étaient pas imaginables en l'absence de ces outils. Elles doivent nous permettre d'augmenter les flux d'informations et de partages avec nos publics cibles :

- La crise Covid a eu un effet bénéfique sur ce point, elle nous a obligé à utiliser différents outils de partage d'information à distance qui nous permettent d'échanger des ressources avec des groupes d'utilisateurs internes au réseau et avec les coopératives. Nous sommes également de gros utilisateurs de l'outil Klaxoon, outil qui favorise l'intelligence collective, tant en présentiel qu'en distanciel, en instantané ou en asynchrone.
- Création de MOOC<sup>1</sup>, avec plusieurs expériences : sur la coopération agricole, la RSE et l'énergie. La préparation d'un MOOC sur le conseil et l'innovation est en cours, en partenariat avec Agreenium et FUN MOOC, AgroSup Dijon (Claude Compagnonne et Paul Ory), la FNCuma et l'APCA. La construction de ce MOOC s'est faite à notre initiative du fait de notre volonté de capitaliser et mieux diffuser les expériences compilées dans le Théma sur le conseil et l'innovation. Elle nécessitait cependant des apports théoriques que nous ne maîtrisons pas et, sous l'impulsion d'Agreenium, nous avons mobilisé tout un écosystème autour de cette question.
- Utilisation des outils de la plate-forme numérique La Coopération Agricole : utilisation du compte Twitter pour diffuser de l'information sur des événements remarquables de notre programme ou encore mobilisation de la newsletter pour diffuser de l'information (12000 destinataires, coopératives, institutionnels...). Un travail spécifique fait lors de la sortie de 3 Théma en 2020, a permis

---

<sup>1</sup> massive open online course, c'est à dire formation en ligne ouverte à tous

de constater les potentialités de l'utilisation des réseaux sociaux et nous a invité à poursuivre en ce sens :

- Théma conseil – innovation : simple mise en ligne → 20 téléchargements
- Théma sur l'agro-écologie, constitution d'un dossier spécifique sur le site Internet de LCA, permettant de le positionner en actualité → 200 téléchargements
- Théma ODD, relayé sur les réseaux sociaux avec tournage d'une mini vidéo → 1500 téléchargements
- La Coopération Agricole s'est par ailleurs dotée d'un outil CRM (customer relationship management) qui doit nous permettre d'adresser des alertes et de l'information de façon facilitée (en cours).

Un autre intérêt de ces outils est qu'ils offrent une capacité à tracer les événements qui nous permettent d'envisager des indicateurs de suivi intéressants.

Nous disposons par ailleurs dans notre programme d'actions qu'on ne retrouve pas ou traitées de manière très différente dans les programmes de développement des autres organisations, ONVAR, chambres d'agriculture ou réseau des instituts techniques, ce qui constitue en soi une innovation au sein du PNDAR. Le travail réalisé par La Coopération Agricole sur la RSE (responsabilité sociétale des entreprises) en est un exemple notable : par notre action nous avons contribué à la rédaction de la norme ISO 26030, déclinaison sectorielle, dédiée à l'agro-alimentaire, de la norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale des organisations. L'économie circulaire et la bioéconomie constituent un autre exemple intéressant : du fait de nos outils industriels sur les territoires, nous faisons un lien entre agro-écologie et démarches des filières pour des cycles vertueux (cf. Théma sur le sujet). Ces thématiques se trouvent traitées dans nos organisations de façon préférentielle, parce que par nature nous envisageons les dossiers en prenant en compte non seulement la dimension exploitation agricole rattachée à sa structure coopérative, mais aussi l'ensemble de la chaîne de valeur, tout en étant très ancré dans les territoires.

Nous cherchons aussi à favoriser l'innovation dans les entreprises et ce par quatre voies principales :

- Identification de pratiques innovantes éprouvées par les entreprises pionnières d'une part, mais également par un travail de veille, puis diffusion large à l'ensemble des entreprises.
- Sensibilisation des entreprises à l'intérêt de l'innovation au travers de réalisations concrètes inscrites au programme : par exemple, organisation de colloques sur l'Open Innovation. Nous nous appuyons sur quelques entreprises très en avance (sur cette thématique, il s'agit essentiellement des plus grands groupes coopératifs ayant des moyens d'investissements en propre dédiés à ces sujets) pour permettre aux autres d'identifier l'intérêt et les méthodes pour développer des collaborations avec des nouveaux acteurs de l'écosystème de l'AGtech.
- Construction de partenariats avec l'appareil de recherche et développement sur des thématiques données. Nos initiatives sur ce plan sont diverses et non coordonnées, nous devons améliorer ce point, ce sera une ligne de conduite que nous mettrons en place au cours de la future programmation.
- Nous souhaitons aussi, grâce à notre programme de développement, favoriser l'appropriation des résultats de démarches prospectives voire initier des réflexions à caractère prospectif dans notre réseau. C'est sans doute un exercice difficile car la pression économique est forte et conduit à s'intéresser d'abord aux enjeux de court terme. Ainsi nous nous intéresserons particulièrement au concept One Health qui induit une approche holistique qui n'est pas familière aux entreprises, mais qui est riche d'enseignement, compte tenu notamment des enjeux climatiques ou de biodiversité et leurs conséquences sur le plan sanitaire. Nous en sommes pour l'instant aux prémices de ce travail, qui sera important pour le futur, la plus grande difficulté n'étant pas d'engager la réflexion, mais de construire des scénarios pour en tirer toutes les conséquences et les approfondir, y compris en termes d'incidence économique. Le souhait est que notre comité scientifique d'évaluation nous appuie en ce sens, comme il a pu le faire sur la période 2015-2021.

## 23 – Modalités de recueil des attentes des publics cibles

– modalités de recueil des attentes des publics cibles ;

Le recueil des attentes des publics cibles se fait en priorité grâce aux nombreux groupes de travail que nous réunissons tant au niveau national qu'au niveau régional, sous forme de commissions ou de comités d'orientations stratégiques réunissant des responsables agriculteurs élus de coopératives et des encadrants d'équipes de conseillers. Ainsi, notre organisation a bien évolué dans le sens que nous suggérait le CSE, à savoir avoir des instances bien identifiées de reporting et d'orientations de nos actions, tous les sujets étant dorénavant peu ou prou couverts.

Enfin, après une première expérience réussie pour travailler avec un groupe de jeunes coopérateurs grâce à l'outil Klaxoon, outil numérique de travail collectif favorisant l'intelligence collective, nous avons continué à utiliser cet outil qui nous sert à différentes fins, mais notamment au recueil des attentes de nos publics cibles. Ainsi le groupe de travail sur le bien-être animal, constitué de représentants des fédérations et de coopératives particulièrement impliquées sur le sujet, a réalisé une séquence de priorisation d'actions grâce à cet outil.

## 24 – Illustrations d'expériences passées en matière de conduite de projet, d'évaluation de programmes et de mesure des impacts des actions menées

– illustrations d'expériences passées en matière de conduite de projet, d'évaluation de programmes et de mesure des impacts des actions menées. A ce titre, les structures lauréates de l'AAP ONVAR 2014 présenteront les principaux enseignements du bilan de la programmation 2015-2020 (cf tableau AFOM demandé dans le bilan 2020) ;

Dès 2007, Coop de France et la FNCuma se sont dotées d'un comité scientifique d'évaluation (CSE), confirmé à partir de 2009 par le ministre de l'Agriculture dans son rôle d'évaluation des actions du programme de développement agricole commun aux deux réseaux. Philippe Lacombe (de 2007 à fin 2013), Maurice Barbezant (2014) et Benoît Lesaffre (depuis 2015) se sont succédé à la présidence. Ce comité réunit des représentants d'organisme de recherche, de l'enseignement supérieur, de collectivités territoriales, d'organisations professionnelles agricoles et du monde économique. Depuis la mise en place du comité scientifique et technique des ONVAR (CST) en 2017, le président de notre CSE est membre du CST. Réciproquement, un membre du CST est devenu membre du CSE.

Les grandes étapes du processus d'évaluation ont été les suivantes :

- Evaluation chaque année, en novembre, du prévisionnel de l'année suivante
- Bilan à mi-parcours
- Travail spécifique de notre réseau, avec l'appui des services du Ministère de l'Agriculture (Hervé Bossuat) et de Benoît Lesaffre, sur l'évolution de nos indicateurs par rapport à la rédaction du prévisionnel 2015-2020.
- Evaluation ex-post du programme 2015-2020 (rapport finalisé en mai 2021)
- Evaluation ex-ante du programme 2022-2027 programmée en octobre-novembre.
- Présentation des éléments de bilans (mi-parcours et 2015-2020) aux instances de LCA : courrier à la présidence et présentation en bureau du conseil d'administration.

Les modalités et le déroulement de l'évaluation reposent sur les principes suivants : démarche d'évaluation-conseil ; évaluation des actions en reliant besoins, objectifs, résultats et moyens ; nécessité de distinguer les indicateurs de moyens et de production, sous réserve d'indicateurs appropriés ; analyse des suites données à l'évaluation précédente, lorsque l'action en cours peut être reliée à une action antérieure. Ce processus a été actualisé pour intégrer les éléments discutés entre comités scientifiques et avec le ministère pour définir le cadre de restitution au ministère du bilan 2015-2020.

Le travail conduit par le CSE est extrêmement bénéfique :

- Il installe progressivement une rigueur de méthode dans la conduite des actions du programme (évaluation annuelle, interventions auprès des réalisateurs et chefs de projet lors des séminaires et réunion de commission développement...), ce qui est complémentaire du mode projet.
- Il renforce l'efficacité et la cohérence du programme final grâce à l'évaluation à mi-parcours : constat confirmé à la réalisation du bilan 2015-2020, qui a mis en lumière la mise en œuvre de plusieurs recommandations émises à mi-parcours.
- A l'échelle du programme, il a permis de mieux préciser les attendus en éclairant les chefs de projet sur les côtés délétoires de la formulation trop générique et ambitieuse des actions pour les cibler sur des objectifs atteignables et mieux calibrés par rapport aux moyens mobilisés.
- Enfin, en mettant en lumière les acquis et les pistes de progrès auprès des instances de l'institution, il consolide la démarche de contribution de cette dernière aux politiques publiques.

A noter que sur la période 2015-2020, le ministère a souhaité adosser une mission d'appui à la prospective à celle d'évaluation. Notre comité a ainsi produit 4 avis à caractère prospectif suite à des sollicitations que nous avons faites : sur la séparation vente/conseil (pour LCA) ; sur le renouvellement des générations (l'avis a largement inspiré la rédaction de notre réponse à l'appel à projet Innovation Partenariat – projet RENOUER : non lauréat en 2021, re-travaillé par les différents partenaires pour un dépôt à l'appel à projet co-innovation en février 2022) ; sur le conseil (avis qui est utilisé dans les travaux actuels des programmes pluriannuels LCA et FNCuma et dans le cadre de la construction du MOOC). Ces derniers avis ont été produits sur sollicitations conjointes de LCA et de la FNCuma ; sur nos démarches stratégiques respectives (Vision 2030 pour LCA).

En contre-point des constats très positifs évoqués plus haut, notons une méconnaissance encore trop importante des travaux du comité auprès de nos dirigeants, seules quelques personnes en nombre insuffisant en ont connaissance. Nous venons de clore un travail de mise en valeur de notre bilan qui permettra de mettre ce point mieux en lumière (cf plaquette en annexe). Par ailleurs, le président du comité scientifique d'évaluation sera membre à part entière de notre comité des parties-prenantes.

Avant de présenter les fruits du travail réalisé en bilan sous forme d'une matrice AFOM, rappelons que nous sommes associés au pilotage des travaux visant à transposer la méthode ASIRPA à l'évaluation des travaux du Casdar (pour en savoir plus sur la méthode ASIRPA : [ici](#) ). Nous avons conduit plusieurs travaux pour améliorer nos indicateurs sur la période 2015-2021 et comptons amplifier ce travail par la suite.

De la matrice AFOM (ci-après) élaborée à l'occasion du bilan 2015-2021, nous avons retiré les éléments suivants :

- Nécessité de **consacrer des moyens à la mesure des résultats et des impacts**, avec des outils qui permettent de diffuser l'information.
- L'ensemble des thématiques sont pertinentes et à poursuivre. La **pondération des thématiques** peut évoluer : montée en puissance des questions sur le changement climatique, l'alimentation durable... et nous devons notamment continuer à suivre, en la renforçant, une ligne directrice autour de la **RSE** qui conjugue enjeux économiques, environnementaux et sociétaux. Nous avons assez largement multiplié les champs d'investigation dans le cadre de nos travaux 2015-2021 par rapport aux années antérieures et nous n'avons pas identifié de sujets en lien avec notre programme où aucune coopérative ne serait impliquée. Cela prouve, si cela était nécessaire, que les coopératives sont engagées dans les enjeux sociétaux portés par le PNDAR. Cela veut aussi dire que notre réseau est performant dans l'exercice d'identification et que notre maillage territorial est efficace pour faire le lien entre les entreprises et les structures fédérales. Il est nécessaire de maintenir nos efforts en ce sens.
- En interne, nous devons contribuer à la mise en place d'une **véritable stratégie de partenariat** favorisant notre participation à des travaux de recherche, avec ou sans financement pour notre structure, et en relation étroite avec nos coopératives qui peuvent également bénéficier de ces financements. Nous pouvons nous appuyer sur des points forts comme l'augmentation de nos relations avec l'enseignement secondaire et supérieur qui doit nous permettre d'amplifier la capacité de formation (cf.

travaux réalisés avec le lycée d'Auzeville) mais également de démonstration via les fermes pédagogiques et des mises en réseau de fermes sur les territoires pour diffuser les bonnes pratiques (à l'instar de ce que nous avons fait pendant quelques temps avec le réseau Grignon Energie Positive). Les partenariats doivent également se décliner plus largement : **les relations avec les partenaires extérieurs à l'agriculture doivent s'amplifier**. La mise en place du Comité des parties prenantes, dont le président du CSE sera membre, est une opportunité.

• Nous avons identifié la **nécessité d'aller vers plus d'innovation de rupture**. Nous considérons toutefois que des gains sont encore à faire grâce aux **innovations incrémentales** sur lesquelles nous devons poursuivre nos efforts. Une organisation comme la nôtre, mobilisant un grand nombre d'agriculteurs, doit pouvoir accompagner des pionniers mais aussi la très grande majorité des agriculteurs avec un niveau de réussite bien maîtrisé, d'où la réflexion proposée autour de la recherche de fonds permettant notamment la prise en charge des risques pour l'agriculteur.

• **Concernant la capitalisation, l'effort doit être poursuivi**. La poursuite des liens avec le service communication est utile pour travailler de concert sur la capitalisation et renforcer la synergie entre papier et digital pour la diffusion. De même, concernant la formation et la diffusion, nous devons poursuivre l'évolution tout juste ébauché pour utiliser pleinement le numérique et l'audio-visuel pour faciliter l'accès à la connaissance pour les conseillers et les agriculteurs.

#### Matrice AFOM réalisée à l'occasion du bilan 2015 – 2021 :

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Affirmation du caractère stratégique de certaines problématiques pour les prendre en compte collectivement</li> <li>Réseau coopératif = levier de diffusion et de déploiement des actions en faveur des transitions</li> <li>Management des actions DAR : mobilisation / motivation du réseau à convergence des actions</li> <li>Compétences au service du réseau et de la politique DAR</li> <li>Stratégie LCA en lien avec les enjeux actuels</li> <li>Synergie communication LCA / productions DAR : effet levier pour la diffusion</li> <li>Capacité d'anticipation (enjeux identifiés dans le PNDAR)</li> <li>Contribution à l'influence française en matière de RSE</li> <li>Aide à la connaissance/compréhension des actions des acteurs de terrain et les besoins concrets des entreprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Connexions actions conduites / besoins des coopératives</li> <li>Echanges insuffisants avec les autres acteurs du développement</li> <li>Manque de temps et de compétences pour mesurer les conséquences économiques de nos travaux</li> <li>Insuffisance de partage des réflexions stratégiques</li> <li>Difficultés de coordination des actions : en transversal, entre filières, entre territoires</li> <li>Nécessité d'anticiper diversement perçue</li> <li>Manque de compétences internes</li> <li>Manque de stratégie dans la contribution à la R&amp;D (dispersion de la participation à des travaux de recherche)</li> <li>Management insuffisant du réseau global : manque de synergie entre compétences au sein du réseau</li> <li>Interactions insuffisantes entre actions « syndicales » et de développement</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Financement du temps passé pour travailler sur des sujets de fond, des enjeux émergents</li> <li>Temps pour travailler à la mesure de l'impact des projets</li> <li>Principal moteur et support d'échanges, d'actions partagées entre filières et région/national, enrichissement des pratiques</li> <li>Appropriation de thématiques majeures portées par le MAA</li> <li>Le PDAR = élément d'anticipation sur les enjeux environnementaux et sociétaux avant entrée sur le marché</li> <li>Evolution du numérique qui favorise l'innovation tant technique qu'organisationnel</li> <li>Dispositifs mis en place par les politiques publiques pour favoriser l'innovation (pôles de compétitivité, PEI, H2020...)</li> <li>Comité scientifique d'évaluation : fait le lien et enrichit la réflexion du MAA comme de LCA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faible prise en compte des aspects économique et filière (valorisation) dans le PNDAR</li> <li>Manque de connexions entre les outils mis en place par les politiques publiques et la possibilité de valorisation par les marchés (HVE, GIEE...)</li> <li>PNDAR orienté « satisfaction attentes sociétales » sans lien au revenu agricole (« greenwashingsation » du DAR)</li> <li>Devenir des fonds du CASDAR à incertitudes démobilitatrices</li> <li>Difficulté à trouver les cohérences entre filières et entre territoires car par nature des courants contradictoires existent</li> <li>Temps économique de l'entreprise en décalage avec le temps de la prise de recul et de l'anticipation</li> </ul>

## 25 – Organisation de la capitalisation

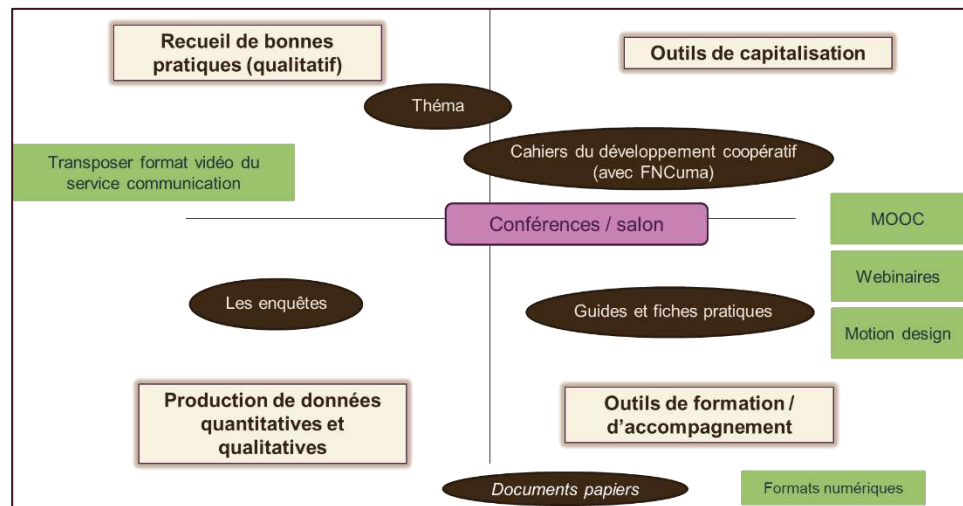
La question de la capitalisation et du transfert de résultats était un élément clé de nos objectifs en matière de gouvernance sur la période 2015-2021. De ce fait nous avons mis en place différents outils permettant le porter à connaissance de nos travaux (cf. plaquette Notre bilan en annexe de ce document et schéma en page 16) :

- Théma (21 ouvrages publiés à date) : sur une thématique donnée, présentation de démarches innovantes, exemplaires au sein des coopératives et interpellation de représentants des parties prenantes sur la base de ces exemples. Ces démarches font l'objet d'un repérage le plus exhaustif possible pour ensuite faire une sélection parmi les expériences les plus pertinentes, soit à dire d'experts en interne, dans la majorité des cas, soit, comme c'est le cas pour le Théma Trophées des Solutions Coopératives, par l'intermédiaire d'un jury externe (parution au SIA 2022). Le tableau de la page suivante montre que ce processus est plus ou moins sélectif, notamment en fonction de l'ancienneté de la prise en compte du sujet dans les entreprises. Public cible des Théma : les coopératives pour diffuser de bonnes pratiques ; les parties prenantes externes pour débattre des réalisations de notre réseau.

	Nombre total initiatives identifiées	Nombre total initiatives publiées	Taux de sélection
Théma agro-écologie	40	21	53%
Théma conseil-innovation	51	20	39%
Théma ODD	101	27	27%
Théma Passerelles AB/AC	37	19	51%
Théma BEA	22	18	82%
Théma Trophées	56	12	21%
Théma conseil et parties prenantes	43	21	49%
TOTAL	350	138	39%

- Guides pratiques (5 ouvrages publiés et 4 rédigés en 2021 pour parution 2022) et fiches pratiques (1 série publiée et 1 autre à paraître en 2021) : pour donner des clés pour passer à l'action. Public : les coopératives et toute organisation de la sphère agricole et agro-alimentaire.
- Les Enquêtes (4 parues et 2 à paraître) : font le point sur un sujet donné au travers des résultats d'une enquête spécifique. Public : interne réseau, coopératives et parties prenantes externes.
- Fruit des recommandations du comité scientifique d'évaluation sur la période 2009-2013 et avec l'appui de l'équipe actuelle, nous avons également créé les Cahiers du développement coopératif (5 numéros parus et 1 à paraître en 2021/2022) : ouvrages transversaux associant des productions du réseau et de partenaires extérieurs. Co-produits avec la FNCuma. L'objet est d'avoir une approche transversale des sujets : les Cahiers font fréquemment appel à des compétences et des productions issues de différentes actions du programme et de personnes du réseau qui ne participent pas directement au programme de développement. Ils permettent également de mettre en avant des projets conduits par d'autres organisations ou des chercheurs.

Schéma de nos outils de diffusion



Au-delà de ces publications sur support papier, nous avons investigué avec succès le monde du numérique : 3 MOOC réalisés en partenariat avec Agreenium et la plate-forme Fun MOOC, 1 en préparation ; 2 motions design. A noter que même si ce n'était pas le but recherché, les MOOC nous permettent de toucher un public beaucoup plus large que notre cible habituelle, notamment étudiants d'Afrique francophone.

Outre le fait que ces supports numériques s'inscrivent dans la modernité, l'intérêt pour nous est de pouvoir renforcer la diffusion de nos publications écrites, les inscrire dans la durée et faciliter leur appropriation en les utilisant dans un processus pédagogique de nature à favoriser les transitions qu'elles portent. S'ils peuvent exister par eux-mêmes, les MOOC permettent en effet d'enrichir une approche en germe dans un Théma par exemple : une bonne illustration est la construction en cours d'un MOOC sur le conseil et l'innovation. Le Théma sur ce sujet a permis de faire un état des lieux des bonnes pratiques et de voir quelle est l'approche des coopératives dans ce domaine. Il reste à l'échelle des constats. Le MOOC permettra d'inscrire ces derniers dans une approche à la fois plus théorique et didactique, en mobilisant les autres acteurs du conseil et de la recherche. Il permettra en outre de constituer un outil de formation pour les conseillers qui souhaitent mieux accompagner les innovations chez les coopérateurs.

Enfin nous avons initié sur l'année 2021, des processus qui vont se renforcer pour amplifier encore, via l'usage du numérique, la capacité à diffuser nos productions :

- Usage des réseaux sociaux. Une illustration concrète de cette augmentation du porter à connaissance des travaux est le cas du Théma sur les ODD, paru lors de la semaine du développement durable et du salon ProDurable. Ces deux événements rendaient pertinents pour le service communication d'investir dans la production d'outils montrant l'implication des coopératives dans le développement durable, le Théma étant un des supports mobilisables. Sur la base des exemples contenus dans le Théma il a produit un certain nombre de dispositifs audio-visuels et mis en place un dispositif de relais des informations sur les réseaux sociaux. Grâce à cette combinaison d'outils, le taux de téléchargement du Théma ODD a été multiplié par 8 par rapport aux autres Théma parus à la même période.
- Site des Solutions Coopératives intégré à notre plate-forme Internet (à date : 318 solutions de 179 coopératives. A été alimenté notamment par les exemples issus des Théma).
- Webinaires : augmentation du nombre et de la fréquence
- Etc...

Il manque à ce dispositif un outil satisfaisant de type centre de ressources qui permette l'accès à des productions adaptées aux publics en charge de l'accompagnement ou de la mise en œuvre des

transitions. Une combinaison de l'outil rd-agri et la réflexion en cours pour la refonte du site Internet de LCA permettra de faire un pas supplémentaire en ce sens. Nous nous sommes appuyés pour cela sur l'expérience du site Internet [www.coop-box.coop](http://www.coop-box.coop) qui sera intégré à ce centre de ressources.

\*\*\* L'ensemble des livrables ayant un intérêt public sont mis à la fois sur la plateforme de LCA ainsi que sur RD-Agri. A ce jour nous constatons une meilleure lisibilité de nos livrables par l'intermédiaire du site de LCA, car nous bénéficions par ce biais de l'appui du service communication qui en assure le relais sur la newsletter institutionnelle très largement diffusée (12000 destinataires parmi les coopératives et plus largement les parties prenantes institutionnelles) et également sur les réseaux sociaux. Par exemple : entre sa parution en septembre 2021 et le 31/12/21, le Théma sur le bien-être animal a été téléchargé 2069 fois depuis la plate-forme LCA et 4 fois depuis la plate-forme rd-agri. Il faut toutefois nuancer ces propos pour des documents en dehors de leur période de parution : le Théma ODD paru à l'automne 2020 a été téléchargé 26 fois sur l'année 2021 depuis la plate-forme LCA et 9 fois depuis rd-agri.

Fort de ce constat, nous souhaitons pouvoir mieux capitaliser sur les ouvrages en permettant non seulement un usage qui soit plus durable dans le temps mais aussi en renforçant la communication auprès de la sphère des utilisateurs de la plateforme rd-agri : R&D, enseignement, étudiants notamment. Pour ce faire, nous nous positionnons en tant que relais de communication d'initiatives émises par la plateforme rd-agri (exemple : tuto en préparation...). Parallèlement, nous réfléchissons à programmer une présentation de la plateforme rd agri à notre réseau, le but étant d'affirmer son rôle pour accélérer le transfert des connaissances au bénéfice de tous les acteurs de l'écosystème agricole et agroalimentaire. \*\*\*

### **3. PROGRAMME D'ACTIONS PLURIANNUEL 2022-2027**

## **31 – Enjeux et priorités**

### **311 – Eléments de contexte**

Depuis de nombreuses années déjà, le contexte dans lequel gravitent les coopératives et plus généralement l'agriculture est marqué par la montée en puissance d'attentes sociétales fortes en matière de pratiques agricoles ainsi qu'à l'échelle des industries alimentaires : préservation des ressources naturelles, impact des activités sur le changement climatique, la biodiversité ou la qualité des sols, bien-être animal, conséquences des pratiques et des produits sur la santé... De ce fait, les réglementations évoluent, à l'échelon européen comme de l'état français, et de plus en plus fixent des objectifs chiffrés et contraignants dans ces différents domaines. Citons pour exemple quelques objectifs emblématiques du Green Deal européen : 25% de surfaces agricoles en bio, 10% de surfaces constituées d'éléments de paysage à haute diversité, réduction des émissions de GES de -55% à horizon 2030 par rapport à 1990, diminution de 50% de l'usage des pesticides et 20% des engrais...

La liste est longue et apparaît tout à fait légitime à des structures comme les coopératives, engagées de longue date dans des démarches de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) qui constituent la déclinaison du concept de développement durable aux entreprises. Il ne s'agit pas de nier les formidables enjeux auxquels nous sommes confrontés à plus ou moins long terme : réchauffement climatique ; accès à l'énergie avec la raréfaction et l'enchérissement des combustibles fossiles ; augmentation de la population mondiale (selon les prévisions et les statistiques démographiques des Nations Unies celle-ci devrait atteindre 8,5 milliards d'individus en 2030, puis passer à 9,7 milliards d'individus en 2050 et 11,2 milliards vers 2100). Tous ces éléments vont peser sur l'écosystème agricole et agro-alimentaire.

L'approche liée au développement durable repose sur un nécessaire équilibre entre les dimensions environnementale, économique et sociale, à court et long termes. Pour notre secteur d'activité, plusieurs difficultés résident dans cette équation court terme/long terme. La mise en œuvre des transitions à un coût, comme tout changement et à de rares exceptions près : modifier quelque chose dans un système

nécessite des investissements, sinon en matériel du moins en temps ou en montée en compétences. Ceci occasionne des surcoûts pour passer d'un équilibre A à un équilibre B. Par ailleurs, rien ne garantit que l'équilibre atteint en B soit aussi efficace économiquement ou en niveau de production, que le système initial, même s'il l'est d'un point de vue environnemental. Le corollaire de ce constat est que la question du consentement à payer du consommateur reste centrale. Dans un contexte où le pouvoir d'achat est un sujet d'inquiétude, avec le renchérissement de nombreux postes de dépenses (énergie, logement...), on voit la difficulté à résoudre les équations pour le poste alimentation. On peut voir dans le plafonnement actuel de la consommation de certains produits Bio, un indicateur inquiétant qui est la traduction de ce phénomène.

Par ailleurs, la diminution des rendements de certains systèmes peut être inquiétante quand la population mondiale augmente fortement. Plusieurs études parues fin 2020 et courant 2021 (étude USDA et de la Commission Européenne) tentent de faire des projections des effets du Green deal et pointent des baisses de rendement et une moindre capacité de l'union européenne à contribuer à l'équilibre alimentaire de la population mondiale. Ceci est de nature à constituer des points de vigilance, même si, comme le pointe un collectif d'experts INRAe, ces études prennent peu en compte les réserves d'innovation ni le fait que le Green deal repose non seulement sur des évolutions de pratiques agricoles mais encore des régimes alimentaires. Les deux s'inscrivant dans le temps long, la dimension court terme en est renforcée.

Il ne s'agit donc pas de remettre en cause les constats, ni de nier les nécessaires transitions, mais bien de voir à quelles conditions elles peuvent se réaliser. Pour les coopératives, la dimension économique sera un élément incontournable.

Au-delà de ces éléments qui sont des mouvements de fond identifiés maintenant depuis longtemps mais dont l'ampleur n'a fait que croître, un phénomène plus nouveau est apparu brutalement avec la crise mondiale sanitaire liée à la Covid. Si les prospectivistes n'avaient pas manqué de signaler qu'une pandémie pouvait jouer un rôle majeur et que des prémisses auraient dû nous alerter plus qu'ils n'ont réussi à le faire (cf. grippe H1N1), force est de constater que nous n'étions pas prêts à affronter une telle situation ni sans doute à en tirer tous les enseignements pour l'avenir. Au-delà de la gestion de la crise elle-même, durant laquelle notre système alimentaire a montré sa capacité « à tenir », il nous faut nous intéresser aux signaux d'alerte donnés sur d'autres éléments : le concept One Health, apparu dans les années 2000 mais encore peu vulgarisé auprès des acteurs économiques, doit nous interpeller plus qu'il ne le fait. One health, une seule santé, « promeut une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale aux échelles locales, nationales et planétaire ». Près de 70% des maladies humaines qui apparaissent sont à l'origine de zoonoses. On considère que la barrière entre espèces est franchie lorsque l'animal hôte de la maladie voit son environnement évoluer ou encore lorsque l'action de l'homme en lien avec cet animal évolue (cf. consommation de viande de chimpanzé à l'origine de l'épidémie de VIH), la mondialisation et les déplacements jouant un rôle important dans la dissémination, ce qu'on a pu constater tout au long des différents pics de contamination par les différentes souches de la Covid. Plusieurs causes touchant plus ou moins directement aux activités agricoles sont évoquées : usage des sols, pratiques agricoles plus ou moins agressives pour l'environnement, invasion des écosystèmes naturels, perte de biodiversité qui fait que l'animal hôte cherche de nouveaux habitats plus proches de l'homme ou voit ses prédateurs disparaître, etc... De notre côté, nous associons volontiers ce concept de One Health à celui de One Welfare, qui s'en inspire. Le One welfare reconnaît les interdépendances directes et indirectes entre le bien-être des humains et des autres espèces animales et leur dépendance à la biodiversité et à l'environnement dans lequel les uns et les autres évoluent. Il nous paraît être un vrai enrichissement de la question du bien-être animal seule car montrant bien le lien, maintes fois constatés par les praticiens, du lien entre le bien-être de l'éleveur – qui est lui-même multifactoriel : réussite économique, temps de travail et qualité de vie au travail... - et celui de ses animaux. Cette question qui a émergé au sein de La Coopération Agricole dans la période 2015-2021 est devenue une problématique centrale en lien avec une évolution du rapport homme / animal dans notre société qui relève de la philosophie, au même titre que la place de l'enfant dans la famille a évolué au cours des siècles dans l'histoire (avant la révolution française, l'enfant n'a pas de statut comme individu en soi ; en 1789 (déclaration des droits de l'homme), l'enfant

gagne en reconnaissance mais n'a pour autant pas les mêmes droits qu'un adulte ; en 1924, avec la déclaration des droits de Genève, on voit apparaître des mentions comme des protections contre les mauvais traitements, la malnutrition, l'exploitation économique ; il faut attendre 1989 pour que la déclaration internationale des droits de l'enfant lui confère non seulement des « droits à » la protection, à l'éducation, aux soins, etc... mais aussi des « droits de » s'exprimer, de connaître ses parents...([https://formassmat-moodle.fr/pluginfile.php/8900/mod\\_resource/content/6/Place\\_enfant\\_societe.pdf](https://formassmat-moodle.fr/pluginfile.php/8900/mod_resource/content/6/Place_enfant_societe.pdf) )

Nous évoquerons également un dernier point important du contexte externe, celui de la démographie agricole, cruciale pour les coopératives qui en dépendent par deux points : la capacité de production et la gouvernance des projets coopératifs, assurés par les coopérateurs eux-mêmes. Or la version 2020 de l'étude « Chiffres utiles de la MSA » indique que le nombre d'actifs agricoles non-salariés, c'est-à-dire de chefs d'exploitation, a été divisé par deux en trente ans. A ce jour, les actifs agricoles non-salariés représentent 440 000 personnes, soit 40 % du total des actifs agricoles. Cet effectif est en baisse constante, de l'ordre de 2 % par an. Avec environ 35 % des chefs d'exploitations âgés de plus de 55 ans, une moyenne d'âge globale de 49 ans et un taux de renouvellement de l'ordre de 75 %, cette diminution des exploitants agricoles va s'intensifier. Parallèlement, l'emploi des actifs agricoles connaît une évolution soutenue (de l'ordre de +4 % par an). On assiste donc à une réelle transformation structurelle de la population agricole et il nous appartient de mesurer la contribution de la coopération dans cette évolution, en tant que prolongement de l'exploitation agricole et pour la sécurisation économique des exploitations agricoles.

Sur un plan interne, la décision a été prise de lancer une démarche stratégique « Vision 2030 » afin de fixer les grandes orientations de notre structure à cet horizon. Cette démarche fédératrice a fait l'objet d'un avis de notre comité scientifique d'évaluation. Initiée au printemps 2020, elle a abouti à un certain nombre d'engagements regroupés en 12 thématiques, présentés lors de notre Congrès en décembre 2021 autour de notre raison d'être « Bâtisseurs solidaires d'une alimentation durable et de territoires vivants ». Le tableau ci-dessous les présente, en regard des actions du programme.

Fiche Vision 2030 de la stratégie de LCA	Action du programme de développement	Indicateurs communs
Une gouvernance coopérative garante d'un modèle attractif et pérenne	<i>Liens indirects avec l'action portant sur le « renouvellement des générations »</i>	
<b>PERFORMANCE SOLIDAIRE</b>		
Développer les produits coopératifs sur tous les marchés en France et à l'international	<i>Du fait de la réorganisation du programme, pas de lien avec cette fiche dont le 2<sup>nd</sup> engagement porte sur la finalité de la fiche « APPRO LOCAL » du dossier déposé le 30 septembre (cf. avis du jury).</i>	
Améliorer l'information et la différenciation des produits coopératifs pour répondre aux attentes des consommateurs	Cf. fiches actions RSE ainsi que l'engagement de certifications environnementales des fiches AB et PARTAGE	- Nb de coop évaluées RSE - Nb de coop engagées en certification environnementale niveaux 2 et 3 et en AB
Agir collectivement pour accompagner la mise en œuvre des transitions	Cf. Fiches RSE et PARTAGE (outils de financement, partages de bonnes pratiques)	Retours d'expériences des coopératives et implication dans les travaux partenariaux de R&D
Construire un réseau d'innovation et encourager la transformation numérique des coopératives	Cf. fiche PARTAGE	
<b>ALIMENTATION DURABLE</b>		
Incuber et massifier les solutions pour réduire l'usage et l'impact des produits phytopharmaceutiques	Cf. fiche PARTAGE et One Health-One welfare (volet rodenticides)	Nombre de coopératives engagées dans le Contrat de Solutions ; déploiement des CEPP
Agir pour préserver la biodiversité et les agrosystèmes sur nos territoires	Cf. fiche PARTAGE	Nb d'adhérents-producteurs ayant fait un diagnostic AgriBest

One health, one welfare : améliorer simultanément le bien-être des animaux, des hommes et de leur environnement	Cf. Fiche one Health One Welfare	Réalisation de diagnostics de bien-être animal
<b>TERRITOIRES VIVANTS</b>		
Valoriser les emplois et développer les compétences des agriculteurs et des salariés	Cf. Fiches Renouveau des générations (choix coopératif des agriculteurs), PARTAGE (montée en compétences des acteurs) et RSE (impact social des coopératives : emplois sur les territoires)	Baromètre de satisfaction des associés-coopérateurs ; Suivi du nb d'emploi directs ou indirects ; nb de formation d'agriculteurs et de salariés par des organismes de formation du réseau LCA ; suivi CQP.
Coopérer pour renouveler le lien entre alimentation et territoires	<i>Du fait de la réorganisation du programme, pas de lien avec cette fiche dont le 2<sup>nd</sup> engagement porte sur la finalité de la fiche « APPRO LOCAL » du dossier déposé le 30 septembre (cf. avis du jury).</i>	
Etre acteur d'une économie circulaire dans les territoires et réduire l'empreinte environnementale des coopératives	Cf. fiches climat (objectifs stratégiques 1 et 3 principalement)	nombre de diagnostics gaspillage alimentaire ; nombre de coopératives adoptant l'affichage environnemental ; exemples de projets fléchés vers la bioéconomie
Contribuer à la neutralité carbone en 2035	Cf. fiches climat	Bilan des émissions nettes de GES des groupes coopératifs (SCOPE 1, 2 et 3) intégrant le secteur forêt

### 312 - Enjeux et priorités pour la période 2022-2027

L'évaluation portant sur le programme 2015-2021 a été l'occasion d'établir un bilan des acquis à fin 2021 et également de tracer les perspectives du futur programme 2022-2027. L'ensemble a été consolidé sous la forme de deux supports de communication auprès de nos membres : une plaquette écrite de 12 pages, annexée à ce document et qui sera prochainement téléchargeable, et d'une animation graphique disponible sur Internet : <https://www.youtube.com/watch?v=GCX3bTAq8xU>. Le texte ci-dessous, co-signé dans la plaquette par le président de LCA et le président de la commission développement de LCA, permet de mettre en évidence les enjeux identifiés par LCA en matière de développement agricole :

« Au cœur de la stratégie de La Coopération Agricole à horizon 2030, se situent l'anticipation des enjeux et l'accompagnement des transitions, que nous voulons impulser et non subir. Nous souhaitons contribuer à relever les grands défis sociétaux pour préparer l'avenir tout en préservant la capacité des acteurs d'aujourd'hui et de demain à vivre de leur métier, agriculteurs comme salariés de nos entreprises.

Nous poursuivrons pour cela notre contribution à la politique de développement agricole et rural. Dès la fin 2019, nous avons répondu présents auprès des services du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour participer, avec l'ensemble des organisations professionnelles agricoles, à l'identification des orientations à donner au futur PNDAR 2022-2027. De grandes convergences apparaissent avec notre propre approche.

Les actions et résultats décrits dans ce document illustrent notre capacité à accompagner les coopératives et leurs adhérents vers des changements relevant notamment de l'agroécologie et renforçant leur responsabilité sociétale. Tout en capitalisant sur ces acquis, nous souhaitons amplifier notre action dans la lutte contre le changement climatique, tout en maintenant une production responsable sur l'ensemble du territoire qui réponde à tous les marchés, nationaux et internationaux.

Nos priorités s'articuleront autour des 4 grands axes suivants :

- Développement de chaînes de valeur responsables et moins dépendantes des énergies fossiles, au sein des filières agricoles et également pour offrir des solutions pour les autres secteurs économiques et les territoires, en amplifiant nos travaux sur la bioéconomie et en favorisant l'économie circulaire.

- Accompagnement de la transition agroécologique, en particulier l'engagement dans l'agriculture biologique, par l'identification et la diffusion des bonnes pratiques éprouvées et en favorisant l'innovation. Le conseil délivré par les coopératives à leurs associés coopérateurs est un levier fondamental pour répondre aux enjeux liés à l'eau, la préservation de la biodiversité, la qualité des sols, le stockage du carbone...
- Sécurisation des filières grâce aux démarches de qualité, d'hygiène et sur le plan sanitaire. Dans un contexte réglementaire qui limite l'usage des solutions chimiques alors que les évolutions climatiques s'accompagnent de l'apparition de nouveaux risques, il est de notre devoir de rester proactif pour assurer une alimentation saine en quantité suffisante, accessible à tous et respectueuse des hommes et des animaux.
- Réponse aux aspirations des nouvelles générations, qui, à l'instar de la société civile et des consommateurs, sont en attente de nouvelles formes d'agricultures et de modes de commercialisation des produits.

Convaincus que l'ensemble de ces engagements ne pourront s'appréhender que collectivement, nous travaillerons également à l'attractivité de notre modèle et à sa performance économique, tout en améliorant l'empreinte sociale et environnementale des coopératives et en contribuant aux Objectifs de Développement Durable (ODD). »

## 32 – Présentation du programme d'actions

### 321 – Synthèse du programme

Sur la base des éléments de contexte, de l'avis du jury sur notre première version et des moyens alloués par le ministère, de la stratégie issue de la démarche Vision 2030 et des enjeux explicités ci-dessus, la deuxième version de notre programme pluri-annuel de développement est composé de 6 actions et l'action gouvernance. Par rapport aux enjeux identifiés en matière de développement agricole (cf. paragraphe précédent), ces actions se centrent principalement sur les enjeux environnementaux identifiés à ce jour et la réponse aux attentes sociétales, avec le souhait d'une organisation nous permettant d'être en anticipation sur les réponses à apporter à l'expression de ces dernières. L'action portant sur l'organisation de filières territorialisées et l'implication dans les projets alimentaires territoriaux a été écartée de cette nouvelle proposition. D'une part parce que sa thématique n'était pas identifiée dans l'avis du jury, d'autre part parce qu'elle ne représente qu'une part marginale de l'action relative à l'organisation économique des filières de LCA, comme on peut le constater à la lecture du tableau en page 21. Elle n'est cependant pas abandonnée et des réponses à des appels à projet du plan France 2030 sont à l'étude dans le cadre des dispositifs « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires » ainsi que « Besoins alimentaires de demain ». Il s'agirait alors d'en étendre la nature et la portée. (pour plus de détail, voir également partie 342 de ce dossier, à partir de la p.43).

La dimension économique ne sera pour autant pas oubliée et sera transversale : la viabilité des filières et le revenu des agriculteurs sont en effet au centre des finalités des coopératives et seront donc des éléments étudiés de manière systématique, dans l'ensemble des actions du programme, qui comportent par ailleurs des objectifs stratégiques ou opérationnels portant sur les aspects économiques.

Un premier bloc de trois actions porte sur les enjeux environnementaux identifiés à ce jour et qui font l'objet d'engagements chiffrés, fixés par les réglementations, tant à l'échelon français qu'europpéen : lutte contre le changement climatique, diminution de l'usage des produits phytosanitaires, préservation de la biodiversité, déploiement de l'AB... Il s'agit tout d'abord de la lutte contre le changement climatique à laquelle nous associons la lutte contre le gaspillage alimentaire, le gaspillage étant sur le plan technique, un élément générateur d'une moindre efficacité des systèmes (chaque kilo d'aliment consommé correspond à une émission de GES grevée par les kilos produits et gaspillés). La seconde

action porte sur la massification des démarches relevant de l'agro-écologie avec des enjeux forts en matière de biodiversité et de qualité des sols, qui nécessitent une approche systémique. L'action portant sur l'agriculture biologique, complémentaire des deux précédentes, est marquée par des enjeux nouveaux, notamment sur le plan économique, comme nous l'avons déjà signalé (cf. saturation des marchés évoquée dans le contexte). Nous nous intéresserons ainsi aux relations entre les différents maillons des filières ainsi que la mise en relation avec la restauration hors domicile pour répondre aux objectifs de la loi Egalim. Ceci s'explique par la nécessité de préserver le revenu des producteurs qui acceptent un certain nombre de contraintes en s'orientant vers l'AB.

Un deuxième bloc d'actions porte plus globalement sur les attentes sociétales, avérées ou en émergence. Pour des raisons réglementaires ou d'accès aux marchés en lien avec les cahiers des charges de leurs clients, les coopératives sont engagées à des degrés divers dans des démarches de réponses aux attentes sociétales. Dans le cadre de notre programme de développement, nous souhaitons les aider à déployer des actions leur permettant d'y répondre dans des conditions viables, mais également les mettre en alerte sur les sujets émergents. Nous distinguerons ainsi l'action RSE qui vise à organiser une veille transversale notamment en faisant le lien avec les attentes consommateurs, mais également en alimentant la société et les coopératives en outil de mesures des impacts sur les territoires. L'action One Health-one welfare s'intéressera plus particulièrement aux enjeux sanitaires et de bien-être animal, en s'attachant à diffuser une approche holistique des différents sujets. Enfin, l'action sur le renouvellement des générations, se centrera sur les attentes des nouvelles générations d'agriculteurs qui, pour la plupart, sont en phase avec les attentes sociétales.

#### **Tableau de synthèse de la contribution du programme aux objectifs généraux du PNDAR**

Objectifs généraux du PNDAR	Contributions du programme
Garantir des conditions équitables et un avenir économique stable aux agriculteurs	Cette dimension est transversale à l'ensemble des actions de notre programme et si aucune action n'est dédiée, plusieurs objectifs stratégiques renvoient à cette dimension (OS 3 de l'action AB ; OS 1 de l'action RSE)
Etablir des ambitions plus élevées en matière d'environnement et d'action pour le climat	Les actions CLIMAT et PARTAGE renvoient directement et majoritairement à cette dimension
Maintenir l'agriculture au cœur de la société européenne	L'action renouvellement des générations porte sur cette dimension, en cherchant à faire mieux correspondre les projets de nouvelles générations, en lien avec les aspirations des sociétés européennes, avec les pratiques des coopératives pour accompagner ces projets. De même l'action RSE, ces approches RSE relevant de l'ensemble des secteurs économiques
Assurer la viabilité économique et la résilience des exploitations, le renouvellement des générations, ainsi que l'amélioration des conditions de travail des actifs agricoles, et améliorer la rémunération des agriculteurs et la compétitivité de l'agriculture française	La question de la viabilité économique est transversale à l'ensemble du programme. Nous abordons la question du renouvellement des générations sous l'angle de la sécurisation de l'installation grâce à l'articulation du projet individuel avec le projet collectif, sécurisant tant sur le plan technique qu'économique. L'opération « one-welfare » de l'action one health-one welfare s'intéresse tout particulièrement au bien-être des éleveurs. Nous intégrons la prévention du suicide en agriculture dans ce volet, avec la poursuite et l'amplification des actions du réseau Agri-Sentinelles mis en place au cours de la programmation 2015-2021.
Lutter contre le changement climatique en participant à en atténuer l'ampleur et en s'adaptant à ses effets, mieux protéger et restaurer la biodiversité, et préserver la qualité de l'eau, de l'air et du sol ainsi que substituer l'utilisation de matières premières non renouvelables par l'utilisation d'agro-ressources renouvelables	Les actions CLIMAT et PARTAGE renvoient directement et majoritairement à ces dimensions

Produire une alimentation saine et durable qui réponde aux attentes des consommateurs et du citoyen sur l'accessibilité, la qualité et la traçabilité des aliments, le BEA et la préservation de l'environnement	L'action One-health – one welfare, mais également l'action sur l'AB et l'action PARTAGE, via le suivi de différentes certifications, dont la certification environnementale, contribuent très directement à cet objectif.
--	---

Enfin nous souhaitons renforcer nos travaux sur l'évaluation de nos impacts. Plusieurs actions identifient des tâches spécifiques sur ce sujet et différents dispositifs vont être mobilisés et testés :

- L'analyse des déclarations de performance extra-financière, qui regorgent d'indicateurs mais qui ne sont pas toujours homogènes d'une entreprise à l'autre. L'ensemble des actions du programme sont susceptibles de trouver de l'information dans ces rapports.
- Des travaux spécifiques avec des groupes de coopératives qui accepteront de renseigner des indicateurs sur la durée du programme, à un pas de temps à définir (tous les ans ou tous les deux voire trois ans selon les sujets).
- Il est enfin envisagé la mise en place d'un observatoire de pratiques agro-écologiques, dont les contours sont à préciser (identifier les pratiques à suivre, les modalités possibles de renseignement...).

Au sein de l'action gouvernance, l'ensemble de ces dispositifs seront mis en cohérence pour faire le lien et chercher à évaluer où et comment se jouent le rôle et la place de La Coopération Agricole. Dans le cadre de la gouvernance du programme, cette orientation vers l'impact a été d'ailleurs affirmé au travers de l'organisation pour répondre aux enjeux de réduction des moyens imposés dans le cadre de notre future enveloppe. Le dispositif mis en place a en effet engagé chaque membre du réseau à positionner des temps sur la recherche d'indicateurs sur des thématiques ciblées : pratiques agro-écologiques chez les coopérateurs, climat, biodiversité.

## **Public cible**

Pour l'ensemble des actions du programme, nos publics cibles sont prioritairement les coopératives, leurs équipes dirigeantes (administrateurs représentants des coopérateurs et directions) et les conseillers qui sont en relation directe avec les agriculteurs. C'est par l'intermédiaire de ces personnes que LCA peut agir sur les transformations dans les exploitations agricoles. Rappelons que la capacité de mobilisation des coopératives est forte compte tenu du nombre de coopérateurs dans la population agricole et du degré de confiance qu'ils ont en leur outil collectif (cf.§12 le réseau et ses membres). De notre côté nous entretenons un lien étroit avec le tissu coopératif et animons des groupes de travail et comités qui constituent des lieux importants d'échanges et de définition de nos orientations. Pour évaluer cela et en montrer l'impact, nous pouvons prendre l'exemple du comité RSE qui réunit chez nous une trentaine de coopératives, ce qui est peu par rapport aux 2200 coopératives, mais ces 30 coopératives représentent 60% de l'activité économique du secteur coopératif. On ne peut en conclure directement qu'elles touchent 60% des 2 agriculteurs sur 3 que nous mobilisons, mais on peut raisonnablement faire l'hypothèse que le chiffre en est proche.

Il s'agit également des nouveaux ou futurs agriculteurs, coopérateurs ou non. Nous cultivons en effet une relation privilégiée avec l'enseignement agricole, comme en témoigne la convention que nous avons signée avec la DGER en Février 2019 et les conventions régionales qui portent sur des sujets similaires, que ce soit avec les établissements d'enseignement supérieurs (à l'Ouest ou en Auvergne-Rhône-Alpes) ou avec l'enseignement agricole secondaire via des conventions avec les DRAAF. Nous souhaitons donner une ampleur supplémentaire à ce sujet dans le cadre de notre programme 2022-2027, notamment en travaillant de manière plus systématique sur des formations portant sur les transitions agro-écologiques spécifiques aux différents territoires.

Ce public cible s'élargit progressivement, même si c'est encore à la marge : ainsi, pour le succès de la bioéconomie, nous avons besoin de toucher un public d'industriels susceptibles de valoriser la biomasse agricole.

Pour certaines de nos productions, nous organisons progressivement un mode de communication qui élargit considérablement cette cible, sans pouvoir en mesurer la nature puisque n'importe qui peut télécharger un ouvrage sur Internet et que nos communications sur les réseaux sociaux sont ouvertes à tous. Ainsi, notre programme devient un élément du dialogue agriculture-société.

## **322 – Eléments spécifiques à chaque action**

### **ACTION 1 – Atténuer le changement climatique (CLIMAT)**

La contribution à l'atténuation du changement climatique a fait l'objet d'engagements publics de La Coopération Agricole en Février 2021 (cf. <https://www.lacooperationagricole.coop/fr/actualites/economie-zen-zero-emission-nette-la-cooperation-agricole-annonce-un-objectif-de-neutralite-carbone-lhorizon-2035> ). L'action que nous présentons dans le cadre de ce programme en constitue un socle, en jouant sur une double ambition de réduction des émissions de GES et d'application des principes de l'économie circulaire pour positionner les agriculteurs et leurs coopératives comme acteurs incontournables de la structuration des filières de bioéconomie et offrir ainsi des solutions décarbonées à l'ensemble du tissu économique sur les territoires. L'ensemble de notre réseau fédératif, mais également un grand nombre de coopératives sont associées aux travaux au travers de la participation à nos différents comités en lien avec ce sujet (comités « carbone », « bioéconomie », « énergie ») et en vision transversale, le comité « d'orientation stratégique des transitions écologiques ». La volonté est de fédérer l'ensemble des filières et territoires de la coopération agricole dans des programmes d'actions permettant de contribuer à l'atteinte des engagements de la France en matière de décarbonation de l'économie. Une étude a été initiée en 2021 pour faire un état des lieux pour chacune des filières et identifier le chemin à parcourir et les leviers à mobiliser. Cette étude, confiée au CEREOPA et à l'IDDRI et dont on connaîtra les résultats dans le courant du premier semestre 2022, doit déboucher sur des plans d'action concrets par filière, en complément des travaux engagés dans les interprofessions.

L'engagement de La Coopération Agricole sur les sujets climatiques est en lien logique avec l'actualité des travaux sur le changement climatique (rapports successifs du GIEC démontrant l'impact des activités humaines sur le changement climatique) et des règlements sur le sujet de la lutte contre le changement climatique (Accord de Paris, Stratégie Nationale Bas Carbone, Loi Climat et Résilience France, Paquet Climat 2030 européen) et en cohérence avec la proposition de la Commission Européenne d'une neutralité carbone en 2035 (hors CO<sub>2</sub>) pour le secteur agricole. La programmation plurielle annuelle de l'énergie prévoit une hausse massive des énergies renouvelables et notamment du biogaz. Au niveau régional, les plans climat air énergie territoriaux (PCAET) déclinent les objectifs internationaux, européens et nationaux en matière de qualité de l'air, d'énergie et de climat.

La Stratégie Nationale Bas Carbone prévoit une utilisation croissante de produits biosourcés dans de nombreux secteurs. La RE2020 (réglementation environnementale des bâtiments neufs) favorise les matériaux biosourcés dans la construction. Les acteurs de ce secteur cherchent donc à s'approvisionner massivement en bétons végétaux, en panneaux et isolants biosourcés. Ces matériaux biosourcés ont l'avantage de stocker du carbone durant toute leur durée de vie. Cette action vise à accompagner les coopératives dans la structuration de ces nouvelles filières.

## **Structure de l'action élémentaire et principaux leviers d'actions :**

Finalité	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels	Principal(aux) levier(s) d'action
Contribuer à atténuer le changement climatique	Favoriser l'appropriation des enjeux et des méthodes multicritères	Consolider le réseau	Mise en réseau des coopératives et du tissu fédératif
		Développer les approches multicritères	Transfert et appui à la massification des innovations et des nouvelles pratiques pour un impact dans les performances économiques et environnementales des systèmes agricoles
		Déterminer et promouvoir les leviers d'actions par filières	Dispositifs structurants d'expérimentation et observation
		Dialoguer avec les parties prenantes	Forme de veille sur les attentes sociétales
	Diminuer impact GES	Eviter les déchets, pertes et gaspillages	Soutien à la construction des projets et collecte et gestion de données
		Réduire les émissions liées aux consommations énergétiques	Intégration et diffusion de connaissances via une veille sur les consommations énergétiques des exploitations, des coopératives et du transport et diffusion d'outils d'accompagnement
		Réduire les émissions non énergétiques	Intégration et diffusion de connaissances via une veille et la diffusion d'outils sur la réduction des émissions de l'élevage (lien avec les travaux sur la méthanisation), des engrais azotés, et des fluides frigorigènes (nécessaires pour les installations de froids)
	Offrir des solutions décarbonées à l'économie et créer de la valeur sur les exploitations	Développer les énergies renouvelables	Appui à l'émergence de collectifs d'agriculteurs et d'acteurs du monde rural : état des lieux, dispositif d'accompagnement et études pour développer la méthanisation et le photovoltaïque
		Favoriser le développement de produits biosourcés	Transfert et appui à la massification des innovations et des nouvelles pratiques pour un impact dans les performances économiques et environnementales des systèmes agricoles : Analyse d'opportunité pour le développement de produits biosourcés, communication trans-sectorielle, partenariats amont-aval, sensibilisation et outils d'appropriation.

## **Liens des tâches aux thématiques prioritaires du PNDAR :**

Thématiques prioritaires du PNDAR	Principales tâches de l'action
Créer des chaînes de valeur équitables favorisant une relocalisation des productions agricoles et la compétitivité des filières et des entreprises : transition vers l'économie circulaire et développement de nouvelles filières de diversification	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution à la mise en place de filières de produits biosourcés qui offrent des opportunités de création de valeur sur les territoires, selon les principes d'économie circulaire.</li> <li>• Animation d'un réseau de coopératives pour déployer la méthanisation selon différents dispositifs (micro-méthanisation ; méthanisation territoriale ; méthanisation à l'échelle des industries coopératives).</li> <li>• Mise en réseau de coopératives intéressées par le développement du photovoltaïque (apport d'expertises, mise en relation avec des BE...)</li> </ul>
Contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture, et développer les techniques permettant de stocker du carbone (et valorisation associée)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Différents leviers seront mobilisés, en fonction des résultats d'une étude en cours (cf. 0013) :</li> <li>• La diminution des pertes et gaspillage, notamment le gaspillage alimentaire avec la mise en œuvre du plan d'actions élaboré dans le cadre d'un partenariat avec l'ADEME</li> <li>• La réduction des émissions directes, en travaillant sur la réduction des consommations énergétiques d'origine fossile</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réduction des émissions indirectes, en lien avec la diminution de consommation d'engrais azotés ou encore la maîtrise des émissions de GES par l'élevage.</li> <li>• Également, nous favoriserons l'engagement dans la bioéconomie dans des processus d'économie circulaire pour des solutions offrant des solutions aux territoires pour diminuer les émissions de GES.</li> </ul>
Accompagner l'adaptation des systèmes de production animale et végétale face aux aléas et au changement climatique, en s'appuyant notamment sur une gestion économe et efficiente de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• • Gestion économe et efficiente de l'eau aux différents échelons. Réutilisation des eaux non conventionnelles. Production Développement de débouchés pour les cultures de biomasse bas-intrants (chanvre, miscanthus, etc.) en zone de captage d'eau.</li> </ul>

### **Contribution à l'innovation :**

Des travaux d'étude nous permettront d'améliorer la connaissance des données des filières et identifier des leviers d'actions.

Nous souhaitons réaliser un travail spécifique sur le lien entre bioéconomie et agro-écologie afin d'identifier les apports réciproques des différentes approches (travail conjoint entre des réalisateurs de la fiche CLIMAT et de la fiche PARTAGE).

Une autre particularité, source également de complexité, sera de faire dialoguer les différentes filières coopératives entre elles. Les sujets en lien avec le dérèglement climatique sont en effet intégrés dans l'ensemble des plans de filières mais font l'objet d'approches très diverses, avec notamment des leviers d'actions souvent très différents. Notre ambition étant de raisonner à l'échelle de la coopération agricole, toute filière confondue, il est nécessaire de faire dialoguer les différents systèmes, ce qui constitue une approche innovante.

### **Public cible et moyens de diffusion :**

L'ensemble des 2200 coopératives agricoles françaises et les adhérents qu'elles mobilisent, constitue une base très large de notre public cible. Les outils Internet (site des solutions, publication d'ouvrages type Théma disponibles en ligne) ou encore les newsletters très largement diffusées, seront des moyens privilégiés de communication avec ce public.

Outre cette diffusion très large, des actions plus ciblées sont prévues, notamment grâce à nos comités. Les entreprises les plus importantes jouent ainsi un rôle central, mais un certain nombre de PME y sont également présentes. Les membres de ces comités sont à la fois des responsables professionnels, des responsables R&D ou des responsables industriels.

Nous avons par ailleurs différentes cibles secondaires : industriels des filières BTP dans un premier temps, mais également textile, plasturgie, cosmétique, pharmacie, coloration, etc. ; acteurs du marché de la compensation carbone.

### **Résultats attendus :**

- Doubler le nombre de coopératives impliquées dans nos différents comités et réseaux de distribution de nos informations.
- Disposer d'indicateurs concernant le gaspillage alimentaire avec notamment un indicateur concernant les dons alimentaires : passer de 1100/an actuellement pour atteindre 2000/an en 2027.
- Evolution des émissions des secteurs agriculture, industrie agroalimentaire et transport : passer de 75 Mtep en 2021 à 58 Mtep en 2027.
- Production d'énergies renouvelables par le secteur agricole : passer de 4,6 Mtep en 2015 à 8,3 Mtep en 2027.

## ACTION 2 – Promouvoir Accompagner et Réussir la Transition AGro-Ecologique dans les coopératives agricoles (PARTAGE)

La finalité de cette action élémentaire est de massifier la mise en œuvre de l'agroécologie au sein des exploitations agricoles et de pérenniser cette transition en combinant création de valeurs économique et environnementale, via le développement de projets de coopératives et l'accompagnement par les conseillers du réseau coopératif. Elle concourt de manière très directe à l'ambition du PNDAR en mobilisant le réseau coopératif en faveur de la multiplication des projets agricoles et agroalimentaires en faveur de l'adoption de pratiques et systèmes agroécologiques.

Les politiques publiques encadrant ses sujets sont nombreuses. Le plan agroécologique constitue un élément de contexte de fond, renouvelé année après année et qui tend à être consolidé au niveau européen, notamment avec la PAC 2023, en préparation, où la diversité des cultures, les infrastructures agroécologiques, la couverture des sols seront par exemple favorisés. Concernant les produits phytopharmaceutiques on note : le plan Ecophyto, le dispositif des CEPP, la rénovation des agréments phytosanitaires et les conséquences plus globales de la séparation de la vente et du conseil des produits phytosanitaires issue de la loi Egalim. Concernant la biodiversité les politiques publiques sont nombreuses : au niveau mondial (congrès de l'UICN à Marseille en 2021), européen (PAC, stratégie 2030 de l'UE), français (stratégie nationale biodiversité) y compris le dispositif "engagé pour la nature", plan "biodiversité tous vivants" de 2018, plan pollinisateurs 2021-2026...) et local (stratégies régionales). Le plan de relance France 2030 constitue un levier stratégique et économique majeur pour favoriser des projets de natures diverses favorables à l'agro-écologie (protéines végétales ; lien aux évolutions alimentaires ; usage du numérique...). Le dispositif encadrant la certification environnementale des exploitations (y compris la CNCE et ses travaux) constitue aussi une politique publique importante dans le contexte de cette action.

### Structure de l'action élémentaire et principaux leviers d'actions :

Finalité	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels	Principal(aux) levier(s) d'action
Massifier la mise en œuvre de l'agroécologie au sein des exploitations agricoles et de pérenniser cette transition en combinant création de valeurs économique et environnementale	Objectif stratégique 1 : Transférer les ressources utiles	Identifier, capitaliser et essayer les bonnes pratiques / outils des coopératives	Transfert et appui à la massification des innovations et des nouvelles pratiques
		Identifier et diffuser les résultats et outils pertinents issus de la R&D	Transfert et appui à la massification des innovations et des nouvelles pratiques ; intégration et diffusion de connaissances
	Objectif stratégique 2 : Renforcer les compétences des conseillers	Construire un socle national de certification des compétences et les formations adaptées	Dispositifs structurants d'expérimentation et observation
		Construire des offres de formation adaptées aux contextes territoriaux	Transfert et appui à la massification des innovations et des nouvelles pratiques ; intégration et diffusion de connaissances, formation
	Objectif stratégique 3 : Favoriser les montages de projets	Apporter des solutions favorables aux montages des projets (financements...)	Intégration et diffusion de connaissances ; montage de projets
		Contribuer à l'émergence des projets (accompagnement au montage)	Montage de projets

## **Liens des tâches aux thématiques prioritaires du PNDAR :**

Créer des chaînes de valeur équitables favorisant une relocalisation des productions agricoles et la compétitivité des filières et des entreprises : valorisation des modes de production agroécologiques (dont l'agriculture biologique et la haute valeur environnementale (HVE)).	Valorisation des modes de productions agro-écologiques par la diffusion de bonnes pratiques issues du réseau ou en externe au réseau. Appui aux montages de projets dans les coopératives. Encouragement à l'engagement dans la HVE, notamment en filière viticole.
Contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture, et développer les techniques permettant de stocker du carbone (et valorisation associée)	Massification des innovations : identification et transfert des innovations pertinentes et dispositifs de formation pour que les conseillers et les agriculteurs s'en emparent. Grâce à une approche systémique, les différents éléments relevant de la gestion de l'eau, de la biodiversité, de la maîtrise de l'usage des intrants (notamment produits phytopharmaceutiques) ou encore de la qualité des sols, seront pris en compte. La mobilisation de leviers en faveur de la transition agroécologique favorise la résilience des exploitations.
Accompagner l'adaptation des systèmes de production animale et végétale face aux aléas et au changement climatique, notamment gestion économe et efficiente de l'eau	
Renforcer la gestion intégrée de la santé animale et végétale, en développant la place des mesures préventives ou alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse ou d'antimicrobiens, en particulier pour anticiper et préparer des évolutions réglementaires telles que le non-renouvellement de l'approbation de substances actives au niveau européen, en synergie avec les actions plans Ecophyto et Ecoantibio.	
Développer l'autonomie protéique et azotée de l'agriculture française et des territoires	Lien entre les cultures bas-intrants et introduction de cultures oléoprotéagineuses dans les assolements.
Valoriser et préserver l'agrobiodiversité, en diversifiant les productions à différentes échelles (du niveau intra-parcellaire au niveau paysager), en mobilisant la sélection génétique et en favorisant les complémentarités élevage-culture	Outre les aspects transversaux sur la massification des innovations, un dispositif spécifique est mis en place sur la biodiversité, avec l'outil Agri'Best, d'autodiagnostic par les exploitants. Il contribuera également à la structuration d'un dispositif plus global d'évaluation de la façon dont les pratiques des coopérateurs et des coopératives évoluent.

## **Contribution à l'innovation :**

Notre contribution à l'innovation sera principalement centrée sur notre capacité à massifier les innovations identifiées plutôt qu'à en générer nous-mêmes, point qui ne relève pas directement de notre champ de compétences. Notre action vise ainsi à conforter notre dispositif d'identification des innovations issues du réseau fédératif et des coopératives et à amplifier leur diffusion grâce notamment à l'usage du numérique (site des Solutions coopératives, vidéo, fiches de retours d'expériences numérisées...).

Par ailleurs le MOOC sur le conseil et l'innovation a pour but de donner aux conseillers des clés pour mieux susciter, repérer et accompagner l'innovation (rôles ascendant et descendant).

## **Public cible et moyens de diffusion :**

L'ensemble des 2200 coopératives agricoles françaises et les adhérents qu'elles mobilisent, constitue une base très large de notre public cible, nous pouvons estimer grossièrement que la moitié de ces coopératives sont plus précisément concernées par nos réalisations. Les outils Internet (site des solutions, publication d'ouvrages type Théma disponibles en ligne) ou encore les newsletters (nationales et régionales) très largement diffusés, seront des moyens privilégiés de communication avec ce public.

Outre cette diffusion très large, des actions plus ciblées sont prévues, associant les responsables agronomie/R&D des coopératives qui en sont dotées, à savoir majoritairement les grands groupes et les ETI, mais également un réseau de PME très actives, que nous mobilisons grâce à notre réseau régional. Ceux-ci sont associés au travers de différents groupes de travail ou lors d'expérimentation de

l'usage de certains outils, comme les tests de l'outil Agri'Best sur la biodiversité ou encore pour approfondir l'évaluation de la façon dont les coopératives accompagnent l'évolution des pratiques.

### **Résultats attendus :**

- Diffusion d'expériences innovantes de coopératives, favorables aux transitions agro-écologiques : augmenter le nombre (d'une quarantaine actuellement à une centaine en 2027) et améliorer la présentation pour faciliter les appropriations.
- Assoir un dispositif de qualification des compétences (reconnaissance d'un CQP au RNCP et utilisation par une vingtaine de coopératives) et mise en place de formations à l'échelle nationale (dont le MOOC conseil et innovation) mais également pour des formations à l'agro-écologie adaptées aux contextes territoriaux, en visant un dispositif par région.
- Mesurer l'implication concrète des coopératives en faveur de l'agro-écologie auprès des agriculteurs au travers de différents indicateurs :
  - implication dans des dispositifs collectifs labellisés ou non ;
  - mesure de l'impact sur la biodiversité
  - mise en place d'un observatoire de la mise en œuvre de pratiques agro-écologiques ciblées.

### **ACTION 3 – La coopérative, acteur du renouvellement des populations agricoles sur le territoire (CARPAT)**

La finalité de notre action est d'attirer les talents en agriculture grâce à une offre coopérative et collective innovante, performante économiquement et répondant aux enjeux environnementaux et sociétaux. A ce titre, l'action contribue bien au renouvellement des générations dans la profession agricole, non seulement d'un point de vue quantitatif (contribution au maintien des effectifs, des surfaces, des volumes, etc.) mais également d'un point de vue qualitatif et dynamique (prise en compte de l'évolution sociologique des nouvelles populations agricoles, évolution des formes d'organisation collective, nouvelles attentes vis-à-vis du modèle coopératif agricole, différentes de celles des générations précédentes qui étaient composées des fondateurs ou de leurs enfants). A noter que l'ampleur du sujet nous a conduit à participer à l'élaboration d'un projet spécifiquement dédié à ce sujet, qui a été déposé à l'appel à projet CASDAR co-innovation le 15 février 2022 (après un dépôt infructueux en 2021), le projet RENOUEUR, porté par Idele.

Tant au niveau européen, français et régional, les politiques d'aide à l'installation sont structurées autour de différents dispositifs de soutien à la formation et à l'investissement dans le projet. Différents dispositifs comme les points accueil – installation sont mis en place pour accueillir les candidats potentiels et leur apporter toutes les informations nécessaires. Le constat aujourd'hui est que malgré des dispositifs cadrés et impliquant un grand nombre d'acteurs dont les coopératives, le nombre d'installations non aidées est relativement important. Cela doit nous interroger sur leur capacité à embrasser toute la diversité des projets. De même, des travaux montrent une certaine inadéquation entre les organisations de filières actuelles – auxquelles le secteur coopératif contribue largement – et les aspirations des candidats à l'installation : par exemple, en filière ovine, une étude réalisée par l'Idele a montré que la moitié des candidats souhaitant s'installer avec un troupeau ovin souhaitait développer des circuits courts. Le coût du foncier ou de l'installation constitue par ailleurs un frein à l'installation, notamment en filière viticole.

### **Structure de l'action élémentaire et principaux leviers d'actions :**

Finalité	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels	Principal(aux) levier(s) d'action
Attirer les talents en agriculture	Bâtir un modèle coopératif répondant aux attentes	Identifier et caractériser les nouveaux entrants	Organisation, collecte et gestion de données, résultats, publications
		Identifier les nouveaux services nécessaires	Accompagnement des processus d'innovation et des transitions agroécologiques et numériques dans la durée, en particulier au sein des collectifs d'agriculteurs dans les territoires, pour un impact dans les pratiques du conseil agricole
		Repérer les pratiques des coopératives	Organisation, collecte et gestion de données, résultats, publications
	Mesurer l'impact de la coopération agricole	Définir et quantifier les installations en coopérative	Organisation, collecte et gestion de données, résultats

### **Liens des tâches aux thématiques prioritaires du PNDAR :**

Thématique prioritaire du PNDAR	Principales tâches
Répondre au défi du renouvellement des générations en agriculture en accompagnant l'installation et la transmission, ainsi que l'amélioration de la qualité de vie au travail et les démarches de réflexion sur le sens des métiers en agriculture	<ul style="list-style-type: none"><li>• Proposer des adaptations aux coopératives pour mieux répondre aux aspirations des nouvelles générations d'agriculteur : conseil, nouveaux services, accompagnement de projets individuels dans le cadre collectif.</li><li>• Création d'un dispositif d'évaluation de l'impact de l'action des coopératives</li></ul>

### **Contribution à l'innovation :**

Les nouvelles générations sont en attente de dispositifs nouveaux et innovants pour être reconnues par la société comme des acteurs à part entière des transitions que tous appellent de leurs vœux. En travaillant sur l'accueil de ces nouveaux entrants, nous souhaitons sensibiliser les coopératives à ces nouveaux besoins et les inciter à faire évoluer leur offre de service.

### **Public cible et moyens de diffusion :**

Toutes les coopératives sont confrontées à la question du renouvellement des générations. Notre public cible est constitué des personnes en charge de ces sujets, avec notamment depuis quelques années l'apparition d'un nouveau métier dans nos entreprises, celui de conseiller transmission-installation, qui non seulement accueille des nouveaux entrants, mais également assure un lien entre les coopérateurs souhaitant cesser leur activité et des candidats à l'installation. On retrouve des conseillers de ce type dans des TPE (caves viticoles) et jusque dans des grands groupes polyvalents, selon l'acuité du sujet dans le contexte de la coopérative.

Nous mobilisons les moyens de diffusion classique au sein du programme : webinaires, formation, production de recueils de bonnes pratiques ou de guides pratiques à l'intention des coopératives.

### **Résultats attendus :**

- Taux de satisfaction des associés coopérateurs envers leur coopérative (mesuré par une enquête interne confiée périodiquement à un institut de sondage) en augmentation sur la période (sachant que l'enquête 2021 donne déjà un très bon taux de satisfaction de 70% à 80% selon les questions posées sur un échantillon représentatif de 1100 coopérateurs)
- Construction d'une liste de 5 à 10 indicateurs visant à mesurer l'impact des coopératives sur l'installation

## ACTION 4 –Structurer nos actions dans une logique One Health – One Welfare, pour la santé et le bien-être des hommes, des animaux et de l'environnement (OHOW) 2 opérations

Parmi les attentes sociétales, on ne saurait omettre le volet sanitaire ni la dimension de prise en compte du bien-être animal que nous associerons dans une action intitulée « One Health – One Welfare ». Ces actions constituent une évolution à part entière dans notre programme qui comportait sur la période précédente un volet portant sur les démarches qualité qui associaient tous les volets sanitaires (HACCP...). En cours de programmation, le volet « bien-être animal » s'est imposé et nous l'avons bien rapidement identifié comme indissociable du volet de prise en compte du bien-être de l'éleveur que nous travaillions parallèlement comme porteur d'un risque important en matière de RSE, avec la constitution du réseau Agri-Sentinelles. Sur cette construction en cours, est apparue en 2020, la pandémie mondiale liée au SARS-Cov 2/ Covid 2019. Les explications probables de l'apparition de cette maladie nous amènent à considérer que le concept One Health doit faire l'objet de toute notre attention. Cette approche intégrée, pluridisciplinaire, encore non entrée dans le champ opérationnel, mais porteuse d'éléments de compréhension, doit constituer un complément des approches sanitaires en cours, dans un volet « anticipation » que nous souhaitons conserver dans notre programme.

Le paquet hygiène, corpus réglementaire européen mis en place dans les années 2000, et plus récemment les Etats généraux de l'alimentation s'inscrivent dans l'importance d'une alimentation sûre, saine, durable et de qualité. En ce qui concerne le bien-être animal, L'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) reconnaissent par ailleurs les bénéfices d'une approche « One Welfare » pour « favoriser l'application des normes [de l'OIE] sur le bien-être animal » et pour « améliorer le bien-être des animaux [et des personnes] dans les systèmes de production alimentaire ». Côté français, le « One Welfare » est de plus une composante intégrante du dispositif de formation des nouveaux « référents bien-être animal » en élevage, dispositif amené à se déployer sur les années 2022 et 2023 en formant au moins une personne dans tous les élevages de porcs et de volailles de France.

### **Structure de l'action élémentaire et principaux leviers d'actions :**

Finalité	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels	Principal(aux) levier(s) d'action
OH-OW opération 1 : sécurité sanitaire	Eviter l'entrée, la diffusion, la sortie et la transmission aux animaux et aux hommes de pathogènes dans les exploitations	Encadrement sanitaire et mesures de biosécurité en élevage	Organisation, collecte et gestion de données, résultats, publications ... en vue de leur réutilisation Dispositifs structurants d'expérimentation et observation
		Informier les coopératives des évolutions scientifiques et réglementaires	Intégration et diffusion de connaissances
		Accompagner les coopératives dans la lutte contre les nuisibles et les insectes	Intégration et diffusion de connaissances
	Accompagner les coopératives dans la gestion des contaminants	Système de Management de la qualité, pour gérer les contaminants	Intégration et diffusion de connaissances
		Informier les coopératives sur contaminants et risques associés (dont émergents)	Intégration et diffusion de connaissances
		Mettre en place au niveau de LCA une procédure de gestion de crise	

OH-OW opération 2 : Contribuer au bien-être des animaux en veillant au bien-être des personnes	Créer de l'expertise	Identifier bonnes pratiques et axes d'amélioration	Transfert et appui à la massification des innovations et des nouvelles pratiques pour un impact dans les performances économiques et environnementales des systèmes agricoles
		Contribuer à la formalisation des connaissances sur le « One Welfare »	Intégration et diffusion de connaissances
	Valoriser les travaux collectifs	Éclairer les décisions publiques et réglementaires grâce à l'expertise terrain des coopératives	Mobilisation d'expertise dans la normalisation et l'appui aux politiques publiques
		Diffuser cette expertise dans le réseau des coopératives et auprès des parties prenantes externes	
	Entretenir une dynamique de réseau autour du « One Welfare »	Animer un réseau dédié au bien-être des animaux, des personnes et de l'environnement	Animation de réseaux
		Participer à des réseaux externes pour le bien-être des animaux et des acteurs	Intégration et diffusion de connaissances en participant à des réseaux dédiés entre partenaires

### Liens des tâches aux thématiques prioritaires du PNDAR :

Thématiques PNDAR	Principales tâches de l'action s'y raccordant
Renforcer la gestion intégrée de la santé animale et végétale, en développant la place des mesures préventives ou alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse ou d'antimicrobiens (gestion de l'assolement, sélection génétique, biocontrôle, méthodes de biosécurité, gestion mécanique, etc...), en particulier pour anticiper et préparer des évolutions réglementaires telles que le non-renouvellement de l'approbation de substances actives au niveau européen, en synergie avec les actions des plans Ecophyto et Ecoantibio.	Actions portant sur la sécurité sanitaire en élevage notamment par la compartimentation des animaux et la sécurisation des mouvements d'animaux. Travaux sur des alternatives aux produits phytosanitaires, rodenticides notamment.
Améliorer le bien-être animal et poursuivre les transitions pour rester acteur des marchés et générer de la valeur au sein des filières	Action centrale de l'opération One welfare, en faisant le lien bien-être animal et bien-être des éleveurs.
Répondre au défi du renouvellement des générations en agriculture en accompagnant l'installation et la transmission, ainsi que <b>l'amélioration de la qualité de vie au travail et les démarches de réflexion sur le sens des métiers en agriculture</b>	Le concept de One welfare s'attache à faire le lien bien-être des animaux/bien-être des hommes. Le réseau Agri-Sentinelles vise à la prévention des situations de mal-être en agriculture, par la mobilisation des acteurs coopératifs pour participer aux écosystèmes en place dans les territoires (capacités d'alerte suite à l'identification de situations à risque ; « premiers soins »)

### Contribution à l'innovation :

Faire le lien entre le bien-être animal et le bien-être des hommes et le documenter, est une innovation en soi, sur le plan sociologique notamment.

La vision holistique du concept One Health est pour l'instant peu appropriée en dehors du monde de la recherche. Nous pensons que permettre son appropriation pourra être source d'innovation dans

l'organisation des systèmes de management de la qualité et dans les relations entre les exploitations agricoles et les entreprises de collecte.

### **Public cible et moyens de diffusion :**

Toutes les coopératives du pôle animal, de la nutrition animale, des métiers du grain, des plantes à parfum et aromatiques, et leurs adhérents lorsqu'un travail de conseil et d'accompagnement de ces derniers est nécessaire : exemple de la gestion de l'ergot ou du datura en productions végétales. En production animale, du fait de la peste porcine, un travail spécifique est réalisé sur cette filière compte tenu de la situation sanitaire actuelle. En cours de programmation, d'autres risques émergents sur d'autres filières pourraient nous amener à faire évoluer les cibles.

Les moyens de diffusion reposent essentiellement sur de la mise en réseau d'acteurs concernés dans les coopératives (exemple : groupe de travail bien-être animal ; commission qualité de Métiers du grain) et la diffusion de newsletters ou de notes de synthèses diffusées aux structures adhérentes ou disponibles sur Internet, ainsi que l'utilisation de nos recueils de bonnes pratiques que sont les Théma.

### **Résultats attendus :**

- 15 coopératives engagées dans des actions pour l'encadrement sanitaire
- Toutes les coopératives de Métiers de grain et de la nutrition animale engagées dans des démarches de certification.
- Toutes les coopératives de productions animales engagées dans le one welfare
- 50 coopératives (x10) engagées dans le réseau Agri-Sentinelles (prévention du mal-être).

**ACTION 5 –Répondre aux attentes des parties prenantes, dont les consommateurs, par les démarches RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) des coopératives agricoles et agroalimentaires (RSE)**

L'action portant sur le déploiement de la RSE vise à organiser la veille, notamment en faisant le lien avec les attentes consommateurs et les voies de communication avec ces derniers (affichages environnemental et nutritionnel...). Nous poursuivrons également l'effort engagé depuis les années 2000 pour qu'un maximum d'entreprises conduisent des démarches de RSE structurées selon les standards internationaux que nous avons contribué à élaborer au cours du programme précédent (ISO 26030). Les évolutions réglementaires y incitent : à partir de 2024, les entreprises ayant un total du bilan de 20 M € ou un chiffre d'affaires de 40 M €, et 250 salariés devront toutes publier un rapport sur « l'information en matière de durabilité » - environ 190 coopératives -. Cette réglementation prendra le relais de celle portant sur l'obligation de DPEF (Déclaration de performance extra-financière) à laquelle sont déjà soumises les entreprises non cotées de plus de 100 millions d'euros de CA ou de total bilan et de plus de 500 salariés soit une quarantaine de coopératives.

A noter l'importance du volet relations avec les coopérateurs dans les démarches RSE : sur le plan environnemental et notamment sur les sujets changement climatique et biodiversité, l'impact des coopératives est majoritairement le fait de la production agricole (70 à 80% des impacts de la coopérative dans la majorité des productions).

Au-delà des réglementations citées, notons, sur le plan international, la démarche promue par les Nations Unies : Objectifs de développement durable. « *17 objectifs pour sauver le monde : les objectifs de développement durable donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. Les objectifs sont interconnectés et, pour ne laisser personne de côté, il est important d'atteindre chacun d'entre eux, et chacune de leurs cibles, d'ici à 2030* ». Pour en savoir plus : [ici](#)

## **Structure de l'action élémentaire et principaux leviers d'actions :**

Finalité	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels	Principal(aux) levier(s) d'action
Répondre aux attentes des parties prenantes, dont les consommateurs, par les démarches RSE	Convaincre de l'intérêt de la RSE	Démontrer l'avantage compétitif de la RSE pour les coopératives	Organisation, collecte et gestion de données, résultats, publications
		Assurer via la RSE de meilleures conditions financières	Dispositifs structurants d'expérimentation
	Accompagner les démarches RSE	Proposer un panel d'outils pour répondre aux différentes attentes des coopératives	Accompagnement des processus d'innovation ; animation de réseau
	Répondre aux attentes des parties prenantes, consommateurs notamment	Identifier et mieux comprendre	Intégration et diffusion de connaissances
		Développer et promouvoir les filières durables	Dispositifs structurants d'expérimentation et observation (affichage environnemental...) ; Accompagnement des processus d'innovation : construction de filières (exemple : commerce équitable)

## **Liens des tâches aux thématiques prioritaires du PNDAR :**

Créer des chaînes de valeur équitables favorisant une relocalisation des productions agricoles et la compétitivité des filières et des entreprises : valorisation des modes de production agroécologiques (dont l'agriculture biologique et la haute valeur environnementale (HVE)).	Les démarches RSE visent à trouver un équilibre entre les aspects environnementaux, sociaux, sociétaux et économiques. Leur déploiement doit déboucher sur des chaînes de valeurs équitables. Par ailleurs, en travaillant avec des organismes de financement, nous souhaitons trouver des solutions pour accompagner les solutions à mettre en œuvre dans le cadre de démarches RSE. La promotion de filières durables (commerce équitable par exemple) relève également de cette thématique. La mesure de l'impact socio-économique des coopératives qui leur fournira des arguments intéressants pour valoriser leurs démarches.
Mobilisation du levier du numérique pour soutenir la conception, le pilotage, le déploiement et la valorisation de systèmes de production agricole innovants et performants.	Travaux sur l'affichage : nutritionnel, environnemental... Participation aux travaux de la profession sur Numagri et Numalim.

## **Contribution à l'innovation :**

Notre engagement dans les dispositifs de RSE et d'accompagnement des entreprises dans l'atteinte des objectifs de développement durable, constituent une originalité en soi de notre programme de développement par rapport aux autres acteurs du développement agricole. Nous sommes en avance de phase sur ce dossier important et avons d'ailleurs été à l'initiative des travaux pour l'élaboration d'une norme Iso sur le sujet (Norme ISO 26030), dans le cadre de notre programme 2015-2021.

Par l'engagement dans les démarches RSE, les coopératives trouvent un dispositif d'identification des enjeux qui se présentent dans l'ensemble du périmètre. Les agriculteurs sont très généralement impliqués et les démarches agro-écologiques encouragées (cf. Cahiers du développement coopératif : n°2 « La Responsabilité Sociétale des Entreprises des coopératives au service de l'agro-écologie »).

Les dispositifs Numagri et Numalim constituent des innovations pour la communication entre acteurs de la chaîne alimentaire, participant à la sécurisation des transferts de donnée et à la traçabilité.

### **Public cible et moyens de diffusion :**

Approche purement volontaire durant la dernière décennie, un renforcement des demandes des clients et de la législation font de la RSE une démarche incontournable pour de nombreuses coopératives, même si les contraintes réglementaires touchent plus spécifiquement les ETI et les grands groupes.

Au sein des coopératives, les publics touchés sont les dirigeants et les opérationnels en charge du sujet bien sûr, mais également les coopérateurs : au travers des rapports DPEF publiées par les entreprises, on constate que, parmi les enjeux qui ressortent fortement, bon nombre d'entre eux sont travaillés à l'échelle des exploitations agricoles, plus particulièrement sur le volet environnemental. (cf. AgriBalyse développée par l'ADEME : près de 80% des impacts environnementaux de l'agroalimentaire sont liés à la phase de production).

Les différents livrables issus des travaux du CASDAR disposeront d'une diffusion large, adaptée en fonction de la période et du contexte. Le schéma de diffusion est généralement le suivant :

- Evènement de lancement (salon, conférence, colloque, webinaire...),
- Publication des livrables sur Internet (site de LCA + rd-agri),
- Communication auprès des parties prenantes (presse, coopératives, réseaux sociaux...),
- Diffusion des éléments en région par l'animation d'ateliers regroupant les coopératives.

### **Résultats attendus :**

- Nombre de coopératives ayant réalisé l'évaluation de leur impact socio-économique sur leur territoire : passer de 10 en 2021 à 100 en 2027
- Nombre de coopératives labellisées RSE : de 5 en 2021 à 50 en 2027
- Nombre de coopératives publiant un rapport RSE : de 31 en 2021 à 75 en 2027
- Nombre de solutions coopératives recensées sur le site des Solutions Coopératives : de 268 à 750

### **ACTION 6 - Contribuer aux objectifs de développement de l'Agriculture Biologique pour des filières durables (BIO)**

La finalité de cette action est de contribuer et participer pleinement à la réussite du développement de l'AB à hauteur de 18% de la SAU bio en 2027 (objectif fixé dans le PSN et partagé par les acteurs français). Cette forte ambition au niveau des surfaces doit s'accompagner de structuration de filières pérennes tant au niveau de la rémunération des producteurs que du maintien de la dynamique de consommation. De vives inquiétudes apparaissent en effet au sein de certaines filières où la capacité de production dépasse depuis peu les capacités de valorisation des marchés, certains volumes produits en bio étant alors déclassés et commercialisés aux conditions du conventionnel.

Cette action s'inscrit donc pleinement dans les politiques européennes (objectif de 25% des surfaces en bio en 2030 dans le cadre de la stratégie européenne Farm to fork) et sa déclinaison dans le cadre du plan stratégique national de la France pour la PAC 2023-2027 (18% des surface en bio en 2027). Ces différentes politiques se déclinent régionalement et chaque région programme sa politique en faveur du développement de l'agriculture biologique. A noter également que l'état français incite à la consommation de produits issus notamment de l'AB dans le cadre de la loi Egalim avec des objectifs fixés de consommation de 50% produits de qualité et durables, dont au moins 20 % de produits biologiques pour les repas servis en restauration collective dans tous les établissements chargés d'une mission de service public.

## **Structure de l'action élémentaire et principaux leviers d'actions :**

Finalité	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels	Principal(aux) levier(s) d'action
Contribuer aux objectifs de développement de l'AB pour des filières durables	Accompagner les coopératives	Proposer ressources et compétences	Intégration et diffusion de connaissances
		Favoriser et valoriser les dynamiques collectives	Appui à l'émergence de collectifs d'agriculteurs et d'acteurs du monde rural, soutien à la construction de projets innovants
	Apporter l'expertise coop sur les défis économiques et réglementaires	S'inscrire dans l'écosystème des réseaux (régions, Fr, UE)	Mobilisation d'expertise dans la normalisation et l'appui aux politiques publiques
		Suivre et analyser certaines productions	Organisation, collecte et gestion de données, résultats, publications ... en vue de leur réutilisation
	Juste rémunération des agriculteurs	Relier coopératives-transformateurs- distributeurs pour des relations long-terme	Dispositifs structurants d'expérimentation et observation
		Relocaliser les filières pour la souveraineté alimentaire	Animation de réseaux, montage de projets ; dispositifs structurants d'expérimentation et observation

## **Liens des tâches aux thématiques prioritaires du PNDAR :**

Thématique prioritaire du PNDAR	Principales tâches mobilisées dans l'action
Créer des chaînes de valeur équitables favorisant une relocalisation des productions agricoles et la compétitivité des filières et des entreprises : valorisation des modes de production agroécologiques (dont l'agriculture biologique et la haute valeur environnementale (HVE)).	Contributions par des enquêtes, analyses de marché, statistiques de production qui sont valorisés dans les différentes instances réunissant l'ensemble des acteurs de la bio. Intégration dans les écosystèmes territoriaux de consommation des produits issus de l'AB (restauration hors domicile...)
Développer l'autonomie protéique et azotée de l'agriculture française et des territoires	Réalisation d'une étude dédiée à l'autonomie protéique en bio (à quelles conditions et à quel coût ?) dont les résultats seront mobilisables également en conventionnel
Contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture, et développer les techniques permettant de stocker du carbone (et valorisation associée)	Effets induits par le développement de l'AB
Valoriser et préserver l'agrobiodiversité, en diversifiant les productions à différentes échelles...	
Accompagner l'adaptation des systèmes de production animale et végétale face aux aléas et au changement climatique, en s'appuyant notamment sur une gestion économe et efficiente de l'eau	
Renforcer la gestion intégrée de la santé animale et végétale, en développant la place des mesures préventives ou alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse ou d'antimicrobiens ...	
Bien-être animal	

### **Contribution à l'innovation :**

L'agriculture biologique constitue un laboratoire d'essai à bien des égards et au travers d'une publication Théma en 2022 (téléchargeable [ici](#) ), nous avons montré comment différentes innovations du secteur bio alimentent le secteur conventionnel et ce sous différentes dimensions : technique, commerciale, durabilité sur les territoires notamment en mobilisant les dispositifs de gouvernance coopérative favorables aux échanges entre agriculteurs déployant différents modèles.

### **Public cible et moyens de diffusion :**

Nous dénombrons aujourd'hui 750 coopératives engagées dans l'agriculture biologique, qui constituent une cible privilégiée. Mais comme nous répondons également à toute coopérative qui souhaite accompagner des agriculteurs dans la conversion, notre public cible est plus large que ces 750 entreprises. Nous disposons d'un lieu privilégié d'échanges dans le cadre d'une commission Bio qui touche 105 coopératives dont une vingtaine constituent le « noyau dur » avec lesquelles se définissent les projets et se prennent les principales orientations. Toutes les filières sont représentées et le tissu est très hétérogène : coopératives spécialisées en bio ou non, et parmi les mixtes une part du bio très variable (de 1% à plus de 30%).

Les moyens de diffusion sont les mêmes que ceux utilisés pour l'ensemble du programme (Théma, notes de décryptage, fiches, infographies...), organisation et contribution à l'organisation de conférences / séminaires (présentiels ou webinaires)... Le salon Tech&Bio est un lieu privilégié de diffusion des informations durant lequel nous sommes partenaire technique et organisons différentes animations à chaque édition.

### **Résultats attendus :**

- Passer de 750 à 1000 coopératives certifiées en bio à horizon 2027
- Contribution à la maîtrise des marchés par l'intermédiaire d'expertises, productions de données : d'une quarantaine de productions en 2021 à 80 en 2027.
- Nombre de projets accompagnés (projets collectifs de coopératives, partenariats aval) : par son accompagnement, le réseau favorise la mise en place de filières sur les territoires, dans un cadre collectif, entre entreprises de l'amont et avec l'aval des filières. Nous dénombrons en 2021 une dizaine de projets structurants accompagnés et souhaitons passer à une trentaine à horizon 2027. Cet indicateur d'un résultat n'est pas du seul ressort de LCA, mais nous y contribuons.

## **ACTION 7 - GOUVERNANCE**

Notre finalité est d'assurer la gouvernance du programme en faisant le lien avec le PNDAR et la Vision 2030 LCA.

Il s'agit pour nous de faire vivre les instances de gouvernance du développement afin d'assurer :

- La capacité à **prouver** les effets de notre action (évaluation, indicateurs)
- La capacité à être en anticipation des enjeux avec de vrais enjeux en termes de partenariats sur ce sujet.
- La dimension « programme », pour articuler au mieux les travaux des différentes actions et assurer les synergies entre elles.
- Une bonne qualité de nos livrables et leur légitimité à être largement diffusés.

### **Structure de l'action élémentaire et principaux leviers d'actions :**

Finalité	Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels	Leviers d'actions
Assurer la gouvernance du programme en faisant le lien avec le PNDAR et la Vision 2030 LCA	Renforcer le mode projet et la dimension programme	Assurer les liens entre actions du programme et avec Vision 2030, en contribuant au partage d'informations	
		Favoriser les partenariats structurants à l'échelle du programme	Renforcement des synergies avec l'enseignement agricole notamment, pour des formations mais également pour le renouvellement des générations.
	Diffuser et valoriser le travail effectué dans le cadre du programme	Disposer d'une stratégie éditoriale à la fois écrite et numérique/audio-visuelle	Capitalisation des connaissances au travers de la stratégie éditoriale.
		Organiser les dispositifs permettant d'amplifier la diffusion (lien avec le service communication notamment)	Amplification de la diffusion : réseaux sociaux et formations digitalisées (MOOC notamment).
	Permettre le suivi et l'évaluation du programme	Disposer d'une batterie d'indicateurs et en assurer la diffusion annuelle	L'évaluation et l'administration de la preuve vont être centrales. Toutes les actions ont au moins une tâche et parfois un objectif stratégique à part entière sur ce sujet. L'action gouvernance constituera un lieu de synthèse et permettre les synergies notamment au plan des méthodes.
		Assurer la vie du comité scientifique d'évaluation	
		Faire évoluer les dispositifs évaluatifs (ASIRPA...)	

### **Contribution à l'innovation :**

- Structuration d'un ensemble de réalisateurs du programme pour en être les « ambassadeurs » sur les réseaux sociaux.
- Déploiement de formations sous forme digitalisée en transversalisant l'usage des dispositifs de type MOOC.

### **Public cible et moyens de diffusion :**

Le réseau des réalisateurs du programme et leurs directions.

### **Résultats attendus :**

- Rendre plus visible nos réseaux de partenaires
- Augmenter la diffusion de nos travaux
- Améliorer notre capacité à prouver les effets de notre action et celle des coopératives

### **33 – Positionnement du programme par rapport à d'autres modes de financement et par rapport à l'ensemble des actions menées par l'organisme**

Concernant le positionnement du programme pluriannuel, par rapport à nos autres actions, nos responsables soulignent généralement les 3 points suivants :

- Le programme nous oblige, tout en nous en donnant les moyens, à capitaliser les acquis et à diffuser les résultats et ce en mobilisant l'ensemble des compétences du réseau. Les différents livrables que nous avons structuré sont des éléments fédérateurs.
- Le fait de pouvoir travailler en pluri-annualité permet de maintenir et de valoriser des compétences spécialisées. Cela favorise une plus grande réactivité lorsqu'un événement inattendu apparaît (exemple : le fait d'avoir dans les différentes filières des personnes en charge des dossiers de sécurité sanitaire a permis d'être prêt à s'organiser pour répondre aux nombreuses questions en lien avec la crise Covid).
- Enfin, le programme permet d'identifier et d'anticiper des sujets émergents. Nous avons de nombreuses illustrations de cela, comme récemment le fait d'être montés en compétences sur le sujet du bien-être animal. En remontant dans le temps, on pourrait également évoquer la structuration du réseau dédié au développement de l'agriculture biologique.

Représentants d'organisations économiques, notre vocation à traiter les sujets en lien avec l'économie est prioritaire dans notre organisation. Toutefois, nous portons depuis de nombreuses années l'idée de la responsabilité sociétale de l'entreprise, qui nous conduit à travailler également les sujets en lien avec l'environnement, le social et le sociétal. En rapport avec les sujets portés par le PNDAR, notre programme de développement porte ainsi sur des volets environnementaux et sociétaux en tenant compte de l'économie des filières, alors que la structure dans son ensemble est dans une démarche avant tout économique, tenant compte des autres aspects de la RSE. Il y a un certain prisme déformant qui est normal et les fonds publics sont ainsi bien dédiés à faire évoluer sur des sujets où l'économie ne va pas naturellement, ou tardivement par rapport aux enjeux.

### **34 – Gouvernance du programme pluriannuel**

#### **341 – Modalités d'élaboration et de gestion du programme**

Les conditions d'élaboration du programme ont été très particulières et éloignées de ce que nous aurions pu imaginer avant que la crise Covid n'apparaisse. Nous avons pour habitude d'organiser des séminaires de réalisateurs tous les deux ans, un séminaire aurait dû se tenir en 2021 et nous avons eu trop d'incertitudes sur la capacité à le tenir pour faire reposer l'élaboration du programme autour de cet événement central. Les éléments définitifs de la note d'orientation du PNDAR ont été connues tardivement, nous nous sommes organisés pour être prêts à répondre à l'appel à propositions sans en avoir les contours précis. La construction du projet a été faite de façon à tenir compte des besoins des agriculteurs et des coopératives sur le territoire, en nous appuyant sur nos relais sur les territoires (fédérations régionales), dans les filières (pôles et directions par filière de La Coopération Agricole) et grâce à nos différents comités et commissions thématiques qui réunissent des représentants de coopératives, en leur demandant notamment d'identifier des priorités.

Première phase (pour le dépôt du projet au 30 septembre) :

- Lancement des travaux avec le séminaire des chefs de projet en septembre 2020. Test d'un outil pour animer un travail collectif de rétrospective de nos travaux : utilisation d'un même outil de travail d'intelligence collective pour recueillir des idées grâce à un dispositif numérique (Klaxoon, outil d'une start-up rennaise qui est depuis devenu un des outils Microsoft). Décision

de l'étendre à chacune des actions. Etapes dans la conduite de la réflexion : ce qu'on veut conserver, ce qu'il faudrait faire moins, ce qu'on veut abandonner, ce qu'il faudrait faire de nouveau → plan d'action.

- Utilisation de cette méthode de travail commune à chaque chef de projet 2015-2021 avec son équipe de réalisateurs : octobre 2020 – janvier 2021.
- Evaluation du bilan 2015-2021 :
  - Production par les chefs de projet des éléments pour le bilan ex-post 2015-2021
  - auditions par un binôme du CSE : mars – avril 2021.
  - Séquence du comité les 4 et 5 mai 2021, avec audition de chaque chef de projet, échange entre membres du comité et élaboration de l'avis final du comité. Rédaction d'une note de synthèse.
  - L'ensemble des documents produits a été adressé au président et à la direction de LCA ainsi qu'au ministère, en juin 2021.
- Appropriation des avis du comité et réponse de chaque chef de projet à l'avis, faisant ressortir notamment les points retenus pour faire évoluer le programme futur (juin 2021).
- A partir de mai 2021, début de mise en place d'un outil partagé sur Klaxoon, unique pour l'ensemble des chefs de projet et permettant de co-construire le programme. Sur la base des travaux ci-dessus et par échange avec ses réalisateurs ou groupes de travail, un premier arbre d'objectifs pour l'action future a été produit par chaque chef de projet.
- Puis nous avons procédé par réunions successives en distanciel – une tous les 15 jours environ à partir du début du mois de juin 2021 et jusqu'à fin août – des chefs de projet et des experts de sujets nouveaux, pour progressivement arriver à la structuration finale proposée, en identifiant les points de recoupements, voire les redondances pour les éliminer. Certains sujets, comme le positionnement de travaux portant sur la recommandation du CSE pour plus de relations avec les consommateurs, ont fait l'objet de plusieurs hypothèses avant d'aboutir à son positionnement dans l'action AE9 portant sur la RSE. De même, le choix de faire des méta-actions ou plutôt de découper des sujets pour avoir des dimensions d'actions plus facilement maîtrisables par le chef de projet, a été débattu à plusieurs reprises et a débouché sur un projet en 10 actions + la gouvernance.
- La rédaction des fiches a été démarrée lors d'un séminaire des rédacteurs (chefs de projet des anciennes actions + experts des nouvelles actions) qui s'est tenu les 8 et 9 septembre. Des échanges ont ensuite été organisés entre chaque rédacteur et la responsable développement pour aboutir à la rédaction finale.

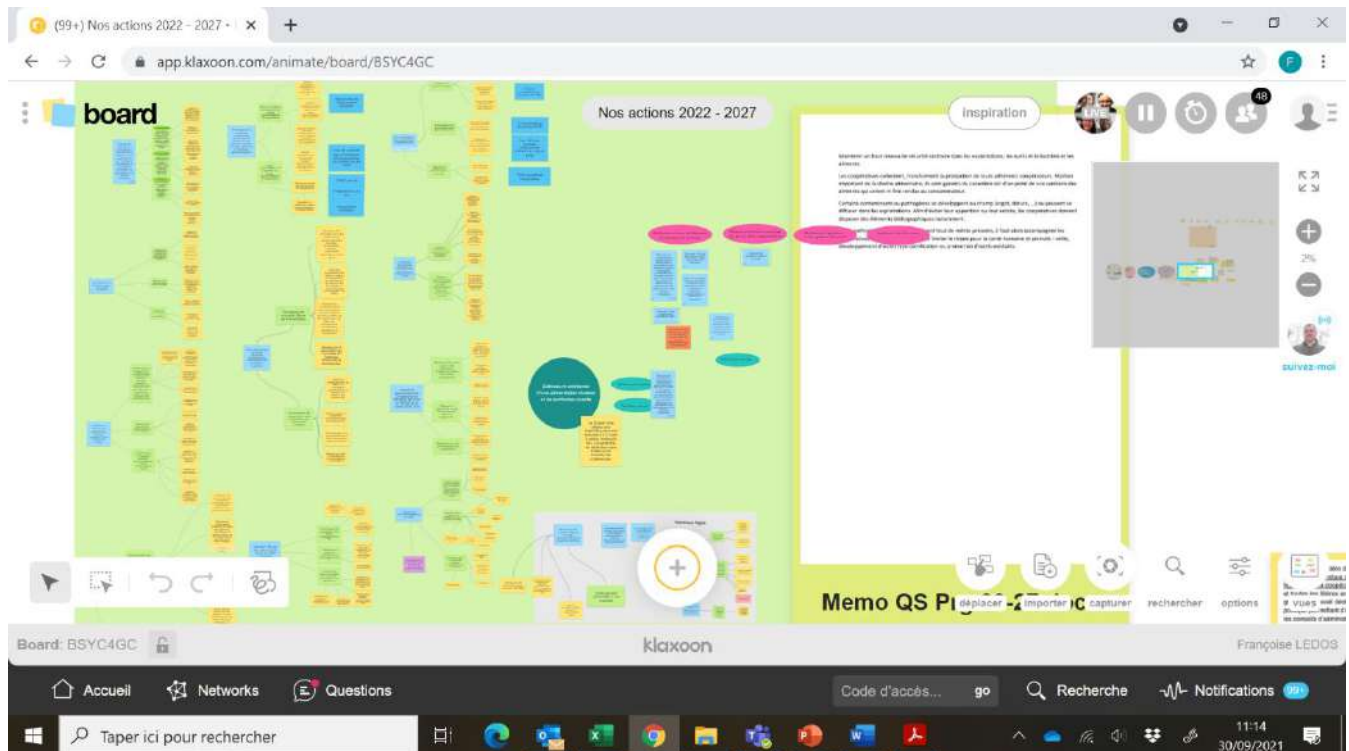
Tout au long de ce processus, ont été injectés dans les réflexions, pour parfaire le contenu des projets :

- Les éléments de contenu et d'exigences de présentation issus de la note d'orientation du PNDAR et de l'instruction portant sur l'appel à proposition Onvar (le nombre maximum d'actions, la présence éventuelle d'un plafond par action...).
- Les informations concernant les travaux issus de la démarche Vision 2030, avec notamment la construction de fiches actions comportant des engagements, avec lesquels nous avons eu un travail de cohérence à assurer. Au moment du dépôt du dossier au 30 septembre, la démarche n'était pas complètement terminée (la validation en conseil d'administration est intervenue en novembre 2021). Pour autant, nous savions qu'aucune réalisation inscrite à la proposition de programme n'était en lien avec au moins un projet issu de Vision 2030.

Pour assurer la validation politique des travaux, nous avons procédé de la manière suivante :

- Informations régulières des directions (comité plénier chaque mois). C'est également dans cette instance que la question de l'articulation avec les travaux Vision 2030 a été conduite.
- Pressentant que les instructions nous arriveraient tardivement par rapport à la date de dépôt du dossier, nous avons fait une information au bureau de notre conseil d'administration en date du 17 juin 2021. Ce dernier a donné mandat au comité d'orientation du développement pour valider la proposition de structuration du programme. Ce dernier s'est réuni deux fois : 31/8 et 14/9/21.
- Présentation du projet au conseil d'administration du 21 septembre.

- Tout au long de ce processus, l'accès au tableau de travail Klaxoon (cf. ci-dessous copie d'écran à titre d'illustration) a été ouvert à tous ceux qui le demandaient (réalisateurs, directions...). Une cinquantaine de personnes au total se sont connectées à l'espace de travail (chefs de projet bien sûr, réalisateurs et directeurs)



Mi-septembre, une fois les arbres d'objectifs finalisés, nous avons demandé à chaque direction de proposer les noms des personnes et le temps qu'elles passeraient aux différentes actions. Concernant les fédérations partenaires, nous avons demandé un dossier et établi un processus pour procéder aux arbitrages éventuellement nécessaires à la suite du retour du ministère de l'Agriculture sur notre proposition. Ce dossier comporte les éléments suivants : présentation de la structure candidate (périmètre d'actions, nombre de coopératives mobilisées...) ; CV simplifié des agents proposant leurs contributions ; exemples de travaux conduits par la fédération et relevant des propositions faites avec indication des résultats obtenus.

Nous avons annoncé les éléments suivants concernant la grille d'évaluation :

- Capacité à animer un réseau de coopératives sur un périmètre qui sera précisé
- Qualité des expériences passées dans un domaine similaire et fondées sur des résultats effectifs
- Compétences des intervenants

## Deuxième phase

Pour répondre à la baisse significative d'enveloppe à laquelle nous sommes soumis, tant par rapport à notre demande initiale que par rapport à la situation 2015-2021, nous avons privilégié une approche pragmatique tenant compte des suggestions du jury en termes de contenu :

- Suppression du programme de l'action qui portait sur l'approvisionnement local et la construction de filières territorialisées. C'est un point qui a été beaucoup débattu dans nos instances (bureau et conseil d'administration, comité des régions), car cela reste essentiel de nous inscrire dans les démarches territoriales de construction de telles filières. Des recherches de financement

autres que le Casdar seront effectuées (nous avons identifié des appels à projet du PIA4 par exemple).

- Fusion et réorganisation des actions qui portaient sur la décarbonation de l'économie et la bioéconomie, au sein d'une action consacrée à l'atténuation du changement climatique. Nous avons laissé dans ce périmètre le projet visant à la réduction du gaspillage alimentaire. L'autre option, suggérée par le jury, était de transférer ce projet dans l'action RSE. Nous avons privilégié l'approche technique sur l'approche plus sociétale car cela perturbait moins notre organisation initiale.
- Fusion et réorganisation des actions qui portaient sur la massification des projets agro-écologiques et l'évolution des compétences des conseillers, car les deux approches sont indissociables dans les coopératives.

Chaque direction a ensuite été sollicitée pour adapter les moyens initialement proposés à la nouvelle enveloppe financière. Pour marquer plus nettement la nécessité de travailler sur l'impact, nous avons demandé à chacun de travailler de la manière suivante :

- 70% des jours conventionnés en 2021 (cf. convention 2021), à affecter aux actions proposées pour la phase 2
- Proposition de jours complémentaires, à affecter à une liste de priorités en lien avec l'avis du jury et la démarche Vision 2030 de LCA. Ces priorités sont les suivantes :
  - Chefs de projet des actions
  - Indicateurs biodiversité
  - Capacité à montrer l'évolution des pratiques agro-écologiques des coopérateurs
  - Capacité à montrer l'évolution des pratiques liées au changement climatique chez les coopérateurs
  - Indicateurs sur la baisse du gaspillage alimentaire
  - Renforcement des relations avec l'enseignement agricole (partenariats, diffusion)

Concernant le budget, le bureau de LCA a validé le principe de conserver l'équilibre constaté sur la période 2015-2021 entre les montants affectés à la prise en compte des salaires des structures réalisatrices et des montants dédiés à la production de livrables ou à la conduite d'études confiées à des prestataires, le tout en visant un taux de 80% de CASDAR.

### **342 – Partenariats**

La question des partenariats est un point important, souligné dans le cadre de l'évaluation ex-post, le CSE nous incitant à mieux qualifier nos partenariats. L'exercice étant complexe du fait de la diversité des partenaires et des modalités de travail des différentes actions, la rédaction du programme a été l'occasion de faire un premier travail par action, qui sera valorisé par la suite de façon à identifier les partenaires structurants à l'échelle du programme. L'arrivée d'un directeur adjoint en avril 2022, en charge des partenariats et du développement, est la marque de la prise en compte de cette recommandation du CSE.

En transversal, notons d'ores et déjà :

#### Concernant nos relations avec la recherche et l'enseignement :

- Nous avons signé en 2019, une convention avec la DGER, qui va arriver à échéance en 2022. Des travaux sont en cours pour examiner comment la faire évoluer dans la mesure où il a été difficile de la traduire en plan d'action effectif. Elle prouve en tous cas le souhait de LCA de nouer des partenariats avec l'enseignement agricole et ce à plusieurs titres : pour l'attractivité du modèle et des métiers, pour la montée en compétences notamment sur les questions de l'agro-écologie. Le programme présenté va recentrer sur ce dernier point l'intérêt de cette convention, mais il est nécessaire de conduire la réflexion avec la DGER ce qui a été tout juste amorcé.

\*\*\* Le plan d'action effectif que nous visons avec l'enseignement agricole est à cadrer par des objectifs généraux que nous souhaitons intégrer dans une nouvelle convention signée avec la DGER, pour prolonger celle de 2019 :

1. Mieux faire connaître auprès des apprenants la réalité de l'action des coopératives sur le territoire national en mettant en évidence le rôle des agriculteurs dans la gouvernance de ces outils collectifs au service de leurs adhérents.
2. Renforcer l'attractivité et la promotion des métiers du secteur coopératif agricole et agroalimentaire.
3. Renforcer les coopérations pour répondre aux besoins d'évolution en compétences des entreprises pour accompagner des exploitants et des salariés des coopératives à la transition agroécologique (fusion des axes 3 et 4 de la convention signée en 2019).

Dans ce cadre général, l'implication du PDAR serait plus ou moins direct et concernerait :

- Pour l'objectif 1, nous souhaitons mettre en place une collaboration plus efficace avec la DGER et les SRFD afin de mieux diffuser nos ressources documentaires (Théma, guides, enquêtes...), qui sont autant de ressources pédagogiques pour les enseignants et les apprenants. Il s'agit là d'une action qui implique directement le PDAR. Par ailleurs notre service communication souhaite ré-éditer une initiative de jeu-concours qui associe des classes et des coopératives accueillantes : cette action n'est pas inscrite au PDAR mais participe à l'objectif.
- Pour l'objectif 2, l'essentiel de l'action porte sur l'inscription de LCA dans le dispositif Un jeune, une solution avec un travail spécifique sur le mentorat (<https://www.lacooperationagricole.coop/actualites/1-jeune-1-mentor-la-cooperation-agricole-sengagement-aupres-du-collectif-mentorat-pour-favoriser-la-reussite-scolaire-et-linsertion-professionnelle-des-jeunes> ).
- L'objectif 3 est celui auquel le PDAR contribuera le plus directement. A la suite des travaux conduits en 2022, nous avons pour objectif de nous servir des expériences pionnières pour la construction de formations type licence-pro (formation initiale) et autres dispositifs de formation, adaptées aux enjeux agro-écologiques des territoires (cf. licence pro Cosya : <https://www.univ-tlse3.fr/licence-professionnelle-productions-vegetales-parcours-conseil-en-systemes-de-production-vegetale-agroecologique> portée conjointement par le lycée d'Auzeville, LCA Occitanie et l'université de Toulouse). La mobilisation des fermes pédagogiques peut donner lieu à des démonstrations. Intégrons également dans cet objectif, l'actualisation des MOOC que nous avons réalisés sur la période 15-21 et la réalisation prévue de futurs dispositifs. Tous sont réalisés conjointement avec l'enseignement supérieur dans le cadre d'une convention avec Agreenium et Fun MOOC et mobilisent différents établissements selon les thématiques.

L'engagement dans ces dispositifs nécessitera le montage de dossiers avec pour certains des recherches de financement : nous pourrions ainsi être amenés à candidater à des appels à projet Casdar ou autres, en partenariat avec l'enseignement agricole. Différentes conventions nous lient déjà avec plusieurs établissements d'enseignement supérieur (le plus souvent par l'intermédiaire de nos structures régionales avec les établissements dont le siège est sur leur territoire : Vetagrosup, ISARA, AgroCampusOuest). Nous devons apprendre à mieux nous intégrer dans des réseaux d'établissements secondaires, par exemple en mobilisant les différents réseaux thématiques mis en place au sein de la DGER. \*\*\*

- Nos relations sont plus fortes avec l'enseignement supérieur, les fédérations régionales sont généralement bien identifiées et en relations étroites avec les écoles d'agronomie de leur territoire. Il existe d'ailleurs des conventions de partenariat formalisées : LCA AURA et VétagroSup d'une part et ISARA d'autre part, LCA Ouest et Institut Agro. A l'échelle nationale, on peut également citer le partenariat entre LCA, Agreenium et Fun MOOC. Le comité scientifique d'évaluation est également l'occasion d'échanges approfondis sur nos actions avec des représentants de la recherche et de l'enseignement supérieur.
- Les cahiers du développement coopératif ont pour vocation de renforcer les liens avec les acteurs du développement agricole et de la recherche grâce à des rédactions à plusieurs plumes, avec des contributions des autres partenaires impliqués dans le développement agricole, qui ont

été jusqu'à présent principalement des acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur. A date, 5 numéros sont parus et un 6<sup>ème</sup> est en préparation (dossier « conseil »).

- Chaque fois que c'est possible et utile, les chefs de projet sollicitent des enseignants et des chercheurs pour intervenir dans nos manifestations ou pour d'autres productions de livrables, nous en avons de nombreux exemples sur la période passée, notamment les MOOC. Cette approche au cas par cas pourrait en effet être renforcée pour des partages de projets sur du plus long terme, ce qui nécessite de se doter d'une véritable stratégie en matière d'implication dans la recherche, avec des priorités quant aux thématiques et aux acteurs à impliquer. Ce sera un point à examiner rapidement avec la direction au cours de la future programmation.

### Concernant nos relations avec les acteurs du développement agricole

Membre du CAF, nous avons des relations historiques et naturelles avec les grandes organisations professionnelles agricoles. Tout au long de l'année 2020 et en 2021, nous avons ainsi conduit des échanges avec la FNSEA, les JA, l'APCA et l'ACTA et partagé des notes faisant état de notre vision de la future programmation 2021-2027.

Faisant partie des organismes à vocation agricole et rurale, nous avons également contribué à la majorité des travaux organisés par l'inter-ONVAR, que ce soit sur les réflexions sur le futur PDAR ou en contribuant à l'organisation d'un atelier dans le cadre des journées organisées par la SFER avec le président du CST des ONVAR (décembre 2020). Il y a parfois une certaine difficulté à faire le grand écart entre les positions de certains ONVAR et celles des organisations citées précédemment. Nous avons toujours considéré que ces divergences portaient sur des considérations militantes sur lesquelles nous n'avions pas à prendre parti, notre organisation ayant l'ensemble des sensibilités en son sein, un des principes de l'Alliance Coopérative Internationale étant celui de l'adhésion libre et ouverte à tous.

La FNCuma, dont le président est membre du bureau de LCA, est un de nos partenaires « ONVAR » privilégié. Nous allons poursuivre les travaux engagés pour la rédaction des Cahiers du développement coopératif et conserver un CSE commun. Par ailleurs, nous avons identifié des travaux à conduire en commun sur plusieurs actions de nos programmes respectifs, notamment sur l'action AE2 (PARTAGE).

Concernant les autres ONVAR, la situation est diverse et se construit action par action. Nous avons adhéré à Terres en ville en fin d'année 2019 ? Sur la question du renouvellement des générations, nous sommes partenaires du projet RENOUER qui vient d'être déposé à l'appel à projet co-innovation aux côtés de nombreux partenaires : Idele (chef de file), ESA Angers, Terre de Liens, FNCuma, chambres d'agriculture... Un comité de parties prenantes réunira d'autres Onvar, l'APCA, JA...

### Concernant les plans et les dispositifs régionaux :

\*\*\* Les plans auxquels peut se rattacher notre PDAR ont été documentés dans le cadre de notre bilan 2015 – 2020 (p.67) et la dynamique sera poursuivie sur la période 2022-2027. Les réalisateurs, coordonnés par les chefs de projets, suivent de manière précise et contribuent aux différents plans qui les concernent : Ecoantibio (AE4), Ecophyto (AE2), plan EMAA (énergie, méthanisation, autonomie azote) (AE1), Ambition Bio (AE6). Le plan protéines végétales fait l'objet de différents dispositifs territoriaux auxquelles participent les acteurs de nos fédérations régionales, notamment dans le cadre de l'AE2 au travers des réflexions sur les cultures bas intrants. Dans le cadre de la convention que nous souhaitons poursuivre avec la DGER, notre implication dans le plan enseigner à produire autrement portera principalement sur le développement de partenariats territoriaux pour construire des formations adaptées à la transition agro-écologique au plus proche des enjeux des territoires et valables tant en formation initiale que continue. Également, un travail est à engager pour que certaines fermes pédagogiques de lycées puissent servir de support à ces formations (AE2). Enfin, nous allons poursuivre nos travaux sur le bien-être animal, en élargissant à la thématique au one-welfare et au one-health (AE4).\*\*\*

Concernant les GIEE, nous participons aux travaux régionaux et nationaux visant la capitalisation des travaux conduits par les groupes en place.

Notre force concernant la prise en compte des dispositifs régionaux, repose sur le maillage territorial de nos fédérations régionales qui sont acteurs des politiques publiques et des projets qui en découlent, chacune sur son périmètre.

En conclusion de cette partie, notons que nous sommes insérés dans l'appareil de développement agricole comme nous venons de l'illustrer, mais que nous comptons également parmi nos partenaires de nombreuses structures qui ne font pas à proprement parler partie de ce système, tout en étant en relation forte avec nos thématiques : ADEME, agences de l'eau, AFNOR... ce sont pour nous des partenaires structurants.

### **343 – Modalités de gestion du programme : pilotage des actions, de suivi et d'élaboration des comptes-rendus**

La crise Covid a largement fait évoluer les méthodes de travail avec la plus grande faculté à programmer des réunions en distanciel, sur une durée plus courte mais à une fréquence pouvant être augmentée. Les formats de réunion pourront donc évoluer, mais reposeront sur le même schéma que celui mis en place sur la période passée :

- Commission développement :
  - Participants : codir plénier et chefs de projets + élus. Participation du CSE, du ministère et de la FNCuma. Présidence Jean-Pierre Arcoutel (inchangé)
  - Informations régulières délivrées en lien avec les travaux de la CT DAR CSO.
  - Format « forum » : échanges / expressions de besoins / présentation de résultats de travaux et discussions. Ateliers thématiques (inchangé). Séquences à caractère prospectif / orientations à moyen terme (inchangé).
- Réunions de comité d'orientation du développement (inchangé) :
  - Participants : cinq à six personnes représentant les différentes catégories de structures impliquées (directeur de section et directeur de région) + le président + le responsable administratif et financier en charge de l'établissement des données nécessaires à la réalisation des comptes remis au MAA + la responsable développement.
  - Suivi de la réalisation des programmes : validation prévisionnel/reporting. 2 à 3 réunions par an, en amont de l'établissement des prévisionnels et réalisés ainsi qu'en cours d'année pour faire le point sur l'avancement des projets et permettre les ajustements éventuels. Arbitrages éventuels.
- Comité plénier : le comité plénier réunit l'ensemble des directeurs et délégués régionaux de LCA, des fédérations nationales non fusionnées et des fédérations régionales. Il permet de donner des informations ponctuelles lorsqu'il n'y a pas suffisamment de matière pour réunir une commission développement.
  - Mise à l'ordre du jour de sujets « développement » organisés chaque fois que nécessaire
  - Actualités : échanges et discussions sur les contenus et les organisations de travail
- Un chef de projet pour chacune des actions proposées. Il dispose d'une lettre de mission signée par sa direction et celle de LCA si les deux ne coïncident pas.
- Pour les aspects administratifs : une assistante en charge en particulier des enregistrements sous Darwin et des échanges documentaires avec le ministère ainsi que du suivi des conventions ; le service comptable pour tout ce qui relève des comptes et du suivi des opérations.
- Pour la partie évaluative : un comité scientifique d'évaluation commun à LCA et à la FNCuma. Composé de 13 membres. Une cellule technique composée de 3 membres, dont les responsables « développement » respectifs de LCA et FNCuma.

- Point d'information au conseil d'administration ou au bureau du CA à chaque fois que nécessaire, sur demande du président de la commission développement ou du président de LCA. Sur la période 2015-2021, le rythme a été d'une à deux interventions par an. Les périodes d'évaluation (mi-parcours et ex-post) font l'objet d'un temps dédié plus intense, avec intervention du président du CSE.

Le suivi et le compte rendu des actions reposent sur les documents suivants :

- Relevé de temps passés transmis sous forme d'un tableau récapitulant le nombre de jours passés par action.
- En prévisionnel, comme en réalisé, chaque réalisateur fournit également une fiche détaillant les travaux selon les objectifs et tâches définis dans le cadre de la convention avec le ministère et en indiquant le nombre de jours dédiés.
- Chaque chef de projet synthétise ensuite ces éléments pour présentation au ministère.

### **344 - Modalités d'évaluations du programme sur la période 2022-2027.**

Nous souhaitons poursuivre le processus selon les grandes étapes qui ont ponctué la période 2015-2020 (cf. chapitre 24) :

- Evaluation ex-ante du présent programme : programmée le 4 novembre 2021.
- Puis évaluation chaque année, en novembre, du prévisionnel de l'année suivante.
- Bilan à mi-parcours
- Evaluation ex-post du programme en 2027
- Evaluation ex-ante du programme suivant.
- Présentation des éléments de bilans (mi-parcours et pluriannuel) aux instances de LCA : courrier à la présidence et présentation en bureau du conseil d'administration.

La production d'avis, telle que les quatre qui ont été rédigés en 2019 et 2020, est très fructueuse, nous espérons pouvoir poursuivre en ce sens.

Nous concernant, nous devons également conduire une réflexion pour bien articuler les travaux du CSE avec ceux du comité des parties prenantes. Nous avons déjà acté le principe de la participation du président du CSE au comité, mais il est nécessaire d'aller plus loin et c'est déjà une demande exprimée par ce dernier qui sera donc traitée dans les tous prochains mois.

Partant sur une nouvelle programmation, il sera bien sûr nécessaire de faire également le point sur le souhait pour les participants actuels de poursuivre leurs engagements et de conduire les évolutions nécessaires en concertation avec les services du ministère, comme ça a été le cas par le passé.

De même, concernant les méthodes mises en œuvre, nous resterons en veille et à l'écoute de toute démarche pouvant les enrichir. Nous avons suivi avec intérêt les travaux conduits sur l'adaptation de la méthode ASIRPA. Selon les poursuites envisagées, nous serons volontaires pour en être acteur si cela nous semble dans nos moyens.

## **35 – Fiches actions**

Cf. page 49 à 125

## AE 1 - Atténuer le changement climatique (CLIMAT)

Chef de projet	Carole LEJEUNE Responsable Carbone, service ECO2 Carole.lejeune@lacoopagri.coop
Contributions aux ambitions du PNDAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>70%</b> - Lutter contre le changement climatique en participant à en atténuer l'ampleur et en s'adaptant à ses effets, mieux protéger et restaurer la biodiversité, et préserver la qualité de l'eau, de l'air et du sol ainsi que substituer l'utilisation de matières premières non renouvelables par l'utilisation d'agro-ressources renouvelables</li> <li>● <b>30%</b> - Assurer la viabilité économique et la résilience des exploitations, le renouvellement des générations, ainsi que l'amélioration des conditions de travail des actifs agricoles, et améliorer la rémunération des agriculteurs et la compétitivité de l'agriculture française</li> </ul>
Contribution aux thèmes prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>● 60% - Contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture, et développer les techniques permettant de stocker du carbone (et valorisation associée)</li> <li>● 30% - Créer des chaînes de valeur équitables favorisant une relocalisation des productions agricoles et la compétitivité des filières et des entreprises : transition vers l'économie circulaire et développement de nouvelles filières de diversification, de systèmes alimentaires territorialisés, renforcement des qualités nutritionnelles et organoleptiques de l'alimentation, valorisation des modes de production agroécologiques (dont l'agriculture biologique et la haute valeur environnementale (HVE)).</li> <li>● 10% - Accompagner l'adaptation des systèmes de production animale et végétale face aux aléas et au changement climatique, en s'appuyant notamment sur une gestion économe et efficiente de l'eau</li> </ul>

### CONTEXTE

L'engagement de La Coopération Agricole sur les sujets climatiques est en lien logique avec l'actualité des travaux sur le changement climatique (rapports successifs du GIEC démontrant l'impact des activités humaines sur le changement climatique) et des règlements sur le sujet de la lutte contre le changement climatique (Accord de Paris, Stratégie Nationale Bas Carbone, Loi Climat et Résilience France, Paquet Climat 2030 européen) et en cohérence avec la proposition de la Commission Européenne d'une neutralité carbone en 2035 (hors CO2) pour le secteur agricole.

Ces éléments visent à faire du secteur agricole, agroalimentaire et forestier un des piliers de la transition climatique de l'économie. C'est en effet le secteur économique qui sera le plus rapidement impacté par les effets du changement climatique et qui devra à ce titre s'adapter rapidement. Il a également les capacités de travailler à l'atténuation des émissions via la **décarbonation de ses activités** et en réduisant ses autres émissions (élevage, engrais et fluides frigorigènes). Le secteur porte également l'enjeu de contribuer à l'atteinte de la neutralité de l'ensemble de l'économie en augmentant ses capacités de **stockage de carbone** ou en **développant des solutions décarbonées** pour les autres secteurs de l'économie.

Les coopératives agricoles sont particulièrement bien placées pour accompagner les agriculteurs coopérateurs au travers du conseil technique mais également via la valorisation de leurs productions. Elles doivent également répondre à l'enjeu de décarbonation de leurs propres activités de transformation et de logistique.

Nos travaux récents nous ont conduit à évaluer les émissions de gaz à effet de serre des coopératives à 75 Mtep de CO2/an : 66,75 Mtep pour la production agricole, 4,76 Mtep pour le transport et 4,12 Mtep pour la transformation (estimations issues du rapport CITEPA d'avril 2018, rapportées au périmètre coopératif (agricole, forestier, transport et transformation), à affiner dans une étude dont les résultats seront disponibles en 2022).

Pour atteindre l'objectif ZEN (Zéro émission nette) en 2050, la Stratégie nationale bas carbone fixe les objectifs nationaux suivants pour la filière : réduction de 39 Mtep, via le transport (-100%), dans la transformation (-96%) et à la production agricole (-46%). Sur le périmètre coopératif, les émissions de consommation d'énergie sont à travailler particulièrement, représentant 17,56 Mtep (44,53%) des émissions à éviter.

L'estimation a été réalisée en se basant sur le poids de LCA (40% de la transformation + 2/3 des agriculteurs + 19% du transport).

Les coopératives ont engagé des actions en faveur de la **réduction de leurs consommations énergétiques** et dans l'accompagnement vers des pratiques agricoles vertueuses sur la **réduction des émissions de gaz à effet de serre** des agriculteurs coopérateurs. Certaines filières, comme la déshydratation de luzerne, ont été particulièrement proactives et précurseurs (-48% d'émissions nettes entre 2015 et 2020, selon les données produites dans le cadre de l'observatoire mis en place avec le CITEPA lors de notre programme 2015-2021).

Les coopératives et leurs agriculteurs développent également de nouvelles activités par la production d'énergies renouvelables. Les énergies renouvelables comme le photovoltaïque, notamment produites par les agriculteurs, doivent se développer en symbiose avec les productions agricoles présentes (Agri-voltaïsme). Cette production, qui nécessite un accompagnement (réglementaire, technique et juridique), reste une production d'énergie intermittente, difficile à stocker. Le biométhane et les biocarburants sont actuellement les seules énergies renouvelables, à un niveau de développement avancé, aisément stockables. C'est pourquoi elles sont à accompagner, diffuser. Les bioénergies sont donc indispensables au futur mix énergétique, la PPE prévoit pour 2023 une production de 6TWh de biogaz injecté et 2,6TWh de production d'électricité grâce à la méthanisation, et le double d'ici 2028.

Au-delà de la réflexion portant sur la dimension énergétique, il est important d'adopter une démarche d'économie circulaire des modes de consommation et de production (essayer de réduire au maximum les prélèvements en développant la réutilisation et le recyclage). En effet, dans les années à venir, les modes de production actuels vont devoir s'adapter compte tenu de plusieurs paramètres, à savoir :

- la raréfaction des ressources,
- l'augmentation du coût des matières premières,
- la mise en œuvre de normes environnementales plus strictes
- le changement des attentes des consommateurs (produits respectueux de l'environnement, accès à l'information, ...)

Les démarches d'économie circulaire permettent de réduire l'empreinte carbone des produits et donc des entreprises qui les consomment. L'économie circulaire repose sur sept piliers fondamentaux : l'approvisionnement durable, l'écoconception, l'écologie industrielle et territoriale, l'économie de la fonctionnalité, la consommation responsable, l'allongement de la durée d'usage et le recyclage. C'est également sur la mise en œuvre de ces principes que s'appuie cette action.

La Stratégie Nationale Bas Carbone prévoit une utilisation croissante de **produits biosourcés** dans de nombreux secteurs. La RE2020 (réglementation environnementale des bâtiments neufs) favorise les matériaux biosourcés dans la construction. Les acteurs de ce secteur cherchent donc à s'approvisionner massivement en bétons végétaux, en panneaux et isolants biosourcés. Ces matériaux biosourcés ont l'avantage de stocker du carbone durant toute leur durée de vie. A l'heure actuelle, le monde agricole n'est pas en capacité de répondre aux volumes demandés. Il est donc urgent de travailler à la structuration des filières de matériaux biosourcés. Des travaux ont été initiés en 2020 pour permettre aux coopératives de s'approprier ces enjeux.

De nombreux acteurs d'autres « secteurs utilisateurs » (textile, plastique, cosmétique, etc.) souhaitent développer des produits biosourcés, mais ne connaissent pas le monde agricole et n'identifient pas les coopératives comme des interlocuteurs avec lesquels structurer des projets. Le CSE lors du bilan des actions 2015-2020, a suggéré que La Coopération Agricole travaille à une meilleure communication trans-sectorielle pour permettre un essor des projets de bioéconomie. C'est pourquoi il est prévu d'intégrer les écosystèmes hors monde agricole. Ces échanges permettront aux coopératives de mieux comprendre les enjeux des secteurs utilisateurs de produits biosourcés et de proposer des offres de produits décarbonés correspondant à leurs attentes.

De plus, appliquée au domaine des filières alimentaires, l'un des enjeux clés est la **lutte contre le gaspillage alimentaire**. Chaque année en France, près de 10 millions de tonnes de nourriture consommable sont gaspillées, soit l'équivalent de 150 kg/hab/an. Ce gaspillage représente une valeur théorique de près de 16Md€ et 15MtCO<sub>2</sub>e, ce qui représente 3% des émissions de CO<sub>2</sub> en France. La production et la transformation sont responsables de 55% du gaspillage alimentaire. Celui-ci est devenu, depuis quelques années,

	<p>un enjeu fort pour le secteur agroalimentaire avec différentes lois et réglementations pour mobiliser les acteurs. La Coopération Agricole a un rôle important à jouer de pédagogie auprès des coopératives sur ce sujet. Elle doit également être source de propositions dans les outils pour limiter le gaspillage alimentaire tout en valorisant les solutions déployées. Ces différentes actions doivent permettre de réduire de 50% le gaspillage alimentaire au sein des coopératives en 2030.</p> <p>Enfin, un autre enjeu majeur pour l'agriculture et l'alimentation est <b>l'économie de la ressource en eau</b>. Ce sujet a été trop peu travaillé collectivement jusqu'à présent et le contexte actuel nous invite à concentrer une partie de nos actions sur cette thématique. Le volet 2 des Assises de l'eau sur le "changement climatique et ressource en eau : comment les territoires, les écosystèmes et l'ensemble des acteurs vont-ils s'adapter ?" a permis de mettre en lumière les problématiques d'accès à la ressource en eau, actuelles et à venir. En effet, les débits moyens des cours d'eau pourraient être réduits de 10% à 40% d'ici un demi-siècle selon les simulations (étude Explore 2070).</p> <p>Afin de répondre aux défis de la gestion de l'eau face au changement climatique, les assises de l'eau ont déterminé 3 objectifs principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protéger les captages d'eau potable pour garantir une eau de qualité à la source,</li> <li>• Economiser l'eau pour préserver cette ressource vitale,</li> <li>• Préserver nos rivières et nos milieux humides.</li> </ul> <p>Les objectifs fixés par les Assises de l'eau sont : de réduire les prélèvements d'eau de 10% en 5 ans et de 25% en 15 ans ; de tripler les volumes d'eaux non conventionnelles réutilisées d'ici 2025 en facilitant leurs usages ; et de développer les projets de territoires.</p> <p>Tout au long de la filière alimentaire - pour l'irrigation des champs, l'abreuvement des animaux, la transformation des productions - nous rencontrons donc des enjeux de disponibilité de la ressource en eau, en termes de qualité et de quantité, ainsi que des problématiques de rejets, qu'il faudra travailler. Enfin, sur cette thématique, dans les IAA, il y a une corrélation forte entre la consommation d'eau et la consommation d'énergie des sites (notamment dans les sites laitiers). En effet, plus la consommation d'eau est importante, plus l'énergie nécessaire à son déplacement et à son traitement est importante.</p> <p>Pour conclure, la mise en œuvre de stratégie de circularité dans les coopératives et le développement de la bioéconomie sont des piliers indispensables pour atteindre les ambitions de lutte contre le changement climatique et de décarbonation de La Coopération Agricole. Les travaux sur l'économie circulaire ont été initiés en 2015, ceux sur l'eau en 2019, ceux sur la Bioéconomie en 2020 et ceux sur le Carbone en 2021 dans le réseau national de La Coopération Agricole. Il s'agira de capitaliser sur les travaux réalisés précédemment et donner davantage d'ampleur à ces thématiques au sein du réseau.</p> <p>En s'appliquant à trouver des voies de valorisation rémunératrices ces travaux sont de véritables leviers pour améliorer les performances environnementales des filières alimentaires et apporter une meilleure rémunération aux agriculteurs coopérateurs.</p>
FI-NA-LIT E	<p>Dans ce contexte, l'ambition de la Coopération Agricole, est double.</p> <p>Prise publiquement en février 2021, l'ambition forte de LCA est de <b>tendre vers la neutralité Carbone</b> en 2035 pour le secteur coopératif, incluant les agriculteurs coopérateurs, et les coopératives agricoles, agroalimentaires, industrielles et forestières. Ces enjeux doivent être relevés en continuant d'assurer la souveraineté alimentaire nationale et en garantissant une juste rémunération des agriculteurs grâce à la valorisation de ses services environnementaux.</p> <p>Sans oublier de <b>répondre aux enjeux environnementaux</b> en appliquant les principes de l'économie circulaire et de positionner les agriculteurs et leurs coopératives comme acteurs incontournables de la structuration des filières de bioéconomie.</p> <p>Développer des démarches autour de ces concepts permet de maximiser la valeur économique générée pour les productions agricoles des agriculteurs-coopérateurs tout en contribuant à réduire les impacts environnementaux des différentes filières alimentaires.</p>
OB-JEC TIFS	<p><b>Objectif stratégique 1 : Favoriser l'appropriation des enjeux et des méthodes multicritères</b></p> <p>Cet objectif vise à inciter les coopératives à s'approprier les démarches d'écoconception, et d'analyse de cycle de vie notamment. En favorisant les échanges et partages d'expériences entre coopératives, il s'agit d'engager les entreprises dans des dispositifs ciblant une approche intégrant les différents enjeux environnementaux dont la diminution des émissions de GES et la gestion de l'eau.</p> <p><b>Objectif stratégique 2 : Diminuer l'impact GES</b></p>

STRATÉGIQUES	A partir des bonnes pratiques reconnues et recensées au sein du réseau, l'objectif sera de démontrer et d'illustrer le bénéfice apporté par les actions de réduction des émissions (énergétiques et non énergétiques) à l'échelle des exploitations et des coopératives.						
	<p><b>Objectif stratégique 3 : Offrir des solutions décarbonées à l'économie et créer de la valeur sur les exploitations</b></p> <p>L'objectif 3 vise à aider les coopératives à développer de nouveaux projets de bioénergies, matériaux biosourcés et biomolécules, afin que les coopératives deviennent des acteurs de la structuration des filières de bioéconomie.</p>						
RÉSULTATS	N°Os	Dénomination de l'indicateur	Intérêt de l'indicateur	Source de la donnée	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027
	1	Nombre de participants aux comités Bioéconomie, Eau, Energies, Prenantes commission Carbone	Capacité à mobiliser les coopératives sur les sujets d'atténuation du changement climatique	Interne LCA	Commissions en cours de création	+ 50%	+100%
	1 bis	Nombre de dons alimentaires des coopératives agriculteurs	Contribution des coopératives au don alimentaire	Banques alimentaires.org	1147/an	1500/an	2000/an
	2	Evolution des émissions des secteurs agriculture, industrie agroalimentaire et transport	Impact des réductions substitutions	CITEPA – rapports /SECTEN (données n-2)	75 Mtep	67 Mtep	58 Mtep
	3	Production d'énergies renouvelables par le secteur agricole	Validation de l'attractivité et la viabilité de l'activité de production d'EnR pour le secteur agricole	ADEME	4.6 Mtep 50 000 exploitations en 2015	7.4 Mtep	8.3 Mtep
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<p><b>Objectif stratégique 1 : Favoriser l'appropriation des enjeux et des méthodes multicritères</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Oo 1.1 Consolider le réseau</b></li> </ul> <p>Les échanges avec les coopératives sur les sujets environnementaux sont organisés en différents comités, commissions et groupes de travail, pilotés par un comité d'orientation stratégique Transition Ecologique. Afin de maintenir une dynamique de travail sur nos thématiques prioritaires pour atténuer le changement climatique, nous animerons différentes instances :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission Carbone : Cette nouvelle instance se met en place en 2022, sur impulsion de l'ambition de LCA d'atteindre la neutralité carbone à horizon 2050. Plusieurs groupes de travail temporaires ont permis de rédiger une feuille de route, qu'il faut maintenant mettre en place ;</li> <li>- Comité Bioéconomie : Créé en 2020, ce groupe de travail rassemble une centaine de participants. Il est composé d'un GT méthanisation et d'un GT matériaux biosourcés. Il réunit à ce jour près de 100 membres.</li> <li>- Comité Eau : Créée en 2019, ce comité rassemble une quarantaine de participants, dont une partie est engagée dans les instances territoriales des Comités de bassin ;</li> </ul>						

- Comité Energies : cette instance installée à LCA depuis plus de 10 ans, est constituée d'environ 35 participants, avec plus de 100 coopératives supplémentaires recevant les informations. Il est composé d'un GT Photovoltaïque.

Ces comités et commissions ont pour objectif de :

- Faire de la veille et de la prospective (diffusion via newsletters et plateformes Trello)
- Faciliter le partage d'expériences / initiatives
- Communiquer sur les bonnes pratiques et outils
- Construire des positions politiques communes
- Nouer des partenariats avec des parties prenantes jugées pertinentes
- Accompagner les coopératives grâce à la mise à disposition d'expertises

### • **Oo 1.2 Développer les approches multicritères**

En complément des méthodes pour quantifier les gaz à effet de serre générés par les activités agricoles et agro-alimentaires, il est nécessaire d'adopter une approche prenant en compte différents impacts environnementaux. Nous avons décidé de travailler plus particulièrement sur l'éco-conception, l'ACV (Analyse de Cycle de Vie) et la gestion de l'eau

L'écoconception est « l'Approche méthodique qui prend en considération les aspects environnementaux du processus de conception et développement dans le but de réduire les impacts environnementaux négatifs tout au long du cycle de vie d'un produit" (Norme ISO14006 v2020). Elle inclut bien sûr notamment les diminutions de GES ou encore la gestion de l'eau, mais également les impacts sur la biodiversité. D'après la norme ISO 14040, l'ACV est une « compilation et évaluation des intrants, des extrants et des impacts environnementaux potentiels d'un système de produits au cours de son cycle de vie ».

Ces deux dispositifs ont donc en commun une approche holistique complexe à conduire mais nécessaire pour veiller à l'impact des activités sur l'environnement, sur les dimensions qui nous intéressent, notamment impact carbone, production de GES, gestion de l'eau qui sont centraux dans cette fiche action.

Concernant la bioéconomie, une veille sur les évolutions des méthodologies d'évaluation des impacts environnementaux (ex : règle d'allocation d'impacts pour les coproduits, durée de vie considérée des matériaux, etc.) sera mise en place afin de disposer d'outils d'évaluation des impacts sur l'environnement. Il n'existe pas encore de consensus autour de ces choix méthodologiques et les évolutions à venir influenceront fortement le développement de produits biosourcés. La compréhension de ces éléments permettra d'alimenter les travaux sur l'affichage environnemental pour certaines filières (ex : lin textile).

Enfin, en lien avec les deux points précédents, des travaux seront menés sur l'utilisation de l'eau dans la filière agro-alimentaire, notamment via le développement et/ou la diffusion d'outils/méthodologies et d'accompagnements techniques et financiers permettant d'optimiser sa gestion : réduire, réutiliser, recycler et réutiliser les eaux non conventionnelles. Les agences de l'eau commencent à s'intéresser aux projets de bioéconomie afin de soutenir la production de biomasse bas-intrant (chanvre, miscanthus, etc.) en zone de captage d'eau. Une attention particulière sera donc portée à l'évolution de ces sujets.

### **Oo 1.3 Déterminer et promouvoir les leviers d'action par filière**

Les leviers pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et pour l'augmentation des capacités de stockage carbone doivent être définis à partir d'un état des lieux initial. Pour mener ce diagnostic, La Coopération Agricole a décidé de lancer une étude dite "Etude Carbone", confiée en 2021 à une équipe d'experts du Céréopa et de l'Idri. Elle sera finalisée en 2022.

Cette étude permettra à La Coopération Agricole de piloter sa démarche pour atteindre la neutralité carbone en 2035 tout en tenant compte de l'objectif central de maintenir le rôle productif de l'agriculture française et d'assurer une souveraineté alimentaire durable.

Elle se déroule en trois phases :

Phase A : Etat des lieux à date des émissions et stockage sur le périmètre LCA par filière. Cet état des lieux permettra d'identifier et de quantifier les principaux postes d'émissions. Il constitue une mesure initiale permettant de suivre les progrès.

Phase B : Scénario de trajectoire permettant de tendre vers la neutralité en 2035. Ce scénario doit lister l'ensemble des mesures de réduction des émissions et d'augmentation du stockage nécessaires pour permettre de guider les filières vers les mesures les plus efficaces.

Phase C : Evaluation des impacts sur les marchés, les filières et les emplois. L'évaluation de ces impacts permettra de mesurer l'adéquation du scénario avec le maintien du rôle productif du secteur alimentaire. Elle permettra également de définir les besoins techniques et financiers dont auront besoin les coopératives et les exploitations agricoles.

Afin d'être complète et cohérente dans sa démarche, La Coopération Agricole fait le choix de réaliser cette étude Carbone sur le périmètre le plus large. Ainsi, les émissions prises en compte concernent à la fois les émissions directes des coopératives, leurs consommations énergétiques mais également les émissions indirectes liées à leurs approvisionnements en matières premières agricoles auprès des coopérateurs (Scope 1/2/3).

Les feuilles de routes des différentes filières seront regroupées afin d'être diffusées et travailler à leur application avec les coopératives, comprenant des actions à conduire au sein de la coopérative et également avec les coopérateurs.

- **Oo 1.4 Dialoguer avec les parties prenantes**

Début 2021, à la suite de la réflexion stratégique « Vision 2030 », La Coopération Agricole s'est dotée d'une raison d'être « Bâtisseurs solidaires d'une alimentation durable et de territoires vivants » en poursuivant deux objectifs essentiels à notre mouvement : l'attractivité du modèle coopératif et la contribution à l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2035.

Pour prolonger cette dynamique initiée avec la stratégie « Vision 2030 », La Coopération Agricole souhaite s'ouvrir au dialogue avec ses parties prenantes et instaurer un échange pérenne avec ces dernières. Elle a donc décidé de se doter d'un comité des parties prenantes. Celui-ci est cours de constitution début 2022 et devrait se réunir pour la première fois courant 2022.

Le premier sujet identifié à mettre en débat au sein de ce comité des parties prenantes est celui du carbone et du changement climatique. Les travaux de LCA pour définir une feuille de route carbone en 2021 vont ainsi être challengés par les parties prenantes pour disposer d'une feuille de route carbone partagée avec nos parties prenantes.

## **Objectif stratégique 2 : Diminuer l'impact GES**

- **Oo 2.1 Eviter les déchets, pertes et gaspillage**

La Coopération Agricole a pour ambition de réduire de moitié le gaspillage alimentaire dans les coopératives d'ici 2030. Pour cela, elle développe des diagnostics et plans d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les coopératives de son réseau.

D'autre part, Too Good To Go pilote un pacte sur les dates de consommation des denrées alimentaires et prévoit la mise en place d'une plateforme de mise en relation des acteurs des chaînes alimentaires. La Coopération Agricole prévoit de s'intégrer au consortium de parties prenantes de ces travaux et d'y contribuer activement.

Des travaux normatifs débutent sur la thématique du gaspillage alimentaire (label Antigaspi et norme ISO). Il sera nécessaire de suivre ces travaux.

Enfin, les travaux entamés par La Coopération Agricole sur le don alimentaire se poursuivront, et un guide sur cette thématique, rédigé avec plusieurs partenaires, sera publié dès 2022.

Des travaux seront également menés à l'échelle régionale. La Coopération Agricole Sud anime le réseau régional de lutte contre le gaspillage alimentaire REGAL'im. Elle mènera également des actions spécifiques sur le glanage : la fédération régionale accompagne les coopératives et leurs agriculteurs-coopérateurs à centraliser les invendus (ex : fruits et légumes hors calibre, défauts esthétiques, etc.) afin de les mettre à disposition d'associations d'aide alimentaire, de transformateurs ambulants et d'opérateurs de la restauration collective. Ces projets permettent d'optimiser la logistique et font de La Coopération Agricole et des coopératives des acteurs structurants de l'écosystème du don alimentaire et du glanage. Des retours d'expérience sur cette démarche exemplaire seront réalisés pour tenter d'initier ce type de projets dans d'autres régions.

La Coopération Agricole souhaite également appuyer le développement de filières volontaires de recyclage, et contribuer ainsi à l'optimisation de la gestion des déchets. Un partenariat avec un acteur de la

filière recyclage des emballages est à l'étude pour l'écoconception des emballages dédiés aux denrées alimentaires. La Coopération Agricole poursuivra également ses travaux avec A.D.I.VALOR pour déployer la collecte des emballages de produits d'hygiène de l'élevage et mettre en place la collecte des emballages de produits de nutrition animale.

- **Oo 2.2 Réduire les émissions liées aux consommations énergétiques**

La Coopération Agricole souhaite continuer le travail engagé avec les coopératives afin de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, liés aux consommations énergétiques des exploitations agricoles, des coopératives et du maillon transport. Ce travail passe par de la diffusion de veille réglementaire sur le sujet (ex : Décret tertiaire), la diffusion d'outil d'accompagnement sur l'efficacité énergétique (ex : Certificat d'économie d'énergie), les travaux sur l'électrification et la décarbonation du mix énergétique (substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables) et Fret 21 (dispositif de l'Association des Usagers de Transport et Fret pour travailler avec les transporteurs à la réduction de leurs émissions de GES). Ce dispositif permet de travailler à l'optimisation de la logistique sur toute la chaîne de valeur jusqu'aux exploitations agricoles.

- **Oo 2.3 Réduire les émissions non énergétiques**

Les émissions de gaz à effet de serre du secteur agroalimentaire sont principalement non énergétiques. C'est pourquoi il est indispensable de travailler à la réduction de ces émissions : émissions de l'élevage (lien avec les travaux sur la méthanisation), des engrais azotés, et des fluides frigorigènes (nécessaires pour les installations de froids des exploitations laitières et de fruits et légumes, ainsi que des installations de transformation et de stockage).

---

### **Objectif stratégique 3 : Offrir des solutions décarbonées à l'économie et créer de la valeur sur les exploitations**

- **Oo 3.1 Développer les ENR issues de la biomasse ou non**

Deux types d'énergies renouvelables sont particulièrement intéressantes à ce jour pour les coopératives et leurs coopérateurs : la méthanisation et le photovoltaïque. Néanmoins, d'autres EnR seront travaillées, comme les biocarburants par exemple.

A l'heure actuelle, il est difficile d'estimer l'implication des coopératives sur le sujet des bioénergies. L'une des premières actions à mener sera un recensement des projets de méthanisation des coopératives (projets internes et accompagnement des agriculteurs-coopérateurs). Ce recensement pourrait également être étendu aux autres projets de bioénergies. Des fiches mémos sur les différents biocarburants et leurs spécificités seront réalisées en début de programmation. Différents événements (webinaires, tables rondes, ...) seront organisés pour échanger sur cette thématique avec les coopératives par la suite.

Il sera également nécessaire de créer des partenariats avec des acteurs de la filière pour aider les coopératives à implanter des innovations techniques (ex : valorisation de CO<sub>2</sub>), s'adapter aux évolutions de la filière (ex : développement de l'injection) et surtout être proactif sur les externalités agricoles de la méthanisation. En début de programme, une étude sera menée dès 2022 sur les risques de concurrence d'usage entre la méthanisation et la nutrition animale. Différents travaux seront ensuite menés pour répondre aux problématiques des coopératives et de leurs adhérents, notamment sur les liens entre la méthanisation et l'agroécologie (ex : impacts du développement des cultures intermédiaires, impacts du retour au sol des digestats et mix d'amendements et fertilisants pour améliorer la fertilisation des cultures).

- **Oo 3.2 Favoriser le développement des produits décarbonés (produits biosourcés et compensation carbone)**

Les agriculteurs ont plusieurs moyens de décarboner leurs activités. Comme présentées précédemment, par la réduction de leurs consommations et la décarbonation de leur mix énergétique. En plus de ces actions, ils peuvent également contribuer à la décarbonation d'autres secteurs industriels par la mise sur le marché de produits biosourcés, notamment utilisés dans le secteur du bâtiment. Et également par le

développement du stockage de carbone dans les sols via les labels bas carbone, permettant ainsi de compenser les émissions ne pouvant être évitées, et de valoriser le travail des agriculteurs.

Concernant le développement des produits biosourcés, il s'agira d'aider les coopératives à saisir les opportunités de développement de produits biosourcés, et notamment dans le domaine de l'écoconstruction (enjeu de décarbonation du secteur de la construction). Un premier travail de rédaction d'un guide de la bioéconomie a été réalisé en 2021 et sera publié en 2022. Il sera nécessaire de veiller à sa bonne diffusion et de capitaliser sur ce livrable pour illustrer les opportunités de valorisation.

Un décryptage des actualités réglementaires (ex : RE2020) sera proposé et des études d'opportunité seront réalisées pour les marchés prometteurs. Les bétons végétaux semblent être un marché avec des débouchés conséquents mais l'un des éléments bloquants est la capacité des filières à fournir un granulat standardisé à partir de biomasses hétérogènes. Ainsi, La Coopération Agricole participera aux travaux sur la normalisation des granulats (intégration dans le projet NG2B pour rédiger une prénorme en concertation avec les coopératives pour les granulats végétaux pour bétons biosourcés).

Comme évoqué par le CSE lors du bilan des actions 2015-2020, la communication trans-sectorielle est à améliorer pour permettre un essor des projets de bioéconomie. Cet objectif opérationnel permettra de s'intégrer dans des écosystèmes sectoriels et de développer de nouveaux partenariats. Il s'agira notamment de favoriser les échanges avec les acteurs hors monde agricole (énergie, construction, chimie, textile, emballage, etc.) afin de comprendre leurs enjeux et de permettre aux coopératives de proposer des offres de produits décarbonés correspondant à leurs attentes. A l'échelle régionale, des échanges avec les réseaux d'écologie industrielle et territoriale pourront être conduits, afin d'encourager les coopératives à s'associer à ces démarches.

A l'heure actuelle, les notions de bioéconomie et d'économie circulaire ne sont incluses dans aucun programme scolaire de formation initiale des jeunes classiquement embauchés dans les coopératives. Différentes interventions et actions seront réalisées pour sensibiliser les jeunes à ces enjeux (ex : intervention dans des cursus à AgroParisTech). En parallèle, des actions pour la formation continue, dans les coopératives et dans des centres de formation pourront être menées en 2022 et 2023.

Ainsi, la filière agroalimentaire contribue à l'atteinte de la neutralité carbone dans son ensemble et au-delà de la décarbonation de la filière alimentaire.

CIB  
LES

Les publics visés sont :

- Les élus et salariés des coopératives agricoles ou de leurs filiales de toutes les filières et toutes les régions. Il est prévu de s'appuyer sur chaque organisation de filière pour consolider un dispositif global sur le carbone.
- Les collaborateurs du réseau LCA en région et dans les sections spécialisées
- Les agriculteurs-coopérateurs des coopératives, par l'intermédiaire du réseau des entreprises.

Les cibles secondaires de nos travaux sont :

- Les industriels des filières BTP dans un premier temps, mais également textile, plasturgie, cosmétique, pharmacie, coloration, etc.
- Les acteurs du marché de la compensation carbone
- Les représentants de l'ensemble de la chaîne alimentaire dans le cadre du dialogue avec les parties prenantes (recherche, production, transformation, distributeurs...)

CO  
NT  
EN  
U

### **Objectif stratégique 1 : Favoriser l'appropriation des enjeux et des méthodes multicritères**

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Oo 1.1 Consolider le réseau</b>						
1.1.1 Création d'une commission Carbone	X					
1.1.2 Pérennisation et animation des comités Bioéconomie, Eau, Energies et commission Carbone (visites de sites, webinaires, temps d'échange)	X	X	X	X	X	X
<b>Oo 1.2 Développer les approches multicritères</b>						
1.2.1 Optimiser la gestion équilibrée de l'eau (réduire, réutiliser, recycler, réutilisation des	X	X	X	X	X	X

eaux usées traitées) : sensibilisation, veille, outils, empreinte eau						
1.2.2 Veille sur les évolutions des méthodologies d'évaluation des impacts environnementaux (ACV, règle d'allocation des impacts, durée de vie des produits, etc.) et sur les méthodologies de calcul de GES méthanisation et stockage carbone dans les matériaux biosourcés	X	X				
1.2.3 Développer les partenariats sur l'écoconception des emballages avec des acteurs de la filières (ex : Citéo)			X			
<b>Oo 1.3 Déterminer et promouvoir les leviers d'action par filière</b>						
1.3.1 Décarboner les activités de production et de transformation : diffusion et appropriation des feuilles de routes des différentes filières agroalimentaires, retours d'expériences et prospective + rédaction de feuilles de route décarbonation des IAA en 2022/2023	X	X	X	X	X	X
1.3.2 Diminuer l'impact de la logistique (dont Fret 21) : diffusion d'informations, retours d'expériences, prospective	X	X	X	X	X	X
<b>Oo 1.4 Dialoguer avec les parties prenantes</b>						
1.4.1 Création et animation du Comité Parties prenantes de LCA : rédaction d'avis et de propositions sur les actions de LCA	X	X	X	X	X	X
1.4.2 Participer aux réseaux dédiés à ces différentes thématiques : adhésion et participation aux travaux des partenaires	X	X	X	X	X	X
1.4.3 S'impliquer dans des démarches d'écologie industrielle et territoriale				X	X	X
<b>Objectif stratégique 2 : Diminuer l'impact GES</b>						
	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Oo 2.1 Eviter les déchets, pertes et gaspillage</b>						
2.1.1 Diagnostics et plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire des coopératives	X	X	X	X	X	X
2.1.2 Guide du don alimentaire	X					
2.1.3 Animation du réseau REGAL'im Sud et déploiement du glanage	X	X	X	X	X	X
2.1.4 - A.D.I.VALOR : Suivi du déploiement de la collecte des emballages de produits d'hygiène de l'élevage et participation aux travaux de mise en place de la collecte des emballages de produits de nutrition animale	X	X	X	X	X	X
<b>Oo 2.2 Réduire les émissions liées aux consommations énergétiques</b>						
2.2.1 Réduire les émissions de GES liées aux consommations énergétiques des agriculteurs et des coopératives (efficacité énergétique, modification du mix énergétique) : diffusion d'informations, retours d'expériences, prospective	X	X	X	X	X	X
2.2.2 Diminuer l'impact de la logistique (dont Fret 21) : diffusion d'informations, retours d'expériences, prospective	X	X	X	X	X	X

	<b>Oo 2.3 Réduire les émissions non énergétiques</b>						
	2.3.1 Réduire les émissions de GES des exploitations agricoles (azote, méthane) : diffusion d'informations, retours d'expériences, prospective	X	X	X	X	X	X
	2.3.2 Réduire l'impact des activités de froid (fluides frigorigènes) : diffusion d'informations techniques, réglementaires et fiscales, retours d'expériences, prospective	X	X	X	X	X	X
	<b>Objectif stratégique 3 : Offrir de solutions décarbonées à l'économie et créer de la valeur sur les exploitations</b>						
		2022	2023	2024	2025	2026	2027
	<b>Oo 3.1 Développer les ENR issues de la biomasse ou non</b>						
	3.1.1 Recensement des stratégies de méthanisation des coopératives	X					
	3.1.2 Réalisation de livrables de communication sur les ENR et mise à jour ponctuelle (mémo photovoltaïque, mémo biocarburants, webinaires, formations, fiches solutions...)	X	X	X	X	X	X
	3.1.3 Mettre en avant les liens entre agroécologie et méthanisation (bouclage des flux NPK, CIVE, externalités positives)		X	X			
	<b>Oo 3.2 Favoriser le développement de produits biosourcés</b>						
IN- DI- CA- TE UR S  RE- ALI-	3.2.1 Intervention sur la bioéconomie dans les cursus scolaires	X	X				
	3.2.2 Contribuer à la création d'une norme sur les granulats végétaux (NG2B)	X	X				
	3.2.3 Créer des partenariats avec des acteurs hors monde agricole (BTP, plasturgie, textile, cosmétique, etc.)	X	X	X	X	X	X
	3.2.4 Réalisation de formation sur la bioéconomie à destination des coopératives			X	X		
	3.2.5 Réalisation d'études d'opportunités				X	X	X
	3.2.6 Contribuer au stockage de carbone et à la structuration du marché de la compensation volontaire pour valoriser les crédits Carbone : diffusion d'informations, retours d'expériences, prospective et participation aux travaux des partenaires				X	X	X
	3.2.7 Inciter au développement des filières de produits bas carbone : diffusion d'informations, retours d'expériences, prospective et participation aux travaux des partenaires				X	X	X
	N° tâche	Dénomination de l'indicateur	Source de la donnée	Intérêt de l'indicateur	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027
	1.1.1	Nombre de réunions des différentes instances	LCA	Dynamisme des instances mises en place	0 pour la Commission Carbone	5/an et par instance	5/an et par instance
	1.1.2	Nombre de réunions de partage (comités / commissions) et	LCA	Fréquence des échanges entre coopératives et avec	0 pour la Commission	4/an et par instance	4/an et par instance

SA-TION		d'actions de capitalisation (webinaire/séminaire ...)		membres du réseau	Carbone			
	1.2.1	Nb de coopératives investies sur la thématique eau et participant au Comité Eau	LCA - Comité Eau	Définir l'intérêt et le dynamisme des coopératives pour le sujet Eau	30	45	60	
	1.3.1	Finalisation de l'étude Carbone et transmission au réseau	LCA - Commission Carbone	-Partage et appropriation des résultats dans toutes les filière/régions	Réalisé en 2022		2ème édition en 2027	
	1.3.2	% de filières ayant présenté sa feuille de route aux membres de la Commission Carbone	LCA - Commission Carbone	-Partage et appropriation des résultats dans toutes les filière/régions	/	100%		
	1.4.1	Nombre de réunions du Comité Parties Prenantes	LCA - Comité PP	Dynamisme des échanges	0	4/an	4/an	
	1.4.2	Nombre de participations aux réunions et travaux des partenaires (I4CE, SER, ATEE, ABC...)	LCA	Intégration de La Coopération Agricole auprès des partenaires reconnus sur le sujet	4/an	8/an	8/an	
	2.1	Nb de diagnostics Gaspillage Alimentaire réalisés	LCA - Comité RSE	Capacité de LCA à déployer des outils répondant aux enjeux sociétaux	14	50	100	
	2.2.1	Suivi des actions d'efficacité énergétique dans la feuille de route du Comité énergie	LCA - Comité Energies	Inscrire dans la durée le travail de ces thématiques avec les experts du réseau et des coopératives	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	
	2.2.2	Suivi des actions Fret 21 dans la feuille de route du Comité transport	LCA - Comité transport	Inscrire dans la durée le travail de ces thématiques avec les experts du réseau et des coopératives	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	
	2.3.1	Suivi des actions mises en œuvre par les filières pour réduire les émissions de GES des exploitations	LCA	Inscrire dans la durée le travail des filières	/	1 présentation des filières / an	1 présentation des filières / an	
	2.3.2	Suivi des actions de réduction des impacts des activités de froid dans la feuille de route du comité énergie	LCA - Comité Energies	Inscrire dans la durée le travail de ces thématiques avec les experts du réseau et des coopératives	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	
	3.1.1	Réalisation de livrables (note, théma, webinaire, comité)	LCA - Comité Energies et comité	Capacité à répondre aux questionnements	0	4	10	

	formation...) et études sur les ENR	bioéconomie	des coopératives pour qu'elles deviennent des acteurs majeurs de la transition énergétique				
3.1.2	Suivi des actions de promotion des énergies renouvelables dans la feuille de route du comité énergies et bioéconomie	LCA - Comité Energies et comité bioéconomie	Inscrire dans la durée le travail de ces thématiques avec les experts du réseau et des coopératives	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	
3.2.1	Nb de personnes ayant participé aux formations bioéconomie	LCA - Comité Bioéconomie	Contribution de LCA à la montée en compétence	25	100	200	
3.2.2	Suivi des actions de structuration du marché de la compensation volontaire dans la feuille de route de la commission carbone	LCA - Commission Carbone	Inscrire dans la durée le travail de ces thématiques avec les experts du réseau et des coopératives	Feuille de route	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	
3.2.3	Suivi des actions de promotion des filières des produits bas carbone dans la feuille de route de la commission carbone	LCA - Commission Carbone	Inscrire dans la durée le travail de ces thématiques avec les experts du réseau et des coopératives	Feuille de route	Bilan et feuille de route	Bilan et feuille de route	
PRODUCTIONS	<p><b>Os1. Favoriser l'appropriation des enjeux et méthodes multicritères</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude carbone 2022/23 et 26/27</li> <li>- Avis du comité des parties prenantes 2022/23 et 2026/27</li> <li>- Des webinaires sur la thématique de l'eau, et notamment sur la réutilisation des eaux non conventionnelles seront organisés. Il s'agira également de présenter les outils intéressants à utiliser pour réduire les consommations d'eau.</li> <li>- Un cycle de webinaires sur la méthanisation afin d'apporter des éléments de réponse face aux enjeux rencontrés par le secteur : concurrence d'usage, épandage des digestats, etc.</li> <li>- Des supports de formation sur la bioéconomie seront élaborés à destination des cursus scolaires et des coopératives : 2022-2023</li> </ul> <p><b>Os2. Diminuer l'impact GES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Feuille de route décarbonation de l'industrie agroalimentaire Fin 2021/2022</li> <li>- Un recueil de solutions techniques et de bonnes pratiques, de réduction des émissions/stockage et décarbonation mises en œuvre par les coopératives agricoles : 2026</li> <li>- Le Guide du don alimentaire paraîtra en 2022.</li> </ul> <p><b>Os3. Offrir des solutions décarbonées à l'économie et créer de la valeur sur les exploitations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiches solutions présentant les différentes énergies renouvelables, les biocarburants ou solution de décarbonation : 2022</li> <li>- Un recueil de solutions techniques et de bonnes pratiques dans la production d'énergies renouvelables : 2024</li> <li>- Une base de données des projets de méthanisation des coopératives (projets internes et appui aux agriculteurs-coopérateurs) sera réalisée : V1 2022</li> <li>- Une étude sur les risques de concurrence d'usage entre méthanisation et voies alimentaires (financement ADEME à l'étude) : 2022</li> <li>- Une base de données sur les projets de produits biosourcés des coopératives et leur état d'avancement (TRL) sera également élaborée (ingénierie en 2023, premiers indicateurs en 2024)</li> </ul>						

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un Théma sur les initiatives des coopératives en bioéconomie sera réalisé : 2026</li> <li>- Evénements coorganisés avec des acteurs hors monde agricole afin d'échanger sur les thématiques de la production de produits biosourcés</li> </ul>		
DIF FU- SIO N	<p>Les productions sont accessibles à tous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les résultats des travaux menés seront en priorité diffusés aux coopératives via les comités et commissions Carbone, Bioéconomie, Eau, Energies, Supply-Chain, RSE et Agroécologie et les différents groupes de travail autour de ces thématiques. Chaque comité / commission a mis en place une newsletter périodique et un espace de mise à disposition et partage des informations et des documents.</li> <li>- Des événements de restitution des résultats d'études ou de lancement d'un livrable seront ponctuellement organisés. Un événement lié à la publication de l'étude carbone sera, par exemple, mis en place pour assurer la diffusion des résultats auprès du réseau, des coopératives et de nos parties prenantes</li> <li>- La feuille de route décarbonation des IAA est publiée par le Ministère de l'économie, dans la cadre du contrat stratégique de filière agroalimentaire</li> <li>- Les documents de capitalisation et les avis des comités des parties prenantes seront consultables sur le site internet de La Coopération Agricole</li> <li>- Nous participerons à des salons agricoles lorsqu'il est nécessaire d'échanger avec des agriculteurs sur nos projets, et des conférences, colloques, webinaires et des salons hors monde agricole lorsqu'il est nécessaire de créer du lien avec des acteurs d'autres filières.</li> <li>- Le service de communication de La Coopération Agricole relaiera nos actualités sur les réseaux sociaux et pourra ponctuellement diffuser auprès de la presse spécialisée nos informations grand public.</li> </ul>		
TR AN SF ER T	<p>Les documents de capitalisation seront transmis aux coopératives et aux parties prenantes et seront téléchargeables sur le site de La Coopération Agricole ainsi que sur rd-agri.</p> <p>Nous rencontrons les agriculteurs pour échanger directement avec eux sur nos projets lors de salons agricoles comme le Salon International de l'Agriculture, la Foire de Châlons-en-Champagne, Les Culturelles, les journées Arvalis et le SPACE.</p> <p>Nous organisons ponctuellement des événements dédiés aux agriculteurs pour leur présenter les avancées de nos travaux (ex : Journée annuelle de l'Observatoire Régional de la Biomasse et de la Bioéconomie en Hauts-de-France).</p>		
RE ALI- SA- TE UR S	LCA	Carole Lejeune	0,75 ETP
	LCA	Virginie Charrier	0,55 ETP
	LCA HDF	Romane Gohier	0,55 ETP
	LCA GRAND EST	Dauvin Mathilde	0,3 ETP
	LCA OCCITANIE	Jean-Marc HAMON	0,3 ETP
	LCA	remplacement de Baptiste BERT	0,25 ETP
	LCA AURA	Olivia Talhouk	0,25 ETP
	LCAO	Agathe Duval	0,25 ETP
	LCA	Claire Salmon-Legagneur	0,2 ETP
	LCA	Mélanie Pressans	0,2 ETP
	LCA CORSE	Mélanie Lorenzi	0,18 ETP
	LCA	Laetitia Leconte	0,15 ETP
	LCA	Lenna Berthie	0,15 ETP
	LCA	Gaëtane Le Breuil	0,15 ETP
	LCA HDF	Louise Barbier	0,15 ETP
	LCA Sud	Manon Pulliat	0,15 ETP
	LCA	Benjamin Perdreau	0,1 ETP
	LCA Sud	Sandrien Regaldo	0,1 ETP
	LCA Sud	Stéphanie Pons	0,1 ETP

	LCA NA	Florence Benevelli	0,1 ETP
	LCA CENTRE	Chistophe Vours	0,1 ETP
	FELCOOP	Caroline Ducourneau	0,1 ETP
	PPAM de France	Guillaume Philippini	0,1 ETP
	LCA	Sarah Porcher	0,07 ETP
	LCA OCCITANIE	Sophie HUBY	0,05 ETP
	FELCOOP	Céline Sageaux	0,05 ETP
	LCA	Françoise Ledos	0,02 ETP
PR ES- TA- TAI RE S	<ul style="list-style-type: none"><li>- Etude Carbone : 1<sup>ère</sup> édition contractualisée avec CEREOPA/IDDRI à la suite d'un appel d'offres (trois projets ont été soumis et celui-ci a été retenu)</li><li>- Convention ABC en 2021/22 pour la réalisation de 5 webinaires</li><li>- CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) : Adhésion afin d'avoir les derniers relevés d'émissions des différents secteurs et travailler, en lien avec les sections, à la détermination des émissions des groupes froids du secteur agroalimentaire.</li></ul> <p>Nous envisageons également de travailler avec les acteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Prestataires pour les études (ex : Solagro, Agro-transfert)</li><li>- Ecoles d'agronomie (ex: AgroParisTech, UniLaSalle)</li><li>- Prestations de maquettage / impression des livrables numériques ou papiers</li></ul>		
PA RT EN AIR ES	<p><b>Partenaires structurants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>ADIVa</b>lor organise la collecte et le recyclage des emballages d'agro-fournitures. La Coopération Agricole encourage les coopératives à devenir point de collecte et contribue activement à la feuille de route d'ADIVa pour élargir les emballages pris en charge.</li><li>- <b>Too Good To Go</b> pilote un pacte sur les dates de consommation des denrées alimentaires et prévoit de développer une plateforme de mise en relation des acteurs de la chaîne alimentaire. La Coopération Agricole participera à ces travaux.</li><li>- <b>ADEME</b> : Partenaires de longue date, La Coopération Agricole et l'ADEME développent des projets communs autour de la lutte contre le gaspillage alimentaire et la méthanisation. Il s'agit d'un partenaire structurant pour la diffusion de programme de formation, d'accompagnement financier ou pour la participation à des groupes de travail spécifiques.</li><li>- L'entreprise <b>BWT</b> et le <b>CSF Eau</b> permettront à La Coopération Agricole de se structurer sur les thématiques larges de l'eau, avec un accompagnement sur des outils et méthodologies. BWT nous permettra de sensibiliser largement les coopératives à la gestion de l'eau en industrie agroalimentaire : réduction des consommations, réutilisation, recyclage... De son côté, le CSF Eau nous permettra de déterminer une méthodologie permettant la réalisation de l'empreinte Eau sur la filière agroalimentaire.</li></ul> <p><b>Apport de ressources :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>L'ATEE</b> (Association technique énergie environnement), <b>le SER</b> (Syndicat des énergies renouvelables) et <b>B4C</b> (Bioeconomy for Change, anciennement Pôle IAR) sont des partenaires clés. La Coopération agricole adhère à ces trois organismes depuis plusieurs années pour avoir accès à la veille et participer à des réunions techniques sur les énergies renouvelables et des produits biosourcés. Leur travail de veille politique, juridique, technique et économique alimente les réflexions de La Coopération Agricole et la structuration des actions en bioéconomie.</li><li>- <b>La FNSEA, l'ANIA, la FCD et SOLAAL</b> sont des partenaires de La Coopération Agricole sur la thématique du don alimentaire. Le guide pré-cité sur cette thématique a été co-écrit avec ces acteurs .</li><li>- <b>I4CE</b> (Institute for climate economics) : Adhésion pour participation au groupe de travail Agriculture et alimentation.</li><li>- <b>GRDF, Enedis, GRT GAZ</b> : des discussions sont en cours avec les gestionnaires de réseaux énergétiques afin de faciliter l'échange d'informations et pourront déboucher sur des montages de projet avec La Coopération Agricole et les coopératives du réseau.</li><li>- <b>Pôle écoconception</b> : apport de ressources sur les leviers d'écoconception dans les filières agroalimentaires</li><li>- La <b>FENARIVE</b> : Adhésion pour veille et participation aux rencontres avec différentes parties prenantes.</li></ul>		

	<b>Partenariats exploratoires :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Coopération Agricole souhaite développer des partenariats avec des acteurs de la R&amp;D (ex: ARD, Improove, SAS Pivert) et de la recherche (ex: Université d'Artois, INRAE).</li> <li>- France Gaz Renouvelable : Participation au groupe de travail sur la « méthanisation et la résilience des exploitations agricoles »</li> </ul>
PI-LO-TA-GE	<p>L'action est pilotée par Carole Lejeune, salariée nouvellement embauchée à LCA après avoir travaillé sur les sujets énergie et climat à la FNSEA. L'action est conduite en mode projet par un groupe de réalisateurs, chargés de mission au sein de la fédération nationale et des fédérations régionales. Leurs expertises portent sur les sujets relatifs aux actions d'atténuation du changement climatique (carbone, performance énergétique, économie circulaire, bioéconomie, gaspillage alimentaire, etc.). Deux plénières seront organisées chaque année. Des petits groupes de travail rassemblent les réalisateurs concernés par thématique tout au long de l'année : photovoltaïque, gaspillage alimentaire, ADI-Valor, Guide Bioéconomie, etc.</p> <p>La réalisation est supervisée par la commission carbone, avec les contributions des comités énergies, comité transport, comité Bioéconomie, eux-mêmes supervisés par le Comité d'Orientations Stratégiques Transition Ecologique. Ce COS TE a pour mission de veiller à la bonne coordination de ces différentes entités. C'est également une instance de reporting.</p> <p>En régions, l'action est suivie par les référents environnement et énergie et fait l'objet de reporting dans leurs instances de décision.</p>

Moyens annuels approximatifs prévus pour la programmation 2022-2027	
Moyens humains	5,42 ETP mobilisés pour la conduite du programme et la mise en œuvre des AE 27 réalisateurs 0,2 ETP/réalisateur
Moyens financiers	Coût total = 524 989,00 € Montant des crédits CASDAR demandés = 419 991,00 € Origine des autres financements prévisionnels de l'action : autofinancement

## AE 2 - Promouvoir, Accompagner et Réussir la Transition AGro-Ecologique dans les coopératives agricoles (PARTAGE)

Chefs de projet	<p>□ Vincent Drevet, La Coopération Agricole Nouvelle-Aquitaine Chargé de mission agroécologie <a href="mailto:vdrevet@na.lacoopagri.coop">vdrevet@na.lacoopagri.coop</a> – 06 83 69 47 22</p> <p>□ Guillaume Dyrszka, La coopération Agricole Occitanie Chargé de mission Conseil Coopératif – Environnement <a href="mailto:g.dyrszka@coopoccitanie.fr">g.dyrszka@coopoccitanie.fr</a> – 07 71 43 25 70</p>
Contributions aux ambitions du PNDAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>20%</b> - Assurer la viabilité économique et la résilience des exploitations, le renouvellement des générations, ainsi que l'amélioration des conditions de travail des actifs agricoles, et améliorer la rémunération des agriculteurs et la compétitivité de l'agriculture française</li> <li>• <b>60%</b> - Lutter contre le changement climatique en participant à en atténuer l'ampleur et en s'adaptant à ses effets, mieux protéger et restaurer la biodiversité, et préserver la qualité de l'eau, de l'air et du sol ainsi que substituer l'utilisation de matières premières non renouvelables par l'utilisation d'agro-ressources renouvelables</li> <li>• <b>20%</b> - Produire une alimentation saine et durable qui réponde aux attentes des consommateurs et du citoyen sur l'accessibilité, la qualité et la traçabilité des aliments, le bien-être animal et la préservation de l'environnement</li> </ul>
Contribution aux thèmes prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>20%</b> - Création de chaînes de valeur équitables favorisant une relocalisation des productions et une valorisation des modes de production agro-écologiques</li> <li>• <b>10%</b> - Réduction des émissions de gaz à effet de serre, et développement de techniques permettant de stocker du carbone</li> <li>• <b>20%</b> - Autonomie protéique et gestion des intrants</li> <li>• <b>20%</b> - Biodiversité agricole</li> <li>• <b>10%</b> - Adaptation aux aléas et au changement climatique</li> <li>• <b>20%</b> - Gestion intégrée de la santé animale et végétale (visant à réduire fortement l'utilisation de pesticides et d'antibiotiques en mobilisant les principes de l'agroécologie)</li> </ul>

### CONTEXTE

**A l'échelon européen**, la stratégie Farm to fork ("De la ferme à la fourchette") qui s'inscrit dans le cadre du Green deal (Pacte vert pour l'Europe), a été rendue publique en mai 2020 par la Commission européenne. Elle vise, à échéance 2030, à réduire de moitié l'usage de pesticides et de 20% celui d'engrais, à baisser de 50% les ventes d'antimicrobiens pour les animaux d'élevage et à consacrer un quart des terres cultivées à l'agriculture biologique. La stratégie de l'Europe pour la biodiversité à l'horizon 2030, qui s'inscrit également dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, est progressivement déployée par l'Union Européenne depuis sa publication en 2020, avec des objectifs notamment en faveur de la limitation de la déforestation importée, de la protection des sols et de la plantation d'arbres. Ces ambitions européennes, couplées à la mise en œuvre de la nouvelle PAC à partir de 2023, constituent des orientations majeures pour les politiques publiques et les acteurs agricoles pour la période 2022-2027.

**En France**, les attentes sociétales s'expriment de plus en plus fortement et la société civile accentue son attention sur l'alimentation, l'agriculture et l'environnement. Les politiques publiques visant à limiter l'impact des intrants agricoles sur l'environnement restent très puissantes, notamment sur le **volet phytosanitaire**, avec la continuité du plan Ecophyto, le dispositif des CEPP, la rénovation des agréments phytosanitaires et les conséquences plus globales de la séparation de la vente et du conseil des produits phytosanitaires qui constituent des éléments de contexte de fond, récurrents. Ils contribuent à orienter la stratégie et les actions des coopératives. Le renouvellement des programmes régionaux et du programme national d'actions dans les zones vulnérables aux **nitrate**s montre aussi la continuité de l'objectif d'atteindre des résultats en termes de qualité de l'eau.

La gestion de la **biodiversité** constitue un élément de contexte de plus en plus prégnant au niveau national, avec des alertes renouvelées des scientifiques sur des pertes très fortes et en augmentation

de biodiversité. Les orientations au niveau mondial (congrès de l'UICN à Marseille en 2021), européen (PAC, stratégie 2030 de l'UE), français (stratégie nationale biodiversité avec notamment la démarche « engagé pour la nature », plan national « biodiversité tous vivants » de 2018, certains articles de la loi Climat et Résilience de 2021, plan pollinisateurs 2021-2026) et local (stratégies régionales) incitent fortement le monde agricole et la sphère économique en général (les coopératives sont dans les 2) à se saisir plus concrètement de ce sujet.

Le plan de relance **France 2030** constitue un levier stratégique et économique majeur pour favoriser des projets de création ou de consolidation de filières agricoles et agroalimentaires sur le territoire national. Notamment en ce qui concerne les **protéines végétales** dont la production favorise la mise en œuvre de pratiques agroécologiques sur les territoires.

**Le plan agroécologique** constitue un élément de contexte de fond, renouvelé année après année et qui tend à être consolidé au niveau européen, notamment avec la PAC 2023 en préparation où la diversité des cultures, les infrastructures agroécologiques, la couverture des sols seront par exemple favorisés. **Cette action élémentaire se positionne clairement comme élément de réponse concret aux ambitions et aux thèmes prioritaires du plan national agroécologique et du Programme National de Développement Agricole et Rural.** L'agroécologie, établie dès 2012 comme axe majeur des politiques publiques agricoles, apparaît comme une priorité renouvelée et confortée par les textes réglementaires et les plans nationaux récents, sous l'angle de la transition agroécologique. La montée en puissance des collectifs agroécologiques et de la certification environnementale des exploitations agricoles, pour ne citer que ces 2 exemples emblématiques de l'action de l'Etat, montre à quel point la transition agroécologique est incontournable. L'implication du réseau coopératif est y indispensable et il est nécessaire de l'organiser. Au-delà du plan national et de ses déclinaisons régionales, les initiatives des acteurs régionaux (notamment Conseils Régionaux) sont de plus en plus nombreuses et constituent des leviers importants pour la politique agricole et agroalimentaire locale, et pour les coopératives. A titre d'exemple, on peut citer Néo-Terra en Nouvelle-Aquitaine ou le Plan Agro-écologie Hauts-de-France 2020-2025.

La Coopération Agricole officialisera et précisera en 2022 une ambition et un plan d'actions vers la neutralité carbone à l'horizon 2035. La dimension agricole de cette démarche sera favorable à la mise en œuvre au sein du réseau d'actions de stockage du carbone dans les sols, elles-mêmes largement en lien avec la transition agroécologique.

Le programme de développement 2015-2021 de La Coopération Agricole a permis de renforcer la dynamique des coopératives agricoles et du réseau coopératif dans le plan national agro-écologique, notamment au travers de l'action élémentaire 5 « **La coopérative, lieu de création et de diffusion de solutions agroécologiques** » et de l'action élémentaire 2 « **Le conseil coopératif, outil pour accompagner le changement agroécologique** ».

Durant la période 2015-2021, les travaux menés au sein de l'AE5 ont permis d'établir ce que le CSE décrit comme un « *diagnostic riche et lucide sur les freins et leviers au développement de l'agroécologie dans le réseau des coopératives* ». Parmi les axes de développement identifiés dans ce diagnostic, figurent notamment les points suivants :

- Les coopératives peuvent et doivent répondre aux enjeux sociétaux et environnementaux qui sont nettement réaffirmés (climat, biodiversité, qualité de l'eau...) au niveau national comme aux niveaux régionaux.
- Les projets agricoles collectifs et territoriaux constituent un atout fort des coopératives pour développer et massifier chez les adhérents l'agroécologie, l'agronomie, la gestion des sols agricoles, qui sont à considérer comme des leviers techniques pour apporter des réponses concrètes aux enjeux sociétaux et environnementaux. De plus, ces leviers doivent aussi permettre d'apporter progressivement de la résilience aux exploitations agricoles, voire des solutions de viabilité sur le long terme.
- Les actions environnementales doivent systématiquement être reliées à un volet économique. Le lien aux filières et aux marchés constitue un autre atout majeur des coopératives pour organiser la valorisation des actions de changement mis en œuvre dans les exploitations agricoles. Ce retour de valeur est indispensable pour rendre viable la transition agroécologique et peut aussi

passer par des démarches plus territorialisées via les Paiements pour Services Environnementaux par exemple.

- Le positionnement fédératif doit être en appui des projets des coopératives afin d'accompagner efficacement la préparation des différents types de projets (sensibilisation et information, ressources, ingénierie financière, accompagnement individuel ou collectif ...) et leur bilan. L'approche strictement technique agricole doit être soutenue sous l'angle de l'apport de ressources, solutions et de compétences (aux conseillers). La mise en œuvre des solutions sur le terrain auprès des agriculteurs relève de l'action des coopératives.
- Le réseau fédératif a un rôle central à jouer, confirmé par la programmation 2015-2021, dans la capitalisation des projets agroécologiques des coopératives, à la fois sous l'angle des réalisations techniques et sous l'angle des trajectoires de transition.
- L'accompagnement au changement des agriculteurs est nécessaire à développer pour passer un cap dans la transition agroécologique. Cette inflexion concerne l'évolution des compétences techniques des conseillers (agroécologie, biodiversité surtout), l'évolution de la posture des conseillers, mais aussi les partenariats fructueux qui peuvent être noués avec des organismes portant des compétences complémentaires à celles des coopératives.

Au cours de la programmation 2015-2021, les travaux plus spécifiquement liés au conseil, aux métiers de conseillers ont été organisés au sein l'action élémentaire 2 « **Le conseil coopératif, outil pour accompagner le changement agroécologique** ». Les travaux conduits ont permis de faire un état des lieux de la diversité des situations de conseil dans les coopératives mais aussi d'engager une réflexion prospective quant à l'évolution des profils des conseillers et les besoins en compétences qui en découlent en tenant compte des évolutions réglementaires, notamment dans le cadre de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. → Le travail d'analyse des compétences des conseillers permet de constater de fortes évolutions au cours des 5 dernières années. A titre d'exemples : les conseillers ayant un profil « expert » ou bien ceux ayant une « approche système » sont plus présents et le seront encore plus à l'avenir dans les coopératives. Le conseil coopératif devra s'orienter vers un conseil personnalisé et à l'échelle du système d'exploitation. Des besoins de montée en compétences sur différentes thématiques très variées sont à accompagner (biodiversité, changement climatique, économie des exploitations et des filières, interprétation et valorisation des données issues des exploitations, appropriation des innovations...). Une posture d'accompagnement au changement doit également être acquise.

- Pour accompagner la montée en compétences des conseillers, la formation professionnelle, tant initiale que continue, est un enjeu majeur. En capitalisant sur des initiatives régionales ou de filière nous avons formalisé, en 2019, une convention cadre de partenariat avec la DGER qui vise à favoriser la mise en œuvre d'outils coconstruits de formation initiale ou continue ainsi que de projets de démonstration ou d'expérimentation. En 2020, 7 actions partenariales avec l'enseignement agricole, dont une de portée nationale, ont débouché sur la formalisation de formations ou de parcours de formation (Licence Pro).
- D'autres voies complémentaires, à la formation, doivent également être approfondies : nouvelles formes d'échanges et de mutualisation entre conseillers, renforcement du lien avec les organismes de recherche et de développement. D'ailleurs, le CSE, dans son évaluation, nous invite « à réfléchir aux organisations les plus aptes à constituer des bases de connaissances territorialisées permettant de fonder les conseils (back office) en s'inspirant du développement très fructueux des dispositifs collectifs où agriculteurs et conseillers participent ensemble à la conception des solutions innovantes. Cette orientation est possible si les coopératives s'ouvrent davantage aux autres opérateurs du conseil, à la R&D et aux concepteurs d'outils utiles au conseil. Elle est un point d'entrée vers un conseil plus stratégique et d'une bascule vers l'agrément conseil ». Globalement l'ouverture à la R&D et aux autres acteurs du conseil doit être poursuivie dans le cadre d'une démarche collective du réseau de La Coopération Agricole, préfigurant une suite des travaux à mener dans le cadre de la programmation 2022-2027.
- Le travail réalisé autour de la place de l'innovation dans le conseil (3 colloques ; un Théma ; élaboration d'un MOOC pour 2022) débouche sur les enseignements suivants : l'innovation ne sera moteur qu'en étant liée à la production de valeur ajoutée au niveau des exploitations et des filières ; elle ne sera possible que grâce à la mise en réseau avec les acteurs de la recherche, l'enseignement, les start'up... on assiste au développement d'écosystèmes au travers de démarches territorialisées dans lesquelles les coopératives doivent s'inscrire (clusters, incubateurs,

pépinières, accélérateurs, technopôles, pôles de compétitivité, ...) ; toute l'organisation de l'entreprise doit évoluer : elle doit être ouverte, décentralisée, dynamique et digitalisée, il faut rompre avec la culture en silo pour favoriser le réseau : à travers des Living Labs par exemple.

- Parmi les attentes croissantes de la société et des parties prenantes, la lutte contre le changement climatique tient une place prépondérante. En organisant un colloque avec Solagro sur le sujet, nous avons acquis des connaissances et expertises qui nous ont permis d'être crédibles pour intégrer le RMT CLIMA. Au cours de la programmation 2022-2027 nous participerons pleinement à l'identification des solutions à mettre en œuvre pour participer à l'adaptation des exploitations agricoles et des filières aux enjeux liés au changement climatique.
- L'accompagnement à l'adaptation de l'agriculture aux défis climatiques rentre en résonance avec la stratégie Vision 2030 de La Coopération Agricole. L'étude prospective réalisée par OCA-PIAT sur « les impacts pressentis des évolutions du secteur agricole sur les métiers des organismes agricoles », a fait ressortir, pour l'ensemble des branches de La Coopération Agricole, que le métier de conseiller était un métier stratégique et parfois en tension (c'est-à-dire connaissant des difficultés de recrutement). Une articulation entre ce travail sur les ressources humaines et la réponse aux enjeux du PNDAR est ainsi essentielle, elle est en cours et sera poursuivie.

Il nous apparaît nécessaire sur la programmation 2022-2027 de poursuivre et d'amplifier le mouvement d'entraînement enclenché, de permettre la massification des réalisations des coopératives en faveur des transitions. Il est également important d'infléchir sensiblement cette action élémentaire en la positionnant plus clairement en faveur de l'appui et de la capitalisation de projets agroécologiques structurés de coopératives, tel que nous l'a recommandé le CSE dans son évaluation « *Pour aller plus loin et pour partager et dépasser les expériences menées sur des sujets ciblés (eau, biodiversité), il serait intéressant d'en dégager les caractéristiques saillantes des chemins de transition les plus à même de contribuer à l'amélioration d'indicateurs intermédiaires d'un véritable processus de changement vers l'agroécologie.* »

La stratégie interne « vision 2030 » de La Coopération Agricole conforte cette inflexion en apportant un positionnement de notre réseau à travers la raison d'être « Bâisseurs solidaires d'une alimentation durable et de territoires vivants » mais aussi par l'un des 6 axes stratégiques dont nous nous sommes dotés : « 2.2 Mener plutôt que suivre la transition agroécologique ». La nouvelle organisation interne soutient ce positionnement avec notamment la mise en place et les travaux du Comité d'Orientation Stratégique pour la Transition Ecologique de La Coopération Agricole, mais aussi du Comité Eau, de la Commission Ressources et Milieux et de Groupes de Travail dédiés à la certification environnementale des exploitations agricoles et à la biodiversité.

Dans ce contexte, certains focus sont pertinents et nécessaires dans l'accompagnement que le réseau LCA souhaite faire auprès des coopératives pour amplifier l'action auprès des coopérateurs :

- **La biodiversité** tient un rôle à part étant donné que l'agroécologie se définit comme le carrefour entre l'agronomie (sciences des sols et de l'agriculture) et l'écologie (sciences visant la compréhension des interactions au sein des milieux et des êtres vivants). Les actions en faveur de la biodiversité constituent donc forcément des tremplins naturels vers des actions agroécologiques (la plantation des haies, le développement de la biodiversité fonctionnelle, le développement de corridors, etc.). De plus, les attentes sont majeures sur ce sujet avec des constats très alarmants et grandissants sur l'érosion de la biodiversité. Il bénéficie d'une actualité forte (cf. ci-dessus) : communications de l'IPBES, mise en place d'une stratégie aux niveaux mondial et européen, renouvellement d'une stratégie française en faveur de la biodiversité... Ce sujet de la biodiversité nécessite donc de la part de notre réseau des actions organisées et concertées, et cette nouvelle action élémentaire y contribuera.
- **La gestion des sols** est une thématique indispensable à la mise en place de projets agroécologiques. Le sol est ce qui relie les différentes composantes d'une exploitation agricole et qui permet d'avoir une approche plus globale et systémique. Nous sommes très attentifs à la dynamique actuelle qui concerne l'agriculture de conservation des sols, la couverture des sols, l'agriculture de régénération..., avec une présence grandissante des coopératives agricoles.
- **La gestion de l'eau** fait partie des thématiques reliées à l'agroécologie dans le sens où les actions agroécologiques amènent à plus de résilience (gestion quantitative de l'eau) et à une limitation des impacts des activités agricoles sur la qualité de l'eau. Les suites du Varenne agricole de l'eau et les nouveaux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux des différents bassins

	<p>français rendent le contexte actuel très riche sur ces questions. Il faut souligner les attentes concernant la mise en place de <b>filières à bas impact sur l'environnement</b>, qui sont souvent envisagées au départ comme des filières à bas impact sur la qualité de l'eau. Les réalisations sur ce sujet sont notables au sein des coopératives (luzerne, chanvre, lin, soja...) et nécessitent d'être capitalisées plus spécifiquement. De plus, le « Plan protéines » national est porteur d'un soutien à saisir pour le développement de cultures riches en protéines favorables à la diversification des cultures, à la biodiversité, à la gestion des sols, à la limitation des intrants.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le plan Ecophyto (II+) est un plan constitutif du plan agroécologique national, la diminution des <b>produits phytopharmaceutiques</b> en étant un indicateur. Les CEPP et la diffusion des solutions du Contrat de Solutions découlent de ce plan et doivent être poursuivis.</li> <li>- Enfin, le déploiement de pratiques agroécologiques sur les exploitations, les réponses aux enjeux des transitions ne pourront devenir réalités sans l'accompagnement des évolutions de pratiques, des évolutions des systèmes de productions et des prises de risques associées, au travers de <b>l'acte de conseil</b>. Le rôle des coopératives est central dans les actions concernées, bien que les conséquences de la séparation de la vente et du conseil des produits phytopharmaceutiques tendent à compliquer la position de certaines d'entre elles. Il conviendra donc, dans le prolongement des travaux engagés au cours de la précédente programmation, d'outiller <b>les conseillers du réseau coopératif</b> en références technico-économiques adaptées aux enjeux et contextes des territoires et des filières grâce à différents dispositifs de formations.</li> </ul>
F I N A L I T E	<p>La finalité de cette action élémentaire est de massifier la mise en œuvre de l'agroécologie au sein des exploitations agricoles et de pérenniser cette transition en combinant création de valeurs économique et environnementale, via le développement de projets de coopératives et l'accompagnement par les conseillers du réseau coopératif.</p> <p>Cette finalité concourt de manière très directe à l'ambition du PNDAR en mobilisant le réseau coopératif en faveur de la multiplication des projets agricoles et agroalimentaires en faveur de l'adoption de pratiques et systèmes agroécologiques.</p> <p>Notre action élémentaire permettra de renforcer l'approche systémique et globale des exploitations agricoles, ainsi que l'impact positif sur plusieurs thématiques environnementales et attentes sociétales : biodiversité, sols, eau, diminution des intrants, stockage du carbone.</p> <p>Les solutions issues de l'innovation seront mobilisées pour atteindre cette ambition.</p> <p>Nous nous inscrivons également pleinement dans « la dynamique de capitalisation, diffusion et appropriation massive des résultats, impliquant le conseil et la formation, en favorisant les dynamiques territorialisées et les approches interfilières » que le PNDAR appelle de ses vœux.</p>
O B J E C T I F S  S T R A T E G I Q U E	<p>Pour mettre en place des conditions favorables, dans les domaines technique, économique et organisationnel, à des transitions durables et économiquement viables, notre action élémentaire repose sur <u>3 objectifs stratégiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ <b>Objectif 1 : Favoriser le transfert de ressources utiles à la transition agroécologique dans les exploitations agricoles</b> Les coopératives doivent être à même d'apporter des solutions adaptées aux contextes des exploitations, aux enjeux des territoires et aux filières. Il est nécessaire pour cela de repérer et diffuser les bonnes pratiques, les outils, les innovations issues des coopératives (y compris des adhérents) ou des autres acteurs de la recherche et du développement... à déployer dans les exploitations notamment grâce au conseil. Un dispositif d'évaluation assorti d'indicateurs sera travaillé dans ce cadre.</li> <li>□ <b>Objectif 2 : Adapter et renforcer les compétences des conseillers de coopératives</b> Nous souhaitons travailler à la complémentarité entre des dispositifs nationaux mobilisables sur l'ensemble du territoire et des dispositifs territorialisés reposant sur des partenariats locaux, notamment avec l'enseignement agricole.</li> </ul>

ES	<p>Il conviendra également de favoriser l'échange et la mutualisation entre conseillers du réseau coopératif et d'autres réseaux, pour consolider le conseil technique et stratégique en faveur de l'évolution vers l'agroécologie de l'exploitation agricole.</p> <p>□ <b>Objectif 3</b> : Favoriser la mise en œuvre de projets agroécologiques au sein des coopératives agricoles</p> <p>Afin de pouvoir emmener un large public agricole dans des trajectoires de transition agroécologique, les coopératives doivent pouvoir mener des projets structurés, mobilisant les conseillers et les associés coopérateurs dans des actions collectives. Nous souhaitons placer les coopératives dans les conditions les plus favorables à l'émergence, au montage et à la mise en œuvre de tels projets par l'apport de solutions, d'outils et d'appui au montage.</p>						
RESULTATS	N° Os	Dénomination de l'indicateur	Intérêt de l'indicateur	Source de la donnée	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027
	1	Nombre d'actions de transition agroécologique de coopératives ayant fait l'objet de retours d'expériences formalisés et diffusés	Mesurer l'ampleur de la capitalisation mise en œuvre au sein de la coopération agricole	Réseau LCA, Ministère en charge de l'agriculture	Pour mémoire 43 articles de REX* dans les Thématis + cahiers du dév coopératif	70 REX*	100 REX*
	2	Nombre de coopératives ayant mobilisé le dispositif CQP, nombre de conseillers certifiés ou en cours de certification	Mesurer la mobilisation des coopératives dans la certification des compétences	France compétences GT compétences LCA	0	10	20
	3	Nbre de coopératives agricoles dans une trajectoire de transition agroécologique (hors bio), focus collectifs agroécologiques et certification environnementale	Mesurer l'implication concrète des coopératives en faveur de l'agroécologie auprès des agriculteurs.	LCA, Ministère en charge de l'agriculture, DRAAF, partenaires financiers et techniques des coopératives	200 coopératives identifiées avec une action agroécologique	250	300
<ul style="list-style-type: none"> <li>• REX : Retours d'EXpériences</li> </ul>							
OBJECT	<b>Objectif stratégique 1</b>						
	<p>□ <b>Objectif opérationnel 1.1</b> : Identifier, capitaliser et essayer les bonnes pratiques et les outils issus des coopératives</p>						

Cet objectif opérationnel consiste à identifier et capitaliser les outils et ressources techniques, émanant du réseau coopératif, afin d'en favoriser l'appropriation et l'utilisation par le plus grand nombre de coopératives. Cela passe notamment par la multiplication et la mise à disposition renouvelée (via notamment le site des solutions coopératives de LCA et d'autres médias) de retours d'expériences des coopératives engagées dans la transition.

Un observatoire (dont la méthode de mise en œuvre sera élaborée en début de programme) permettra de mesurer l'avancée des évolutions de pratiques agricoles à définir (par exemple : mise en place de couverture des sols, ou implantation de haies, ou mise en place de confusion sexuelle...) au sein des adhérents de coopératives. Il constituera un dispositif d'évaluation de notre action, même si notre rôle reste indirect : nous sommes des acteurs parmi d'autres du chemin d'impact, comme l'étude ASIRPA tend à l'explicitier.

Pour intensifier et massifier la transition agroécologique, les coopératives doivent s'engager vers un conseil stratégique, systémique à l'échelle des exploitations, allant au-delà du conseil stratégique instauré par la séparation des activités de vente et de conseil à l'utilisation des produits phytosanitaires. Dans cet objectif, nous travaillerons, avec les différentes filières, à la construction d'un outil permettant aux conseillers du réseau coopératif d'accompagner stratégiquement les agriculteurs dans l'évolution de leurs pratiques (diagnostic d'exploitation, plans de progrès engagés, conseils promulgués...).

\*\*\* En matière de biodiversité, notre analyse est qu'il existe de nombreuses initiatives sur les territoires et plusieurs de nos organisations territoriales sont engagées dans différents dispositifs de suivi et d'actions en faveur de la biodiversité, en coordination avec les acteurs locaux. L'OAB figure bien parmi les dispositifs connus et repérés par notre réseau (rencontre organisée en juillet 2018), ainsi que le PAB plus récemment. Plusieurs coopératives s'impliquent localement dans l'OAB mais une généralisation devrait concilier des enjeux de compétences, de valorisation et surtout de moyens humains qui doivent être appréhendés sur le moyen terme afin de développer des actions durables sur cette thématique de la biodiversité. Plus généralement, nous devons contribuer à faire connaître et capitaliser les différentes initiatives mises en œuvre au sein des coopératives et au-delà, pour mettre en évidence des bonnes pratiques, comme par exemple en actualisant le Théma sur la biodiversité publié en 2017 ou encore au travers du site des Solutions coopératives où 10% des bonnes pratiques répertoriées portent sur cette thématique (<https://solutions.lacooperationagricole.coop/>).

Un autre enjeu important pour notre organisation sur cette thématique, consiste à nous concentrer sur les effets qu'induisent ces différentes initiatives. Nous souhaitons donc mener un travail important en matière d'indicateurs, en croisant les enseignements de différents dispositifs :

Utilisation des rapports RSE, notamment ceux qui sont publics (coopératives concernées par l'obligation de déclaration de performance extra-financière) : présence ou non de la thématique biodiversité (en première approche, il s'agit d'une thématique fréquemment abordée) et, si présence, modalités d'actions et éléments de mesure des résultats/impacts.

Dispositif en cours avec l'association Noé et les coopératives engagées dans Agri Confiance® (cf. Théma Trophées des Solutions coopératives), qui doit permettre de comprendre finement ce qui se passe sur les filières concernées et jusque dans les exploitations adhérentes.

Mise en place d'un observatoire. Dispositif à construire, reposant sur un échantillon de coopératives qui accepteraient de participer à un observatoire de leurs pratiques et ce sur plusieurs années pour mesurer les évolutions. Ce travail porterait sur différentes démarches portant sur la transition agro-écologique, et donc étroitement liées à la gestion de l'agrobiodiversité.

L'outil Agri'Best construit avec CDC Biodiversité est de nature différente qui ne nécessite pas de compétences spécifiques en matière de biodiversité puisque les 15 questions qui le constituent portent sur les pratiques mises en œuvre sur l'exploitation. Il s'agit d'un outil simple qui doit faire l'objet d'une application smartphone. Le système expert sous-jacent, scientifiquement établi avec le CNRS et l'INRAe, permet de donner un score pour l'exploitation en matière d'impact sur la biodiversité. L'outil donne ainsi un premier constat et engage le cas échéant à s'orienter vers des démarches d'amélioration, qui peuvent être déployées grâce aux dispositifs-experts mis en place sur les territoires et qui nécessiteront par exemple des comptages d'espèces d'oiseaux, de papillons... (OAB, démarches engagées par les acteurs locaux avec ou sans l'intervention d'associations naturalistes type LPO, Noé...). Le souhait des concepteurs est de le déployer largement sur un territoire donné (d'une coopérative, d'un parc naturel, d'un groupe d'agriculteurs...). Dans le cas d'une coopérative, l'intérêt visé est que l'ensemble des diagnostics réalisés par un groupe d'agriculteurs sous contrat pour une production donnée, permettent de

donner des indicateurs de pratiques et leur impact sur la biodiversité qui soient valorisables dans le cadre du cahier des charges avec le client. \*\*\*

□ **Objectif opérationnel 1.2 : Identifier et diffuser les résultats et outils issus de la R&D**

Le conseiller de coopérative est un des maillons essentiels pour la diffusion de la production de connaissances aux agriculteurs. En favorisant les échanges, le partage de connaissances avec la R&D et les autres acteurs du conseil, nous avons pour objectif de diffuser largement, auprès des agriculteurs, des alternatives innovantes, environnementalement et économiquement performantes, adaptées aux contextes des territoires et aux stratégies des coopératives.

En complément de la démarche d'élaboration d'un outil de conseil stratégique, nous continuerons à connecter les coopératives aux outils de diagnostic et de conseil élaborés par les partenaires (ACTA, Arvalis, Chambres d'Agriculture, collectivités, etc.).

**Objectif stratégique 2**

□ **Objectif opérationnel 2.1: Construire un socle national de certification des compétences des conseillers**

Le métier de conseiller est impacté par des évolutions organisationnelles et économiques (séparation du conseil et de la vente des produits phytosanitaires), technologiques et numériques (OAD, agriculture connectée, modèles de prévision, robotique...) ou encore agronomiques (approche plus globale de l'agroécosystème et du territoire), qui occasionnent une mutation en profondeur dans les solutions utilisables par les conseillers et dans leur posture. Ces changements appellent une adaptation de l'offre existante en matière de certification des compétences des conseillers, afin que les conseillers jouent un rôle grandissant dans l'accompagnement à la transition agroécologique.

Sur la base de l'étude prospective réalisée par Ocapiat sur les impacts pressentis des évolutions du secteur agricole sur les métiers, et notamment de conseiller, mais aussi en consultant les filières quant à leurs besoins, nous construirons un CQP Conseil, adapté aux besoins des coopératives et aux exigences de France compétences. Le CQP sera par la suite déployé auprès des coopératives tout au long de la programmation. Le travail d'analyse des nouveaux besoins en compétences, consécutifs aux mutations agroécologiques, technologiques et socio-économiques, a été réalisé fin 2021, sous le pilotage du cabinet Co&Sens avec le concours financier de l'Ocapiat. Ce travail a mobilisé des responsables agronomiques et RH des coopératives mais aussi du négoce agricole.

□ **Objectif opérationnel 2.2: Favoriser la mise en œuvre de partenariats pour accompagner la montée en compétences des conseillers** (formations territorialisées, communautés de pratiques)

Au-delà du socle national développé dans l'oo 2.1, nous souhaitons favoriser la mise en œuvre de dispositifs de formation (référentiels, modules...) contextualisés en fonction des enjeux de la transition agroécologique et climatique des filières sur les territoires. Pour cela nous développerons des partenariats avec l'enseignement agricole en nous inspirant des dispositifs mis en place dans le cadre du programme 2015 -2021 (exemple : structuration de Licences pro) .

En complément des formations, nous souhaitons favoriser la montée en compétences des conseillers grâce à la mise en place d'échanges entre pairs, via des groupes d'échanges, clubs ou communautés de pratiques.

Au cours de la précédente programmation, nous avons identifié l'enjeu que revêt le déploiement des solutions offertes par l'innovations pour accompagner les transitions. Les conseillers doivent être à même de repérer les innovations de terrain, identifier les références produites par la R&D et faciliter leurs déploiements dans les exploitations. Le travail engagé en 2021, en partenariat avec AgroSup Dijon, la Fncuma et l'APCA portant sur la création d'un MOOC « Conseil-Innovation », sera poursuivi et publié sur Fun Mooc afin de permettre, au travers de cette formation digitalisée, de former un nombre conséquent de conseillers au lien entre innovations et conseil en agriculture.

**Objectif stratégique 3**

□ **Objectif opérationnel 3.1 : Apporter des solutions et outils pour favoriser les montages des projets des coopératives**

Cet objectif consiste à poser les bases d'une ingénierie financière efficace pour les projets de coopératives en faveur de l'agroécologie, ce qui est selon les coopératives elles-mêmes une condition *sine qua non* de la réussite de la majorité des projets agroécologiques. Il s'agit de l'inventaire et de l'analyse des



<b>Tâche 1.2.1</b> : Organiser la veille et la connexion du réseau coopératif avec les organismes et projets de la recherche et du développement : toutes thématiques agroécologiques.	x	x	x	x	x	x
<b>Tâche 1.2.2</b> : Organiser des évènements de transfert des ressources issues de la R&D : colloques thématiques, webinaires (1/an environ)...		x	x	x	x	x
<b>Tâche 1.2.3</b> : Organiser des journées territoriales de partage, d'échanges et de démonstration avec la R&D et les autres acteurs du conseil		X		X		X
<b>Objectif opérationnel 2.1</b> : Construire un socle national de certification des compétences des conseillers						
<b>Tâche 2.1.1</b> : Identifier les compétences transverses des conseillers de coopératives	x	x				
<b>Tâche 2.1.2</b> : Créer un dispositif de qualification des compétences	x	x	x			
<b>Tâche 2.1.3</b> : Favoriser le déploiement de la certification des compétences dans les coopératives			x	x	x	x
<b>Tâche 2.1.4</b> : Lancement et suivi des évolutions du Mooc innovations et conseil	x	x	x	x	x	x
<b>Tâche 2.1.5</b> : Elaboration de Mooc ou autres formations digitalisées pour valoriser les retours d'expériences	X		x	x	x	x
<b>Objectif opérationnel 2.2.</b> : Favoriser la mise en œuvre de partenariats pour accompagner la montée en compétences des conseillers						
<b>Tâche 2.2.1</b> : Formaliser des partenariats avec l'enseignement agricole	x	x	x	x	x	x
<b>Tâche 2.2.2</b> : Développer des formations en partenariat avec l'enseignement et autres acteurs du territoire		x	x	x	x	x
<b>Tâche 2.2.3</b> : Mettre en place des communautés de pratiques	x	x	x	x	x	x
<b>Objectif opérationnel 3.1</b> : Apporter des solutions et outils pour favoriser les montages des projets des coopératives						
<b>Tâche 3.1.1</b> : Connecter les coopératives aux dispositifs de Paiements pour Services Environnementaux	x	x	x			
<b>Tâche 3.1.2</b> : Elaborer et diffuser un panorama des solutions de financements des projets agroécologiques		X	X	X	X	X
<b>Tâche 3.1.3</b> : Diffuser des ressources spécifiques à l'émergence de projets de		x	x	x		

	collectifs agroécologiques en coopératives : guide, note d'info, REX (retours d'expériences)...								
	Objectif opérationnel 3.2 : Contribuer à l'émergence de projets de coopératives								
	Tâche 3.2.1 : Accompagner des coopératives au montage des projets agroécologiques individuels ou collectifs			x	x	x	x	x	x
	Tâche 3.2.2 : Actualiser et piloter un tableau de bord des projets agroécologiques en coopératives, communiquer sur le contenu			x	x	x	x	x	x
INDICATEURS - REALISATION	N° tâche	Dénomination de l'indicateur	Source de la donnée	Intérêt de l'indicateur		Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027	
	1.1.2	Nombre de diagnostics Agribest réalisés	LCA Ouest	Mesurer l'ampleur du déploiement		Tests uniquement	50	500	
	1.1.3	Nombre de coopératives déployant un conseil stratégique agroécologique	DRAAF et réseau LCA	Mesurer l'implication des coop dans le conseil stratégique agroécologique		NSP	5	10	
	1.1.4	Nombre d'indicateurs de pratiques produits	Réseau LCA	Mesurer l'avancée de la mise en place de l'observatoire		NC	A construire	A construire	
	1.1.4	Nombre de coopératives impliquées dans l'observatoire	Réseau LCA	Mesurer l'ampleur de l'observatoire		NC	A construire	A construire	
	1.2.1	Nombre d'interaction LCA / organisme en charge de la recherche sur le sujet de l'agroécologie	Réseau LCA	Mesurer l'implication du réseau LCA dans des dispositifs multi-acteurs de R&D		NSP	10	20	
	1.2.2	Nombre d'évènements organisés / nb de participants (en cumul)	Réseau LCA	Mesurer l'ampleur de la diffusion des ressources aux coop		NC	4 /	8 /	
	1.2.3	Nombre de journées territoriales organisées / nb de participants (en cumul)	Réseau LCA	Mesurer l'ampleur de la diffusion des ressources aux coop		NC	6 /	10 /	
	2.1.	Créer un dispositif de certification des compétences	France compétences	Engager une certification des compétences des conseillers de coopératives		0	1	1	
	2.2	Nombre d'actions de formation réalisées dans le cadre d'un partenariat entre le réseau	Copil de suivi de l'accord-	Suivre l'implication du tissu coopératif dans la formation		6	8	1 dans chaque région	

		coopératif et l'enseignement agricole	cadre avec la DGER	des conseillers ( <i>fu-turs ou en poste</i> )			pro-gramm e
	3.1.1 3.1.2	Nombre de solutions de financements dans le panorama	Réseau LCA	Mesurer l'ampleur des solutions de financement transmises aux coop et disponibles pour mener des actions	NC	NC	NC
	3.2	Nombre de démarches d'accompagnement de projets agroécologiques réalisés par LCA, par an. (le nombre de coopératives concernées sera indiqué, dans les bilans annuels)	Réseau LCA	Mesurer l'activité d'accompagnement du réseau	10	10	10
P R O D U C T I O N S	<b>Objectif stratégique 1</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribution au contenu du site des solutions coopératives pour la partie "agroécologie" (2022-2027)</li> <li>- Théma Biodiversité mis à jour (2022)</li> <li>- Théma coopératives et déploiement de solutions offertes par la R&amp;D (2026) ;</li> <li>- Théma coopératives et collectifs agroécologiques (2024)</li> <li>- Retours d'expériences de coopératives sous forme de fiches et autres supports (à déterminer) (2023-2027)</li> <li>- Finalisation outil Agribest (2023)</li> <li>- Outil de conseil stratégique coopératif (2023-2024)</li> <li>- Observatoire de l'engagement des coopératives dans des projets agroécologique (2022-2027)</li> <li>- Notes (ou autres formats) sur l'évolution de l'implication des coopératives dans des projets agroécologiques (2025-2027)</li> <li>- Colloque(s), actes du / des colloque(s), webinaires sur les transferts de ressources issus de la R&amp;D. (2023-2027)</li> </ul> <b>Objectif stratégique 2</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouveau cadre pour la rénovation du CQP TCAC adapté aux besoins des coopératives et aux exigences de France compétences, réalisé sous le pilotage de Co&amp;sens, financé par Ociapiat. (acquis 2021)</li> <li>- Nouveau référentiel d'un CQP Conseil. (2022-2023)</li> <li>- Support de présentation de la certification des compétences à destination des coopératives (2023)</li> <li>- MOOC innovation/conseil</li> <li>- Mooc ou autre support de formations digitalisées : conseil et parties prenantes : finalisation, publication et mise à jour (2022-2027)</li> <li>- Mooc ou autre support de formations digitalisées (autres valorisant les Thèmes (2024-2027)</li> <li>- Outil formation sur l'adaptation au changement climatique (en lien avec le RMT CLIMA). (2025)</li> <li>- Convention LCA / DGER et suivis (2022-2027)</li> </ul> <b>Objectif stratégique 3</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Panorama de solutions de financements (2023-2027)</li> <li>- Webinaire (ou autres formats) sur les dispositifs PSE (2022-2024)</li> <li>- Ressource spécifique sur les collectifs agroécologiques en coop (2025)</li> <li>- Tableau de bord des projets agroécologiques de coopératives (2022-2027)</li> </ul>						
D I F	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Publications (Thèmes, fiches REX, guides pratiques, cahiers du développement coopératif, panoramas, notes d'information) diffusées dans les coopératives et partenaires, et pour plusieurs d'entre elles aux parties prenantes.</li> </ul>						

FUSION

TRANSFERT

REALISATEURS

PRESTATAIRES

PARTIE

- Sites Internet : LCA (dont Solutions coopératives) et rd-agri.

- Organisation de séminaires (en présentiel ou webinaires), ouverts à la recherche et à l'ensemble des partenaires.

Une part significative de cette action élémentaire sera consacrée au transfert de solutions agroécologiques aux coopératives, dans les dimensions techniques et R&D. Nous nous focalisons sur les équipes projet des coopératives dans ce transfert mais la cible finale concerne bien les agriculteurs par l'intermédiaire des conseillers de coopératives que nous mobilisons.

Par ailleurs, une autre part significative de cette action élémentaire sera consacrée à monter en puissance en termes de capitalisation à l'intérieur du réseau coopératif.

Ce transfert sera réalisé notamment via l'organisation de formations, de journées d'échanges multi-acteurs dans les territoires, de moments privilégiés de diffusion d'informations (webinaires...).

LCA OCCITANIE	Guillaume DYRSZKA	0,75 ETP
LCA NA	Vincent Drevet	0,75 ETP
LCA	Régine Castet	0,47 ETP
LCA HDF	Louise Barbier	0,4 ETP
LCA	remplacement de Baptiste BERT	0,35 ETP
LCAO	Thomas Jullien	0,35 ETP
LCA AURA	Olivia Talhouk	0,26 ETP
LCA	Laetitia Leconte	0,25 ETP
LCA OCCITANIE	Delphine ANTOLIN	0,2 ETP
LCAO	Agathe Duval	0,2 ETP
LCA	Lenna Berthie	0,15 ETP
LCA	Gaëtane Le Breuil	0,15 ETP
LCA	recrutement relations enst	0,15 ETP
LCA GRAND EST	Crispel Laura	0,15 ETP
LCA	Maurine Grivaz	0,1 ETP
LCA Sud	Johanna Goudenove	0,1 ETP
LCA CORSE	Mélanie Lorenzi	0,1 ETP
FELCOOP	Céline Sageaux	0,1 ETP
AGRICONFIANCE	Marion Guépin	0,1 ETP
LCA	Sarah Porcher	0,08 ETP
FELCOOP	Jean-Luc Vandemoortele	0,07 ETP
LCA	Virginie Charrier	0,05 ETP
LCA	Bastien Fitoussi	0,05 ETP
LCA	Françoise Ledos	0,05 ETP
LCA OCCITANIE	Eric CHERDO	0,05 ETP

Prestataires concernées par l'organisation de nos manifestations et la rédaction de nos livrables (imprimerie, secrétariat de rédaction et mise en page, journaliste...).

L'enquête réalisée en 2020 a confirmé les principaux partenaires du réseau coopératif dans le domaine de la transition agroécologique, dans différents domaines. Ces partenariats seront confortés.

Nos principaux partenaires techniques et scientifiques :

- Les Instituts techniques (notamment Arvalis, Terres Inovia, l'IFV, le CTIFL...) et l'ACTA, par leurs moyens humains (ingénieurs territoriaux...) et leurs stations expérimentales, constituent des

partenaires stratégiques, tant au niveau national qu'au niveau régional pour des projets agroécologiques avec des coopératives. De plus, ces structures produisent des ressources utiles aux coopératives pour progresser au niveau technique sur les alternatives aux produits phytopharmaceutiques, l'agriculture de conservation, la biodiversité fonctionnelle, etc... Ces structures constitueront des partenaires pour les objectifs stratégiques 1 (transferts de ressources...) et 3 (montages de projets). A noter : Arvalis est le pilote du projet AGROECOTER.

- Le réseau des **Chambres d'Agriculture** est le réseau partenaire stratégique des coopératives en matière de développement opérationnel, de déploiement des pratiques agroécologiques. Notamment dans le cadre de la certification environnementale des exploitations agricoles et des collectifs agroécologiques. Ces structures constitueront donc des partenaires notamment pour l'objectif stratégique 3 (montages de projets) mais aussi pour l'objectif stratégique 1 dans le cadre de l'observatoire des pratiques.
- Les **Organismes de recherche, avec essentiellement l'INRAE et l'enseignement supérieur agricole** constituent des partenaires réels et confirmés du réseau des coopératives pour les projets agroécologiques, mais pour des réalisations plus ponctuelles, axées plus spécifiquement sur la recherche. Ce type de partenariat est à développer sur la programmation 2022-2027, notamment au niveau de l'objectif stratégique 1 pour notamment le transfert de ressources.
- **Les lycées agricoles** constituent des partenaires habituels pour les projets agroécologiques des coopératives (objectif stratégique 3). A ce jour, ce type de partenariat se gère essentiellement sur le terrain local.
- **Le réseau CUMA et TRAME** constituent des partenaires occasionnels du réseau coopératif pour la mise en œuvre de projets agroécologiques (objectif stratégique 3). La complémentarité entre le réseau Cuma (machinisme, collectifs, animation locale...) et le réseau coopératif (filières, territoire, conseil à la production) doit permettre une meilleure structuration de partenariats dans cette nouvelle programmation.
- **In Vivo** (au sein du réseau coopératif) est un partenaire naturel de La Coopération Agricole dans les domaines techniques (outils, gestion des intrants...).
- **L'association Agri Confiance** (au sein du réseau coopératif) a développé durant la programmation 15-21 (dans le cadre de l'AE3 RSE) un référentiel lui permettant de proposer aux coopératives un label agroécologique en lien avec un système de management de la qualité et de l'environnement. Bien que l'essentiel des réalisations en lien avec Agri-Confiance est planifié dans l'Action Élémentaire focalisée sur la RSE en 2022-2027, l'association Agri-Confiance pourra être associée à certaines réalisations de notre Action Élémentaire, notamment la recherche d'indicateurs d'évolution des pratiques.

Nos principaux partenaires institutionnels et financeurs sont logiquement associés notamment aux travaux liés à l'objectif stratégique 3 :

- **Le Ministère de l'Agriculture et les DRAAF**, en tant que porteurs ou co-porteurs officiels du plan national agroécologique et des autres politiques publiques (notamment Ecophyto 2+) structurantes pour l'agriculture et l'agroalimentaire au niveau national et en région.
- **Le Ministère de la Transition Ecologique, les DREAL et l'OFB**, en tant que porteurs ou co-porteurs officiels de politiques publiques structurantes pour la transition écologique au niveau national et en région (notamment directive nitrates, biodiversité...).
- **Les Agences de l'eau**, en tant que porteurs de la stratégie de gestion de l'eau par grand bassin hydrographique mais aussi porteurs de solutions de financement pour les projets agroécologiques de coopératives.
- **Les Conseils Régionaux**, en tant que porteurs d'une stratégie économique et environnementale globale territoriale, mais aussi porteurs de solutions de financement pour les projets agroécologiques de coopératives.
- **Les autres collectivités, notamment les syndicats d'eau**, constituent des acteurs importants en tant que financeurs ou partenaires pour des projets très proches du territoire sur des enjeux locaux. Ils constituent également des acteurs des PSE (avec les Agences de l'eau).
- **ADEME**, et délégations locales, de manière plus ponctuelle.
- **Les Agences Régionales pour la Biodiversité**, pour entrer dans les jeux d'acteurs autour de la biodiversité localement.

D'autres acteurs (associations, bureaux d'études, réseaux organisés) sont déjà associés à certaines de nos actions et doivent faire l'objet d'un approfondissement de nos relations. On peut citer notamment :

- **CDC Biodiversité**, partenaire du projet AGRI-BEST

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>LPO, Conservatoire des Espaces Naturels, Museum d'Histoire Naturelle</b>, pour les projets biodiversité.</li> <li>- <b>Pour une Agriculture du Vivant, Noé, l'APAD</b>, pour le développement de l'agriculture de conservation, de l'agriculture de régénération.</li> <li>- <b>RMT CLIMA et Solagro</b>, pour la production de jeux de données, d'outils d'aides à la décision, de formations autour de l'adaptation au changement climatique.</li> </ul> <p><u>Les travaux liés à l'adaptation et au renforcement des compétences des conseillers (objectif stratégique 2) font l'objet de partenariats spécifiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Co&amp;Sens</b>, pour l'accompagnement sur la rénovation de la certification des compétences des conseillers (CQP Conseil)</li> <li>- <b>Ocapiat</b>, pour le financement de la formation des conseillers</li> <li>- <b>Enseignement agricole</b>, pour développer des formations, des parcours de formation à destination des futurs conseillers et des conseillers déjà en activité</li> <li>- <b>DGER</b>, pour le suivi de la convention de la convention de partenariat et la facilitation de la mise en relation entre les fédérations e coopératives et</li> <li>- <b>Agreenium</b>, pour l'accompagnement et la mise en relation avec un établissement d'enseignement supérieur, référent pédagogique, pour la construction (convention cadre avec Fun-Mooc et Agreenium) d'un Mooc « conseil et parties prenantes ».</li> </ul>
<b>P I L O T A G E</b>	<p>L'action s'inscrivant dans le programme de La Coopération Agricole, les modalités de pilotage sont décrites dans l'action « gouvernance » du programme.</p> <p>L'animation de l'équipe des réalisateurs comprendra a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux réunions plénières par an, dont une au moins en présentiel.</li> <li>- Des séances par groupe de travail spécifiques (par action, livrable...) en présentiel ou à distance en fonction des nécessités.</li> <li>- Un tableau d'avancement des actions.</li> </ul> <p>Les tâches des objectifs opérationnels pourront être pilotées par les chefs de projet ou des réalisateurs de l'action. Ces responsables d'actions auront en charge l'animation de leurs groupes projets et le suivi de la production des livrables prévus.</p>

<b>Moyens annuels approximatifs prévus pour la programmation 2022-2027</b>	
<b>Moyens humains</b>	5,43 ETP 25 réalisateurs 0,22 ETP/réalisateur
<b>Moyens financiers</b>	Coût total = 543 334 € Montant des crédits CASDAR <b>demandés</b> = 434 667 € Origine des autres financements prévisionnels de l'action : autofinancement

## AE 3 - La coopérative, acteur du renouvellement des populations agricoles sur le territoire (CARPAT)

Chef de projet	Pascal Goux, La Coopération Agricole Auvergne-Rhône-Alpes, Responsable du Pôle Gouvernance et Stratégie <a href="mailto:pgoux@ara.lacoopagri.coop">pgoux@ara.lacoopagri.coop</a> – 06.08.09.17.23
Contributions aux ambitions du PNDAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>100%</b> - Assurer la viabilité économique et la résilience des exploitations, le renouvellement des générations, ainsi que l'amélioration des conditions de travail des actifs agricoles, et améliorer la rémunération des agriculteurs et la compétitivité de l'agriculture française</li> </ul>
Contribution aux thèmes prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>100%</b> - Renouvellement des générations et qualité de vie au travail</li> </ul>

### CONTEXTE

La version 2020 de l'étude « Chiffres utiles de la MSA » indique que le nombre d'actifs agricoles non-salariés, c'est-à-dire de chefs d'exploitation, a été divisé par deux en trente ans. A ce jour, les actifs agricoles non-salariés représentent 440 000 personnes, soit 40 % du total des actifs agricoles. Cet effectif est en baisse constante, de l'ordre de 2 % par an. Avec environ 35 % des chefs d'exploitations âgés de plus de 55 ans, une moyenne d'âge globale de 49 ans et un taux de renouvellement de l'ordre de 75 %, cette diminution des exploitants agricoles va s'intensifier. Parallèlement, l'emploi des actifs agricoles connaît une évolution soutenue (de l'ordre de +4 % par an). On assiste donc à une réelle transformation structurelle de la population agricole.

Dans ce contexte où le renouvellement des générations revêt autant un enjeu de pérennité économique que de transmission des outils créés par et pour des générations d'agriculteurs, il nous appartient de mesurer la contribution de la coopération dans cette évolution en tant que prolongement de l'exploitation agricole. Cela est d'autant plus vrai dans un contexte où le pourcentage de coopérateurs dans la population actuelle d'agriculteurs est important (88% selon l'étude menée par le Groupe BPCE auprès de 1379 agriculteurs et viticulteurs en février-mars 2021. <https://newsroom.groupebpce.fr/actualites/bpce-observatoire-sur-lagriculture-resultats-de-la-2e-enquete-exclusive-7b9b-7b707.html>).

L'analyse doit se faire à deux niveaux :

Sur un plan quantitatif, en mesurant comment les coopératives facilitent la transmission des exploitations et l'installation de nouveaux agriculteurs (poursuite de certaines actions engagées en 2015).

Sur un plan qualitatif, en aidant les coopératives à mieux identifier les évolutions sociologiques des nouveaux entrants dans la profession agricole et en identifiant la façon dont elles évoluent ou devraient évoluer pour répondre aux nouvelles attentes.

Cette action s'inscrit donc dans le prolongement de l'action sur le renouvellement des générations (la coopérative agricole, acteur du renouvellement des populations agricoles sur le territoire) que nous avons conduite dans le précédent programme et au cours de laquelle, nous avons notamment :

Repéré les actions conduites par les coopératives agricoles en faveur des nouveaux associés coopérateurs (accès au foncier, prix planchers pour les rémunérations, aide à la trésorerie, accès à la gouvernance, formation technique...).

<https://www.lacooperationagricole.coop/fr/themas>

Capitalisé sur cette connaissance en produisant des outils pour les coopératives qui cherchent à déployer des solutions pour les coopérateurs (guide sur le foncier et guide sur l'accompagnement financier : <https://www.lacooperationagricole.coop/fr/nos-guides>)

Doté les enseignants et les apprenants de ressources pédagogiques (plate-forme [www.coop-box.coop](http://www.coop-box.coop), kits pédagogiques, interventions en formation initiale, MOOC sur la coopération agricole, etc.).

Animé des groupes ou des forums de jeunes coopérateurs pour échanger sur la coopération de demain et organiser des échanges avec les présidents des coopératives pour une meilleure compréhension des nouvelles aspirations.

Certaines des actions ci-dessus sont donc arrivées à leur terme. Il s'agit toutefois d'en assurer la continuité et d'en amplifier la diffusion : observatoire des actions en faveur des nouveaux associés coopérateurs, diffusion des outils pédagogiques (dont le MOOC de la coopération agricole), rencontres et forums de jeunes associés coopérateurs.

Au fil des cinq années du programme précédent nous avons pu noter l'évolution sociologique des nouveaux entrants dans la profession agricole (sans pouvoir la quantifier, notamment dans la coopération agricole) : accroissement des installations hors cadre familial, entrée plus tardive dans le métier, expérience professionnelle préalable à l'installation, arrivée de personnes non issues du monde agricole, etc.

La participation au montage d'un projet portant spécifiquement sur ce sujet, le projet RENOUEUR, présenté sans succès mais avec des avis encourageants en 2021 à l'appel à projet Casdar Innovations et partenariats, nous a par ailleurs permis de nouer des partenariats avec des structures qui disposent d'une expertise spécifique sur ces sujets, telles que la chaire des mutations agricoles (ESA d'Angers), Idele, la FNCuma et Terre de Liens. Pour la reprise du projet dans le cadre d'une réponse à l'appel à projet Co-innovation du Casdar, le partenariat s'est élargi aux chambres d'agriculture de Bretagne et Pays-de-la-Loire.

Il en est de même pour notre participation à un autre projet financé par le CASDAR : Co-Agil. Ce projet vise à renouveler la gouvernance et l'organisation du travail des collectifs d'agriculteurs qui, par l'échange et la mutualisation (de connaissances, de pratiques, d'outils...) contribuent à inventer l'agriculture de demain en intégrant les jeunes générations d'agriculteurs. Les partenaires de ce projet viennent eux aussi compléter l'expertise collective nécessaire pour mener à bien les actions (réseaux Cuma, Trame, FRGEDA, Isara, VetAgroSup).

La construction de la SCIC Terre Adonis en région Sud, est également une expérience sur laquelle nous souhaitons capitaliser.

Nous devons tenter de répondre à quelques interrogations fondamentales pour un modèle qui a contribué à structurer l'agriculture française depuis cent cinquante ans :

L'évolution sociologique en cours dans la population des nouveaux agriculteurs se retrouve-t-elle dans la coopération agricole ?

Comment les nouveaux agriculteurs abordent-ils la question de l'organisation économique ?

Font-ils le choix d'organisations existantes ?

Construisent-ils de nouvelles formes d'organisation collective ?

Préfèrent-ils la voie individuelle ?

Etc.

Quelles sont les aspirations des nouveaux coopérateurs vis-à-vis du modèle coopératif et quelle est la capacité des coopératives à y répondre (en termes de nouveaux services, de stratégie, de gouvernance, etc.) ?

Quelles actions sont-elles conduites pour renforcer le lien entre la base et les représentants élus, pour une meilleure prise en compte des aspirations individuelles ou minoritaires et une plus grande légitimité des dirigeants ?

Etc.

Ces réflexions rejoignent l'avis du Comité Scientifique d'Evaluation qui pointe le fait que « dans un contexte où la question du renouvellement des coopérateurs est un des volets de celui des générations d'agriculteurs, il pourrait être nécessaire de questionner le renouvellement du mouvement coopératif lui-même en réponse aux visions des nouveaux agriculteurs ».

Notre organisation, La Coopération Agricole, vient d'affirmer sa raison d'être : bâtisseurs solidaires d'une alimentation durable et de territoires vivants, qui s'appuie sur la prise en compte de deux enjeux incontournables : le renouvellement des générations et la lutte contre le changement climatique.

Notre action « Renouvellement » entre donc en résonnance avec notre projet stratégique, dont elle est un axe fort. Au-delà, le développement d'organisations économiques collectives innovantes sera un gage de création d'une alimentation durable et de dynamiques entre l'activité agricole et les autres acteurs territoriaux.

NA L I T E	A ce titre, l'action contribue bien au renouvellement des générations dans la profession agricole, non seulement d'un point de vue quantitatif (contribution au maintien des effectifs, des surfaces, des volumes, etc.) mais également d'un point de vue qualitatif et dynamique (prise en compte de l'évolution sociologique des nouvelles populations agricoles, évolution des formes d'organisation collective), qui peuvent présenter de nouvelles attentes vis-à-vis du modèle coopératif agricole, différentes de celles des générations précédentes qui étaient composées des fondateurs ou de leurs enfants.																										
OB- JEC TIF S  ST RA- TE- GIE QUE S	<p>L'action se décline selon 2 objectifs stratégiques :</p> <p>Objectif stratégique 1 : bâtir un modèle coopératif répondant aux attentes des nouvelles populations d'actifs agricoles, dans leur diversité de parcours, d'ambitions et de projets</p> <p>Objectif stratégique 2 : mesurer l'impact de la coopération sur des paramètres fondamentaux de l'agriculture (foncier, installations, revenu...)</p>																										
RE- SU L TAT S	<p>Ces indicateurs seront présentés selon le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>N° Os</th><th>Dénomination de l'indicateur</th><th>Intérêt de l'indicateur</th><th>Source de la donnée</th><th>Valeur 2021</th><th>Valeur cible 2024</th><th>Valeur cible 2027</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Taux de satisfaction des associés coopérateurs envers leur coopérative</td><td>Mesurer le niveau d'adaptation des coopératives aux attentes des associés coopérateurs</td><td>Résultats de l'enquête ADQuation, organisée périodiquement par La Coopération Agricole</td><td>Résultats de l'enquête ADQuation 2021</td><td>↗</td><td>↗</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Nombre d'indicateurs publiés</td><td>Mesurer la capacité des coopératives à évaluer leur impact global sur la situation des agriculteurs</td><td>Constitution de groupes pilotes, pour construire l'indicateur et le mettre en œuvre</td><td>Liste d'indicateurs à construire</td><td>5</td><td>10</td></tr> </tbody> </table>						N° Os	Dénomination de l'indicateur	Intérêt de l'indicateur	Source de la donnée	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027	1	Taux de satisfaction des associés coopérateurs envers leur coopérative	Mesurer le niveau d'adaptation des coopératives aux attentes des associés coopérateurs	Résultats de l'enquête ADQuation, organisée périodiquement par La Coopération Agricole	Résultats de l'enquête ADQuation 2021	↗	↗	2	Nombre d'indicateurs publiés	Mesurer la capacité des coopératives à évaluer leur impact global sur la situation des agriculteurs	Constitution de groupes pilotes, pour construire l'indicateur et le mettre en œuvre	Liste d'indicateurs à construire	5	10
N° Os	Dénomination de l'indicateur	Intérêt de l'indicateur	Source de la donnée	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027																					
1	Taux de satisfaction des associés coopérateurs envers leur coopérative	Mesurer le niveau d'adaptation des coopératives aux attentes des associés coopérateurs	Résultats de l'enquête ADQuation, organisée périodiquement par La Coopération Agricole	Résultats de l'enquête ADQuation 2021	↗	↗																					
2	Nombre d'indicateurs publiés	Mesurer la capacité des coopératives à évaluer leur impact global sur la situation des agriculteurs	Constitution de groupes pilotes, pour construire l'indicateur et le mettre en œuvre	Liste d'indicateurs à construire	5	10																					
OB J. OP ER AT ION NEL S	<p><b>Objectif stratégique 1</b></p> <p><b>Objectif opérationnel 1.1</b> : identifier et caractériser les nouveaux entrants dans la coopération agricole pour faciliter leur intégration dans la profession</p> <p><b>Objectif opérationnel 1.2</b> : Caractériser les nouveaux services à apporter aux associés coopérateurs</p> <p><b>Objectif opérationnel 1.3</b> : repérer les pratiques des coopératives pour accompagner des projets d'associés coopérateurs sur leur territoire, en partenariat avec des parties prenantes externes</p> <p>Pour maintenir son attractivité et continuer à jouer son rôle structurant pour l'agriculture française, le modèle coopératif devra inéluctablement anticiper les aspirations des nouveaux entrants dans la profession agricole et s'y adapter. Faute de quoi, ceux-ci pourraient se détourner de l'organisation économique ou en créer de nouvelles formes. Il y a donc un enjeu fort de proactivité pour les coopératives agricoles à ce sujet. Si on commence à connaître la typologie sociologique des nouveaux agriculteurs, on ne connaît pas encore précisément la typologie des nouveaux associés coopérateurs. L'objectif stratégique 1 et son objectif opérationnel associé 1.1 visent à caractériser cette population et ses attentes (avant ou après l'ins-</p>																										

tallation). Parallèlement mais hors programme de développement 2022-2027, nous continuerons à travailler à la connaissance et à la promotion du modèle coopératif par la création, la diffusion et la mise en œuvre d'outils pédagogiques, à destination de différents publics (enseignants, apprenants, nouveaux coopérateurs...)

Aujourd'hui, le modèle démocratique est mis en question, tant au niveau de la société que celui des organisations dont la gouvernance repose sur ces principes (une personne = une voix, décisions prises par une instance représentative élue). Les coopératives agricoles sont confrontées à cette question, qui en génère d'autre :

- Quid des minorités quand le principe de décision (stratégique ou politique) repose sur la création de majorités ?
- Quid des projets qui pourraient être impulsés localement pour une partie du sociétariat sans concerner forcément l'ensemble des associés coopérateurs ?
- Peut-on imaginer une évolution de l'organisation coopérative agricole facilitant la participation de parties prenantes externes aux projets, voire à la gouvernance ?
- ...

L'objectif stratégique 1 et les 2 objectifs opérationnels associés (1.2 et 1.3) visent à creuser cette question et à modéliser des principes de fonctionnement facilitant la mise en œuvre de micro-projets dans un cadre coopératif déjà structuré.

## **Objectif stratégique 2**

**Objectif opérationnel 2.1** : définir et quantifier les installations en coopérative (nombre d'installés, superficie...)

Si on sait qu'aujourd'hui près de 9 agriculteurs sur 10 sont porteurs de capital dans une coopérative agricole (Cuma, coopérative d'approvisionnement, de services ou de collecte), on ne sait pas toujours quantifier certaines données plus précises et leur évolution (surface cultivée engagée en coopérative, nombre d'installations en coopérative, etc.). Nous souhaitons mettre en place un dispositif visant à mesurer l'impact de la coopération agricole sur des indicateurs en lien avec l'installation en agriculture et le renouvellement des générations.

\*\*\* Au cours de la programmation 2015-2021, nous avons réalisé des enquêtes auprès des coopératives pour identifier les actions qu'elles conduisaient en matière d'appui aux nouveaux coopérateurs. Un document « Les enquêtes » a été publié (voir sur rd-agri : <https://rd-agri.fr/results?full-Text=Coop%20de%20France%20enqu%C3%AAtes&manuel=false&page=0> ainsi que sur le site de La Coopération Agricole : <https://www.lacooperationagricole.coop/ressources/les-cooperatives-sengage-en-faveur-du-renouvellement-des-generations>).

Ce document met en évidence des éléments qui sont autant d'indicateurs des résultats de notre action (même si, comme dans de nombreux cas, on ne peut les attribuer aux seuls travaux réalisés dans le cadre de notre programme de développement qui ne font qu'y contribuer plus ou moins directement) : soutiens financier et technique à l'installation ; formation en vue de l'engagement dans la gouvernance de l'outil collectif ; appui à l'accès au foncier et autres droits à produire... Ces travaux, qui donnent des indications notamment en terme de % d'entreprises engagées dans différents types de mesures, portent cependant sur un échantillon imparfait, qui ne peut être considéré comme représentatif du tissu coopératif. Par ailleurs, il serait nécessaire de les mettre en regard d'indicateurs nationaux classiquement utilisés pour le suivi des politiques publiques d'installation (nombre de jeunes installés sur un territoire par exemple) ou par les autres acteurs qui interviennent sur le champ de l'installation (par exemple hectares dédiés à l'installation pour Terre de Liens).

Nous souhaitons donc procéder de la manière suivante :

- Identifier une liste d'indicateurs classiquement utilisés dans le suivi des politiques d'installation, publiques ou acteurs privés. Discuter de leur pertinence au regard de ce que nous savons de l'action des coopératives. Etablir une liste de 5 à 10 indicateurs cibles intéressants pour le suivi de l'action des coopératives. A noter que ces indicateurs cibles pourront varier selon les filières : l'appui à l'acquisition d'hectares n'a pas la même signification dans toutes les filières par exemple.
- Travailler à un échantillonnage de coopératives nous permettant de gagner en représentativité et d'aller plus finement dans la collecte des informations que nous n'avons pu le faire jusqu'à présent (passer d'une enquête en ligne rapide à remplir et destinée à l'ensemble du tissu coopératif, à des enquêtes plus qualitatives administrées auprès d'entreprises ciblées sur des territoires et des filières données).

- Assurer un suivi de ces travaux en faisant le point par exemple tous les 2 ou 3 ans, avec les mêmes entreprises.

Comme indiqué dans notre V2, nous compléterons cette approche par :

- Taux de satisfaction des associés coopérateurs envers leur coopérative (mesuré par une enquête interne confiée périodiquement à un institut de sondage)
- Le repérage des nouveaux services et accompagnements innovants de coopératives pour favoriser la mise en œuvre des projets souhaités par les nouvelles générations, en rupture par rapport aux organisations plus classiques en œuvre actuellement. Nous pensons par exemple à l'appui à la mise en place de circuits courts de commercialisation, à l'appui à des pratiques agro-écologiques... \*\*\*

Notre cible prioritaire est celle des coopératives agricoles, dirigeants et opérationnels en charge des questions de renouvellement des générations. Ce sont eux qui conduisent les actions sur le territoire en accompagnement des agriculteurs. Contrairement à certaines actions du programme qui concernent un nombre relativement limité de coopératives, essentiellement les plus importantes en taille, cette action couvre largement l'ensemble du tissu coopératif (2200 entreprises) : en effet quelque soit la taille de l'entreprise ou encore la filière, cette question est vitale et incontournable.

Certaines tâches pourront être plus particulièrement approfondies dans des contextes restreints, ce qui sera précisé chaque fois que nécessaire.

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Objectif opérationnel 1.1						
Identifier et caractériser les nouveaux entrants dans la coopération agricole pour faciliter leur intégration dans la profession						
Tâche 1.1.1 : maintenir et développer l'observatoire des actions NAC et caractériser la typologie des NAC	X	X	X	X	X	X
Tâche 1.1.2 : repérer des façons exemplaires d'intégrer les NAC et les NIMA	X	X	X	X	X	X
Tâche 1.1.3 : entretenir le dialogue avec les nouveaux associés coopérateurs (groupes et forums jeunes)	X	X	X	X	X	X
Objectif opérationnel 1.2						
Identifier les nouveaux services à apporter aux associés coopérateurs						
Tâche 1.2.1 : identifier les attentes des NAC vis à vis des coopératives	X	X	X			
Tâche 1.2.2 : analyser la capacité des coops à s'adapter aux attentes des NAC	X	X	X			
Objectif opérationnel 1.3						
Repérer les pratiques des coops pour accompagner des projets d'associés coopérateurs sur leur territoire						
Tâche 1.3.1 : repérer les projets incubés dans des coopératives		X	X	X	X	X
Tâche 1.3.2 : compiler les projets identifiés et en tirer les enseignements (traits communs, spécificités...)		X	X	X	X	X

INDICATEURS - REALISATION	<b>Objectif opérationnel 2.1</b> <b>Définir et quantifier les installations en coopérative</b> <b>(nombre d'installés, superficie...)</b>						
	Tâche 2.1.1 : définir quelques indicateurs clés et les analyser pour une filière ou un territoire			X	X	X	X
	N° tâche	Dénomination de l'indicateur	Source de la donnée	Intérêt de l'indicateur	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027
	1.1.1	Nombre de coopératives enquêtées sur la typologie des arrivants	Observatoire des actions en faveur des NAC	Mesurer l'attractivité des coopératives agricoles vis-à-vis des nouveaux agriculteurs	NC	100	200
	1.1.2	Nombre de bonnes pratiques d'intégration des NAC et NIMA	Observatoire des actions en faveur des NAC	Mesurer la capacité des coopératives à répondre aux attentes des nouveaux associés coopérateurs		5	50
	1.1.3	Nombre de réunions conduites avec des jeunes sur l'avenir des coops	Réseau des fédérations LCA	Fournir de l'information aux coops sur les attentes des jeunes coopérateurs	1	3/an	3/an
	1.2.1	Nombre de coopératives enquêtées sur l'offre de nouveaux services	Observatoire des actions en faveur des NAC	Mesurer la capacité des coopératives agricoles à innover dans le service aux associés coopérateurs	NC	100	200
	1.2.2	Analyse des offres et proposition de nouvelles offres	Réseau fédératif LCA	Idem 1.2.1	Non étudié	Analyse réalisée	Actualisation analyse
	1.3.1	Nombre de coopératives incubatrices de projets identifiées	Réseau des coopératives	Capacité des coopératives à accompagner les associés coopérateurs dans leurs évolutions	NC	20	50
	1.3.2	Production de fiches puis mise en forme de livrable de bonnes pratiques	Réseau fédérations LCA	Capacité des fédérations à permettre aux coopératives de faire évoluer leur offre de service	NC	Théma publié	Actualisation, diffusion

	2.1.1	Identifier et renseigner les indicateurs utiles	Analyses sectorielles dans le réseau des coopératives	Mesurer l'impact du fait coopératif sur les enjeux agricoles	Identification	Enquête	Renseignement	
PRODUCTIONS	<b>Objectif stratégique 1</b> Parution de l'observatoire des actions en faveur des NAC : tous les 2 ans (2023, 2025, 2027) Théma ou article dans les cahiers du développement coopératif + colloque : Qui sont les nouveaux associés coopérateurs ? (2024) Production d'une enquête de satisfaction auprès des agriculteurs non issus du milieu agricole (prise en compte des aspirations) : enquête en 2022, parution en 2023. Il s'agit d'alimenter l'ensemble du réseau à partir des informations fournies par ces différents projets conduits par ailleurs. Le programme deviendra ainsi un lieu de consolidation des informations sur différents projets portant sur le même thème. Théma sur les micro-projets incubés en coopérative : 2024							
	<b>Objectif stratégique 2</b> Production d'un tableau de bord périodique autour de 4 à 5 indicateurs fondamentaux : indicateurs identifiés, mesurables et atteignables à un coût raisonnable (2022) ; recueil des informations en 2023, publication d'un premier tableau en 2024 Tableau de bord plus élaboré en 2026							
	<div>- Publications (Thémas, guides pratiques, cahiers du développement coopératif) diffusés dans les coopératives, auprès des parlementaires, des élus régionaux, etc.</div> <div>- Organisation de colloques ouverts au monde agricole (présentiels ou webinaires), à la recherche et à l'ensemble des partenaires.</div> <div>- Actions de formation auprès des dirigeants de coopératives</div>							
DIFFUSION								
TRANSFERT	Les différentes tâches débiteront quasi systématiquement par un état de l'art sur la question traitée, avec notamment des enquêtes réalisées dans les coopératives, pouvant associer des rencontres avec des nouveaux agriculteurs ou coopérateurs.							
	Les diagnostics, états des lieux, conclusions seront présentés et débattus lors des colloques prévus. Au-delà, ils pourront être repris à l'occasion de tables rondes organisées nationalement ou en région (lors d'assemblées générales par exemple).							
	Enfin, certains points pourront faire l'objet d'actions de formation au bénéfice des agriculteurs ou des dirigeants élus ou salariés de coopératives.							
REALISATEURS	LCAO	Pierre Dompnier		0,35 ETP				
	LCA NA	Elisabeth Galineau		0,3 ETP				
	LCA OCCITANIE	Laura DELPANQUE		0,25 ETP				
	FRCA REUNION	Patrick Hoareau		0,25 ETP				
	LCA	Muriel Tina		0,2 ETP				
	LCA AURA	Pascal Goux		0,2 ETP				
	LCA AURA	Romain Vassor		0,2 ETP				
	LCA CENTRE	Chistophe Vours		0,2 ETP				
	LCA	Maurine Grivaz		0,1 ETP				
	LCA	Charles Guillaume		0,1 ETP				
	LCA Sud	Frédéric Cordier		0,1 ETP				
	LCA	Françoise Ledos		0,05 ETP				
	LCA GRAND EST	Wattelier Sybille		0,05 ETP				
	FELCOOP	Céline Sageaux		0,05 ETP				
PRESTATAIRES	<div>- Editeur et imprimeur pour la production d'ouvrages en version papier (Thémas, observatoire...).</div> <div>- Institut ADQuation pour l'administration d'enquêtes sur la perception du modèle coopératif par les associés coopérateurs (enquête auto-financée par le service communication de LCA).</div> <div>- Université et écoles d'ingénieurs pour la construction des indicateurs de performance coopérative</div>							

PARTENAIRES	<p>Nous devons établir des relations plus étroites avec un certain nombre d'acteurs de l'enseignement et de la recherche, pour des partenariats essentiellement techniques, en nous appuyant sur les relations déjà existantes mais généralement non formalisées. Parmi celles-ci, nous identifions tout particulièrement, en tant que partenaires structurels de notre projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaire des mutations agricoles de l'ESA d'Angers et l'ENSAT <ul style="list-style-type: none"> <li>○ L'objectif est d'identifier l'évolution sociologique des nouveaux agriculteurs et d'analyser dans quelle mesure cette évolution se retrouve parmi les nouveaux coopérateurs.</li> </ul> </li> <li>• Chaire « coopération » de l'université Lyon 3 <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La chaire travaille sur la question de l'attractivité du modèle coopératif. Le partenariat nous permettra d'identifier les paramètres jouant sur cette attractivité en fonction des publics considérés (agriculteurs ou salariés de coopératives).</li> </ul> </li> </ul> <p>Des partenariats plus conjoncturels pourront être noués avec d'autres organisations, selon la nature des dossiers que nous conduirons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autres acteurs identifiés lors des travaux sur les projets RENOUER et Co-Agil : Idele, Terre de Liens, réseaux Cuma, Trame, FRGEDA, Isara, VetAgroSup.</li> </ul> <p>L'objectif est de confronter les expertises et de partager les conclusions de travaux connexes sur la question du renouvellement des générations en agriculture.</p>
PILO-TAGE	<p>L'action s'inscrivant dans le programme de La Coopération Agricole, les modalités de pilotage sont décrites dans l'action « gouvernance » du programme. Les spécificités de l'action sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'animateur global du programme est Pascal Goux (La Coopération Agricole Auvergne-Rhône-Alpes). Chaque objectif opérationnel sera pris en charge également par un animateur de projet.</li> <li>• L'animation de l'équipe des réalisateurs comprendra a minima : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Deux réunions plénières en début et fin d'année pour définir et évaluer le travail de l'année.</li> <li>○ Une séance de travail plénière de deux jours en milieu d'année.</li> </ul> </li> </ul> <p>Des séances de travail spécifiques (par action, livrable...) en présentiel ou à distance en fonction des nécessités.</p>

Moyens annuels approximatifs prévus pour la programmation 2022-2027	
Moyens humains	2,4 ETP 14 réalisateurs 0,17 ETP/réalisateur
Moyens financiers	Coût total = 231 870 € Montant des crédits CASDAR <b>demandés</b> = 185 496 € Origine des autres financements prévisionnels de l'action : autofinancement

## AE 4 - Structurer nos actions dans une logique One Health – One Welfare, pour la santé et le bien-être des hommes, des animaux et de l'environnement. Opération 1 (OH) : Maintenir un haut niveau de sécurité sanitaire dans les exploitations, les outils industriels et sur les aliments

Chef de projet	Lucile Talieu, responsable qualité La Coopération agricole Métiers du grain <a href="mailto:ltalieu@lacoopagri.coop">ltalieu@lacoopagri.coop</a> – 01 44 17 51 33
Contributions aux ambitions du PNDAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>100%</b> - Produire une alimentation saine et durable qui réponde aux attentes des consommateurs et du citoyen sur l'accessibilité, la qualité et la traçabilité des aliments, le bien-être animal et la préservation de l'environnement</li> </ul>
Contribution aux thèmes prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>100%</b> - Gestion intégrée de la santé animale et végétale (visant à réduire fortement l'utilisation de pesticides et d'antibiotiques en mobilisant les principes de l'agroécologie)</li> </ul>

### CONTEXTE

Le concept « One Health » consiste à penser la santé à l'interface entre celle des animaux, de l'Homme et de leur environnement, à l'échelle locale nationale et mondiale. Cette manière d'aborder la santé permet de raisonner l'ensemble du système et trouver des solutions qui répondent à la fois à des enjeux de santé et des enjeux environnementaux.

La santé des hommes (via l'alimentation), la santé des animaux (via les mesures de biosécurité en élevage) et la préservation de l'environnement (durabilité des productions par exemple) sont des thématiques traitées par LCA et issues du concept One health.

Même si ces thématiques sont encore majoritairement traitées séparément, le fait que ces thématiques soient regroupées dans cette fiche montre que la voie à suivre est de favoriser les interactions entre ces 3 domaines, pour, à terme les interconnecter.

- La santé des hommes via l'alimentation

Le paquet hygiène, corpus réglementaire européen mis en place dans les années 2000, et plus récemment les Etats généraux de l'alimentation s'inscrivent dans l'importance d'une alimentation sûre, saine, durable et de qualité. La notion « de la fourche à la fourchette » montre bien l'importance de l'intégration de l'ensemble des maillons ayant une action sur l'alimentation, de l'exploitation agricole, en passant par les coopératives agricoles, jusqu'au consommateur final. Chaque maillon, à son niveau, est responsable au regard de la sécurité sanitaire des produits qu'il met sur le marché.

Depuis les différentes crises sanitaires des années 2000, la sécurité sanitaire des aliments est devenue un pilier important, « non négociable », et sur lesquelles les différents acteurs, dont les coopératives, doivent être irréprochables.

C'est pour cela que depuis de nombreuses années, La Coopération Agricole élabore des outils et promeut les bonnes pratiques, permettant aux coopératives de répondre à ces enjeux.

- La préservation de l'environnement

Depuis quelques années, au-delà de la question sanitaire, l'alimentation doit aussi répondre à des enjeux supplémentaires liées aux attentes sociétales : la durabilité, la préservation de l'environnement, la traçabilité. A titre d'exemple, il ne s'agit plus uniquement de produire des aliments sûrs en termes de présence de contaminant, mais de produire des aliments qui ne portent pas atteinte à l'environnement (produits phyto-pharmaceutiques, antibiotiques...). Ainsi la présence de pathogènes potentiellement dangereux pour les végétaux ensuite consommés par l'homme ne peut être systématiquement traitée par des produits phyto-pharmaceutiques ce qui peut occasionner des risques dans la chaîne alimentaire (ergot, datura...). Il faut alors accompagner les coopératives dans la recherche de solutions permettant de garantir cette sécurité sanitaire tout en préservant l'environnement.

- La santé des animaux.

Les dernières épidémies (influenza aviaire, peste porcine) nous amènent à développer des outils permettant de détecter le plus précocement possible les pathogènes en élevage, et mettre en place des outils de gestion.

Comme le rapportait le CSE, cette action s'inscrit dans la recherche de la triple performance économique, environnementale et sociale des filières agricoles et agroalimentaires. Nous avons suivi l'idée de recentrer les actions sur les thématiques sur lesquelles les coopératives ont une réelle expertise à faire valoir.

	Nous avons également intégré l'importance d'établir un dialogue avec les parties prenantes y compris les consommateurs. Ce point a été intégrée dans la partie RSE du programme. Cette action s'intègre parfaitement dans la démarche de LCA « Vision 2030 ».																											
FI- NA- LIT E	La finalité de notre action est de garantir une alimentation sûre et saine pour les consommateurs tout en prenant en compte les attentes des consommateurs, des citoyens et de la puissance publique en matière de durabilité, d'environnement, ou de bien-être animal.																											
OB J · S T R.	L'action se décline selon 2 objectifs stratégiques :  <b>Objectif stratégique 1</b> : Eviter l'entrée, la diffusion, la sortie et la transmission aux animaux et aux hommes de pathogènes dans les exploitations  <b>Objectif stratégique 2</b> : Accompagner les coopératives dans la gestion des contaminants et des pathogènes																											
	<table><tr><th>N° Os</th><th>Dénomination de l'indicateur</th><th>Intérêt de l'indicateur</th><th>Source de la donnée</th><th>Valeur 2021</th><th>Valeur cible 2024</th><th>Valeur cible 2027</th></tr><tr><td>1</td><td>Nb de coops engagées dans des actions pour l'encadrement sanitaire recensées</td><td>Mesure l'appropriation des outils par les coopératives</td><td>Enquêtes LCA</td><td>6</td><td>10</td><td>15</td></tr><tr><td>2</td><td>Nb de coops engagées dans des démarches/certifications</td><td>Montrer l'implication des coopératives dans la thématique</td><td>Enquêtes LCA, données d'adhésion à la démarche</td><td>90% pour les métiers du grain et la Nutrition animale</td><td>100%</td><td>100%</td></tr></table>							N° Os	Dénomination de l'indicateur	Intérêt de l'indicateur	Source de la donnée	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027	1	Nb de coops engagées dans des actions pour l'encadrement sanitaire recensées	Mesure l'appropriation des outils par les coopératives	Enquêtes LCA	6	10	15	2	Nb de coops engagées dans des démarches/certifications	Montrer l'implication des coopératives dans la thématique	Enquêtes LCA, données d'adhésion à la démarche	90% pour les métiers du grain et la Nutrition animale	100%	100%
N° Os	Dénomination de l'indicateur	Intérêt de l'indicateur	Source de la donnée	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027																						
1	Nb de coops engagées dans des actions pour l'encadrement sanitaire recensées	Mesure l'appropriation des outils par les coopératives	Enquêtes LCA	6	10	15																						
2	Nb de coops engagées dans des démarches/certifications	Montrer l'implication des coopératives dans la thématique	Enquêtes LCA, données d'adhésion à la démarche	90% pour les métiers du grain et la Nutrition animale	100%	100%																						
OB J. OP ER AT ION NE LS	<b>Objectif stratégique 1</b> : Eviter l'entrée, la diffusion, la sortie et la transmission aux animaux et aux hommes de pathogènes dans les exploitations <ul style="list-style-type: none"><li><b>Objectif opérationnel 1.1</b> : Contribuer à l'encadrement sanitaire et la mise en place de mesures de biosécurité en élevage (toutes espèces)</li><li><b>Objectif opérationnel 1.2</b> : Informer les coopératives des évolutions scientifiques et réglementaires sur cette thématique (toutes productions)</li><li><b>Objectif opérationnel 1.3</b> : Accompagner les coopératives dans l'évolution de la lutte contre les nuisibles et les insectes (Métiers du grain, pôle animal et nutrition animale)</li></ul> <p>Avant tout, pour répondre aux enjeux de sécurité sanitaire des aliments, les coopératives doivent disposer de toute l'information nécessaire pour mesurer le risque inhérent à leurs activités. Un travail de bibliographie, de mise à disposition d'études scientifiques, et de digestion de la réglementation est nécessaire. Il visera notamment à favoriser une approche holistique de l'ensemble des dimensions, en sensibilisant les coopératives aux avancées scientifiques liées au déploiement du concept One Health dans le domaine de la recherche, pour en tirer des enseignements dans les pratiques de la vie des organisations coopératives et de leurs adhérents.</p> <p>Ensuite, pour éviter tant que faire se peut l'apparition, l'entrée ou la diffusion de pathogène, des outils doivent parfois être développés. C'est le cas en production animale avec le système de compartimentation au sein des élevages de porcs. Il s'agit de mettre en place des mesures sanitaires d'isolement permettant de maintenir les exportations d'animaux.</p>																											

	<p>Enfin, la sécurité sanitaire des aliments doit s'entendre aujourd'hui avec le respect de l'environnement. Tant sur des sujets de lutte contre les insectes en production animale, ou de lutte contre les nuisibles (rats...), l'utilisation des produits chimiques doit être limitée. Un accompagnement des coopératives est donc nécessaire pour leur apporter les solutions disponibles pour assurer la sécurité des denrées ou aliments qu'ils mettent sur le marché.</p> <p><b>Objectif stratégique 2 : Accompagner les coopératives dans la gestion des contaminants</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Objectif opérationnel 2.1</b> : Développer et promouvoir des outils ou des certifications de Système de Management de la qualité, pour gérer les contaminants</li><li>• <b>Objectif opérationnel 2.2</b> : Informer les coopératives sur les contaminants et les risques associés, y compris les risques émergents</li><li>• <b>Objectif opérationnel 2.3</b> : Mettre en place au niveau de LCA une procédure de gestion de crise</li></ul> <p>Si, malgré tous les efforts, la présence de contaminants ou de pathogènes est avérée dans les exploitations, comme dans les outils industriels, il faut gérer le risque. Cette gestion du risque passe aujourd'hui principalement par la mise en place du management du risque.</p> <p>Un certain nombre d'outils existent, et les certifications permettent d'apporter aux consommateurs une assurance supplémentaire que l'organisation de la coopérative permet de répondre aux enjeux de sécurité sanitaire.</p> <p>Pour venir en appui aux certifications, des outils pratiques spécifiques peuvent être pensés pour s'adapter aux besoins évolutifs des coopératives en matière de gestion des dangers liés à la sécurité sanitaire.</p> <p>Ces outils doivent être régulièrement revus, ou amendés pour préparer les évolutions de la réglementation et tenir compte des connaissances scientifiques. A ce titre, un travail de prospective sur des contaminants potentiellement émergents est attendu de la part des coopératives afin de gérer le plus en amont possible l'émergence de risques non encore connus à ce jour. Ce travail de prospective fait partie des recommandations du CSE.</p> <p>Au-delà de la gestion du risque, la crise Covid nous a amené à éprouver la nécessité de disposer d'une méthodologie de gestion de crise en interne à LCA. En effet, lors de crises, il faut au niveau de la fédération pouvoir réagir vite, mais de façon coordonnée et ordonnée entre acteurs des différentes filières ou sur les territoires. Cela faisait partie des recommandations du CSE, mais faute de temps du fait de la pandémie Covid, ce dossier n'a pas été mené à bien. Néanmoins, la gestion de crise mise en place à LCA pendant cette période permettra de tirer des enseignements.</p> <p>Volontairement, cette action ne traite pas de l'aspect « consommateurs » et évolution des modes de consommation. Cette thématique est reprise dans l'action RSE du programme en lien avec les parties prenantes.</p>							
C I B L E S	<p>Toutes les coopératives du pôle animal, de la nutrition animale, des métiers du grain, des plantes à parfum et aromatiques, et leurs adhérents lorsqu'un travail de conseil et d'accompagnement de ces derniers est nécessaire : exemple de la gestion de l'ergot ou du datura en productions végétales.</p> <p>Un travail spécifique sur les Plantes à Parfum Aromatique et Médicinales : réglementation sur les huiles essentielles issues des PPAM.</p> <p>En production animale, du fait de la peste porcine, un travail spécifique est réalisé sur cette filière compte tenu de la situation sanitaire actuelle. En cours de programmation, d'autres risques émergents sur d'autres filières pourraient nous amener à faire évoluer les cibles.</p> <p>Dans le cadre de la mise en place d'une procédure sur la gestion de crise, d'autres métiers ou fédérations en lien avec LCA pourraient être impliqués.</p>							
CO NT	<table><tr><td></td><td>2022</td><td>2023</td><td>2024</td><td>2025</td><td>2026</td><td>2027</td></tr></table>		2022	2023	2024	2025	2026	2027
	2022	2023	2024	2025	2026	2027		

EN U	<b>Objectif opérationnel 1.1</b> <b>Contribuer à l'encadrement sanitaire et à la mise en place de mesures de biosécurité par les coopératives d'éleveurs pour toutes les espèces</b>					
	Tâche 1.1.1 : Mettre en place des compartiments au sein des coopératives d'éleveurs de porcs afin de préserver les exports en cas d'incursion de la Peste Porcine Africaine en France	X	X	X	X	X
	Tâche 1.1.2 : Recenser et valoriser les actions des coopératives pour l'encadrement sanitaire des élevages	X	X	X	X	X
	<b>Objectif opérationnel 1.2</b> Informar les coopératives des évolutions scientifiques et réglementaires sur cette thématique					
	Tâche 1.2.1 : - La lettre sanitaire pour la santé animale, - les flashs/notes d'information aux coopératives Webinaires, conférences si nécessaire	X	X	X	X	X
	Tâche 1.2.2 : identification de ressources adaptées aux entreprises en vue de la diffusion du concept One Health	X	X	X	X	X
	<b>Objectif opérationnel 1.3</b> <b>Accompagner les coopératives dans l'évolution de la lutte contre les nuisibles et les insectes</b>					
	Tâches 1.3.1 : - Suivre l'application des pratiques via la réalisation d'enquête	X	X	X	X	X
	Tâche 1.3.2 Identifier et promouvoir les alternatives à l'utilisation de produits chimiques	X	X	X	X	X
	Tâche 1.3.3 Mettre en place des formations et/ou un réseau d'échanges entre coopératives	X	X	X	X	X
	<b>Objectif opérationnel 2.1</b> <b>Développer des outils ou des certifications de SMQ, ou les promouvoir pour gérer les contaminants</b>					
	Tâche 2.1.1 : Révision des GBPH, évolutions des référentiels, création de guides,	X	X	X	X	X
	Tâche 2.1.2 : Développer des outils pratiques pour gérer les dangers biologiques	X	X	X	X	X
	Tâche 2.1.3 mise en place et/ou évolution des plans de surveillance	X	X	X	X	X
	<b>Objectif opérationnel 2.2</b> <b>Informar les coops sur les contaminants et les risques associés, y compris les risques émergents</b>					

	Tâche 2.2.1 : Mettre en place des outils de veille sur les contaminants émergents pour informer les coopératives				X	X	X	X	X	X
	<b>Objectif opérationnel 2.3. : mettre en place au niveau de LCA une procédure de gestion de crise</b>									
	Tâche 2.3.1. Etablir une procédure de gestion de crise				x	x	x			
INDICATEURS - REALISATION	N° tâche	Dénomination de l'indicateur	Source de la donnée	Intérêt de l'indicateur	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027			
	1.1.1	Nombre de coopératives engagées dans la démarche et nombre de porcs charcutiers concernés	LCA et coopératives engagées	Mesurer l'ampleur de la démarche	2	3	4			
	1.1.2	Nombre d'actions pour l'encadrement sanitaire recensées	LCA et coopératives engagées	Mesurer l'implication des coopératives	6	10	15			
	1.2.1	Nombre de lettres sanitaires pour la santé animale et de flashes/notes d'information aux coopératives	LCA	Evaluer le niveau d'information des adhérents	1/ mois	1/ mois	1/ mois			
	1.3.1	Suivre l'application des pratiques via la réalisation d'enquête	LCA	Connaître l'état d'avancement des coopératives	81%	100%	100%			
	1.3.2	Identifier et promouvoir les alternatives à l'utilisation de produits chimiques	LCA	Connaître l'état d'avancement des coopératives	1 flash/an	1 flash/an	1 flash/an			
	1.3.3	Mettre en place des formations et/ou un réseau d'échanges	LCA	Accompagner les coopératives	0	1 webinaire				

		entre coopératives					
	2.1.1	Révision des GBPH, évolu- tions des réf- erentiels, création de guides	LCA	Accompa- gner les coo- pératives	0	Evolution du référentiel Métiers du grain	1
	2.1.2	Développer des outils pratiques pour gérer les dangers biolo- giques	LCA	Accompa- gner les coo- pératives	0	Arbre de dé- cision sal- monelles	
PR OD UC T I O N S	<b>Objectif stratégique 1</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Des lettres d'information aux coopératives</li><li>- De la bibliographie,</li><li>- Des enquêtes sur la thématique des insectes ou des rongeurs pour connaître les pratiques et les difficultés</li><li>- Des formations ou des webinaires pour abonder en informations les coopératives</li></ul> <b>Objectif stratégique 2</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Révision ou évolutions des guides de bonnes pratiques d'hygiène, de référentiels de certification, dont La coopération agricole est co-propriétaires avec d'autres structures.</li><li>- Ou des guides pratiques mis en œuvre seul ou au sein des interprofessions</li><li>- Une lettre type de « veille qualité » à mettre en place</li><li>- Des formations ou des webinaires pour abonder en informations les coopératives</li></ul>						
	D I F F U S I O N  T R A N S F E R T	Publications diffusées dans les coopératives, et auprès de leurs représentants de clients : fédérations, interprofessions, pouvoirs publics					
Les coopératives ont un rôle d'accompagnement et de conseil auprès de leurs adhérents coopérateurs. La diffusion et le transfert des communications passent par ce canal.							
RE ALI- SA- TE UR S	LCA	Axelle Pieus			0,45 ETP		
	LCA	Laure Dommergues			0,4 ETP		
	LCA	Cécilia Goffinet			0,4 ETP		
	LCA	Nathalie Blaise			0,2 ETP		
	LCA CORSE	Mélanie Lorenzi			0,2 ETP		
	LCA	Régine Castet			0,19 ETP		
	LCA OCCITANIE	Sophie HUBY			0,05 ETP		
	PPAM de France	Guillaume Philippini			0,05 ETP		
	LCA	Françoise Ledos			0,02 ETP		

PR ES- TA- TAI RE S	Editeur et imprimeur pour la production d'ouvrages en version papier si besoin
PA RT EN AIR ES	<p>La coopération agricole participe aux travaux des organismes de normalisation (sans différenciation entre organismes de normalisation au sens ISO du terme et organismes professionnels mettant en place des documents de référence).</p> <p>LCA participe ou a mis en place des réseaux d'échanges avec les autres propriétaires de schémas qualité (GMP/GMP+/QS/OQUALIM) et les organismes certificateurs.</p> <p>LCA participe activement à l'élaboration de travaux de R et D avec les instituts techniques et les inter-professions.</p> <p>LCA est membre des Instances nationales : CNC, CNA, France AgriMer, certains groupes de travail avec le MAA.</p> <p>LCA est membre du Copa-Cogeca.</p>
PI- LO- TA GE	<p>L'animateur global du programme est Lucile Talleu. Chaque objectif opérationnel sera pris en charge également par un animateur de projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'animation de l'équipe des réalisateurs comprendra a minima : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Deux réunions plénières en début et fin d'année pour définir et évaluer le travail de l'année.</li> <li>o Une séance de travail plénière de deux jours en milieu d'année.</li> </ul> </li> </ul> <p>Des séances de travail spécifiques (par action, livrable...) en présentiel ou à distance en fonction des nécessités.</p>
<b>Moyens annuels approximatifs prévus pour la programmation 2022-2027</b>	
Moyens humains	1,96 ETP 9 réalisateurs
Moyens financiers	Coût total = 208 433 € Montant des crédits CASDAR demandés = 166 746 € Origine des autres financements prévisionnels de l'action : autofinancement

## AE4 - Structurer nos actions dans une logique One Health – One Welfare, pour la santé et le bien-être des hommes, des animaux et de l'environnement (OHOW). Opération 2 (OW) : « Contribuer au bien-être des animaux en veillant au bien-être des personnes à leur contact (One Welfare) »

Chef de projet	<p>Quentin PAUCHARD          Responsable du bien-être des animaux à La Coopération Agricole (Paris)  <a href="mailto:gpauchard@lacoopagri.coop">gpauchard@lacoopagri.coop</a>, 01 44 17 57 09</p>
Contributions aux ambitions du PNDAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>100%</b> - Produire une alimentation saine et durable qui réponde aux attentes des consommateurs et du citoyen sur l'accessibilité, la qualité et la traçabilité des aliments, le bien-être animal et la préservation de l'environnement</li> </ul>
Contribution aux thèmes prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>100%</b> - Bien-être animal</li> </ul>

### CONTEXTE

Les conditions de vie des animaux constituent aujourd'hui un sujet d'intérêt majeur et durable pour les citoyens-consommateurs, soucieux non seulement de la qualité des produits qu'ils consomment mais également de leur mode de production. L'impact environnemental, les conditions d'élevage ou encore la redistribution équitable de la valeur à tous les maillons sont désormais au cœur des préoccupations.

Ces conditions de vie peuvent être approchées par le prisme du bien-être animal (BEA). Le BEA est une notion complexe, au croisement de disciplines aussi variées que les médecines humaine et vétérinaire, les sciences sociales, l'économie ou encore le droit. Le BEA est également subjectif, c'est-à-dire que son appréciation varie d'un individu à l'autre ; ainsi, le bien-être d'une vache diffère de celui d'une poule qui lui-même peut différer du bien-être d'une autre poule. La Coopération Agricole (LCA) a été parmi les pionniers dans la reconnaissance du concept du « One Welfare » (« Un seul bien-être » en français), inspiré de l'initiative « One Health » (« Une seule santé »), et qui reconnaît les liens étroits entre bien-être des animaux et celui des personnes à leur contact, au sein d'un environnement dans lequel tous évoluent. Cette dimension permet de valoriser les avancées liées au bien-être des animaux mais également l'humain derrière ce bien-être – atout non-négligeable pour les éleveurs adhérents des coopératives, parfois ébranlés par des vidéos clandestines accusatrices et un lourd contexte d'agribashing. L'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) reconnaissent par ailleurs les bénéfices d'une approche « One Welfare » pour « favoriser l'application des normes [de l'OIE] sur le bien-être animal » et pour « améliorer le bien-être des animaux [et des personnes] dans les systèmes de production alimentaire ». **Julien Denormandie, Ministre français de l'Agriculture et de l'Alimentation, a confirmé cet orientation en acceptant de devenir « grand témoin » du recueil de La Coopération Agricole, le Théma « Bien-être animal : Les coopératives agricoles et le 'One Welfare' ».** Le « One Welfare » est de plus pour le ministère une composante intégrante du dispositif de formation des nouveaux « référents bien-être animal » en élevage, dispositif amené à se déployer sur les années 2022 et 2023 en formant au moins une personne dans tous les élevages de porcs et de volailles de France.

Les coopératives agricoles sont des acteurs majeurs pour toutes les espèces de rente et à toutes les étapes de leur vie. Au plus près des animaux, elles possèdent une expertise unique qui peut être valorisée par le travail de réseau. Ce travail de diffusion en santé et BEA dans le réseau accompagne les coopératives de toutes tailles et espèces animales à s'approprier les bonnes pratiques : cette dynamique « transversale et fédératrice » (retour du CSE – action 4 Qualité) est identifiée à la fois dans les objectifs stratégiques à vision 2030 de LCA et dans les objectifs opérationnels visés grâce au soutien du fonds CASDAR.

Le BEA n'avait pas été explicitement identifié lors de la précédente programmation et est très rapidement devenu un sujet incontournable. L'action 4 liée à la qualité a donc été restructurée pour réunir un

groupe de personnes du réseau LCA travaillant sur le bien-être animal, devenu avec les années un groupe d'experts. En 2021, ce groupe compte une 60aine de membres : des responsables BEA de coopératives, des personnes en charge du BEA dans les LCA régionaux et dans les unions régionales, et également des élus professionnels en charge du BEA. Ce sont des éleveurs à qui les Conseils d'administration de chaque section animale LCA ont confié un mandat pour suivre les sujets techniques BEA, de manière à apporter rapidement les orientations politiques nécessaires dans la gestion quotidienne des dossiers. Ces élus font des points réguliers de l'activité BEA auprès de leurs Conseils d'administration respectifs. Le groupe de travail inter-filières LCA sur le BEA échange sur les (nombreux) sujets d'actualité et travaille à la création de livrables communs. La composition hybride du groupe, à la fois politique et technique, lui permet d'être force de proposition auprès des Conseils d'administration, qui restent les décideurs finaux quant à la stratégie à adopter en matière de BEA dans chacune de leurs filières.

FI-NA-LI-TÉ

La finalité de cette opération 2 « One Welfare » est de structurer les actions du réseau LCA en matière de bien-être des animaux et des personnes. L'objectif est d'accompagner les coopératives dans l'appropriation des meilleures pratiques tout en s'appuyant et valorisant leur expertise technique auprès des parties prenantes.

OB-J-STRATÉGI-QUES

L'action se décline en trois objectifs stratégiques :

1. Créer de l'expertise sur le bien-être des animaux, des personnes, de l'environnement et sur leurs liens ;
2. Valoriser les travaux collectifs en œuvrant à la plus large diffusion de chaque expertise ;
3. Entretenir une dynamique de réseau autour du « One Welfare »

RE-SU-L-TAT-S

N°	Dénomination de l'indicateur	Intérêt de l'indicateur	Source de la donnée	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027
1	Nb de coopératives engagées dans le « One Welfare »	Quantifier les actions collectives et/ou transversales aux filières animales pour le bien-être	Suivi du groupe de travail sur le BEA sur les déploiements d'initiatives au niveau local	18 (Théma BEA)	40	100%
2	Nb de participants aux conférences et événements BEA	Ne pas laisser la parole aux détracteurs de l'élevage en accompagnant les coopératives dans la bonne diffusion d'information	Inscription aux événements et recensement (émargement, connectés au webinaire, vues Facebook ...)	Environ 500 au SPAC E 2021 + 70 au webinaire de février	Stable : Augmentation via le distanciel : 1000	Stable : augmentation via le distanciel : 1200

	3	Nb de coopératives engagées dans la prévention du suicide via le réseau Agri-Sentinelles	Quantifier l'engagement des coopératives dans la prévention du suicide des agriculteurs	Enquête dans le réseau LCA élargi, à compléter par un travail avec MSA/ARS	Estimée à 5	20	50	
OBJ. OPERATIONNELS	<p><u>Objectif stratégique n°1. Créer de l'expertise sur le bien-être des animaux, des personnes, de l'environnement et sur leurs liens</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Objectif opérationnel 1.1</b> : Identifier les bonnes pratiques et les axes d'amélioration dans une réflexion pluridisciplinaire</li> <li>• <b>Objectif opérationnel 1.2</b> : Contribuer à la formalisation des connaissances sur le « One Welfare »</li> </ul> <p>Notre connaissance du bien-être animal s'améliore de jour en jour, au gré des évolutions des connaissances dans chacune des disciplines. Il est essentiel d'accompagner ces évolutions en l'adaptant aux conditions françaises de détention des animaux, notamment en créant des outils d'état des lieux de la situation de bien-être pour chacune des espèces à tous les moments de leur vie et en combinant l'expertise technique des coopératives et la finesse du raisonnement scientifique dans des valorisations écrites sur le « One Welfare ».</p> <p><u>Objectif stratégique n°2 : Valoriser les travaux collectifs en œuvrant à la plus large diffusion de chaque expertise</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Objectif opérationnel 2.1</b> : Éclairer les décisions publiques et réglementaires grâce à l'expertise terrain des coopératives</li> <li>• <b>Objectif opérationnel 2.2</b> : Diffuser cette expertise dans le réseau des coopératives et auprès des parties prenantes externes</li> </ul> <p>Les productions réalisées dans le cadre de l'objectif stratégique n°1 doivent ensuite être valorisées, à la fois dans le réseau LCA pour que les coopératives se l'approprient et auprès des partenaires institutionnels de LCA pour faire rayonner l'expertise et se positionner comme un interlocuteur d'intérêt. Un gros travail est donc prévu sur la diffusion des connaissances, par exemple en organisant des conférences et webinaires.</p> <p><u>Objectif stratégique n°3 : Entretenir une dynamique de réseau autour du « One Welfare »</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Objectif opérationnel 3.1</b> : Animer un réseau dédié au bien-être des animaux, des personnes et de l'environnement</li> <li>• <b>Objectif opérationnel 3.2</b> : Participer à des réseaux externes pour le bien-être des animaux et des acteurs</li> </ul> <p>Pour coconstruire une expertise avec l'ensemble des représentations des régions et pour garantir la bonne appropriation des expertises dans les territoires, il est indispensable d'entretenir la dynamique de réseau déjà mise en place en interne autour du « One Welfare », en l'élargissant. Cette dynamique vise également les acteurs externes : consommateurs, scientifiques ou encore professionnels de disciplines encore peu / insuffisamment associées comme certaines sciences humaines.</p> <p>Lors du précédent programme, La Coopération Agricole, ALLICE et IDELE ont développé le Réseau Agri-Sentinelles qui associe les principales organisations professionnelles agricoles dans la prévention du risque de suicide chez les agriculteurs. L'objectif de ce projet est de sensibiliser et de former toutes les personnes gravitant autour de l'agriculteur, les sentinelles, à la détection de signaux de détresse pour ainsi l'orienter vers les dispositifs d'écoute et d'accompagnement existants. L'enjeu des prochaines années est de réussir à former massivement les sentinelles.</p>							
CIBLE	Toutes les coopératives : principalement celles des filières animales, mais dans une plus large mesure toutes les coopératives agricoles qui souhaitent s'appuyer des arguments objectifs et argumentés pour la pérennité du modèle d'élevage français et travailler à la prévention de la détresse et du suicide dans les populations agricoles. Le réseau Agri Sentinelles concerne l'ensemble du tissu coopératif.							

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Objectif opérationnel 1.1</b> : Identifier les bonnes pratiques et les axes d'amélioration						
<b>Tâche 1.1.1</b> : Suivre ou coordonner des projets R&D pour créer puis déployer des outils de diagnostics du BEA pour toutes les espèces à chaque maillon de leur vie	X	X	X	X	X	X
<b>Tâche 1.1.2</b> : Développer des parcours pédagogiques communs	X ingé- nierie	X Mise en œuvre	X lance- ment	X	X	X
<b>Tâche 1.1.3</b> : Elaborer ou contribuer à des guides contribuant au BE des animaux, des personnes et/ou de leur environnement	X	X	X	X	X	X
<b>Objectif opérationnel 1.2</b> : Contribuer à la formalisation des connaissances sur le « One Welfare »						
<b>Tâche 1.2.1</b> : Rédiger ou contribuer à des articles de presse, des articles scientifiques ou scientifiquement argumentés	X	X	X	X	X	X
<b>Tâche 1.2.2</b> : Participer aux travaux dédiés à la relation Homme/Animal	X	X	X	X	X	X
<b>Objectif opérationnel 2.1</b> : Éclairer les décisions publiques et réglementaires grâce à l'expertise terrain des coopératives						
<b>Tâche 2.1.1</b> : Apporter la contribution technique et politique des coopératives agricoles dans les instances de consultation/ concertation du MAA	X	X	X	X	X	X
<b>Tâche 2.1.2</b> : Mobiliser le réseau LCA sur le sujet du BEA auprès des services du MAA	X	X	X	X	X	X
<b>Objectif opérationnel 2.2</b> : Diffuser cette expertise dans le réseau des coopératives et auprès des parties prenantes externes						
<b>Tâche 2.2.1</b> : Organiser et contribuer à des conférences et tables rondes d'experts in et hors réseau (par ex : conférences LCA au SPACE et au Sommet de l'élevage)	X tous les ans	X	X	X	X	X
<b>Tâche 2.2.2</b> : Créer des liens avec les lycées d'enseignement agricole pour valoriser l'expertise et les bonnes pratiques identifiées en oo 1 (par ex : envoyer le Théma BEA)	X	X	X	X	X	X
<b>Objectif opérationnel 3.1</b> : Animer un réseau dédié au bien-être des animaux, des personnes et de l'environnement						
<b>Tâche 3.1.1</b> : Réunir régulièrement un ensemble de responsables BEA et d'élus BEA des coopératives et des unions régionales	X tous les ans	X	X	X	X	X

	<b>Tâche 3.1.2</b> : Diffuser des veilles mensuelles BEA, analytique et/ou extensives des prises de positions publiques			X Tous les ans	X	X	X	X	X
	<b>Objectif opérationnel 3.2</b> : Participer à des réseaux externes pour le bien-être des animaux et des acteurs								
	<b>Tâche 3.2.1</b> : Contribuer au déploiement du réseau Agri-Sentinelles			X Etat des lieux	X Déploiement troussé de secours	X	X	X	X
	<b>Tâche 3.2.2</b> : Intégrer le RMT One Welfare			X	X	X	X	X	X
	<b>Tâche 3.2.3</b> : S'enrichir d'échanges avec des spécialistes encore peu associés : psychologues, ergonomes ou autres			X	X	X	X	X	X

INDICATEURS - REALISATION	N° tâche	Dénomination de l'indicateur	Source de la donnée	Intérêt de l'indicateur	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027
	1.1.1	Nb d'outils diffusés	GT BEA LCA	Donner la possibilité de faire un état des lieux	A définir	/	/
	1.1.2	Nb de parcours pédagogiques réalisés	GT BEA LCA	Accompagner la formation des personnels	0	1	2
	1.1.3	Nb de guides réalisés	GT BEA LCA	Favoriser certaines bonnes pratiques	1	2	3
	1.2.1	Nb d'articles rédigés	GT BEA LCA	Montrer l'expertise LCA	2	5	10
	1.2.2	Nb de travaux suivis sur la RHA	GT BEA LCA	Investiguer la dimension des relations homme/animal pour le bien-être	A définir	/	/
	2.1.1	Coordination OPA auprès de la DGAL	GT BEA LCA	Faciliter l'échange	1 (diag Plan de relance)	2	3
	2.1.2	Travaux suivis avec le MAA	GT BEA LCA	Apporter l'expertise technique des coops pour contribuer à la stratégie BEA MAA	2 (caudectomie, transport)	Selon actualité	Selon actualité
	2.2.1	Nb de conférences, webinaires etc.	GT BEA LCA	Multiplier les prises de paroles publiques	3 (webinaire,	9	15

				SPACE , Sommet)			
	2.2.2	Lycées contactés	GT BEA LCA	Apporter du concret et valoriser le système coop	1 (Rambouillet)	100	200
	3.1.1	Nb de GT BEA LCA	GT BEA LCA	Favoriser les contacts entre salariés en charge du BEA	7 à 10/an	Stable	Stable
	3.1.2	Nb de veilles	GT BEA LCA	Diffuser régulièrement l'information	2/mois (sauf été et Noël)	Stable	Stable
	3.2.1	Nb de sentinelles	Enquête réseau + partenariat à monter avec MSA et ARS	Montrer l'engagement des coops dans la prévention du suicide	A définir	/	/
	3.2.2	Travaux avec le RMT One Welfare	GT BEA LCA	S'enrichir des réflexions et actions du RMT	1 (colloque d'ouverture)	2	3
PRODUCTIONS	<p><b>Objectif stratégique 1</b> (finalité de création de livrables &gt; plus de livrables que les autres objectifs stratégiques)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Publication d'un Théma sur le BEA en 2021 ; mise à jour envisagée en 2025 via un article dans les Cahiers du développement coopératif</li> <li>- Création d'un parcours pédagogique pour la formation BEA (horizon 2022)</li> <li>- Travail sur la formation des RPA centre de rassemblement (2023)</li> <li>- Rédaction d'articles dans la presse (ex : Réussir Porcs en juillet 2021, article Wikipédia sur le « One Welfare » début 2021). Nous visons 2 articles par an.</li> <li>- Organisation d'un webinaire tous les deux ans</li> </ul> <p><b>Objectif stratégique 2</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation d'une conférence au SPACE (Rennes) et d'une conférence au Sommet de l'élevage (Clermont-Ferrand) chaque année</li> <li>- Diffusion de lettres de veille : une analytique (10/an) et une médiatique exhaustive (12/an)</li> </ul> <p><b>Objectif stratégique 3</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête sur les Agri-Sentinelles (2021)</li> <li>- Site Internet Agri-Sentinelles à faire vivre et évoluer (<a href="https://reseau-agri-sentinelles.fr/">https://reseau-agri-sentinelles.fr/</a>)</li> </ul> <p>Développement d'outils à destination des sentinelles. Le processus a été engagé en 2021 pour début de réalisation à partir de 2022 (informations en région, formations, « trousse de premiers secours »)</p>						
DIFFUS	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diffusion par mail dans le réseau LCA, les partenaires institutionnels et professionnels</li> <li>- Conférences et webinaires enregistrés autant que possible et diffusés sur la chaîne YouTube de LCA</li> <li>- Retransmission en live au SPACE 2021 sur le Facebook de LCA</li> <li>- Diffusion du Théma BEA sur les plateformes de eBooks</li> </ul>						

ION	- Campagne réseaux sociaux via le Twitter de LCA Pôle animal et sur le Instagram/Facebook/Twitter de LCA		
TRANSFERT	Les coopératives jouent un rôle d'accompagnement et de conseil auprès de leurs adhérents coopérateurs. La diffusion et le transfert des communications passent par ce canal. Le GT BEA est composé d'éleveurs référents qui ensuite diffusent l'information via les Conseils d'administration de chaque section animale LCA à l'ensemble des coopératives adhérentes. Les coopératives se font ensuite le relais de ces informations à leurs éleveurs.		
REALISATEURS	LCA	Quentin Pauchard	0,7 ETP
	LCA AURA	Fabien Sevin	0,2 ETP
	LCAO	Maude Marpault	0,2 ETP
	LCA OCCITANIE	Sophie HUBY	0,15 ETP
	LCA	Benjamin Perdreau	0,05 ETP
	LCA	Françoise Ledos	0,02 ETP
	LCA CORSE	Mélanie Lorenzi	0,02 ETP
PRESTATAIRES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communicants, éditeur et imprimeur pour la production d'ouvrages en version papier (Théma, guides...).</li> <li>- Sur le réseau Agri-Sentinelles : IDELE – Institut de l'élevage, en charge de l'animation du réseau</li> </ul>		
PARTENAIRES	<p>Nous souhaitons établir des relations étroites avec les interprofessions animales et autres représentants professionnels (éleveurs, transporteurs, abatteurs, vétérinaires ...), les instituts de recherche publics et techniques et les chambres d'agriculture, les établissements d'enseignement agricole et les organisations issues de la société civile (protection animale et consommateurs notamment).</p> <p>La Coopération Agricole s'est portée volontaire pour la création du RMT « One Welfare » et, bien que non-inclue à l'équipe organisatrice, LCA a participé au colloque d'ouverture et souhaite contribuer aux travaux de ce réseau de manière stratégique et structurante.</p> <p>La Coopération Agricole suit également les avancées des travaux liés à la relation Homme/animal, en participant par exemple au projet CASDAR RHAPorc aux côtés de l'IFIP – Institut du porc et de la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne ou en participant aux comités de pilotage d'études de l'IDELE – Institut de l'élevage. LCA a également intégré en 2019 un collectif d'échanges dédié : le Forum Homme/animaux et société.</p> <p>Enfin, La Coopération Agricole travaille avec l'IDELE – Institut de l'élevage et ALLICE sur le réseau Agri-Sentinelles et s'est rapproché de la Mutualité sociale agricole et des Agences régionales de santé pour faire émerger les synergies dans l'opérationnalisation du réseau Agri-Sentinelles.</p>		
PILOTAJE	<p>L'animateur global de l'action et de l'opération 1 est Lucile Talleu. L'animateur de l'opération 2 est Quentin Pauchard.</p> <p>L'ensemble de l'équipe des réalisateurs fait partie du GT BEA LCA. L'animation de ce GT comprendra a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Trois réunions plénières en début, milieu et fin d'année pour définir et évaluer le travail de l'année.</li> <li>- Des séances de travail spécifiques (par sujet, livrable...) en présentiel ou à distance en fonction des nécessités et des actualités.</li> </ul>		

#### Moyens annuels approximatifs prévus pour la programmation 2022-2027

Moyens humains	1,34 ETP 14 réalisateurs 0,17 ETP/réalisateur
Moyens financiers	Coût total = 134 096 € Montant des crédits CASDAR demandés = 107 277 € Origine des autres financements prévisionnels de l'action : autofinancement

## AE 5 - Répondre aux attentes des parties prenantes, dont les consommateurs, par les démarches RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) des coopératives agricoles et agroalimentaires (RSE)

Chef de projet	Benjamin Perdreau, La Coopération Agricole, Responsable RSE, <a href="mailto:bperdreau@lacoop-pagri.coop">bperdreau@lacoop-pagri.coop</a> , 06 43 55 71 47
Contributions aux ambitions du PNDAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>50%</b> - Assurer la viabilité économique et la résilience des exploitations, le renouvellement des générations, ainsi que l'amélioration des conditions de travail des actifs agricoles, et améliorer la rémunération des agriculteurs et la compétitivité de l'agriculture française</li> <li>• <b>50%</b> - Produire une alimentation saine et durable qui réponde aux attentes des consommateurs et du citoyen sur l'accessibilité, la qualité et la traçabilité des aliments, le bien-être animal et la préservation de l'environnement</li> </ul>
Contribution aux thèmes prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>50%</b> - Création de chaînes de valeur équitables favorisant une relocalisation des productions et une valorisation des modes de production agro-écologiques</li> <li>• <b>50%</b> - Mobilisation du levier du numérique pour soutenir la conception, le pilotage, l'essaimage et la valorisation de systèmes de production agricole innovants</li> </ul>

### CONTEXTE

La Coopération Agricole a, depuis le début des années 2000, orienté ses travaux sur la prise en compte des enjeux du développement durable (bilan sociétal, diagnostics SD21000 puis 3D, notation AFAQ...) pour accompagner les coopératives dans le déploiement de ces démarches de transition.

Ces travaux font directement le lien avec les nouvelles attentes sociétales : transition agro-écologique, économie circulaire, changement climatique, ancrage territorial, partage de la valeur... La RSE n'a jamais été autant mentionnée dans le débat public qu'actuellement. Sa forte présence devrait se poursuivre durant les prochaines années avec les réflexions au niveau européen sur le devoir de vigilance, la gouvernance responsable ou les rapports RSE. Sur ce dernier point, les évolutions réglementaires vont faire évoluer les seuils. A partir de 2024, les entreprises ayant un total du bilan supérieur à 20 M € ou un chiffre d'affaires supérieur à 40 M €, et plus de 250 salariés devront toutes publier un rapport sur « l'information en matière de durabilité » ce qui représentera aux alentours de 190 coopératives. Cette réglementation prendra le relais de celle portant sur l'obligation de DPEF (Déclaration de performance extra-financière) à laquelle sont déjà soumises les entreprises non cotées de plus de 100 millions d'euros de CA ou de total bilan et de plus de 500 salariés, soit une quarantaine de coopératives. A noter l'importance du volet relations avec les coopérateurs dans les démarches RSE mises en place par les coopératives. En effet, cette partie prenante est centrale pour la coopérative puisqu'elle est, à la fois, sociétaire, client et fournisseur de la coopérative. Au-delà des enjeux de gouvernance et d'ancrage territorial, de nombreux enjeux environnementaux portent sur le maillon production. Le rôle de la coopérative est donc essentiel dans le conseil que celle-ci peut apporter aux adhérents dans l'évolution de leurs pratiques pour répondre aux attentes sociétales. Ces différents efforts réalisés par l'amont agricole sont valorisés au travers des DPEF des coopératives via des indicateurs de performance et des indicateurs de réalisation. C'est pour cette raison que l'analyse des DPEF publiées par les coopératives est essentielle pour quantifier les efforts déployés par les coopératives dans les transitions.

La déclinaison de l'ISO 26000 pour l'agroalimentaire au niveau international avec l'ISO 26030, qui a été publiée début 2020, permet de donner aux acteurs de l'agroalimentaire des outils pertinents et reconnus. Notons que ce projet a été inscrit à notre programme prévisionnel dès 2015 et nécessité plusieurs années de travail qui n'ont été rendus possibles que grâce aux moyens du CASDAR. Le portage par La Coopération Agricole de ce projet ainsi que la récente publication sur les ODD (Objectifs de Développement Durable) permettent d'être reconnus sur cette thématique et donnent aux acteurs français le mérite d'avoir mené à bien la rédaction d'une norme dans laquelle plus de 30 pays prenaient part. De nombreuses autres organisations professionnelles de l'agroalimentaire se sont emparées du sujet et La Coopération Agricole doit pouvoir rester en avance de phase durant les prochaines années. Le

	<p>sujet de la reconnaissance et de la valorisation des démarches RSE auprès des clients et consommateurs sera l'enjeu des prochaines années.</p> <p>Même si la RSE est devenue omniprésente, cette dernière n'a pas encore convaincu l'ensemble des coopératives. Cette décennie est cruciale pour embarquer les coopératives dans des démarches RSE et ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable en 2030 et prouver ainsi leur impact positif dans l'alimentation.</p> <p>Au travers de ce nouveau programme d'action dédié à la RSE, La Coopération Agricole souhaite donc renforcer son action pour identifier les leviers et construire un argumentaire pour convaincre un maximum de coopératives du bien-fondé des démarches RSE.</p> <p>La Coopération Agricole voit dans la RSE un levier de différenciation sur les marchés permettant ainsi de répondre aux attentes des parties prenantes dont les consommateurs. Un travail important à mener est d'identifier au mieux les attentes de ces derniers ainsi que leur évolution.</p> <p>Ces deux axes répondent aux propositions d'amélioration de la précédente évaluation du programme soulevées lors du bilan réalisé par le CSE. Celui-ci pointait la nécessaire approche économique de la RSE pour permettre l'appropriation de la RSE au sein des coopératives. Il proposait également d'établir un réel dialogue avec les représentants des consommateurs et de mettre en œuvre davantage d'actions transversales fédératrices, notamment sur la gestion de crise et l'évolution des modes de consommation. Les actions proposées dans ce nouveau programme permettent de répondre à ces attentes exprimées par le CSE.</p> <p>Les projets envisagés dans le cadre de cette action RSE sont en accord avec la raison d'être de La Coopération Agricole : « Bâtisseurs solidaires d'une alimentation durable et de territoires vivants ». Les travaux menés sur l'impact socio-économique des coopératives sur leurs territoires permettront de quantifier le fort ancrage territorial des coopératives et de donner des pistes pour l'améliorer. Cette action répond aux « territoires vivants » de la raison d'être de La Coopération Agricole. L'« alimentation durable » sera le sujet du troisième objectif stratégique en travaillant sur le lien avec le consommateur et les parties prenantes pour lui proposer une alimentation durable et accompagner le développement des filières durables. L'aspect « Bâtisseurs solidaires » sera abordé par différentes actions visant à quantifier la valeur apportée par le modèle coopératif. Au-delà de l'adoption de cette raison d'être par La Coopération Agricole dont la RSE permet de répondre aux différents axes, il est à noter l'ouverture de cette dernière au dialogue avec les parties prenantes par l'instauration d'un comité des parties prenantes en cours de constitution après la décision du conseil d'administration de le mettre en place, en 2021.</p>
FINANCIÈRE	<p>La finalité de notre action est de <i>répondre aux attentes des parties prenantes, dont les consommateurs, par les démarches RSE des coopératives agricoles et agroalimentaires.</i></p> <p>Les clients des coopératives et certains consommateurs sont de plus en plus demandeurs d'une alimentation durable. Ces attentes sont multiples et versatiles. En accompagnant les coopératives dans la mise en place de démarches RSE, ces dernières disposent d'un mode de pensée leur permettant d'appréhender les différents enjeux de la RSE s'articulant autour des 3 piliers du développement durable : économie, social et environnemental et ainsi de répondre à ces attentes.</p> <p>Pour convaincre les coopératives d'adopter ces démarches, un argumentaire mettant en avant les leviers d'une démarche RSE doit être construit qui aborde également les aspects économiques.</p>
OBJECTIFS STRATÉGIQUES	<p>L'action RSE portée par La Coopération Agricole lors de ce programme 2022/2027 sera constituée de 3 objectifs stratégiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Identifier les leviers pour convaincre les coopératives de l'intérêt de la RSE</li> <li>2. Accompagner les coopératives dans leurs démarches RSE</li> <li>3. Répondre aux attentes des parties prenantes, consommateurs notamment</li> </ol>



RE-SULTATS	N° Os	Dénomination de l'indicateur	Intérêt de l'indicateur	Source de la donnée	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027
	1.1	Nombre de coopératives ayant réalisé l'évaluation de leur impact socio-économique sur leur territoire	Identifier un des leviers pour convaincre les coopératives de l'intérêt de la RSE	Vertigo Lab	10	50	100
	2.1	Nombre de coopératives labellisées RSE	Permettre de mettre en avant la dynamique coopérative sur la RSE	AFNOR Certification	5	20	50
	2.2	Nombre de coopératives publiant un rapport RSE	Valoriser la communication extra-financière des coopératives	Sites internet	31	50	75
	3.1	Nombre de solutions coopératives recensées	Valoriser les actions engagées par les coopératives	Site des Solutions Coopératives	268	500	750
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<p>L'objectif stratégique n°1, identifier les leviers pour convaincre les coopératives de l'intérêt de la RSE, se compose de deux objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>1.1 Démontrer l'avantage compétitif de la RSE pour les coopératives.</b> La question du retour sur investissement d'une démarche RSE est souvent avancée dans les freins au déploiement d'une telle démarche. Apporter des réponses à ces freins permettra de convaincre de l'intérêt à mettre en place une démarche RSE auprès des entreprises non convaincues.</li> <li>• <b>1.2 Assurer via la RSE de meilleures conditions financières :</b> la RSE doit permettre de disposer de meilleures conditions financières pour la coopérative. C'est pour cette raison que différents travaux seront menés avec la sphère financière pour prendre en considération les engagements RSE des coopératives.</li> </ul> <p>L'objectif stratégique n°2, accompagner les coopératives dans leurs démarches RSE, se compose également de deux objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>2.1 S'appuyer sur le panel d'outils pour répondre aux différentes attentes des coopératives :</b> de nombreux outils ont été développés lors du programme précédent. L'idée est de poursuivre l'utilisation de cette boîte à outils pour s'adapter aux besoins des coopératives dans le déploiement de démarches RSE, en fonction de leurs caractéristiques. Cette boîte à outils pourra également s'enrichir en fonction des nouveaux besoins exprimés par les coopératives, en particulier sur la publication des données extra-financières.</li> </ul> <p>L'objectif stratégique n°3, répondre aux attentes des parties prenantes, consommateurs notamment, comporte deux objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>3.1 Identifier et mieux comprendre les attentes des consommateurs et autres parties prenantes :</b> La RSE permet de mieux cerner les attentes des consommateurs et des parties prenantes vis-à-vis des coopératives. La Coopération Agricole a un rôle de veille sur l'évolution de ces attentes et de diffusion auprès des coopératives.</li> </ul>						

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>3.2 Développer et promouvoir les filières durables</b> : le développement de filières durables permet de répondre aux attentes croissantes des parties prenantes avec des enjeux de commerce équitable, d'affichage, d'information du consommateur et de transparence.</li> </ul>
CIB LES	<p>Approche purement volontaire durant la dernière décennie, un renforcement des demandes des clients, consommateurs et de la législation fait de la RSE une démarche incontournable pour une majorité des coopératives. Même si les contraintes réglementaires sur la RSE touchent plus spécifiquement les ETI et les Grands Groupes, toutes les coopératives sont aujourd'hui questionnées sur les enjeux de durabilité et sont concernées.</p> <p>Au sein des coopératives, les publics touchés sont les dirigeants et les opérationnels en charge du sujet bien sûr, mais également les coopérateurs. Au travers des DPEF publiées par les entreprises, on constate que, parmi les enjeux qui ressortent fortement, bon nombre d'entre eux sont travaillés à l'échelle des exploitations agricoles, plus particulièrement sur le volet environnemental. En effet, la base de données AgriBalyse développée par l'ADEME estime que près de 80% des impacts environnementaux de l'agroalimentaire sont liés à la phase de production. La mise en place de démarches RSE au sein des coopératives doit également embarquer et avoir un impact auprès des coopérateurs.</p>
CO NT EN U	<p><b>Objectif stratégique n°1, identifier les leviers pour convaincre les coopératives de l'intérêt de la RSE</b></p> <p><b>1.1 Démontrer l'avantage compétitif de la RSE pour les coopératives :</b></p> <p><b>Tâche 1.1.1 : Réaliser une étude sur le rôle de la RSE dans la compétitivité des coopératives.</b> La question du retour sur investissement d'une démarche RSE est une véritable arlésienne. Le premier contenu de cet objectif opérationnel est donc de mener une étude pour prouver le gain de compétitivité dans les coopératives engagées dans des démarches RSE. Cette étude sera une approche similaire à celle déployée en 2016 par France Stratégie qui a trouvé une corrélation entre les entreprises les plus engagées en RSE et un gain de compétitivité de 13%. Cette donnée nourrira l'argumentaire à destination des coopératives qui hésitent à s'engager dans des démarches RSE.</p> <p><b>1.2 Assurer via la RSE de meilleures conditions financières</b> : le second objectif opérationnel de cet objectif stratégique cherche à identifier des conditions financières favorables pour les coopératives via le déploiement d'une démarche RSE. Plusieurs actions sont envisagées dans ce cadre :</p> <p><b>Tâche 1.2.1 : Développer des nouvelles sources de financement</b> : les transitions dans le secteur alimentaire présentent un coût de financement non négligeable : 9Md€, selon une estimation réalisée par La Coopération Agricole, soit six fois plus que les investissements actuellement réalisés. Pour accompagner les coopératives dans le financement des transitions, La Coopération Agricole souhaite mettre à disposition de nouvelles sources de financement.</p> <p><b>Tâche 1.2.2 : Accompagner les coopératives dans le déploiement de la taxonomie durable européenne</b> : ce nouveau règlement européen fléchera les investissements vers des activités jugées comme étant durables. Pour que les coopératives et leurs adhérents puissent bénéficier de ces sources d'investissement, La Coopération Agricole souhaite les accompagner dans le déploiement et la valorisation de ce cadre de référence.</p> <p><b>Tâche 1.2.3 : Poursuivre les travaux visant à quantifier les impacts socio-économiques des coopératives sur les territoires</b> : des premiers travaux ont été finalisés en Nouvelle Aquitaine en 2021, pour mesurer l'impact socio-économique des coopératives sur le territoire, avec l'appui du cabinet Vertigo Lab et de la Région Nouvelle-Aquitaine. Des résultats très positifs ont été obtenus et La Coopération Agricole souhaite dupliquer cette approche dans les différentes régions. Ce projet permettra à chaque coopérative de disposer de données et de mieux appréhender cet axe de la RSE, spécifique des coopératives agricoles.</p> <p>Objectif stratégique 2 : Accompagner les coopératives dans leurs démarches RSE</p> <p><b>2.1 S'appuyer sur le panel d'outils pour répondre aux différentes attentes des coopératives</b></p> <p><b>Tâche 2.1.1 Diffusion et enrichissement de la boîte à outil « parcours RSE »</b> : Le <a href="https://drive.google.com/file/d/1Ly0KnOzCyIBl3FsfgNo0l2CDD2fe2hGf/view?usp=sharing">parcours RSE</a> (<a href="https://drive.google.com/file/d/1Ly0KnOzCyIBl3FsfgNo0l2CDD2fe2hGf/view?usp=sharing">https://drive.google.com/file/d/1Ly0KnOzCyIBl3FsfgNo0l2CDD2fe2hGf/view?usp=sharing</a>) proposé par</p>

La Coopération Agricole sera poursuivie en faisant appel aux outils déjà développés et qui seront améliorés. Ce parcours RSE permet de répondre aux différents besoins des coopératives en fonction de leur maturité : sensibilisation, formation, diagnostic, label RSE... Une attention particulière sera apportée sur l'appropriation de ces outils par les coopératives. Des réflexions seront également menées pour développer des outils de mesure d'impact.

**Tâche 2.1.2 : Développement de la démarche AgriConfiance :** Cette boîte à outils comporte également la démarche Agri Confiance qui rassemble aujourd'hui plus de 20 000 coopérateurs et plus de 40 coopératives. Ce label, reconnu au niveau 2 de la certification environnementale des exploitations, est une démarche qualité globale qui prend en compte l'ensemble de la chaîne de production et évalue la qualité, l'environnement et la RSE. C'est un des labels de l'agroécologie qui regroupe plus de 20000 adhérents.

**Tâche 2.1.3 : aider les coopératives à appréhender la directive CSRD :** Les coopératives sont de plus en plus sollicitées dans la transmission des données extra financières. Un accompagnement sera proposé aux coopératives pour appréhender au mieux la nouvelle directive CSRD (Corporate Social Responsibility Declaration). Cet accompagnement pourra se faire via l'actualisation du guide du reporting RSE que nous avons publié en 2018 ([https://www.dropbox.com/s/jeqclhdubw6zc8/20180619\\_Guide\\_REPOR-TIN\\_RSE\\_2emeEdition.pdf?dl=0](https://www.dropbox.com/s/jeqclhdubw6zc8/20180619_Guide_REPOR-TIN_RSE_2emeEdition.pdf?dl=0)).

**Tâche 2.1.4 : Observatoire des enjeux RSE des entreprises :** Dans la poursuite des travaux menés en 2021 sur l'analyse des rapports RSE des coopératives, de nouveaux travaux menés à intervalle régulier, tous les deux ans, pourraient permettre de développer un observatoire des enjeux RSE des coopératives. Ces données permettront aux coopératives d'identifier les enjeux émergents de l'agroalimentaire et la façon d'y répondre.

Objectif stratégique 3 : Répondre aux attentes des parties prenantes, consommateurs notamment

### **3.1 Identifier et mieux comprendre les attentes des consommateurs et autres parties prenantes**

**Tâche 3.1.1 Veille portant sur les attentes des consommateurs :** La veille est un outil puissant pour identifier les évolutions des attentes des parties prenantes et plus particulièrement des consommateurs. Des travaux de veille sont menés au sein de La Coopération Agricole. Toutefois, une analyse plus poussée de la veille pourrait permettre de dégager des tendances et ainsi identifier des sujets nouveaux sur lesquels les coopératives et La Coopération Agricole doivent travailler. Ce renforcement vient répondre à une piste d'amélioration suggérée par le CSE dans son évaluation.

**Tâche 3.1.2 Analyse et diffusion d'étude sur les attentes consommateurs :** Les consommateurs doivent être consultés pour identifier les qualités qu'ils attribuent aux produits coopératifs. Une première étude fut menée en 2021 par le CREDOC et présente des spécificités pour les produits coopératifs en lien avec la RSE. Des travaux seront menés pour valoriser et communiquer sur ces spécificités. Une nouvelle étude sera menée pour constater l'évolution de la perception des consommateurs sur les produits coopératifs.

**Tâche 3.1.3 Identification d'associations de consommateurs et travaux en commun à définir :** Des travaux peuvent également être menés avec les associations de consommateurs pour améliorer la connaissance de chacun et ainsi développer des filières alimentaires durables répondant aux attentes des consommateurs.

### **3.2 Développer et promouvoir les filières durables**

**Tâche 3.2.1 Assurer la vie du site des Solutions Coopératives :** Les coopératives proposent dès à présent des solutions pour répondre aux multiples enjeux de la transition alimentaire. Le site des Solutions Coopératives sera poursuivi et complété avec les différentes bonnes pratiques référencées par les coopératives.

**Tâche 3.2.2 Travaux sur l'affichage d'informations aux consommateurs :** Les coopératives seront accompagnées aussi bien dans le décodage de la réglementation que dans la mise en place sur les différents sujets en lien avec les questions d'affichage et d'information du consommateur : nutrition, origine, environnement, social... Ces sujets touchent également à la question du numérique. Les plateformes Num-Alim et Numagri sont 2 projets collectifs de la filière alimentaire qui ont pour objectif d'exploiter les données numériques générées par les agriculteurs et les coopératives agricoles tout au long de la chaîne alimentaire, pour répondre aux attentes des consommateurs en leur apportant les informations qu'ils attendent, et en orientant la production en tenant compte des attentes sociétales.

			2022	2023	2024	2025	2026	2027	
	Tâche 1.1.1	x	x	x		x	X		
	Tâche 1.2.1	x	X			x	X		
	Tâche 1.2.2	x	x	x					
	Tâche 1.2.3	X	x	x	x	x	x		
	Tâche 2.1.1	X	X	X	x	x	X		
	Tâche 2.1.2	x	x	x	x	x	x		
	Tâche 2.1.3	X	x	x	x	x	X		
	Tâche 2.1.4		x		x		X		
	Tâche 3.1.1	x	x	x	x	x	x		
	Tâche 3.1.2			x			x		
	Tâche 3.1.3	X	X	X	X	X	X		
	Tâche 3.2.1	X	X	X	X	X	x		
	Tâche 3.2.3	X	X	X	X	X	X		

INDICATEURS DE RÉALISATION	N° tâche	Dénomination de l'indicateur	Source de la donnée	Intérêt de l'indicateur	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027	
	1.1.1	Réalisation de l'étude sur l'impact économique de la RSE	La Coopération Agricole	Consolider l'argumentaire RSE vis-à-vis des coopératives	0	1	1	
	1.2.1	Réalisation d'une sur les modes de financement liés à la RSE	La Coopération Agricole	Informier les coopératives des différents dispositifs	0	1	2	
	1.2.2	Pourcentage de coopératives qui publient les indicateurs « Taxonomie » dans leurs rapports RSE	Rapports RSE des coopératives	Prouver l'alignement des coopératives avec des activités jugées comme durables	0	50	80	
	1.2.3	Nombre de régions ayant déployé l'outil d'impact socio-économique	Vertigo Lab	Proposer à toutes les coopératives de mesurer son ancrage territorial	1	4	8	
	2.1.1	Proposer un outil de diagnostic RSE de première approche en ligne	La Coopération Agricole	Capter un grand nombre de coopératives dans une démarche RSE	0	1	1	
	2.1.2	Nombre de coopératives engagées dans la démarche Agri Confiance	Association Agri Confiance	Mesurer l'impact de la démarche	34	45	60	

	2.1.3	Publication du guide sur la CSRD	La Coopéra- tion Agricole	Accompagner les coopératives dans leur communication extra financière	0	1	1
	2.1.4	Publication d'une info- graphie sur les enjeux RSE des coopératives	LCA	Informar les coopé- ratives des princi- aux enjeux RSE	0	2	4
	3.1.1	Réalisation d'une fiche de veille annuelle	LCA	Illustre la capacité de veille et pros- pective	1/an	1/an	1/an
	3.1.2	Réalisation d'études sur les produits coopé- ratifs	CREDOC La Coopéra- tion Agricole Association de consom- mateurs	Identifier la percep- tion des consom- mateurs vis-à-vis des produits coopé- ratifs	1	2	3
	3.1.3	Nombre d'actions con- duites avec des asso- ciations de consom- mateurs	LCA	Montrer la capacité des coopératives à nouer des partena- riats avec les con- sommateurs	0	2	5
	3.2.1	Nombre de solutions coopératives sur le site des Solutions	LCA	Identifier la dyna- mique d'innovation	268	500	700
	3.2.2	Développer un outil fa- cilitant l'affichage envi- ronnemental	La Coopéra- tion Agricole	Accompagner les coopératives dans le déploiement de filère de commerce équitable	0	1	1
PR OD UC- TION S	<p>Les principaux livrables attendus de cette action sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Guide sur la directive CSRD (Corporate Social Responsibility Declaration) en 2023</li> <li>- Guide sur la taxonomie en 2023</li> <li>- Etude sur l'impact économique de la RSE en 2022</li> <li>- Etude sur financement des transitions en 2023</li> <li>- Publication de la veille annuelle à partir de 2022</li> <li>- Théma sur les filières équitables en 2024</li> <li>- Mise à jour du Théma ODD en 2026</li> <li>- Mise à jour du Théma Solutions en 2027</li> <li>- Dossier RSE dans les Cahiers 2025</li> <li>- Actualisation du MOOC RSE</li> </ul>						
DIF FU- SION N	<p>Les différents livrables issus des travaux du CASDAR disposeront d'une diffusion large, adaptée en fonction de la période et du contexte. Toutefois, il est à noter que la plupart des livrables connaissent le schéma de diffusion suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evènement de lancement (salon, conférence, colloque, webinaire...),</li> <li>- Publication des livrables sur internet (site de LCA + rd-agri),</li> <li>- Communication auprès des parties prenantes (presse, coopératives, réseaux sociaux...),</li> </ul> <p>Diffusion des éléments en région par l'animation d'ateliers regroupant les coopératives.</p>						
TR AN SF ER T	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Colloques au CESE</li> <li>- Conférences organisées au Salon International de l'Agriculture</li> <li>- Ateliers organisés lors de Produrable, rendez-vous européen des Acteurs et des Solutions de l'économie durable qui se tient chaque année</li> <li>- Diffusion des informations auprès des coopératives qui relaient l'information aux agriculteurs</li> </ul>						

REALISATEURS	- Webinaire ouvert		
	LCA	Benjamin Perdreau	0,6 ETP
	AGRICONFIANCE	Marion Danès	0,4 ETP
	LCAO	Pierre Dompnier	0,35 ETP
	LCA	Nathalie Blaise	0,3 ETP
	AGRICONFIANCE	Marion Guépin	0,3 ETP
	LCA GRAND EST	Dauvin Mathilde	0,25 ETP
	LCA OCCITANIE	Eric CHERDO	0,25 ETP
	LCA AURA	Noémie Barlet	0,2 ETP
	LCA NA	Laurent Leveque	0,2 ETP
	LCA HDF	Louise Barbier	0,15 ETP
	LCA NA	Florence Benevelli	0,15 ETP
	LCA GRAND EST	Sybille Wattelier	0,1 ETP
	LCA Sud	Aurélien Blanc	0,1 ETP
	LCA Sud	Stéphanie Costa	0,1 ETP
	LCA NA	Anaïs Duparc	0,1 ETP
	LCA CENTRE	Chistophe Vours	0,1 ETP
	LCA	Françoise Ledos	0,09 ETP
	FELCOOP	Caroline Ducourneau	0,05 ETP
PRESTATAIRES	A date, plusieurs prestataires seront mobilisés lors de cette action <ul style="list-style-type: none"><li>- Prestataires Impact<ul style="list-style-type: none"><li>o Vertigo Lab</li></ul></li><li>- Prestataires Etudes<ul style="list-style-type: none"><li>o CREDOC</li></ul></li><li>- Prestataire boîte à outils<ul style="list-style-type: none"><li>o Solutions +</li></ul></li></ul>		
PARTENAIRES	<p>Plusieurs partenaires non financés sont envisagés dans cette action :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Partenaires formation, pour le MOOC et...<ul style="list-style-type: none"><li>o FUN MOOC</li><li>o Agreenium</li><li>o Bordeaux Sciences Agro</li><li>o Institut Sup Agro</li><li>o Solutions +</li></ul></li><li>- Partenaires accompagnement des outils<ul style="list-style-type: none"><li>o AFNOR Certification</li><li>o ADEME</li></ul></li><li>- Partenaire institutionnel</li></ul> <p>Plateforme RSE : Installée par le Premier ministre au sein de France Stratégie en 2013, la Plateforme RSE, plateforme nationale d'actions globales pour la responsabilité sociétale des entreprises, regroupe les administrations compétentes, les organisations représentant les entreprises et le monde économique, les organisations syndicales de salariés, des représentants de la société civile et de la recherche, et comprend parmi ses membres un député et un sénateur. La Coopération Agricole est titulaire du siège attribué à COOPFR. Cette participation nous a permis de prendre part à l'avis sur les labels RSE sectoriels et d'être co-rapporteur de l'avis sur l'affichage social. Cette implication permet de formuler des recommandations auprès des ministères qui saisissent la Plateforme RSE.</p>		
PILOTAGE	<p>Pour assurer le suivi de cette action, un groupe de travail sera réuni, a minima, 4 fois par an. Ce dernier rassemblera les différentes personnes mobilisées dans le cadre de cette action. Des réunions spécifiques à certains projets de l'action compléteront l'animation de cette action.</p> <p>Avec les différents partenaires envisagés dans cette action, au moins une réunion annuelle sera tenue pour faire état de l'avancement des projets en cours.</p> <p>Le suivi et la communication au sein de cette action mobiliseront l'outil Teams.</p>		

Il est à noter que les travaux menés dans cette action RSE sont étroitement liés aux réflexions menées au sein du comité RSE de La Coopération Agricole rassemblant près de 180 personnes, membres du réseau de La Coopération Agricole ou opérationnels de coopératives, dans lequel les différents éléments sont valorisés. Ce comité se réunit 3 à 4 fois par an. Une quarantaine de coopératives participent activement aux travaux de ce comité. Elles représentent à elles seules 60% du chiffre d'affaires de l'ensemble du tissu coopératif. Si les plus grandes entreprises y sont majoritairement impliquées, on y dénombre plusieurs PME et une vingtaine d'ETI. Cela permet au dispositif d'être piloté au plus près des besoins des entreprises. Il constitue également un important lieu de diffusion de nos travaux.

#### Moyens annuels approximatifs prévus pour la programmation 2022-2027

<b>Moyens humains</b>	ETP mobilisés pour la conduite du programme et la mise en œuvre des AE : 3,79 18 réalisateurs 0,21 ETP/réalisateur
<b>Moyens financiers</b>	Coût total = 364 276 € Montant des crédits CASDAR demandés = 291 421 € Origine des autres financements prévisionnels de l'action : autofinancement

## AE 6 - Contribuer aux objectifs de développement de l'Agriculture Biologique pour des filières durables (BIO)

### Chef de projet

Bastien Fitoussi, La Coopération Agricole, responsable Filières Biologiques, bfi-toussi@lacoopagri.coop / 06 42 00 63 41

### Contributions aux ambitions du PNDAR

- **33%** - Assurer la viabilité économique et la résilience des exploitations, le renouvellement des générations, ainsi que l'amélioration des conditions de travail des actifs agricoles, et améliorer la rémunération des agriculteurs et la compétitivité de l'agriculture française
- **33%** - Lutter contre le changement climatique en participant à en atténuer l'ampleur et en s'adaptant à ses effets, mieux protéger et restaurer la biodiversité, et préserver la qualité de l'eau, de l'air et du sol ainsi que substituer l'utilisation de matières premières non renouvelables par l'utilisation d'agro-ressources renouvelables
- **34%** - Produire une alimentation saine et durable qui réponde aux attentes des consommateurs et du citoyen sur l'accessibilité, la qualité et la traçabilité des aliments, le bien-être animal et la préservation de l'environnement

### Contribution aux thèmes prioritaires

- **35%** - Création de chaînes de valeur équitables favorisant une relocalisation des productions et une valorisation des modes de production agro-écologiques
- **5%** - Réduction des émissions de gaz à effet de serre, et développement de techniques permettant de stocker du carbone
- **20%** - Autonomie protéique et gestion des intrants
- **5%** - Biodiversité agricole
- **5%** - Adaptation aux aléas et au changement climatique
- **25%** - Gestion intégrée de la santé animale et végétale (visant à réduire fortement l'utilisation de pesticides et d'antibiotiques en mobilisant les principes de l'agroécologie)
- **5%** - Bien-être animal

### CONTEXTE

#### Les filières bio françaises : un changement d'échelle

Depuis maintenant plus de 10 ans, le nombre de producteurs engagés en AB et les surfaces associées ont évolué de manière exponentielle, 9,5% de la SAU France est à présent engagée en Bio et 12% des exploitations agricoles sont Bio. La France est passée de près de 29 000 producteurs en 2015 à 53 300 en 2020 soit une augmentation de 85%. La surface cultivée en bio a, quant à elle, bondi de près de +1 237 400 ha sur 5 ans (1 311 273 ha en 2015 à 2 548 677 en 2020). Le marché Bio accompagne cette progression et dépasse à présent les 13 milliards d'euros, il a doublé en 5 ans (6,7 M€ en 2015). Les importations sont restées stables ces deux dernières années (33,5% en 2020 contre 33,1% en 2019), deux tiers des produits Bio sont à présent d'origine France et de nombreuses filières sont auto-suffisantes : vins, œufs, lait/produits laitiers. Les exportations, qui n'étaient qu'en phase d'émergence en 2015 ont doublé (en valeur) en 5 ans, passant de 435 millions d'euros en 2015 à 887 millions en 2020. Ce tableau global diverge cependant en fonction des filières :

- Les grandes cultures ont été particulièrement dynamiques ces dernières années, les surfaces certifiées bio ont doublé en 5 ans
- La filière porcine a subi quelques aléas mais a repris sa progression en 2020 (+14%)
- Les filières bovines (lait et viandes) voient leur progression ralentir
- La filière viticole continue sa progression (32% en 5 ans)
- La filière avicole se développe fortement (+75% en 5 ans), même si leur progression ralentit ces derniers mois

La diversité des situations régionales est aussi à prendre en compte, tant dans les productions que dans les dynamiques de développement. A cela s'ajoute la dynamique de consommation qui stagne depuis fin 2020 et qui régresse même pour certaines catégories depuis 2021, ce qui pose de nombreuses questions aux filières sur l'écoulement des productions toujours plus nombreuses ; des nouveaux défis appréhendés dans ce nouveau programme.

### **Les coopératives, acteurs du développement et de la structuration des filières**

Aujourd'hui, ce sont 750 coopératives agricoles et unions qui sont impliquées dans le développement de l'agriculture biologique française (contre 550 identifiées en 2013).

Depuis près de 40 ans les coopératives agricoles participent en effet à la structuration des filières bio en accompagnant leurs agriculteurs-coopérateurs engagés dans cette démarche. De par leur capacité à mutualiser le conseil, elles les sécurisent le temps de leur conversion, une période toujours très délicate. En construisant des équipements collectifs de collecte, de stockage et de tri elles les aident à répondre en quantité, en qualité et en traçabilité aux besoins des industries agroalimentaires. En regroupant l'offre et avec des démarches marketing innovantes, elles rendent les produits bio disponibles dans tous les circuits de distribution : supermarchés, magasins spécialisés, cantines et collectivités, marchés de gros, circuits courts... Elles sont par ailleurs des acteurs structurants des filières par le poids qu'elles représentent (3/4 de la collecte GC) et l'expertise qu'elles apportent (enquêtes, administrateurs impliqués, experts mandatés...).

La Coopération Agricole s'inscrit pleinement dans cette vision avec récemment l'élaboration de sa stratégie interne « vision 2030 » en apportant un positionnement de notre réseau à travers la raison d'être « *Bâtisseurs solidaires d'une alimentation durable et de territoires vivants* ». Les actions en faveur de l'Agriculture Biologique y ont toutes leur place en particulier dans l'axe « Nouveau modèle économique, bâtir de nouvelles chaînes de valeur gagnantes » et c'est un enjeu fort d'avenir qui sera justement travaillé dans ce programme.

### **Les principaux défis afin de contribuer aux objectifs de développement de l'AB pour des filières françaises durables**

Compte tenu de ce changement d'échelle, les coopératives et l'ensemble de leurs partenaires régionaux et nationaux font face aujourd'hui aux enjeux, individuels et collectifs, suivant afin d'assurer un développement cohérent, rémunérateurs et durables aux filières biologiques françaises :

- Poursuivre la structuration des filières, individuellement et collectivement, pour valoriser au mieux les productions de leurs adhérents et des producteurs de leurs territoires ;
- Assurer l'équilibre entre l'Offre et la Demande – en volume, en qualité et en prix - pour assurer, aux producteurs bio et futurs producteurs bio, des marchés et des filières rémunérateurs et durables ;
- Accompagner les producteurs à faire face aux évolutions réglementaires, aux attentes des consommateurs, afin de maintenir un haut degré d'exigence et de qualité et répondre aux défis sociétaux
- Réussir le défi de l'autonomie protéique et de la structuration de filières 100% origine France

Elles partagent par ailleurs des enjeux avec les autres filières non-biologiques, notamment :

- Répondre au défi du renouvellement des générations
- Favoriser la contractualisation amont et aval pour des filières conservant la valeur des productions
- Permettre un accès à une alimentation de qualité pour tous, notamment en assurant une meilleure intégration des produits biologiques en RHD-RHF et dans les programmes alimentaires territoriaux

### **Le réseau LCA : un maillage de compétences et d'expertises national et régional pour accompagner les coopératives et leurs adhérents**

Avec l'appui du programme CASDAR 2015-2021, le réseau LCA a continué de s'organiser pour apporter aux coopératives un ensemble de services et de compétences avec notamment :

- La professionnalisation d'acteurs régionaux et nationaux qui viennent concrètement en appui des montages de projets et des stratégies Bio des coopératives (de l'ordre de 130 projets accompagnés/an, en croissance). Le réseau dispose d'au moins un correspondant en charge du bio dans chaque région ;
- Une reconnaissance interne et externe de l'action de notre réseau, au travers de la participation de La Coopération Agricole aux instances nationales et régionales qui coordonnent les dossiers bio (INAO, Agence Bio, ministères, Interprofessions...) mais aussi au sein de notre fédération avec la présidence de la Commission Bio invitée au CA de La Coopération Agricole.



			sur la structuration des filières					
OBJETIFS	<p>Afin d'accompagner les coopératives et leurs adhérents pour qu'elles poursuivent et renforcent leur contribution au développement de l'agriculture biologique française ces différents objectifs opérationnels ont été élaborés. Cela résulte de travaux associant les coopératives engagées dans les filières biologiques françaises avec l'appui des correspondants bio nationaux et régionaux.</p> <p><b>1. Objectif stratégique 1 « Accompagner les coopératives dans leurs engagements en Bio »</b>  <b>Objectif opérationnel 1.1 :</b> Proposer un panel de ressources et de compétences permettant de répondre aux besoins des coopératives  <b>Objectif opérationnel 1.2 :</b> Favoriser, capitaliser et valoriser les dynamiques collectives  Ces objectifs visent à favoriser l'émergence de projets et à pérenniser les activités bio des coopératives. Cela passe par l'animation de collectifs, la diffusion d'informations et la participation à des événements tout en continuant d'accroître la représentation de l'activité Bio au sein des gouvernances coopératives.</p> <p><b>Objectif stratégique 2 « Apporter l'expertise des coops pour contribuer à relever les défis économiques et réglementaires du secteur »</b>  <b>Objectif opérationnel 2.1 :</b> S'inscrire dans l'écosystème des réseaux au plan régional, national et européen  <b>Objectif opérationnel 2.2 :</b> Suivre et analyser certaines productions</p> <p>Face aux défis du développement de l'Agriculture Biologique et aux incertitudes sur les équilibres offre &amp; demande de ses filières, il est indispensable de s'inscrire dans des dynamiques multi-acteurs avec les autres parties prenantes des filières bio françaises en y apportant toutes les expertises des activités coopératives pour réussir ensemble le maintien d'une Agriculture Biologique exigeante, reconnue et attractive. Pour parvenir à cette fin, il est indispensable d'accroître la connaissance des marchés et des volumes de produits biologiques avec précision et réactivité. Alors que certains outils ont prouvé leur pertinence dans le précédent programme (enquête GC), d'autres seront à développer avec des partenaires (interprofessions, FAM, Agence Bio...) pour améliorer la visibilité des filières bio actuelles et futures ; cela devra s'accompagner d'indicateurs au niveau de La Coopération Agricole sur la part du Bio. Ces outils sont essentiels pour évaluer, anticiper, informer et donc sécuriser les producteurs sur le long terme.</p> <p><b>Objectif stratégique 3 « Conserver la valeur des produits Bio et la juste rémunération des agriculteurs »</b>  <b>Objectif opérationnel 3.1 :</b> Relier les coopératives et les transformateurs / distributeurs pour des relations long-terme  <b>Objectif opérationnel 3.2 :</b> Relocaliser les filières de production et de transformation pour la souveraineté alimentaire</p> <p>Aujourd'hui les enjeux environnementaux et de souveraineté alimentaire sont des priorités pour tous. Cela concerne particulièrement la relocalisation des productions (sur les protéines notamment) et le développement de nouvelles filières. Ces efforts en faveur de l'origine France doivent avoir une reconnaissance par le marché avec une rétribution mais tout cela ne peut être mis en place qu'avec des liens resserrés avec toute la chaîne économique (échanges avec l'aval et notamment la RHD, instauration de contrats pluriannuels...)</p>							
CIBLES	<p>La cible est très étendue car elle concerne autant les coopératives engagées en Bio (750) que celles qui s'y intéressent et cela sur tous les territoires pour toutes les productions ; au sein de ces structures nos publics sont les responsables d'activité tout autant que les techniciens. Des efforts devront être entrepris pour davantage toucher certaines filières de production encore peu impliquées au sein de la commission Bio (viticulture, luzerne...)</p> <p>Nos actions atteindront également l'ensemble des producteurs coopérateurs (bio, en conversion, en réflexion) qui seront concernés par les projets des coopératives, mais aussi par les évolutions des filières et des réglementations Bio (européenne, interprétations françaises...).</p>							

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Objectif opérationnel 1.1 : Proposer un panel de ressources et de compétences permettant de répondre aux besoins des coopératives</b>						
Tâche 1.1.1 : Conseiller les coopératives	X	X	X	X	X	X
Tâche 1.1.2 : Diffuser de l'information (veille, notes...)	X	X	X	X	X	X
Tâche 1.1.3 : Mettre en place des formations	X	X	X	X	X	X
Tâche 1.1.4 : Mobiliser les leviers de financements pour réaliser les investissements nécessaires	X	X	X	X	X	X
Tâche 1.1.5 : Favoriser la gouvernance bio			X	X	X	X
<b>Objectif opérationnel 1.2 : Favoriser, capitaliser et valoriser les dynamiques collectives</b>						
Tâche 1.2.1 : Organiser les Commission & GT Bio LCA	X	X	X	X	X	X
Tâche 1.2.2 : Participer aux salons Bio	X	X	X	X	X	X
<b>Objectif opérationnel 2.1 : S'inscrire dans l'écosystème des réseaux au plan régional, national et européen</b>						
Tâche 2.1.1 : S'impliquer dans les travaux des groupes Bio des interprofessions, administrations, organisations...	X	X	X	X	X	X
<b>Objectif opérationnel 2.2 : Suivre et analyser certaines productions</b>						
Tâche 2.2.1 : Réaliser des enquêtes sur les filières de production (GC et autres filières à mettre en place)	X	X	X	X	X	X
Tâche 2.2.2. Engager un chantier sur les chiffres clés afin de mieux appréhender les activités bio des coopératives	X cadrage	X réalisation	X			X
<b>Objectif opérationnel 3.1 : Relier les coopératives et les transformateurs / distributeurs pour des relations long-terme</b>						
Tâche 3.1.1 : Partager les enjeux avec l'aval pouvant aller jusqu'au partenariat	X	X	X	X	X	X
Tâche 3.1.2 : Encourager la contractualisation et les engagements pluriannuels		X	X	X	X	
<b>Objectif opérationnel 3.2 : Relocaliser les filières de production et de transformation pour la souveraineté alimentaire</b>						
Tâche 3.3.1 : Déployer les initiatives en faveur de l'autonomie protéique	X	X	X			
Tâche 3.3.2 : Initier de nouvelles filières			X	X	X	X
Tâche 3.3.3 : Appuyer les projets collectifs de filières		X	X	X	X	X

I N D I C A T E U R S - R E A L I S A T I O N	N°	Dénomination de l'indicateur	Source de la donnée	Intérêt de l'indicateur	Valeur 2021	Valeur Cible 2024	Valeur Cible 2027
	1.1.1	Nb de coopératives destinataires des informations	LCA	Mesurer l'étendue de l'accompagnement	200	350	500
	1.1.2	Nombre de newsletters, articles, et notes diffusées	LCA	Mesurer la diffusion d'informations	20 newsletters & 2 notes	30 newsletters & 6 fiches	40 newsletters & 10 fiches
	1.1.3	Nombre de formations proposées aux coops bio (organisées ou relayées)	LCA et partenaires	Suivre le développement de l'offre de formation bio à destination des coops	1 organisée	5	10
	1.1.4	Nombre de pistes de fonds identifiées	LCA	Implication du réseau LCA dans l'analyse et l'apport de solutions aux problématiques bio des coops	3	6	10
	1.2.1	Nb de commissions & GT Bio organisés par LCA + évolution de la participation	LCA	Mesurer l'implication des coopératives sur les sujets bio	10 & 50 participants à la commission Bio	15	20
	1.2.2	Nombre de salons et événements bio auxquels participe LCA		Mesurer la représentation extérieure	3	5	10
	2.1.1	Nombre de réunions bio régionales, nationales et européennes auxquelles participent le réseau LCA et les coops		Mesurer les implications de LCA dans les travaux collectifs des filières Bio	50	60	70
	2.2.1	Nombre d'enquêtes menées sur les productions bio	LCA & partenaires	Mesurer la capacité du réseau LCA à fournir des outils de pilotage des filières bio	3	6	10
	2.2.2	Nombre d'enquêtes Bio à LCA	LCA	Mesurer l'activité bio des coops	1	3	5
	3.1.1	Nombre d'échanges avec l'aval	LCA	Mesurer l'intensité des liens avec les autres opérateurs			

	3.1.2	Nombre d'accompagnements sur la contractualisation	LCA	Mesurer la dynamique de contractualisation	Nc	5	10
	3.3.1	Nombre d'études /notes réalisées sur le sujet de l'autonomie protéique ou nb coops accompagnées	LCA & prestataires	Mesurer la progression de la démarche	3	5	10
	3.3.2	Nombre de filières émergentes identifiées	LCA	Mesurer la capacité à diversifier les productions et innover	0	5	10
	3.3.3	Nombre de projets de filières accompagnés (ex : Avenir Bio)	LCA & Agence Bio	Mesurer les dynamiques collectives	20	25	30
PR OD UC T I O N S	<b>Objectif stratégique 1</b> Mise en place d'un MOOC sur l'AB en coopératives ou co-construction d'un MOOC dédié à l'AB avec nos partenaires (2026) Publication revue trimestrielle Bio LCA (2024)						
	<b>Objectif stratégique 2</b> Synthèse annuelle des enquêtes réalisées (2022)						
	<b>Objectif stratégique 3</b> Rapport et colloque sur l'étude autonomie protéique (2023) Thema sur les engagements Bio + des coopératives (2025)						
D I F F U S I O N	Publications (Themas, notes de décryptage, fiches, infographies...) diffusées auprès des coopératives, et également pour certaines auprès des partenaires, parties prenantes et journalistes. Organisation et contribution à l'organisation de conférences / séminaires (présentiels ou webinaires) ouverts au monde agricole, à l'ensemble des partenaires et parfois certains réservés aux coopératives du réseau. Actions de formation auprès des différents publics des coopératives : responsables, techniciens, administrateurs et agriculteurs.						
T R A N S F E R T	L'essence même de l'action est de transférer les résultats des actions menées aux coopératives pour en faire bénéficier leurs adhérents-agriculteurs. Le dynamisme de la commission bio et sa forte représentativité permettent ce relai qui pourra être renforcé par les régions et les sections métiers. Les agriculteurs sont associés aux travaux de l'action via les administrateurs ou les experts volontaires des problématiques travaillées au sein des comités et GT.						
RE AL I S A T E U R S	LCA	Bastien Fitoussi	0,7 ETP				
	LCA AURA	Chargé de Mission BIO	0,35 ETP				
	LCA NA	Anaïs Duparc	0,35 ETP				
	LCAO	Thomas Jullien	0,35 ETP				
	LCA OCCITANIE	Marianne SANLAVILLE	0,25 ETP				
	LCA CENTRE	Chistophe Vours	0,2 ETP				
	LCA OCCITANIE	Delphine ANTOLIN	0,15 ETP				
	LCA HDF	Louise Barbier	0,1 ETP				
	LCA Sud	Stéphanie Costa	0,1 ETP				

	FELCOOP	Jean-Luc Vandemoortele	0,08 ETP	
	PPAM de France	Guillaume Philippini	0,05 ETP	
	LCA	Françoise Ledos	0,02 ETP	
P R E S T A T A I R E S	<ul style="list-style-type: none"><li>- Prestataires concernées par l'organisation de nos manifestations et la rédaction de nos livrables (imprimerie, secrétariat de rédaction et mise en page, journaliste...)</li><li>- Cabinets d'études pour approfondir des thématiques/données extérieures au réseau La Coopération Agricole : cas de l'étude sur l'autonomie protéique</li><li>- Intervenants extérieurs pour expertiser les enjeux de l'Agriculture Biologique et éclairer les coopératives (intervenants pour formation, webinaires...)</li></ul>			
P A R T E N A I R E S	<p>Les actions de développement de l'Agriculture Biologique et de structuration de ses filières, s'effectuent en lien étroit avec l'écosystème Bio français. En découlent les partenariats structurants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les administrations : ministère de l'agriculture, ministère de l'environnement, INAO, conseils régionaux, DRAAF</li><li>- L'Agence Bio</li><li>- Les organisations professionnelles : interprofessions, APCA, syndicats (FNAB, FNSEA, Synabio, homologues européens), INTERBIO</li></ul> <p>Pour ce programme, de nouveaux partenariats également structurants sont prévus avec les opérateurs de l'aval (cf. Os3) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Enseignes de distribution alimentaire (grande distribution &amp; réseaux spécialisés)</li><li>- Opérateurs de la transformation et de la restauration collective</li></ul> <p>Des partenariats techniques ponctuels peuvent être développés avec :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Instituts techniques (ITAB, Arvalis, IDELE, ITAVI...)</li><li>- Instituts de recherches (ACTA, INRAE, ITAB, programmes RMT)</li></ul> <p>Enfin des partenariats ponctuels peuvent être noués pour approfondir des sujets avec des :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Universités (étudiants (groupes, stagiaire), thèse, post-doc)</li></ul> <p>Ces multiples partenariats permettent de mutualiser les expertises, afin d'œuvrer collectivement au développement de l'Agriculture Biologique.</p>			
P I L O T A G E	<p>L'action s'inscrivant dans le programme de La Coopération Agricole, les modalités de pilotage sont décrites dans l'action « gouvernance » du programme.</p> <p>L'animation de l'équipe des réalisateurs comprendra à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Deux réunions plénières par an, dont une au moins en présentiel</li><li>- Des séances régulières par groupe de travail spécifiques (par action, livrable...) en présentiel ou à distance en fonction des nécessités</li><li>- Un tableau d'avancement des actions</li></ul>			

#### Moyens annuels approximatifs prévus pour la programmation 2022-2027

Moyens humains	2,7 ETP 12 réalisateurs 0,23 ETP/réalisateur
Moyens financiers	Coût total = 248 852 € Montant des crédits CASDAR <b>demandés</b> = 199 082 € Origine des autres financements prévisionnels de l'action : autofinancement

AE 7 - Gouvernance du programme	
Chef de projet	Françoise Ledos, La Coopération Agricole, responsable développement, fledos@lacoopagri.coop / 06 14 80 47 99
Contributions aux ambitions du PNDAR	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>33%</b> - Assurer la viabilité économique et la résilience des exploitations, le renouvellement des générations, ainsi que l'amélioration des conditions de travail des actifs agricoles, et améliorer la rémunération des agriculteurs et la compétitivité de l'agriculture française</li> <li>• <b>33%</b> - Lutter contre le changement climatique en participant à en atténuer l'ampleur et en s'adaptant à ses effets, mieux protéger et restaurer la biodiversité, et préserver la qualité de l'eau, de l'air et du sol ainsi que substituer l'utilisation de matières premières non renouvelables par l'utilisation d'agro-ressources renouvelables</li> <li>• <b>34%</b> - Produire une alimentation saine et durable qui réponde aux attentes des consommateurs et du citoyen sur l'accessibilité, la qualité et la traçabilité des aliments, le bien-être animal et la préservation de l'environnement</li> </ul>
Contribution aux thèmes prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>23%</b> - Création de chaînes de valeur équitables favorisant une relocalisation des productions et une valorisation des modes de production agro-écologiques</li> <li>• <b>13%</b> - Renouvellement des générations et qualité de vie au travail</li> <li>• <b>15%</b> - Réduction des émissions de gaz à effet de serre, et développement de techniques permettant de stocker du carbone</li> <li>• <b>4%</b> - Autonomie protéique et gestion des intrants</li> <li>• <b>3%</b> - Biodiversité agricole</li> <li>• <b>6%</b> - Adaptation aux aléas et au changement climatique</li> <li>• <b>20%</b> - Gestion intégrée de la santé animale et végétale (visant à réduire fortement l'utilisation de pesticides et d'antibiotiques en mobilisant les principes de l'agroécologie)</li> <li>• <b>6%</b> - Bien-être animal</li> <li>• <b>10%</b> - Mobilisation du levier du numérique pour soutenir la conception, le pilotage, l'essaimage et la valorisation de systèmes de production agricole innovants</li> </ul>

*Données calées sur la moyenne des AE1 à AE6*

CONTEXTE	<p>Dans un contexte où les demandes sociétales en lien avec les enjeux climatiques et sanitaires (crise Covid) notamment, sont très fortes, l'agriculture fait naturellement partie, du fait de son rapport au vivant, des secteurs économiques impactés. Les réglementations françaises et européennes se « verdissent » et appellent à des changements de modèles. Pour autant plusieurs études montrent que cela pourrait occasionner des pertes de production et de revenu pour les agriculteurs. Ce constat doit nous amener à la plus grande vigilance dans nos actions et indicateurs, pour trouver un bon équilibre entre toutes les dimensions de la responsabilité sociétale des entreprises, économique, environnementale et sociétale. Cela fait partie de nos spécificités parmi les organisations professionnelles agricoles, nous avons un devoir de vigilance et d'intégration de la dimension économique encore plus importante que jamais. Nous devons également nous doter d'outils d'évaluation et de mesure de nos impacts opposables aux tiers : cela devient un élément de dialogue incontournable avec la société civile. C'est un point sur lequel les démarches RSE</p> <p>Au-delà des aspects réglementaires ou de lien aux aspirations sociétales, les enjeux forts pour l'agriculture s'accompagnent de formidables besoins en termes d'innovation tant incrémentale que de rupture : décarbonation de l'économie, diminution de la dépendance aux intrants de synthèse, meilleure compréhension des phénomènes naturels, adaptation au changement climatique : la liste est très longue. Les coopératives auxquelles adhèrent deux agriculteurs sur trois constituent des leviers d'évolution importants et notre structure, qui les fédère, constitue un lieu de sensibilisation et de compréhension.</p>
----------	--

	<p>En interne, nous pouvons nous appuyer sur un certain nombre d'acquis et de la période 2015-2020 concernant la conduite du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evolution de nos modalités de travail <ul style="list-style-type: none"> <li>o mise en place de la communauté des chefs de projets (CdP) qui va nous permettre de travailler dans une dimension programme renforcée et non simplement comme juxtaposition d'actions.</li> <li>o Travaux fructueux avec le service communication, ayant prouvé la capacité à amplifier la diffusion des travaux.</li> <li>o L'intérêt des processus évaluatifs et de la notion d'indicateurs sont maintenant mieux appréhendés. Nous avons identifié des indicateurs de résultat et de réalisation action par action. Les propositions réalisées devront être mises à l'épreuve de notre capacité à les suivre et à communiquer grâce à eux pour enfin en tirer quelques-uns à l'échelle du programme qui soient représentatifs de nos activités. Nous allons également, dans le cadre de cette action, veiller à la consolidation des travaux conduits par les différents chefs de projets pour évaluer les effets de leurs actions, tant en terme de méthode que de contenu.</li> <li>o La mise en place d'outils de partage et de conduite, en distanciel, de dynamique d'intelligence collective, également à poursuivre en élargissant le public concerné.</li> </ul> </li> <li>- Les travaux de prospective réalisés au sein de LCA, qui ont fait l'objet d'un avis de notre comité scientifique, nous ont donné et nous donneront, un certain nombre de repères qui seront intéressants pour le suivi de nos travaux. Des engagements avec des indicateurs chiffrés ont été pris et rejoignent nos travaux, comme c'est le cas dans le cadre de l'atteinte des objectifs en matière de neutralité carbone. Réciproquement, nos travaux alimentent les réflexions pour fixer la nature des engagements.</li> <li>- Une refonte de notre site Internet est en cours et nous sommes intervenus de façon à donner une meilleure lisibilité à nos travaux dans la nouvelle configuration prévue : un centre de ressources sera positionné dans ce site et nous permettra de rendre nos productions plus accessibles, ainsi que des ressources issues de travaux extérieurs qui seraient utiles aux coopératives. Toujours avec le service communication, nous avons trouvé un mode de fonctionnement permettant d'augmenter le téléchargement de nos livrables, notamment grâce à l'usage des réseaux sociaux que LCA souhaite déployer à plus grande échelle.</li> <li>- L'évaluation ex-post de notre programme 2015-2021 a fait l'objet d'un gros travail de notre comité scientifique d'évaluation en mai, nous permettant de prendre de la hauteur. Ces résultats ont été valorisés au travers de deux outils, une plaquette de 12 pages (annexée à ce document) et une présentation en motion design : <a href="https://youtu.be/GCX3bTAq8xU">https://youtu.be/GCX3bTAq8xU</a>.</li> </ul>
F I N A L I T E	<p>Notre finalité est d'assurer la gouvernance du programme en faisant le lien avec le PNDAR et la Vision 2030 LCA.</p> <p>Il s'agit pour nous de faire vivre les instances de gouvernance du développement afin d'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La capacité à être en anticipation des enjeux, ce qui nécessite d'organiser des projets avec plus d'interactions avec d'autres, de ne pas rester dans notre cercle consanguin. Nos partenariats doivent s'entendre au sein de la sphère du développement agricole, mais également plus largement avec les parties prenantes de tous les sujets qui nous préoccupent.</li> <li>• La capacité à prouver les effets de notre action, dans le cadre du programme de développement et en bonne coordination avec les ambitions de Vision 2030</li> <li>• La dimension « programme » : la construction de notre projet a été faite dans une logique de programme et non de juxtaposition d'actions. Pour conserver cette dynamique, il sera nécessaire d'organiser des temps d'échanges, des tableaux de synthèse, des livrables communs... ce qui relève de l'action gouvernance.</li> <li>• une bonne qualité de nos livrables et leur légitimité à être largement diffusés".</li> </ul>
O B J E C T I F S	<p>L'action se décline selon 3 objectifs stratégiques :</p> <p><b>4. Renforcer le mode projet et la dimension programme</b></p> <p>Notre action doit permettre un travail au sein du réseau en impliquant l'ensemble des strates, celle des réalisateurs bien sûr, mais également celle des directions et des conseils d'administration. La dimension programme est renforcée dans cette programmation, elle va nécessiter un travail de coordination entre les actions selon des schémas variables qui ne se feront pas spontanément et devront donc être impulsés et</p>

T  
E  
G  
I  
Q  
U  
E  
S

accompagnés. Des passerelles doivent exister entre différentes actions et s'organiser au niveau des chefs de projet mais également de façon très large au sein de la structure, ce sera un élément important de la relation entre notre programme et les réalisations prévues dans le cadre de Vision 2030. Nous intégrons également dans l'action de gouvernance, la question de la structuration de partenariats qui, pour les plus stratégiques, doivent se faire à l'échelle du programme et pas seulement à celle d'une action, voire d'une sous-action.

5. Diffuser et valoriser le travail effectué dans le cadre du programme

Nous avons structuré une stratégie éditoriale écrite et démarré une stratégie éditoriale du numérique. Il nous faut évaluer ce travail et le faire évoluer si nécessaire. Un axe important de travail est la recherche des voies et moyens pour amplifier la diffusion, pour atteindre l'objectif de massification que nous nous sommes fixé.

6. Permettre le suivi et l'évaluation du programme

Le travail d'évaluation fait par notre CSE, notamment dans le cadre de l'évaluation ex-post, a été fortement structurant et a largement influencé la construction de notre nouveau programme. Nous souhaitons continuer à faire vivre ce dispositif dans le cadre actuel, en association avec la FNCuma. De même, la production d'avis constitue un bon outil de progrès pour nos actions. Avec l'appui de ce comité, il nous faut parfaire nos dispositifs d'évaluation et de mesure de l'atteinte des résultats. Plusieurs actions ont identifié des travaux spécifiques en ce sens : ils seront coordonnés et capitalisés au sein de l'action de gouvernance.

RE-  
SU-  
L  
TAT  
S

N° Os	Dénomination de l'indicateur	Intérêt de l'indicateur	Source de la donnée	Valeur 2021	Valeur cible 2024	Valeur cible 2027
1	Nombre de partenariats structurants	Inscrire les partenariats dans la logique du programme	Interne LCA	1 (DGER)	2	4
2	Consolidation des téléchargements de nos livrables sur les sites Internet	Evaluer le dispositif mis en place pour la diffusion des livrables	Site Internet LCA et rd-agri	100/li-vrable	500/li-vrable	750/li-vrable
3	Inflexions produites grâce aux avis du CSE	Identifier en quoi le processus évaluatif est utile à la structure	Interne LCA	2	2	2

OB  
J.  
OP  
ER  
AT  
ION  
NE  
LS

Objectif stratégique 1 « Renforcer le mode projet et la dimension programme »

Objectif opérationnel 1.1 : Assurer les liens entre actions du programme et avec Vision 2030, en contribuant au partage d'informations

Objectif opérationnel 1.2 : Favoriser les partenariats structurants à l'échelle du programme

Objectif stratégique 2 « Diffuser et valoriser le travail effectué dans le cadre du programme »

Objectif opérationnel 2.1 : Disposer d'une stratégie éditoriale à la fois écrite et numérique/audio-visuelle

Objectif opérationnel 2.2 : Organiser les dispositifs permettant d'amplifier la diffusion (lien avec le service communication notamment)

Objectif stratégique 3 « Permettre le suivi et l'évaluation du programme »

Objectif opérationnel 3.1 : Disposer d'une batterie d'indicateurs et en assurer la diffusion annuellement

	<b>Objectif opérationnel 3.2</b> : Assurer la vie du comité scientifique d'évaluation <b>Objectif opérationnel 3.3</b> : Faire évoluer les dispositifs évaluatifs (ASIRPA...)						
C I B L E S	La cible est en priorité le réseau, avec pour objectif d'assurer un maximum de transversalité (entre réalisateurs du programme, entre réalisateurs et les directions des différentes structures, avec le conseil d'administration...) Indirectement, en aidant à organiser le lien avec le service communication et en suscitant des contrats-cadres structurant pouvant impliquer une ou plusieurs actions, nous avons un public secondaire largement ouvert sur nos parties prenantes : grand public, enseignement, autres ONVAR ...						
CO NT EN U		2022	2023	2024	2025	2026	2027
	<b>Objectif opérationnel 1.1</b> : Assurer les liens entre actions du programme et avec Vision 2030, en contribuant au partage d'informations						
	<b>Tâche 1.1.1</b> : mettre en place et faire vivre un outil de partage du contenu et de la vie des actions et du programme	X	X	X	X	X	X
	<b>Tâche 1.1.2</b> : informer les CdP et les réalisateurs sur les suites de la démarche Vision 2030 et faire le lien avec le programme	X	X	X	X	X	X
	<b>Objectif opérationnel 1.2</b> : Favoriser les partenariats structurants à l'échelle du programme						
	<b>Tâche 1.2.1</b> : à partir des partenaires cités par les CdP, établir, avec la direction et la présidence, la liste des partenaires avec lesquels structurer les relations (simple adhésion, accord-cadre...)	X			X		
	<b>Tâche 1.2.2</b> : mettre en œuvre les conclusions de la tâche 121		X	X	X	X	X
	<b>Tâche 1.2.3</b> : identifier et valoriser les fruits des partenariats établis (coordination des résultats obtenus par les CdP)		X		X		X
		2022	2023	2024	2025	2026	2027
	<b>Objectif opérationnel 2.1</b> : Disposer d'une stratégie éditoriale à la fois écrite et numérique/audio-visuelle						
	<b>Tâche 2.1.1</b> : évaluer la cartographie actuelle de nos publications (enquête interne)	X					
	<b>Tâche 2.1.2</b> : publier un calendrier prévisionnel des productions (doc interne)	X	X	X	X	X	X
	<b>Objectif opérationnel 2.2</b> : Organiser les dispositifs permettant d'amplifier la diffusion (lien avec le service communication notamment)						
	<b>Tâche 2.2.1</b> : Animer une réunion mensuelle CdP – service communication	X	X	X	X	X	X
	<b>Tâche 2.2.2</b> : Mettre en place des formations en lien avec le service communication	X		X		X	

	<b>Objectif opérationnel 3.1</b> : Disposer d'une batterie d'indicateurs et en assurer la diffusion annuellement						
	<b>Tâche 3.1.1</b> : Mettre en place un tableau de bord technique et partagé avec les chefs de projet (dont suivi des résultats de Oo22)	X		X			X
	<b>Tâche 3.1.2</b> : Faire un document communiquant de ce tableau de bord	X	X	X	X	X	X
	<b>Objectif opérationnel 3.2</b> : Assurer la vie du comité scientifique d'évaluation						
	<b>Tâche 3.2.1</b> : Assurer le secrétariat des réunions annuelles du CSE, dont notamment évaluation ex-ante du prévisionnel annuel et production d'avis (avec FNCuma)	X	X	X	X	X	X
	<b>Tâche 3.2.2</b> : Assurer le secrétariat du CSE lors des phases d'évaluation à mi-parcours et final			X			X
	<b>Objectif opérationnel 3.3</b> : Faire évoluer les dispositifs évaluatifs (ASIRPA...)						
	<b>Tâche 3.3.1</b> : Assurer le lien CSE / comité des parties prenantes LCA (interne)	X		X		X	
	<b>Tâche 3.3.2</b> : contribuer aux travaux permettant d'évaluer et valoriser le dispositif Casdar (avec l'externe)	X	X	X	X	X	X
INDICATEURS - REALISATION	<b>N°</b>	<b>Dénomination de l'indicateur</b>	<b>Source de la donnée</b>	<b>Intérêt de l'indicateur</b>	<b>Valeur 2021</b>	<b>Valeur Cible 2024</b>	<b>Valeur Cible 2027</b>
	1.1.1	Nombre de personnes connectées à l'outil de partage	L'outil lui-même	Permet de vérifier l'accès à l'information	Non en place	50	80
	1.1.2	Nombre de réunions ayant traité du sujet	Compte rendu de réunions	S'assurer qu'on n'a pas oublié de faire	3 dans l'année	2 par an	2 par an
	1.2.1	Cartographie des partenariats	Interne LCA	Disposer d'un outil communicable	Non existant	En place	Outil d'origine + évolutions
	1.2.2	Nombre d'adhésions et nombre de contrats cadres	Interne LCA	Assurer un suivi	Non mesuré	5 adhésions 2 contrats cadres	5 adhésions 5 contrats cadres
	1.2.3	Bilan des accords cadres, ce qu'il en a découlé	Tableau interne LCA	Valorisation des travaux	Non en place	Tableau en place	Tableau en place et actualisé
	2.1.1	Résultat d'enquêtes	Interne LCA	Evaluer nos outils pour les faire évoluer	0	1	1
	2.1.2	Nombre de stagiaires formés	Interne LCA	Suivre les formations	5	10	20

	3.1.1	Nombre d'indicateurs du tableau de bord	LCA	Preuve de l'existence du tableau	Non en place	12	12						
	3.1.2	Existence d'un document communicant	LCA		Non en place	1	1						
	3.2.1	Nombre de réunions	LCA	Preuve de la réalisation des travaux	3	3	3						
	3.2.2	Existence du document évaluatif bilan produit par le CSE	LCA-FNCuma	Preuve de la réalisation des travaux	1	1	1						
	3.3.1	Nombre de relations CSE – comité parties prenantes	Interne LCA	Assurer le suivi de la vie des instances	Comité parties prenantes non en place	2/an	2/an						
	3.3.2	Nombre de livrables issus des travaux auxquels LCA a été associé	Interne LCA	S'assurer de notre implication	3	3/an	3/an						
PR OD UC T I O N S	<b>Objectif stratégique 1</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Cahiers du développement coopératif, avec la FNCuma, un numéro par an</li></ul> <b>Objectif stratégique 2</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Annuellement, un calendrier indicatif des productions de l'année permettant d'amplifier leur impact en structurant des actions avec la direction de la communication de LCA</li></ul> <b>Objectif stratégique 3</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Tableau de bord de nos indicateurs à l'échelle du programme : document simplifié permettant sa communication à nos instances.</li><li>A l'instar de ce que nous avons réalisé pour le bilan 2015-2021 et en fonction de l'impact des documents produits (plaquette de 12 pages + motion design), nous réaliserons des livrables permettant de montrer la contribution de LCA à la politique de développement agricole et rural (mi-parcours et fin de programme)</li><li>Participation aux productions de la profession et du ministère sur les productions réalisées grâce au Casdar (cf. document du ministère avec des réalisations qualitatives, document de présentation des Onvar, panneau commun ACTA-APCA-LCA pour le SIA...)</li><li>Suivi des travaux du ministère en matière d'évaluation (ASIRPA, suivi en transversal des actions thématiques du PNDAR)</li></ul>												
	D I F F	Publications (Cahiers du développement coopératif, document de valorisation du bilan...) diffusées auprès des coopératives, et auprès des partenaires, parties prenantes et journalistes. Documents présentant les résultats des travaux : à mi-parcours et en fin de programme.											
TR AN SF ER T	Notre action s'inscrit en appui des modalités de transfert exprimés dans chaque action thématique. A l'échelle du programme, nous réfléchissons à l'organisation de conférences / séminaires (présentiels ou webinaires) ouverts au monde agricole, à l'ensemble des partenaires : sujet en cours de réflexion, non finalisé. A envisager avec les partenaires du développement agricole cités (cf. productions / objectifs 3) : évoqué lors de réunions inter-Onvar notamment.												
RE ALI- SA- TE UR S	<table><tr><td>LCA</td><td>Françoise Ledos</td><td>0,38 ETP</td></tr><tr><td>LCA</td><td>Régine Castet</td><td>0,09 ETP</td></tr></table>							LCA	Françoise Ledos	0,38 ETP	LCA	Régine Castet	0,09 ETP
LCA	Françoise Ledos	0,38 ETP											
LCA	Régine Castet	0,09 ETP											
PR ES- TA- TAI	Prestataires concernées par la rédaction de livrables (imprimerie, secrétariat de rédaction et mise en page, journaliste, motion design...).												

RE S	
PA RT EN AIR ES	<p>La FNCuma avec laquelle nous « partageons » le comité scientifique d'évaluation</p> <p>En transversal, les têtes de réseau avec lesquelles nous partageons des bonnes pratiques dans la gouvernance du Casdar, inter-Onvar, ACTA, APCA.</p>
PI- LO- TA GE	<p>Sur le plan politique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La commission développement, qui réunit les directions des sections et fédérations engagées dans le projet. Présidée par Jean-Pierre Arcoutel, vice-président de LCA et membre de la CTDAR-CSO, elle rend compte au conseil d'administration. Elle se réunit 1 à 2 fois par an. Elle invite : un représentant de la FNCuma, le président du CSE ainsi que le ministère. Son rôle est de réfléchir à l'évolution des actions en ayant une approche prospective.</li> <li>• Le comité d'orientation du développement, émanation de la commission développement et également présidé par Jean-Pierre Arcoutel, permet d'assurer le suivi du programme en cours d'année et de jouer un rôle dans les phases d'orientation, comme dans le cadre de l'établissement de cette nouvelle programmation.</li> </ul> <p>Sur le plan opérationnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation au comité plénier de LCA (réunion de l'ensemble des directeurs de section et de fédérations régionales et nationales non fusionnées) pour tenir informés et recueillir les attentes des directions. Cela permet de faire le relais avec l'équipe des chefs de projet et d'initier des actions sur les territoires (exemple : conférence sur le sujet du suicide en agriculture au Sommet de l'élevage 2021, rendue possible grâce aux travaux réalisés dans le cadre du réseau Agri-Sentinelles)</li> <li>• Réunion des chefs de projet : 4 fois par an en moyenne, dont un séminaire en présentiel/an portant notamment sur les points de transversalité entre actions</li> <li>• Séminaire des réalisateurs : tous les deux ans</li> <li>• Une fois par mois, une réunion distanciel d'1h, réunissant les chefs de projet et le service communication de LCA. Instauré à la suite du séminaire des chefs de projet en septembre 2020, ce dispositif permet chaque mois de faire le point sur les livrables à relayer grâce aux moyens du service de communication. Il participe également à l'inter-connaissance pour chacun, de l'ensemble du contenu du programme. Le format est rendu possible grâce à l'utilisation de Teams ainsi que de Klaxoon (préparation d'un board permettant à chacun d'inscrire ses propres réalisations sans forcément y passer beaucoup de temps en réunion).</li> </ul>

Moyens annuels approximatifs prévus pour la programmation 2022-2027	
Moyens humains	<p>0,47 ETP</p> <p>2 réalisateurs</p> <p>0,24 ETP/réalisateur</p>
Moyens financiers	<p>Coût total = 114 388,00 €</p> <p>Montant des crédits CASDAR <b>demandés</b> = 91 320,00 €</p> <p>Origine des autres financements prévisionnels de l'action : autofinancement</p>

## 36 – Récapitulatif des moyens humains et financiers du programme

Les moyens mis à disposition du programme sont constitués principalement de temps passés par des agents de LCA et par des agents salariés de nos fédérations partenaires au sein du réseau. Comme le concluait le CGAAER dans son rapport d'audit portant sur l'année 2017 : « l'organisation retenue pour animer le réseau dans son ensemble via la contribution au programme d'agents des fédérations régionales et métier semble adéquate ». Elle est également reconnue comme fédératrice pour notre réseau. Notre projet repose donc sur une organisation similaire.

Pour nous assurer de la mise en place de conventions et procédures répondant aux règles des marchés publics dans nos relations avec nos fédérations partenaires, nous avons sollicité le cabinet Fidal. Le principe va consister à décliner la convention que LCA va signer avec le ministère en des conventions de mise en œuvre de cette convention « mère » et d'appliquer des conditions similaires (taux de prise en charge des coûts par le Casdar, coûts jours des agents sur des bases identiques, versement des fonds selon des calendriers identiques...). La convention-type sera à disposition du ministère (elle sera disponible aux vus des termes de la convention « mère » et ne peut donc être fournie à ce stade).

NB : le calcul des ETP est réalisé sur la base de 211j par agent, base de l'équivalent temps plein au sein de La Coopération Agricole (qui peut, à la marge, différer des conventions des autres structures réalisatrices).

N°	Titre complet de l'action élémentaire	Moyens programmés par AE en valeur			Moyens programmés par AE en %		
		Budget total	Budget CASDAR	ETP	Budget total	Budget CASDAR	ETP
1	Atténuer le changement climatique (CLIMAT)	524 989 €	419 991 €	5,42	22%	22%	23%
2	Promouvoir, Accompagner et Réussir la Transition AGro-Ecologique dans les coopératives agricoles (PARTAGE)	543 334 €	434 667 €	5,43	23%	23%	23%
3	La coopérative, acteur du renouvellement des populations agricoles sur le territoire (CARPAT)	231 870 €	185 496 €	2,40	10%	10%	10%
4	Structurer nos actions dans une logique One Health – One Welfare, (OHOW) : 2 opérations	342 529 €	274 023 €	3,30	15%	15%	14%
5	Répondre aux attentes des parties prenantes, dont les consommateurs, par les démarches RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) des coopératives agricoles et agroalimentaires (RSE)	364 276 €	291 421 €	3,79	15%	15%	16%
6	Contribuer aux objectifs de développement de l'Agriculture Biologique pour des filières durables (BIO)	248 852 €	199 082 €	2,70	11%	11%	12%
7	Gouvernance du programme	114 388 €	91 320 €	0,47	5%	5%	2%
<b>TOTAL</b>		<b>2 370 238 €</b>	<b>1 896 000 €</b>	<b>23,51</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Programme de développement agricole et rural

### 4. Fiche de présentation du programme prévisionnel pluriannuel 2022-2027

**Organisme responsable du programme** : La Coopération Agricole (LCA)

**Montant global du programme (assiette de calcul pour la subvention)** : 2 370 238 €

**Subvention CASDAR** : 1 896 000 €

**Organisme réalisateur du programme** : La Coopération Agricole (LCA) appuyée de l'expertise de son réseau fédératif national et régional : LCA Hauts-de-France, LCA Grand-Est, LCA Auvergne-Rhône-Alpes, LCA Sud, LCA Corse, LCA Occitanie, LCA Nouvelle-Aquitaine, LCA Ouest, LCA Centre Val de Loire, FRCA REUNION, FELCOOP, PPAM de France, Association AGRICONFIANCE

### Actions élémentaires :

AE1 Atténuer le changement climatique (CLIMAT)

AE2 – Promouvoir, Accompagner et Réussir la Transition AGro-Ecologique dans les coopératives agricoles (PARTAGE)

AE3 – La coopérative, acteur du renouvellement des populations agricoles sur le territoire (CARPAT)

AE4 – Structurer nos actions dans une logique One Health – One Welfare, pour la santé et le bien-être des hommes, des animaux et de l'environnement (OHOW)

\* Opération 1 : Maintenir un haut niveau de sécurité sanitaire dans les exploitations, les outils industriels et sur les aliments

\* Opération 2 : Contribuer au bien-être des animaux en veillant au bien-être des personnes à leur contact (One Welfare)

AE5 – Répondre aux attentes des parties prenantes, dont les consommateurs, par les démarches RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) des coopératives agricoles et agroalimentaires (RSE)

AE6 – Contribuer aux objectifs de développement de l'Agriculture Biologique pour des filières durables (BIO)

AE7 – Gouvernance du programme

### Principaux résultats et valorisations attendus :

- Parution d'ouvrages ou de publications sur Internet, permettant de diffuser les bonnes pratiques mises en œuvre par les coopératives :
  - 1 recueil écrit (Théma ou assimilé) par an. Exemples de thématiques : productions d'énergies renouvelables, diminution des émissions de GES, la bioéconomie, biodiversité (mise à jour), transition agro-écologique (mise à jour), micro-projets incubés en coopérative, filières équitables, ODD (mise à jour).
  - Site Internet « Solutions coopératives » (intégré au site LCA)
- Parution de guides pratiques : 1 par an.
  - Thématiques : bioéconomie, don alimentaire, appui à l'émergence de collectifs agroécologiques en coopératives, commerce équitable, directive CSRD (Corporate Social Responsibility Declaration),
- Fiches « retours d'expérience » en agro-écologie
- MOOC en partenariat avec Fun MOOC : 1 MOOC tous les deux à trois ans
  - Mise à jour et maintenance du MOOC RSE
  - Innovation et conseil : fin d'ingénierie et lancement puis mise à jour régulière

- Supports pédagogiques : sur « one welfare », « one health », l'adaptation au changement climatique (dans le cadre du RMT Clima), la bioéconomie, directive CSRD, différentes thématiques en lien avec le développement de l'agriculture biologique...
- Organisation en propre ou en partenariat de conférences, colloques, forums, webinaires :
  - 2 conférences sur le Bien-être animal par an (Space et Salon de l'élevage)
  - Forums jeunes coopérateurs : 1 tous les 2 ans
  - Webinaires sur différentes thématiques : chacune des actions produira un à 2 webinaires par an
- Cahiers du développement coopératif : ouvrage permettant de mettre en évidence la contribution des coopératives au développement agricole. En partenariat avec la FNCUMA. Un numéro par an.
- Vidéo ou plaquette sur le rôle de LCA en matière de développement agricole (bilan de la programmation 2022-2027) : à mi-parcours et au bilan pluri-annuel.
- Outils de certification du conseil coopératif (CQP, référentiel...)
- Etudes :
  - Bilan carbone des filières coopératives et feuille de route décarbonation
  - Protéines 100% françaises pour les filières bio
  - Impact économique de la RSE
  - Impact socio-économique des coopératives
- Observatoires et tableau de bord intégrant notamment des indicateurs sur la contribution des coopératives et des coopérateurs au déploiement des pratiques agro-écologiques, à la biodiversité et au gaspillage alimentaire.
- Lettres de veille : sanitaire (mensuelle), tendances RSE (annuelle), bien-être animal (deux tous les mois)
- Enquêtes : thématique des insectes ou des rongeurs
- Bases de données : projets de méthanisation des coopératives, produits biosourcés des coopératives
- Outils à destination des conseillers pour prévenir la détresse des agriculteurs (réseau Agri-Sentinelles)
- Travaux sur les outils de financement : plateforme participative, PSE, panorama des dispositifs publics...

**Sites Internet sur lesquels seront publiées les informations :**  
[www.lacooperationagricole.coop](http://www.lacooperationagricole.coop) ; [www.rd-agri.fr](http://www.rd-agri.fr)

PROGRAMME DE  
DÉVELOPPEMENT  
AGRICOLE ET RURAL



# NOTRE BILAN 2015-2021

Un travail de réseau national mobilisant 90 personnes  
réparties sur l'ensemble du territoire

# Accompagner les transitions



Les coopératives agricoles ont pour finalité d'accompagner les associés-coopérateurs dans le développement économique de leurs activités. En partageant des outils coopératifs, les agriculteurs maîtrisent ainsi les différents maillons de la chaîne de valeur. Aujourd'hui, en France, les coopératives agricoles produisent une marque sur trois et 40 % des produits alimentaires qui se trouvent dans nos assiettes.

Les coopératives font le lien entre les consommateurs et les agriculteurs. Elles ont à ce titre la responsabilité, avec leurs adhérents, de relever l'ensemble des défis posés par les évolutions économiques et sociétales et de répondre aux enjeux environnementaux, aux côtés des pouvoirs publics. Tout récemment encore, notre mouvement a affiché l'ambition de contribuer à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2035 pour l'ensemble du réseau des coopératives agricoles.

Afin d'assurer l'ensemble de ces défis, le programme national de développement agricole et rural (PNDAR) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et son outil financier alimenté par une taxe prélevée auprès des agriculteurs, le compte d'affectation spéciale du développement agricole et rural (CASDAR), sont essentiels. Ils permettent à notre secteur de mutualiser des moyens au profit de la recherche et de l'innovation. En 2014, La Coopération Agricole (ex-Coop de France) a répondu à l'appel à propositions pour participer à la mise en œuvre de cette politique. Les quelques résultats présentés dans ce bilan démontrent combien la mise à disposition des experts de notre réseau permet de progresser sur le terrain du développement agricole. Ces résultats témoignent de l'engagement que nous avons pris au travers de notre raison d'être: « Bâtisseurs solidaires d'une alimentation durable et de territoires vivants ». La Coopération Agricole et ses adhérents sont déterminés à accompagner les évolutions du secteur agricole et agroalimentaire et à mettre en œuvre les transitions nécessaires. C'est ainsi que, ensemble, nous construirons en commun un avenir pour chacun.

Dominique Chargé  
Président de La Coopération Agricole



Notre réseau, composé de 90 experts nationaux et régionaux, agit au service de l'adaptation des coopératives au bénéfice des agriculteurs et de l'agriculture de demain sur l'ensemble du territoire national et des filières agricoles et agroalimentaires. L'enjeu est d'anticiper pour accompagner les transitions, de créer des synergies avec les acteurs de la recherche et du développement et de favoriser les interactions entre les différents échelons de territoires et de filières au service du projet coopératif.

Les travaux s'appuient sur les coopératives au travers de groupes de travail, d'enquêtes, de revues de presse... Toute coopérative adhérente à La Coopération Agricole et désireuse de s'impliquer est à même de participer.

La commission Développement permet de fixer les orientations et de recueillir les avis et besoins des coopératives. Elle réfère au conseil d'administration de La Coopération Agricole.

Le programme est évalué par un comité scientifique qui appuie également le réseau pour renforcer sa vision prospective.

Les travaux de La Coopération Agricole sont capitalisés dans des documents papiers ou numériques de différentes natures, disponibles sur le site de La Coopération Agricole ([www.lacooperationagricole.coop](http://www.lacooperationagricole.coop)) ou sur la plateforme de la R&D Agricole ([www.rd-agri.fr](http://www.rd-agri.fr)), financée par le Casdar pour rassembler l'ensemble des projets de la recherche et du développement agricole.

Jean-Pierre Arcoutel  
Président de la commission Développement  
de La Coopération Agricole

## DÉFINITION DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (article L820-1 du code rural)

Le développement agricole a pour mission de contribuer à l'adaptation permanente de l'agriculture et du secteur de la transformation des produits agricoles aux évolutions scientifiques, technologiques, économiques et sociales dans le cadre des objectifs de développement durable, de qualité des produits, de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire et de maintien de l'emploi en milieu rural.

Sur la période 2015-2021, le Casdar a financé les projets portés par le réseau La Coopération Agricole à hauteur de 2,23 millions d'euros par an.

# Nos travaux pour accompagner

■ **La collection Théma** met en lumière les bonnes pratiques de coopératives, source d'inspiration pour d'autres entreprises mais aussi outil de dialogue avec nos parties prenantes. **15** ouvrages publiés sur la période et **378** bonnes pratiques répertoriées dans 208 coopératives.



- **Bien-être animal** – Les coopératives agricole et le « one welfare » (2021)
- **Conseil et parties prenantes** – Acteurs des transitions (2021 – à paraître)
- **Passerelles entre agricultures** – Des dynamiques avec l'agriculture biologique (2021)
- **Coopératives et transition agroécologique** – Agir, animer, valoriser (2020)
- **Innover et conseiller** – Les coopératives en mouvement (2020)
- **Objectifs de Développement Durable** – Contribution des coopératives aux 17 enjeux mondiaux (2020)
- **Développement de l'agriculture biologique** – Les solutions coopératives (2019)
- **Coopératives & biodiversité** – Préserver et valoriser (2017)
- **Coopératives & économie circulaire** – Une alliance durable (deux éditions: 2015 et 2017)
- **Coopératives & lutte contre le gaspillage** – Innovations et collaborations (2016)
- **Accueillir les nouveaux coopérateurs** – Accompagner, sécuriser, pérenniser (2016)
- **Coopératives agricoles et qualité** – Vers la maîtrise et la création de valeur (2016)
- **Coopératives & circuits courts et de proximité** – Créer de la valeur en créant du lien (2016)
- **Conseiller les adhérents de coopératives** – Du champ à l'assiette (2015)
- **Coopératives de nutrition animale et marchés agricoles** – S'organiser pour sécuriser (2015)



■ À ces documents papiers s'ajoutent différents supports **numériques**, dont notamment des vidéos en motion design, des webinaires disponibles en replay ou encore des MOOC (Massive Open Online Course, ou, en Français, formation en ligne ouverte à tous). **6 000** apprenants pour le MOOC sur les coopératives agricoles. **12 000** apprenants pour le MOOC RSE.

# les transitions



## ■ Les guides pratiques

s'adressent aux coopératives et leur donnent des clés pour appréhender un sujet, conduire des actions pour progresser.

**6** ouvrages publiés sur la période.

- **Bioéconomie** (2021 – à paraître)
- **Vente et conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques** – Mise en œuvre de la séparation pour les coopératives agricoles (2019)
- **Accompagnement au reporting RSE pour les entreprises coopératives agricoles et agroalimentaires** (2018)
- **L'accompagnement financier des associés coopérateurs** – Comment soutenir les projets individuels (2017)
- **Les achats responsables** – Pour les entreprises coopératives et agroalimentaires (2016)
- **Coopératives et foncier** (2016)



## ■ Les Cahiers du développement coopératif

, en coédition avec la FNCuma, invitent les lecteurs à une réflexion transversale sur la singularité de l'action des coopératives en matière de développement agricole.

**5** numéros publiés depuis le numéro 1 paru en 2016.

**4** dossiers abordés:

- Coopératives et agro-écologie (N° 2, 2017)
- Coopératives et renouvellement des générations (N° 3, 2018)
- Gouvernance coopérative et développement agricole (N° 4, 2019)
- Gouvernance coopérative, développement agricole et innovation (N° 5, 2020)



## ■ Nos enquêtes

permettent d'apporter des éclairages chiffrés sur les actions des coopératives.

- **Conseillers de coopératives de métiers du grain** – État des lieux et perspectives (2018)
- **Aires d'alimentation de captage** – État des lieux et perspectives de l'implication des coopératives (2018)
- **Les coopératives s'engagent en faveur du renouvellement des générations** (2019)
- **Maîtrise de la qualité des issues de silos et de leurs débouchés** (2019)

## Contribuer au renouvellement des générations

**3** coopératives sur **4** ont des actions en faveur de l'installation des jeunes

Co-crédation de la SCIC Terre Adonis en région Sud en 2019, structure de portage: à ce jour, installation de **4** jeunes non issus du milieu agricole.

**250** jeunes agriculteurs mobilisés pour exprimer leurs attentes vis-à-vis du tissu coopératif



## Adapter le conseil apporté aux agriculteurs par les coopératives

**7 500** conseillers de coopératives

Mise en place de projets pilotes de formation aux transitions agroécologiques en partenariat avec l'enseignement agricole: **1** formation de portée nationale et **6** de portée régionale.



Licence pro parcours « Conseil en systèmes de production végétale agroécologique » (COSyA) / Université de Toulouse – Lycée d'Auzeville – LCA Occitanie

**25 à 30** inscrits chaque année.  
**96 %** de réussite.

**2015-2021**

## Promouvoir les démarches en faveur de la responsabilité sociétale des entreprises

**430**

coopératives  
ont réalisé  
un diagnostic  
RSE

Depuis sa publication,  
**1500** personnes ont  
téléchargé le Théma qui présente  
les initiatives des coopératives pour  
répondre aux Objectifs de développement  
durable (ODD) définis par l'ONU.

LCA a été  
à l'initiative de  
la rédaction de  
la norme ISO  
26030, norme de  
développement  
durable pour la  
chaîne alimentaire  
publiée en 2019.



Contribution à la reconnaissance  
mutuelle entre schémas de  
certifications européens  
sur le Feed et sur l'offre de  
denrées alimentaires sans  
OGM ou issues d'animaux  
nourris sans OGM.

## Participer à la sécurité sanitaire et à la qualité des productions

**100 %** des coopératives en lien  
direct avec les produits agricoles et  
agroalimentaires engagées dans  
au moins une démarche qualité

**2** conférences par an  
sur le bien-être animal  
depuis 2015, plus de  
**100** participants par  
conférence.

## Déployer les solutions agroécologiques

Les coopératives impliquées dans **92 %** des programmes d'actions locaux de préservation de la qualité de l'eau

**92** GIEE portés ou animés par des coopératives ont été labellisés depuis 2015 dont **65** sont actifs fin 2020.



**400** actions répertoriées, mises en œuvre par **200** coopératives.

## Concourir à la mise en œuvre des principes de l'économie circulaire

Des actions exemplaires de coopératives sur chaque territoire

Mise en place d'un dispositif de mesure et d'un plan d'actions pour diminuer l'impact GES de la filière luzerne: – **66 %** des émissions de carbone par tonne de produit fini en **20** ans

**6** coopératives accompagnées pour déployer la méthanisation: communication vers plus de **25 000** agriculteurs, **50** études d'opportunité et **8** assistances à maître d'ouvrage réalisées (cofinancement ADEME)



## Développer l'agriculture biologique

**750**

coopératives  
engagées  
en AB

**12** coops dans les **12**  
dossiers déposés début 2021  
au fonds Avenir bio (porteur,  
partenaire ou associé)

Animation d'une  
commission Bio  
réunissant **200**  
correspondants  
dans les  
coopératives.



Professionnalisation  
d'un réseau  
d'experts LCA  
répartis sur  
le territoire.

## Impliquer les coopératives dans les projets alimentaires territoriaux

Des exemples identifiés  
dans toute forme  
de coopératives agricoles

**10** projets alimentaires  
territoriaux impliquant  
des coopératives suivis  
par le réseau.



**L**a Coopération Agricole et la FNCuma se sont doté d'un comité scientifique d'évaluation en 2007.

J'ai l'honneur et le plaisir de présider ce comité sur la période 2015-2021, aux côtés de douze experts issus de la recherche, de l'enseignement supérieur, des collectivités territoriales, d'organisations professionnelles agricoles ou encore d'entreprises. Le comité exerce deux missions auprès des réseaux: évaluation du programme de développement, conseil stratégique et prospectif.

En mai 2021, notre évaluation ex-post du programme a permis de constater une nette avancée de la capitalisation sous forme de documents écrits accessibles sur le site Internet de LCA ainsi que quelques expériences d'outils audio-visuels (MOOC, vidéos pédagogiques). Nous saluons cet effort en insistant sur la dimension numérique, qui doit être amplifiée pour s'adapter aux pratiques modernes de communication. Cela devrait faciliter la diffusion, qui doit être accrue par rapport à la période qui vient de s'écouler.

De même, une forte attention a porté sur l'obtention de résultats concrets et utilisables, le présent document en est un témoignage,

et nous ne saurions qu'encourager les réseaux à poursuivre dans cette voie. L'étape suivante sera, aux côtés des financeurs, de pouvoir mieux objectiver les impacts des actions conduites. Il est bien sûr nécessaire de tenir compte du temps long des actions de développement, mais nos concitoyens attendent de percevoir ces impacts et la nécessité d'en rendre compte s'impose.

Sur saisine des deux réseaux, nous avons produit quatre avis de prospective stratégique sur des sujets tels le renouvellement des générations ou encore le conseil aux agriculteurs pour amplifier les transitions. Ces demandes de leur part témoignent de leur inscription dans les grands enjeux actuels et de leur volonté de relever les défis des années à venir, mis en exergue notamment dans le futur PNDAR 2022-2027. Notre connaissance des compétences présentes nous permet d'affirmer que ces réseaux peuvent être pionniers dans certains domaines. Nous les encourageons à le faire, dans une logique de partenariat avec les autres acteurs du développement mais aussi avec les parties prenantes, notamment pour ce qui concerne LCA avec les consommateurs. Ce serait cohérent avec les démarches de responsabilité sociétale des entreprises que LCA encourage les entreprises à conduire.

Benoît Lesaffre  
Président du comité scientifique d'évaluation  
de La Coopération Agricole et de la FNCuma

**A**u cœur de la stratégie de La Coopération Agricole à horizon 2030, se situent l'anticipation des enjeux et l'accompagnement des transitions, que nous voulons impulser et non subir. Nous souhaitons contribuer à relever les grands défis sociétaux pour préparer l'avenir tout en préservant la capacité des acteurs d'aujourd'hui et de demain à vivre de leur métier, agriculteurs comme salariés de nos entreprises.

Nous poursuivrons pour cela notre contribution à la politique de développement agricole et rural. Dès la fin 2019, nous avons répondu présents auprès des services du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour participer, avec l'ensemble des organisations professionnelles agricoles, à l'identification des orientations à donner au futur PNDAR 2022-2027. De grandes convergences apparaissent avec notre propre approche.

Les actions et résultats décrits dans ce document illustrent notre capacité à accompagner les coopératives et leurs adhérents vers des changements relevant notamment de l'agroécologie et renforçant leur responsabilité sociétale. Tout en capitalisant sur ces acquis, nous souhaitons amplifier notre action dans la lutte contre le changement climatique, tout en maintenant une production responsable sur l'ensemble du territoire qui réponde à tous les marchés, nationaux et internationaux.

Nos priorités s'articuleront autour des quatre grands axes suivants :

- développement de chaînes de valeur responsables et moins dépendantes des énergies fossiles, au sein des filières agricoles et également pour offrir des solutions

pour les autres secteurs économiques et les territoires, en amplifiant nos travaux sur la bioéconomie et en favorisant l'économie circulaire ;

- accompagnement de la transition agro-écologique, en particulier l'engagement dans l'agriculture biologique, par l'identification et la diffusion des bonnes pratiques éprouvées et en favorisant l'innovation. Le conseil délivré par les coopératives à leurs associés coopérateurs est un levier fondamental pour répondre aux enjeux liés à l'eau, la préservation de la biodiversité, la qualité des sols, le stockage du carbone... ;
- sécurisation des filières grâce aux démarches de qualité, d'hygiène et sur le plan sanitaire. Dans un contexte réglementaire qui limite l'usage des solutions chimiques alors que les évolutions climatiques s'accompagnent de l'apparition de nouveaux risques, il est de notre devoir de rester proactif pour assurer une alimentation saine, en quantité suffisante, accessible à tous et respectueuse des hommes et des animaux ;
- réponse aux aspirations des nouvelles générations qui, à l'instar de la société civile et des consommateurs, sont en attente de nouvelles formes d'agriculture et de modes de commercialisation des produits.

Convaincus que l'ensemble de ces engagements ne pourront s'appréhender que collectivement, nous travaillerons également à l'attractivité de notre modèle et à sa performance économique, tout en améliorant l'empreinte sociale et environnementale des coopératives et en contribuant aux Objectifs de développement durable (ODD).

Jean-Pierre Arcoutel  
et Dominique Chargé



# BÂTISSEURS SOLIDAIRES D'UNE ALIMENTATION DURABLE ET DE TERRITOIRES VIVANTS



**Construisons en commun l'avenir de chacun**



[www.lacooperationagricole.coop](http://www.lacooperationagricole.coop)

pour en savoir plus : <https://www.youtube.com/watch?v=GCX3bTAq8xU>



La responsabilité du ministère en charge  
de l'Agriculture ne saurait être engagée.